

JEAN-LOUIS OMER

# L'ANTI RÉPUBLIQUE-2

CONCENTRÉ DE HAINE ANTIFRANÇAISE  
GÉNÉRALITÉS POLITICO-PHILOSOPHIQUES  
ANTIRACISME : LE ROULEAU COMPRESSEUR

*FORCEFRANCE ÉDITIONS*



## L'Antirépublique-2

Du même auteur  
*L'Antirépublique-1*  
*Révolution vérité*  
*Le Christ décrypté*

L'Antirépublique-2  
1<sup>e</sup> éd. 2008 – ...

JEAN-LOUIS OMER

# L'ANTI RÉPUBLIQUE-2

CONCENTRÉ DE HAINE ANTIFRANÇAISE  
GÉNÉRALITÉS POLITICO-PHILOSOPHIQUES  
ANTIRACISME : LE ROULEAU COMPRESSEUR

- Essai -

*« Tant que les citoyens n'en sont pas arrivés à respirer d'un même souffle, l'absence de communauté ethnique est facteur de sédition. Car de même qu'une cité ne se forme pas à partir d'une masse de gens pris au hasard, de même ne se forme-t-elle pas dans n'importe quel espace-temps. C'est pourquoi parmi ceux qui ont, jusqu'à présent, accepté des étrangers pour fonder une cité avec eux ou pour les agréger à la cité, la plupart ont connu des séditions. »*

ARISTOTE

*« Un homme qui ne se mêle pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile. »*

THUCYDIDE

## Introduction

Si la révolution de Mai 1968 ne s'est pas particulièrement distinguée par des assauts de violence criminelle, de cette folle violence habituelle des révolutions sanglantes dont 1793 fut le « modèle » du genre, elle l'a été sur le plan civilisationnel ; elle a été violente d'une autre manière, sur le long terme, une violence inouïe, invisible, insensible, agissant comme un puissant poison inoculé à petites doses dans un organisme vivant qui continue de vivre sans s'apercevoir qu'il meurt lentement. Mai-68 n'est pas seulement une pseudo-révolte d'étudiants sous l'empire d'une crise d'adolescence boutonneuse tardive, c'est aussi et surtout ses prolongements qui vont modifier petit à petit et jusqu'à nos jours la perspective de notre héritage civilisationnel français, notre conception séculaire de la vie héritée de nos anciens, et nos façons de la vivre concrètement.

Parmi les bouleversements qui marqueront les années 1970/80, va se révéler un phénomène entraînant une modification ontologique sourde, profonde, insinuante, de la réalité nationale contemporaine : l'apparition quasi soudaine, comme se libérant de toute retenue, d'une littérature anti-identitaire se nourrissant de tout ce qui est français et enraciné pour le tourner d'abord en dérision, puis en haine ravageuse, vengeresse, hystérique, contre notre pays, contre le peuplement de souche ; elle va proliférer de façon endémique jusqu'à nos jours sous le nom d'« antiracisme », comprenons « antifrançais ». À la date de la présente introduction, et alors que les soixante-huitards vont se rappeler à notre bon souvenir pour le cinquantenaire de ces funestes événements, on imagine mal les ravages dans les esprits que va provoquer par contamination le puissant poison distillé par cette littérature, poison qu'on appellera désormais « haine de soi », tant sur le plan identitaire que psychologique.

À l'époque, peu d'intellectuels relèveront ou estimeront à leur juste mesure les effets potentiellement détonants de cette littérature haineuse antifrançaise qui puise son origine essentiellement dans

nos universités, et dont les ferments autodestructeurs vont se répéter à travers la presse de gauche, puis diffuser dans les milieux scolaires, tous confondus, par l'intermédiaire des enseignants, grands consommateurs de cette presse bourgeoise, particulièrement *Le Nouvel Observateur*, devenu *L'observateur*, devenu *L'obs* (tout est décidément difficile à vivre pour un gauchiste, même de lire un titre de journal complet) puis redevenu *le Nouvel Obs*, cet hebdomadaire de gauche qui fut le grand maître de ballet de l'opérette soixante-huitarde, *Le Monde*, le quotidien du marxisme intellectuelo-mondain, par la suite *Libération* (1973), créature dégénérée des suites de Mai-68, sauvé in extremis par l'état mitterrandien, puis par la maison Rothschild, ferments autodestructeurs transmis par contamination aux générations d'aujourd'hui ; d'où la banalisation de la haine de soi travestie en culte de l'Autre — l'un n'allant pas sans l'autre —, devenue un des conformismes ambiants les plus marquants du politiquement correct.

Les quelques exemples de cette littérature, ci-après, montrent d'une manière flagrante l'état d'esprit de cette époque où l'on pouvait traîner dans la boue la France et les Français, sans que se manifeste la moindre réaction de désapprobation de leurs prétendus représentants élus, censés défendre et protéger le peuple français de toutes agressions intellectuelles, morales, physique portant atteinte à son honneur et à sa dignité. Il ne faut pas être surpris, dès lors, de constater dans quel état de déliquescence est tombée la France, cinquante ans plus tard : un peuple humilié en voie d'éradication, un pays touché au comble de la dégénérescence civilisationnelle et du désordre entropique.

Dans ce second essai faisant suite à *L'Antirépublique-1*, et le complétant, vous trouverez en deuxième partie quelques éléments de réflexion philosophique mettant en évidence l'importance du fait national et la primauté de la nation comme fondement de la société, la meilleure structure possible historiquement éprouvée, garantissant la cohésion du groupe humain et sa perpétuation serene dans le temps.

En troisième partie, nous aborderons la question de l'antiracisme utilisé comme bombe culpabilisatrice destructrice des groupes humains homogènes au profit d'un brassage ethnique et racial dégénératif, en totale opposition à l'ordre naturel, celui-ci se révélant au contraire spécifiant, sélectif, ségréatif.



## PREMIÈRE PARTIE

**Concentré de haine antifranaïaise****1. Métaphysique d'un génie cosmo-planétaire**

D'abord le personnage. Qui ne connaît BHL ? Qui n'a jamais entendu parler de BHL, je veux dire de Bernard-Henri Lévy, aussi connu pour être BHL en « philosophie et littérature » que le BHV l'est dans le grand commerce ? Il faut vraiment ignorer que le soleil brille pour ne pas savoir que BHL est BHL. Avoir un acronyme comme nom, cela vous élève tout de suite le personnage. Cela vous le pose instantanément sur un piédestal. Plus qu'un nom c'est une griffe, un label d'authenticité, une marque générique non déposable et non négociable... La marque du génie incommunicable et d'un destin hors norme. N'est pas BHL qui veut, même si on aurait tendance, avec le temps, à l'égarer dans nos mémoires. Je m'étonne même qu'il n'y ait pas eu de produits dérivés siglés BHL, comme il en existe siglés YSL. Ce n'est pourtant pas que cet illustre promulgateur de ce que l'on a appelé, fut un temps, la « Nouvelle philosophie » (est-il possible d'expliquer philosophiquement ce qu'est une « nouvelle philosophie » ?), ménage au public la haute et rayonnante opinion qu'il a de lui-même. Extraverti de haute volée doté d'un prodigieux cerveau XXL, adepte de la confrérie parisienne des adorateurs du nombril, vibron médiatique assoiffé de publicité personnelle et tout pénétré de son importance, il serait capable de créer l'événement rien que pour faire parler de lui, par crainte que l'Histoire ne passât à côté sans le voir, et ne lui fit l'affront de dédaigner son auguste personne. Pour mieux souligner l'enflure du personnage, rappelons que cet ex-soixante-huitard n'hésitait pas à se faire passer complaisamment (lui et d'autres) pour philosophe à l'âge de 27 ans, quand on sait depuis Platon, c'est-à-dire depuis 2500 ans, que nul ne peut se prétendre philosophe sans avoir atteint un certain degré de maturité intellectuelle, que seul l'âge a pour vertu de conférer, et encore à condition d'avoir derrière soi une longue vie d'expérience, d'ascèse et de réflexion. Il n'hésita pas à titrer l'un de ses livres : *Le Testament de Dieu*. En toute modestie.

Quels que soient les grands problèmes qui touchent à notre société, problèmes d'ordre humanitaire ou planétaire, il n'est pas

possible de l'éviter ; il est partout où il peut s'exprimer, se faire entendre, donner son opinion, faire parler de lui ; chouchou de la presse stipendiée, il a ses entrées dans toutes les rédactions — presse de gauche ou de droite peu importe, c'est la même sous le chapeau républicain ; impossible d'échapper à ses commentaires, à ses avis, à ses jugements, à ses oracles qui tombent comme autant d'arrêts définitifs. BHL a parlé ; BHL a dit ; BHL a décidé.

Président de la Commission cinématographique d'avances sur recettes — donc le mieux placé pour faire financer ses navets (dont *Le jour et la nuit*, un navet hors norme dans la catégorie bides d'anthologie) et ceux des autres par le contribuable, à condition d'être orientés dans le bon sens —, directeur de collection et administrateur d'une grande maison d'édition (même commentaire), écrivain, romancier, cinéaste, journaliste, chroniqueur, conférencier, conseiller de rédaction, expert auprès de pas mal de comités Théodule faisant appel à son génie foisonnant, chargé de mission auprès du gouvernement, défenseur de la veuve et de l'orphelin, pourfendeur de toutes les injustices, de tous les racismes, de tous les fascismes en ce bas monde, engagé sur tous les fronts, sur toutes les batailles, sur tous les théâtres d'opérations, il a le génie incomparable de laisser derrière lui le chaos partout où il passe, particulièrement en Afghanistan, dans la guerre des Balkans, en Lybie, en Ukraine... Intrépide guerrier de toutes les causes humanitaires, on doit le compter aussi parmi les co-fondateurs de SOS racisme et d'Action Contre la Faim... Il est surtout l'heureux héritier d'un papa qui a eu la tendre et affectueuse sollicitude de lui céder son immense fortune gagnée dans le commerce des bois exotiques, à une époque où la colonisation ne devait pas trop porter à la repentance chez l'auteur de ses jours, puisque celui-ci, précise son digne fils, était de gauche : milliardaire et de gauche, le combo bobo par excellence ; on atteint des sommets dans l'humanisme agissant !

Il est de toutes les grandes causes, nationales ou internationales, de tous les combats pour la défense des droits de l'homme en général, et de l'homme Lévy en particulier, pourvu qu'on n'oublie pas de mettre en évidence son indispensable et précieuse personne. Un saint, doublé d'un héros, triplé d'un humaniste hors pair, qui a l'art de ciseler, avec un narcissisme gourmand et rare, l'icône irénique qu'il entend laisser de lui-même à la postérité.

À trop en faire, il a fini par lasser ; les articles irrévérencieux tendant à flétrir l'image pieuse se sont multipliés, même dans son milieu où règnent les solidarités les plus équivoques ; ces libelles de lèse-majesté osant profaner son génie lumineux sont devenus si nombreux qu'ils constituent une mine inépuisable de munitions ayant pour but de le faire tomber de son piédestal, chaque fois qu'il tente de remettre un pied dessus. La veuve d'un journaliste américain assassiné en Afghanistan, dont le drame fera de sa part l'objet d'une enquête très contestée (*Qui a tué Richard Pearl ?*), disait à son propos : « l'ego détruit son intelligence » Là est toute la problématique du bonhomme...

C'est dire combien ce petit marquis de la philosophie de bazar et de l'esbroufe médiatique était qualifié pour juger, en toute crédibilité et en toute humilité, de *L'idéologie française* (1981), une de ses premières productions philosophico-littéraires se voulant l'exécution définitive du nationalisme à la française, le nationalisme de la terre, de l'enracinement. C'est-à-dire le mien. Après lui, c'est sûr, plus personne n'osera aborder le sujet sans faire référence à son éminente contribution.

Notre Tartarin de la philosophie a donc décidé de terrasser la « bête immonde dont le ventre est encore fécond » Ah ! cette « bête immonde » qui est aux intellectuels de gauche ce que la bête du Gévaudan était à nos frayeurs d'antan ! À moins qu'il ne s'agisse de la « Bête » de l'Apocalypse... l'*alien* qui survit en eux et les dévore de l'intérieur.

Redevenons sérieux. Derrière la caricature du zozo pensant, derrière les gesticulations du penseur mondain, demandons-nous ce qu'il cherche à nous prouver à travers *L'idéologie française* ; cette « idéologie » française qu'il hait de toutes les fibres de son corps, et dont, à l'évidence, on sent qu'il ne verrait aucun inconvénient à lui substituer *L'idéologie israélite*... Ce sentiment apparaîtra en filigrane dans ses prestations ultérieures ; il est Juif, et pour lui, cela ne fait aucun doute : la France, ce pays insane, peuplé d'humanoïdes dégénérés n'ayant rien compris à la haute destinée de notre monde ici-bas, se doit pour s'amender de se transformer en une nation éclairée par les enfants de Juda. Tout simplement. Tant pis pour le peuple catholique autochtone enraciné depuis des siècles, même si le christianisme est la religion co-fondatrice du beau pays de France, il doit accepter pour son bien de devenir une

excroissance des fils et filles d'Israël, du Peuple élu, le seul à oser se revendiquer en toute légitimité Peuple de Dieu. Accordons-lui qu'il n'est pas le seul, dans la grande phratrie des fils de Jacob, à avoir embouché ce fantasme biblique pour ne pas dire talmudique ou cabalistique.

Revenons à notre question : que cherche-t-il à prouver ? Que les Français sont racistes, fascistes, antisémites, xénophobes, parce qu'ils ont le tort d'être Français et d'aimer leur pays ? Et, circonstances aggravantes, parce qu'ils ont le courage de se battre politiquement pour défendre cette France qui est leur patrie, pour défendre leurs racines, leur identité, leur appartenance nationale, et ce, quels qu'en soient les risques ? Que Pétain, Maurras, Barrès, Péguy, Bernanos, Drumont, Céline, et autres représentants d'un certain courant national historique qu'il nomme « les saints patrons de l'idéologie française », sont des suppôts de la bête immonde ?... Cette « bête immonde » (comprenez : le fascisme aux couleurs de la France) que lui-même et ses congénères voient cachée partout ? Décidément, il a le mental cerné par ses obsessions. Les écrivains nationalistes ne trouvent aucune grâce à ses yeux d'ancien révolutionnaire de salon, même s'il ne ménage pas les pétainistes rouges (comprenons les communistes du pacte germano-soviétique).

Fier de son air de bellâtre satisfait, toujours content de lui, de son génie incandescent qui illumine le genre humain et fait le succès des magazines *people*, la crinière léonine au vent, la chemise immaculée, col échancré jusqu'au nombril, le plus beau palmarès d'entartage de France (8 attentats pâtissiers à son compte), morigène, vitupère, corrige, tance, condamne, fulmine, prohibe, non pas objectivement pour démontrer arguments à l'appui, mais pour satisfaire sa nature profonde de procureur, de grand prêtre du Sanhédrin, contre les arrêts duquel nul ne peut s'opposer ; à la lecture de son indigeste dépôt breneux (la partie dite *Le fascisme aux couleurs de la France* se révèle un délayage fastidieux), l'indispensable et flamboyant philosophe que l'on voit se répandre partout, qui a son rond de serviette dans toutes les rédactions de la grande presse ploutocratique, essayant se faire entendre même de ceux qui ne veulent pas l'écouter, ferait plutôt penser à un prof barbichu à besicles et col cassé, rendu irascible pour cause de sexualité refoulée mal assumée. Tout son livre n'est qu'un dégoisement

d'exécration contre ce qu'il appelle l'idéologie française ou le fascisme aux couleurs de la France, tout en sachant qu'il n'y a jamais eu de fascisme en France, même sous Pétain qu'il poursuit de son indéfectible aversion.

À chaque page, on a l'impression que ce personnage, plein de délicatesse intellectuelle, écrit avec le dégoût, l'écœurement, la nausée au bord des lèvres ; on sent qu'il se retient pour ne pas nous éclabousser de son verbe vomitif qui sourd entre chaque ligne comme un suint nauséabond. Inutile de chercher des arguments : tout est impulsif et compulsif chez lui ; et malgré son impressionnant étalage d'érudition (j'ai oublié de préciser qu'il était aussi universitaire), on se demande, comme souvent chez les personnages de sa phratrie, comment lui, le Juif pied-noir, qui n'a visiblement pas trop souffert de naître en Algérie, il peut continuer de vivre en France, dans un pays de cauchemar qui lui rappelle à toute heure du jour qu'il est rempli d'autochtones non-juifs, fiers d'être français ; des Français qui se trouvent bien chez eux, entendent y rester, et voudraient bien que les intellectuels cosmopolites et apatrides à la BHL ou Attali et autres modèles, israélites ou non, leur fichent la paix !

Inutile aussi de discuter et de reprendre mot à mot les dénigrements systématiques du Maître : il y aurait trop à lui rappeler ; on y perdrait son temps, son âme, en même temps que le goût de vivre. Quelle vision tronquée, partielle, partielle, réductrice, humiliante de la France et du peuple français ! D'autant que dans sa recension, et de la manière dont il s'y prend, on peut y trouver une apologie de la littérature d'extrême droite qu'il dénonce par ailleurs (en fait, il est surtout question des socialistes pré-marxistes, nationaux-socialistes). À trop prêcher sans démontrer, on affirme sans convaincre.

Quant au reste, à l'immense travail de sape que la gauche « française », la gauche révolutionnaire, la gauche marxiste, la gauche maoïste dont il fut l'un des porte-parole les plus emblématiques, a mené contre notre pays, au point de l'avoir fait chuter dans les trente-sixième dessous de l'humanité décadente : silence. Les causes de la Seconde Guerre mondiale ? Silence, etc. Bref, notre pourfendeur de la bête immonde se veut le révélateur du mal absolu, le dénonciateur définitif de ce qu'il appelle obsessionnellement « l'idéologie française », c'est-à-dire de tout ce qui pousse

à aimer son pays, à tirer fierté de ses racines, de son appartenance nationale, de son attachement à la terre de ses ancêtres ; mais il ne fait qu'exprimer, à sa façon toute personnelle et propre à de nombreux intellectuels juifs, comme nous allons le voir (1), une certaine vision de la France qui est celle de gens s'avouant implicitement n'avoir rien en commun avec ses habitants, son histoire, ses traditions, sa culture...

\*

Dès le premier paragraphe de son avant-propos, il annonce la couleur et nous met en condition pour la suite :

*« J'habite un pays étrange, extraordinairement mal connu, ceint d'une haute muraille de brumes, de fables et de mirages. J'y suis, nous y sommes tous comme d'éternels rôdeurs, d'improbables vagabonds, déambulant à l'aveugle dans une mémoire ruinée, semée d'obscurités et de mystérieuses plages de silence. Je parle pourtant, on y parle même à tous vents, mais dans une langue opaque, langue de bois, langue de pierre, langue de bouches closes et d'oublieuses têtes, qu'on dirait tisser d'épais voiles de bruit et de sonores illusions. Cette langue voilée, c'est celle de notre culture. Cette mémoire en loques, c'est celle de notre histoire. Et ce pays étrange, lointain, mal connu, dernier lieu d'exotisme tout cerné de brumes, c'est... »*

C'est... Oui, au fait, c'est quoi ? Quel est-il donc ce pays sinistre à la mémoire en loques que nous décrit non sans une certaine angoisse existentielle l'exquis Bernard-Henri, contrée visiblement inhospitalière, très mal connue, où l'on parle une langue de bois et de pierre, tellement invivable qu'on se demande si cette *terra incognita* est habitée, si elle existe réellement ? Vous le voyez, vous, ce pays glauque, lugubre, égaré dans les brumes, les marécages, dont les miasmes méphitiques dégagent des relents d'atmosphère putride irrespirables au nez fin du brillantissime BHL ?... Ne cherchez pas plus longtemps : ce pays, c'est... oui, c'est la France ! Un pays étrange, soit dit en passant, hanté depuis des siècles par une race de zombis couleurs de la fange locale, une race que les anthropologues appellent « Français »...

Heureusement notre Zorro national est arrivé sans se presser, avec son cheval et son grand chapeau, et il va nous délivrer de la bête immonde. Le justicier au regard sombre et terrifique, revêtu de sa chemise de lumière à grand décolleté, taillée chez les meilleurs faiseurs

de Paris (véridique), va faire le ménage et on va voir ce qu'on va voir. D'ailleurs, la France, est-elle un pays qui mérite d'être habité ? La preuve, il ne se reconnaît pas dans la France des terroirs et des clochers, dans une France fière de ses racines et de ses traditions historiques : il déteste cette France-là... comme beaucoup d'intellectuels parmi ses congénères ou coreligionnaires. Et il le dit sans ambages quand il fustige « *ces peuples d'autochtones enchaînés à leurs collines, enchaînés à leurs clochers.* » C'est vrai, il a raison : les synagogues n'ont pas de clochers... Et puis il y a tellement d'autochtones bizarres dans ce pays étrange cerné de brumes, qui trouvent du plaisir et de la fierté à être enchaînés à leurs collines, à leurs clochers, qu'il y a de quoi en perdre son hébreu...

Plus loin : « *Quoi de plus imbécile, de plus bêtement obscurantiste qu'un nationaliste qui, dans les œuvres de l'esprit, dans un livre ou dans une toile, s'attache à retrouver la trace d'un hypothétique génie français ?* »... C'est bien vrai, ça !... Le génie français, qu'est-ce que cette incongruité qui fait honte au Juif Lévy ? Le « génie français », vous voulez rire ! Quand tout le monde ne rêve que de vivre dans le paradis terrestre mondialiste, revu, remodelé, et surtout contrôlé par ses audacieux coreligionnaires ? On est vraiment dans l'obscurantisme le plus bête... Et Dieu sait que l'obscurantisme, il est encore plus bête que la Bête immonde !

Pour parler sérieusement, on mesurera tout ce que cette assertion a de ridicule et d'outrageant en comparant respectivement le génie créatif, voire prolifique, des peuples chrétiens d'Europe, pour ne prendre que cet exemple, et en le comparant à ce qu'a produit en 2000 ans le « génie juif » dont il est un lumineux échantillon représentatif !...

À l'opposé de la thèse lévyenne, je soutiens que chaque peuple a son génie propre ; il a aussi une âme : c'est la signature de la diversité humaine face au totalitarisme universel réducteur, niveleur, indifférentialiste, que les babéliens de son espèce voudraient imposer à la terre entière. Faut-il d'ailleurs que je sois moi-même définitivement et bêtement obscurantiste pour rédiger un livre comme celui que vous avez entre les mains ! On ne se refait pas !... Nationaliste ou pas, obscurantiste ou non, la France a quand même le mérite d'exister depuis quinze siècles, même si cela, manifestement, empoisonne le référent existentiel de notre nouveau philosophe. Et il a bien fallu que la France existât pour

que BHL ait lui-même un semblant d'existence aux yeux de notre basse humanité ; à moins qu'il ne fasse sien ce généreux conseil qu'il prodigue si volontiers à autrui : « *Le premier geste du sujet libre est de rompre avec le lieu de sa naissance ; de s'affranchir des pesanteurs qui le tiennent assujetti.* »

Qu'est-ce que tu attends pour rompre avec le lieu de ta naissance et t'affranchir de tes pesanteurs, mon bon Nanard, même si tu viens de l'ex-bord français de la Méditerranée ?... Quand on affirme, comme tu le fais sans complexe, que le « *cosmopolitisme radical est à réinventer contre toutes les illusions communautaires* », quelle est donc cette force mystérieuse qui te retient pour échapper à « *l'illusion communautaire* » d'être Français, mais pas à celle d'être Juif ?... Le communautarisme allogène pratiqué en toute illégalité sur le sol de France par une immigration sauvage, envahissante, clandestine ou pas, ne semble pas gêner le scrupuleux pourfendeur de tous les racismes ; sauf le sien, le communautarisme juif ; non, ce qui dérange sa suffisance lévyesque, ce qui trouble sa joie de vivre d'indéfectible soutien de tous les gouvernements républicains de gauche (et de droite !), c'est le communautarisme français impliquant les Français de souche eux-mêmes, dans leur pays, chez eux, dans leur patrie légitime, sur la terre de leurs ancêtres.

Ne quittons pas le fringant BHL sans nous offrir le plaisir de déguster un texte du Maître, un extrait de lévysme pur jus qui vaut son pesant de matière grise suractivée. Il est décidément meilleur quand il dénigre que quand il fait le philosophe. En quelques lignes vous allez avoir l'explication lumineuse de tout ce qui fait la différence entre les bons et les méchants, entre le bien et le mal, entre ceux qui sont dignes d'être des créatures de Dieu, et ceux qui ne sont que de répugnants résidus d'humanité fasciste voués à la géhenne.

« *“Diviser” se dit en deux sens, exclusifs et antonymes, selon que l'on songe à “l'individu” patérialiste gommé par le matérialisme ou à la “différence” matricielle que subsumait le nom du Père. “Rassembler” se dit en deux sens aussi, symétriquement antonymes et exclusifs, selon que l'on entend “l'universalité” paternelle brisée par le retour du refoulé maternel ou la “généralité” matérialiste que refoulait la médiation de la Loi. Ces quatre sens,*



*du coup, se mêlent et se croisent deux à deux puisque "universalité" est toujours corrélat "d'individu" et que, l'un aboli, l'autre s'effrite aussitôt, - tandis que "généralité" est toujours corrélat de "différence" et que, sitôt l'une scellée, l'autre pullule sans attendre. Nulle contradiction, en ce sens, à ce que le chrétien, le juif, le démocrate, le freudien, fixant leurs singularités au ciel de la Loi, en fassent des machines à traverser l'espace communautaire, - mais des états en même temps, pour une unité du genre et des tribus humaines. Mais pas de contradiction non plus, on le comprend désormais, à ce que le païen, le junguien, le fasciste, fichant leurs différences au centre de la terre, en fassent comme un cancer qui ronge cette unité du genre humain, - en même temps que les cellules de leur fonds commun retrouvé. »*

Vous n'avez pas tout compris, dites-vous ? Normal, c'est de l'hébraïsme pur jus. Et puis ce message crypté n'est pas à la portée de toutes les intelligences. Il doit être préalablement décodé, puis interprété pour être compris du vulgaire ; je traduis donc pour vos petites cervelles rabougries de franchouillards avachis (car nous, Français de souche, sommes tous des avachis : nous verrons pourquoi, plus loin) : en langage clair, décodé, cela veut dire que juifs et chrétiens ont leurs racines ancrées dans le Ciel (ce qui, du point de vue catholique, est une hérésie prouvant qu'il n'a rien compris au christianisme), tandis que ceux qui « fichent » leurs racines sur terre, dans des patries, des terroirs, à l'ombre des clochers et des églises ne sont que d'abominables, d'ignobles, d'affreux fascistes, pour tout dire de francs salauds.

Cette approche de nos racines identitaires, cette façon d'accrocher les racines de l'homme dans le ciel est typique des mentalités judaïque et islamique. La notion de patrie et d'enracinement, telle que nous la concevons en Occident, est incompréhensible pour un Oriental ; celui-ci est virtuellement partout chez lui sur terre. S'appropriier collectivement une terre pour fixer ses racines est sacrilège ; pour un Juif ou un musulman, la terre appartient à Yahvé ou à Allah. La divergence d'approche entre nos façons d'appréhender le monde est à un point tel que nous ne sommes pas près de nous comprendre – sinon de nous entendre – entre Orientaux et Occidentaux.

Ailleurs, il dit ceci : « *L'antifasciste, quand il coupe, cimente une union : c'est très exactement ce que les anciens Hébreux appelaient*

*une « Alliance » Le fasciste, quand il groupe, dessine des exclusions : c'est très précisément ce que d'autres appellent des « sectes » Où l'on voit qu'on ne sort décidément pas, en ce débat d'extrême modernité, de la plus ancienne histoire des religions. »*

S'il en est réduit à faire appel aux anciens Hébreux d'Israël ou, trois mille ans plus tard, aux nouveaux Hébreux de Palestine (Sionnistes), pour nous donner des leçons de tolérance et d'antifascisme, c'est qu'il doit sérieusement manquer d'argumentation ou qu'il n'a décidément pas lu ses référents Bibliques et Talmudiques... Car vouloir faire du Peuple de Dieu, le Peuple à la nuque raide, le peuple d'Israël, un modèle de *non-sectarisme* et d'antifascisme, c'est vraiment se moquer du monde, et prendre sérieusement ses lecteurs pour des débiles mentaux profondément affectés.

On remarquera que le mot « fascisme » et ses composés reviennent sous sa plume de manière obsessionnelle à chaque page, comme s'il était frappé de psittacisme lancinant, comme si le mot, à défaut de la chose, exerçait sur lui une sorte de fascination-répulsion de nature psychotique ; un mot dont le sens profond reflète pour lui, bien au-delà de sa signification réelle, le pandémonium de l'aliénation juive. Voici la preuve, dans *Récidives* :

*« Je suis juif par mon antiracisme, ma dénonciation de la race, du sang... Je suis juif, je le suis par toutes mes fibres. Je le suis par mes lapsus. Je le suis par les règles alimentaires que je me suis moi-même imposées... Je le suis par ma façon d'écrire... Je suis juif par ce pacte invisible qui me relie aux Juifs du monde entier... Juif aujourd'hui et juif par ma philosophie... Je suis juif par ma patience messianique... Je suis juif par mon refus des nationalismes, la répugnance que m'inspirent les idéologies de l'enracinement... Voilà ce que m'enseigne la pensée juive... »*

La névrose congénitale du Juif atavique : il est antiraciste, antinationaliste, dénonce la race et le sang, l'enracinement, mais en dix ligne il exprime combien il est tout cela à la fois parce que Juif : je suis Juif, mais je ne le suis pas tout en l'étant, parce que, en même temps, je suis exactement tout ce que je refuse chez les autres et que je combats en eux. En clair, il s'accorde pour lui-même et ses congénères ce qu'il refuse aux Français de souche et à tous les autres occupants de la Terre : une IDENTITÉ.

Toute la vie de ce personnage au judaïsme typique et au pharisaïsme détonant n'aura été que l'illustration de cette névrose qui

remonte à la nuit des temps, une maladie intérieure qui ronge l'âme des Juifs et dont ils souffrent le martyre : le complexe ambivalent d'interprétation identitaire, c'est-à-dire une pathologie conflictuelle intérieure qui les tiraille, les écartèle, entre deux tendances opposées tenant à leur condition de Juifs : entre la nécessité de vivre chez les non-Juifs pour exister et se révéler en tant que Juifs, et l'obligation de se démarquer des mêmes non-Juifs pour ne pas disparaître par assimilation en tant que Juifs. L'histoire montre qu'ils ne se supportent pas entre eux, et que, pour se sentir pleinement juifs, vivre pleinement leur judéité, souder leurs solidarités, ils ont un besoin obsessionnel de se sentir rejetés, et d'entretenir à leur égard un climat permanent de déréliction victimaire.

Ce démarquage peut prendre chez certains des tonalités hystériques allant jusqu'à la haine de l'autochtone : l'assimilation est la phobie des Juifs, leur mort identitaire. Sentiments complexes, ambivalents et douloureux qui se manifestent simultanément en eux, dans un abîme de contradictions intimes qu'ils sont impuissants à résoudre. Au fond, ils illustrent bien cette définition qui les caractérise comme la plupart des gens perturbés par une conscience ambiguë de leur identité : « Les Juifs ne savent pas qui ils sont, ils savent ce qu'ils sont ; ils ne savent pas ce qu'ils veulent, ils savent ce qu'ils font. » Et ce qu'ils font, ils le font bien, merci. Qu'on veuille ne pas voir dans mon propos une volonté quelconque de stigmatiser les Juifs ; cela aussi, ils savent le faire ; ils se stigmatisent fort bien eux-mêmes et n'ont besoin de personne ; et pour ce qui est de faire valoir le syndrome du bouc-émissaire comme condition de leur aliénation, ils sont imbattables : ils peuvent en remonter à l'humanité entière...

Cela n'empêche pas notre universaliste planétarien d'écrire : « *Je suis Juif en France. Je suis Juif et Français, Juif et aimant la France.* » Il faudrait savoir ! Remarquons qu'il ne va pas jusqu'à dire « Je suis Français et Juif ». Autrement dit, pour le suivre dans les linéaments erratiques de sa logique névrotique qui est la parfaite illustration de ce que j'écris ci-dessus, mais portée au paroxysme : « J'aime la France mais je hais ceux qui l'ont fait naître, l'ont construite et l'occupent ; donc pour détruire ceux qui sont objet de mon exécration répulsive, je détruis ce que j'aime... » Cette disposition d'esprit stupéfiante, hélas ! généralisée chez nombre de Juifs, a contaminé toute la camarilla immigrationniste de France, jusqu'à l'hystérie suprême de la haine de soi.

Parce que nous avons le tort, nous autres autochtones accrochés à nos terroirs, à nos collines, à nos clochers, à nos rochers, à nos plaines, à nos vallées, à nos montagnes, de nous identifier Français et patriotes, nous voilà transformés en ordures fascistoïdes infréquentables, et nous ne le savions pas ; nous ne le savions pas tant que lui, BHL — le nouveau Messie des temps modernes, tandis que Jacques Attali serait notre nouveau Moïse (il nous reste à attendre le nouveau Josué, et là, cela risque de faire mal !) —, n'était pas venu l'annoncer aux peuples de la terre encore tout ébaubis par la nouvelle. C'est tellement évident qu'on peut se demander pourquoi nous n'avons pas pensé plus tôt que les millions de jeunes gens morts pour la France sur les champs de batailles au cours de son histoire, que les générations de paysans, d'artisans, d'ingénieurs, de bâtisseurs, de créateurs inspirés en tous genres, qui se sont exténués au travail pour construire des cathédrales, des églises, des châteaux, des villes, des routes, pour faire tourner des usines, produire des chefs-d'œuvre dans tous les domaines de l'art et de l'esprit, qui se sont montrés d'infatigables découvreurs, qui ont mouillé leur chemise pour tirer leur subsistance de maigrelets arpents de terre ou d'humbles tâches précaires, n'étaient, tout bien pesé, que de sombres brutes aux couleurs de la France, des rebus d'humanité adeptes du fascisme le plus hideux, de monstrueuses cervelles brûlées d'extrême droite.

Question incidente : le courageux et sémillant Bernard-Henri Lévy aurait-il l'audace de publier, en Israël même, des ouvrages aussi pourris de nihilisme destructeur et ravageur envers ses propres frères de race, les Israéliens, auxquels on pourrait retourner la pareille, en pire ? Les yeux fermés, on peut répondre non. Son sort aurait été vite réglé, et par les moyens les plus expéditifs. N'est pas Israël Shamir qui veut ! Mais que Yahvé, Dieu des Juifs, soit loué ! En France, chez les salauds, il court moins de risques que dans sa patrie mythique ou mystique...

J'ignore si le sang versé par nos anciens, par nos ancêtres, leurs peines, leurs souffrances, leur courage, cette fidélité indéfectible à leur pays, auront été utiles à leurs descendants ; à voir l'ingratitude oublieuse et méprisante de ceux-ci, j'en doute parfois ; par contre, ce dont je suis certain, c'est que leurs sacrifices n'auront pas été vains pour tout le monde ; ils auront permis à certains, venus d'ailleurs, de s'épanouir librement sur le sol de France, d'y proliférer et d'y prospérer...

---

## Addendum

L'activité inlassable de ce cuistre des beaux quartiers, tout au long d'une vie d'agit  du bocal en matière de tartufferie mondaine, devenant difficile à suivre, j'ai fini par lâcher prise : il me so le, me fatigue, m'exaspère ! Et je ne suis pas le seul. Les extravagances de ce charlatan hyper médiatique, avec ses postures d'Hébreu pharisa que sûr de lui et dominateur, finissent par lasser jusqu'à l'écœurement, surtout quand il se double d'un sale type qui s'arrogé le droit de faire couler le sang des innocents.

Toujours d'attaque, toujours aussi vibronnant en dépit de cinquante ans et plus d'omniprésence sur les plateaux de télévision, débordant d'activités toujours aussi fumeuses qu'oiseuses, jamais lass  de lui-même ni de son image de falot plein de suffisance, toujours affecté d'un ego surdimensionné qu'il cultive à plaisir, plus que jamais à la pointe du combat contre les peuples, les nations et tous les enracinements identitaires, toujours à guerroyer sur tous les fronts pour imposer le Nouvel Ordre Mondial, toujours à déclarer une guerre ici ou là et à la faire avec la peau des autres, toujours à menacer de ses foudres les méchants de la planète, la chemise toujours aussi immaculée, toujours aussi échan-crée jusqu'au bréchet (un peu plus haut que le nombril), toujours la crinière au vent, toujours les deux jambes solidement camp es sur les moquettes boucl es des salons parisiens les plus classieux ; baroudeur de la tchatche, va-t'en-guerre de la gonflette, expert en pipeaulogie stratégique et surtout tragique de tous les gouvernements de la République, l'invincible BHL veille : il est en éveil permanent prêt à fondre sur le mal et   le terrasser.

Comme son alter ego Attali, il est omniprésent, omnipotent, omniscient. Donc, dans tous les journaux, les t l s, les radios. Ce pitre sans humour, affabulateur et névropathe, n'a jamais mieux réussi, dans sa longue existence de philosophe, qu'à écrire des bouquins sans intérêt, la philosophie étant la seule discipline littéraire, avec la sociologie, où il est permis d'exprimer à peu près n'importe quoi sans paraître anormal, voire passer pour un génie. « *Un pays qui fait de Bernard-Henry Lévy un philosophe, n'est pas un pays normal* » a dit de lui un de ses coreligionnaires, l'américain Norman Finkelstein. Il a été promu général en chef supplétif du Président Sarkozy dans la guerre entreprise pour la normalisation de la Lybie. N'ayant aucun mandat électoral, aucun titre officiel, il en a été le grand ordonnateur au nez et à la barbe du ministre des Affaires étrangères de l'époque. Résultat, la guerre qu'il n'aime pas mais

qu'il provoque en dehors de toute « légalité », plongera ce pays dans le chaos et fera plusieurs dizaines de milliers de morts pour une population de 5 millions d'habitants. Il est vrai que le pétrole n'a pas de prix, pas plus qu'il n'a de coût humain, pas plus que la sécurité d'Israël ne saurait se passer du sang des *gentils*, qui, lui, n'a aucun prix.

\*

## 2. Être ou ne pas être de partout et nulle part

Dans le même registre antifrançais, mais résolument ancré dans notre temps, Guy Konopnicki (qui se spécialisera par la suite dans le combat antinationnel au point d'apparaître comme un véritable militant de l'action antifrançaise) propose *Place de la nation* (1983), un livre qui vante les mérites du cosmopolitisme ; il présente celui-ci comme un antidote radical au fascisme (décidément ils le voient partout) et au communisme soviétique (celui-là, ils ont mis longtemps à le voir, et encore en chaussant des culs de bouteilles !). Il prend, comme référence à cette universalité apatride, le modèle culturel américain présenté comme cosmopolite ; ce qui, venant d'un ex-marxiste stalinien, n'est pas le moindre paradoxe. On brûle ce qu'on a adoré et on adore ce que l'on dénonçait naguère comme le mal absolu : le grand capitalisme américain — en oubliant au passage ce que le capitalisme le plus agressif a de totalitaire, d'impérialiste, lorsqu'il devient, à travers l'ultra-libéralisme, tentaculaire et monopolistique. Ainsi en va-t-il de ces grandes passions mystiques qui peuvent se manifester dans l'amour aussi fortement qu'elles se sont manifestées dans la haine et la détestation du même objet. Après avoir voué au culte de Moscou pour lequel on aurait tué père et mère, on se convertit au culte du dieu Dollar, on devient le chantre de la démocratie libérale et d'une certaine culture américaine, puis on termine sa vie comme minable porte-coton de *l'American way of life*.

Voici un extrait qui définit le personnage et détermine la démarche qu'il va suivre tout au long de son livre : « *J'avoue m'être rarement surpris à "produire français" et n'avoir jamais réussi à éprouver tout à fait le sentiment national. C'est d'ailleurs cette double incapacité qui m'amena jadis à rompre avec le communisme auquel j'avais adhéré parce que je le croyais capable de retrouver, en se déstalinisant, sa dimension internationaliste. Et*

*si depuis je me suis affirmé juif, c'est en référence à l'universalisme, à la boulimie philosophique et culturelle du judaïsme. Je ne puis par conséquent partager la nouvelle aspiration des juifs à se banaliser en devenant à leur tour une nation-État aux frontières définies. **Le judaïsme dont je me réclame reste celui de l'errance, du cosmopolitisme, il n'a ni terre ni racines, il est de partout et de nulle part comme "mon" patrimoine culturel** ».*

Après une telle profession de foi, on ne saurait douter de l'état d'esprit du personnage. Toutefois, le message mérite, là aussi, d'être interprété afin d'éclairer les indigènes en voie d'extinction de ce pays. Petite explication de texte : « Moi, le Juif errant, je suis au-dessus des contingences matérielles étroitement locales d'ici-bas. Tout bien réfléchi, la France ne m'intéresse — et je me fais violence pour y rester (si vous saviez ce qu'il m'en coûte !) — que dans la mesure où elle m'offre la possibilité d'entretenir un certain standing de vie indispensable à ma condition d'être de partout et de nulle part. Car pour être de partout et de nulle part, on n'en est pas moins de quelque part ; et, quitte à l'être, autant fixer son "errance" à l'intérieur d'un arrondissement parisien bien douillet, protégé des vilénies de ce monde par la double sécurité des grands boulevards de la capitale française, que d'aller vivre son cosmopolitisme dans le désert de Gobi, au Kamtchatka ou dans les montagnes du Tibet. Moi, fils du peuple de Dieu, du peuple Élu, je ne puis me sentir concerné par cette matérialité obtuse qui se fixe dans des frontières ici-bas, et restreint l'universel à la dimension égocentrique d'un vulgaire chez soi. »

Fils du peuple Élu, il l'est, il le revendique, tout en conservant la distance nécessaire pour ne point paraître ce qu'il dénonce. Après tout qu'il soit juif, c'est son droit le plus strict, personne ne le lui conteste. Mais alors qu'il le soit et qu'il nous oublie... Mais non, c'est trop demander : il faut qu'il en rajoute. Ainsi le peuple français, est-ce que cela existe pour lui ? Non, le peuple français ça n'existe pas ; cela ne peut pas exister. La preuve : « *Le "peuple français" (l'expression fait sourire ou frémir, on ne parle plus ainsi, sauf au tribunal, pour condamner au nom du...), le peuple français n'a plus de cohésion interne, s'il n'en a jamais eu, il n'est réuni que par le hasard géographique et la tutelle administrative et politique...* » Voilà comment un Juif acariâtre, dont les parents juifs polonais n'ont certainement pas choisi de s'exiler en France

par le « *hasard géographique* », exécute en une phrase d'une terrible perfidie quinze cents ans de l'histoire d'un peuple qui a pourtant fait à sa famille l'honneur de l'hospitalité, et l'a peut-être sauvée d'une mort possible ou probable.

Inutile de dire que, dans un livre comme *Place de la Nation*, chaque page pourrait être retournée contre son auteur tant il fait preuve d'un parti pris haineux et d'une mauvaise foi sans égale contre la France et les Français. N'y cherchons pas la moindre trace de raisonnement ou d'argumentation étayée.

Il écrit ceci : « *Je pense encore aujourd'hui que la France des jacobins, des Misérables, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de l'école laïque et des lumières tenait un bon millénaire d'avance sur toutes les révolutions spiritualistes (sic) que l'on nous sert en ce moment.* » Eh bien ! moi, je pense tout le contraire de ce que vous pensez, M. Konopnicki. La France des jacobins, c'est la France des massacreurs, des pillards, des corrompus de la Révolution française et de la République ; les Misérables, c'est la démagogie misérabiliste du père Hugo, plus connu comme poète de génie que fin politique ; la Déclaration des droits de l'homme, c'est la déclaration des droits de l'homme irresponsable et aliéné ; l'école laïque, c'est l'école égalitaire, niveleuse, réductrice, totalitaire, championne de l'endoctrinement de masse ; les Lumières, c'est l'incandescence des mirages de l'utopie où les faibles d'esprit viennent se brûler les ailes... Cette France-là n'est pas la mienne, M. Konopnicki ; c'est l'anti-France, cette « France de substitution » que je combats parce qu'elle veut m'exclure de mon pays pour se substituer à moi, pour se substituer au peuple légitime auquel j'appartiens. Je vous remercie, M. konopnicki, de m'avoir donné des motifs de prendre conscience de cette réalité et de renforcer ma détermination.

Ce même Konopnicki, décidément « fan » enthousiaste de la culture américaine, écrit : « *La plus nulle des revues de Broadway surclassera toujours l'affligeant spectacle des danses folkloriques en sabots. Et si les États-Unis ont excellé dans les produits culturels populaires, c'est qu'ils sont cosmopolites dans leur essence.* » Sans entrer dans le débat, disons que cette culture populaire trouve surtout son origine dans les traces douloureuses laissées par l'esclavage des Noirs (blues) et la guerre de Sécession (country-music) ; elle n'a donc rien à voir avec quelque chose qui



ressemblerait à de l'angélisme cosmopolite, comme la perçoit M. Konopnicki. Si d'ailleurs celui-ci était un intellectuel de bonne foi et honnête (autant qu'il est possible, en effet, mais chez un intellectuel de gauche, c'est déjà trop demander), il comparerait ce qui est comparable. Quel rapport entre une revue de Broadway, fût-elle la plus nulle, et une danse folklorique en sabots — qui, à tout prendre, vaut bien nombre des fadaises indigestes à prétentions intellectuelles que nous infligent ses amis avant-gardistes ? Et s'il fallait comparer la « plouquitude » de l'américain moyen du *Middle-West* ou de la *middle class* en blue-jean et baskets, le chef surmonté de cette horrible chose qu'on appelle une casquette américaine, avec l'authentique et brave cul-terreux bien de chez nous, il n'est pas sûr que la comparaison tournerait au désavantage de celui-ci.

Je ne sais s'il est sérieux de juger d'une civilisation d'après son folklore (quel mépris pour les danses en sabot !), mais dans ces conditions, pourquoi ne pas comparer l'accordéon-musette à la country music ? La différence de fond tient à ce que l'accordéon-musette et le folklore français sont des divertissements légers de pure fantaisie (certains groupes régionaux sont quand même de valeur internationale), alors que le folklore américain est fortement imprégné de l'évolution historique et politique du pays, et témoigne de l'esprit pionnier de ses habitants ; au moins les premiers, parce que les suivants et leurs descendants mieux vaut ne pas en parler. À titre d'exemple, la Révolution française, à part quelques bluettes geignardes ou revendicatives — et à part des fleuves de sang ! —, n'a laissé aucune trace dans nos traditions populaires ; celles-ci sont d'ailleurs fort anciennes et très riches, mais c'est une autre discussion.

Autre remarque. Pour étayer sa thèse antifrançaise, M. Konopnicki ne cesse de faire référence à l'Amérique comme modèle cosmopolite. Pour nous complexer, sans doute ? Mais est-ce vraiment un modèle ? Que sait-il de la réalité des États-Unis, de la puissance de cet immense pays, mais aussi de sa fragilité de colosse aux pieds d'argile ? Car la faiblesse des USA vient, en dépit des apparences, de ce que M. Konopnicki prend pour de la force : son irrésistible dérive cosmopolite qui tourne au cafouillage ethnique, à la confusion babelienne. Et si ce grand pays tient toujours debout, grâce à un semblant de cohésion nationale, c'est surtout en raison de son extraordinaire richesse économique et industrielle,

et non au *melting-pot*. Mais aussi à sa politique étrangère ouvertement impérialiste. Supprimez le pouvoir fortement unificateur du dollar, et ce chaudron de l'enfer qu'est le prétendu melting-pot explosera comme une atmosphère surchargée de gaz délétères.

Il est pour le moins cocasse de constater que les États-Unis sont devenus cette superpuissance tant admirée par le Juif cosmopolite Konopnicki, pour les mêmes raisons qui devraient révolter le Juif prétendument de gauche Konopnicki : ils ont massacré les Indiens, chassé les Espagnols et les Mexicains, exploité les Noirs, d'abord par l'esclavage puis au titre d'une dure ségrégation raciale, et enfin appliqué dans toute sa brutalité le libéralisme le plus sauvage, sans oublier leur interventionnisme extérieur permanent et belliqueux. Rassurons-nous pour l'équilibre mental de M. Konopnicki et sa schizophrénie personnelle, la sienne et celle de ses coreligionnaires judéo-marxistes : ils ont de bons spécialistes en psychanalyse, étant eux-mêmes les inventeurs de cette psychothérapie destinée à traiter les névroses hébraïques.

\*

### 3. Du bonheur de l'exil

Toujours dans la littérature antifrançaise que je qualifierai de « viscérale », un autre chef-d'œuvre du même tonneau que nous prodigue généreusement sur 300 pages (mon Dieu, qu'ils en ont à dire sur le sujet !), M. Guy Scarpetta dans son *Éloge du cosmopolitisme* (1981). Il est évident qu'on trouve plus facilement aujourd'hui un éditeur pour publier un éloge du cosmopolitisme qu'un éloge du patriotisme : votre serviteur en sait quelque chose ! La grande obsession, la grosse bête immonde de M. Scarpetta, c'est l'idéologie de l'enracinement (la haine de l'enracinement, du sédentarisme, a quelque chose de furieusement névrotique chez les Juifs, errants ou nomades perpétuels tant dans leur tête qu'avec leurs pieds), le « dispositif » comme il l'appelle. Tout son ouvrage, à travers l'actualité, l'Histoire, des références artistiques et littéraires, n'est qu'une longue justification de « l'idéologie cosmopolite » comme antidote à « l'idéologie de l'enracinement » (en somme un dispositif contre un autre dispositif), et contre le fascisme ou plus exactement comme amorce d'une « éthique antifasciste » (par moment, les intellectuels sont difficiles à suivre !). Lui aussi, il est tarauté par sa névrose ; à force de voir le fascisme partout, on finit par se demander s'ils ne le dénoncent

chez les autres que pour mieux réprimer leurs propres penchants totalitaires et exorciser la fascination qu'il exerce sur leur esprit ; car c'est un fait établi : les intellectuels de gauche ont une structure mentale d'essence totalitaire qu'ils se refusent d'admettre et d'assumer.

*« N'avons-nous réellement le choix qu'entre le nationalisme jacobin et l'archaïsme des cultures "enracinées" chères à la Nouvelle droite ? Qu'entre ce morne chauvinisme pour qui la culture n'est qu'un patrimoine, et la nostalgie régressive, rurale ou territoriale, des "minorités culturelles" ? Et si l'art moderne, de la littérature à la peinture, de James Joyce à Barnett Newman, dégageait un tout autre parcours ? Une rupture des illusions d'appartenance ? Un affranchissement des pesanteurs nationales, des liens du sang et du sol ? Un geste à la fois irréductiblement singulier et délibérément universel ? Un effectif cosmopolitisme ? »*

On ne saurait exprimer de manière plus définitive le rejet de toute forme d'enracinement identitaire ; du même coup, on ne peut être plus opposé à la loi naturelle et à ce principe fondamental propre à chaque être humain qui est de se distinguer par son identité, qu'elle soit individuelle ou collective. Or l'identité repose nécessairement sur l'appartenance à un groupe, qui, lui-même, se définit dans un *continuum* espace-temps déterminé par l'histoire, la géographie, et qu'on le veuille ou non, la race. Dès lors, il est permis de se demander sur quelle planète il veut nous faire vivre ; nous ne pourrions même pas aller sur une île déserte, nous serions encore retenus par les liens du sol à défaut des liens du sang !

Je signale à toutes fins utiles qu'on peut être patriote, même nationaliste, et n'en apprécier que mieux les œuvres étrangères, altériennes, devrais-je dire, mais je réserve ce mot aux personnes — James Joyce, Barnett Newman et d'autres —, sans pour autant renier ce que l'on est, bien au contraire. Point n'est besoin d'être cosmopolite pour apprécier l'art en général, même l'art moderne (je veux ignorer l'art contemporain), quand les créations ont une réelle valeur artistique. Le plus souvent, d'ailleurs, c'est la touche locale, l'empreinte identitaire (la régression territoriale !) qui donne son cachet à l'œuvre et lui confère son authenticité. Ce que confirme le peintre Auguste Renoir, homme de l'art et homme d'art s'il en fut : *« Plus un sujet est local, plus il est universel ».*

Cinglant démenti d'un maître de la peinture aux élucubrations d'un obscur pensionné de l'Université française.

Lui aussi, il est obsédé par les « illusions d'appartenance », les « pesanteurs nationales », les « liens du sang et du sol » ! On barbote en pleine extravagance, peut-être même en pleine schizophrénie !... Ils sont malades ! Car il pousse loin sa névrose anti-française et anti-identitaire, ce chantre du déracinement et du cosmopolitisme. Voici un morceau de bravoure intellectuelle griffé de sa patte. Dans le genre délire monomaniacque, il est difficile de faire mieux ou pire :

« *Le dispositif* [comprenez : l'idéologie de l'enracinement] *introduit donc une jouissance du rejet. Regardez les images d'une foule acclamant Pétain : on y voit très nettement ce mélange d'infantilisme, de régression et de ressaisissement, de sursaut, de virilité mécanique, soudant la communauté autour des signifiants à rejeter* [Les foules acclamant Pétain ne sont pas plus méprisables que la racaille gauchiste hystérique déferlant dans les rues en éructant sa haine du drapeau français]. *Car il s'agit bien pour le sujet du dispositif, de pallier la crise de l'ordre symbolique, de retrouver un semblant d'identité là où l'ordre phallique s'est écroulé. Voyez les ivrognes au bistrot : "Je suis Français, moi, monsieur !" - avec le raidissement caractéristique qui vient de contre-investir la débâcle généralisée, la régression vers la bouteille-sein-maternel. "Je suis Français" : et il est clair alors qu'ils ne sont que ça, les pauvres, que les autres identités possibles se sont effritées, que tout le reste s'est écroulé. Et les signifiants extérieurs, les boucs émissaires, ne manquent jamais alors d'arriver dans le discours : les Arabes, les Juifs, les jeunes, etc., ceux qui sont la cause de tout le merdier. Et qu'on ne manque jamais de créditer d'une jouissance dont on est privé : les Juifs sont lubriques, les Arabes violent nos femmes, les nègres ont des gros zobs, les jeunes, c'est un vrai bordel. Fantasme d'une toute puissance de la jouissance de l'autre, qui devient dès lors un "Autre absolu", quelqu'un avec qui on a "rien à voir" - précisément parce que cette image de la jouissance de l'autre à voir, et même très profondément, avec le manque qui mine le sujet à ce moment-là et menace son identité... »*

Que répondre à cette logorrhée névrotique, à ce flot de débilité mentale manifeste ? Crier au fou ? Peine perdue. On ne discute pas

avec un désaxé, fût-il diplômé de l'Université ; on le prend en pitié, on s'en attriste, et on l'encourage à consulter son psychanalyste favori. On s'attriste de savoir que ce monsieur fait aussi partie de l'institution universitaire. Il voyage probablement pour satisfaire son irrésistible besoin d'extranéité ; il écrit des bouquins pour se défouler de sa névrose existentielle ou pour la soigner ; tout cela, bien sûr, aux frais du contribuable, lequel lui assure par ailleurs de substantiels émoluments en tant que fonctionnaire de l'Éducation nationale. Ce qui lui permet, en toute certitude du lendemain, de vilipender ceux qui lui donnent à manger. Et ils sont des milliers comme lui. Question incise : quand exigera-t-on des fonctionnaires trop nombreux qui parlent, bavassent, caquettent pour ne rien dire, le respect d'un devoir de réserve minimum, et des comptes à rendre pour ceux qui se livrent à des activités extra statutaires ?

M. Scarpetta teste aussi son cosmopolitisme à l'extérieur, à l'étranger. En Amérique, plutôt, mais pas chez les Bantous comme vous pouvez l'imaginer. Et en Amérique, pas n'importe où, en n'importe quel lieu : à New-York, *of course !* Ah ! ils l'aiment, l'Amérique ! Le rêve américain ! *L'American Dream !* Oui, mais pas n'importe quelle Amérique : celle du melting-pot et celle des tantes de San Francisco. Cela ne va pas plus loin. Je l'ai dit, ils ne connaissent rien à l'Amérique, aux États-Unis. Pauvre Amérique qui, malgré ses énormes défauts, ne mérite pas l'estime outrageante que lui prodiguent ces « sans patrie » mais pas sans biscuits... Ils ne la connaissent, ne l'apprécient, en fin de compte, qu'à travers leurs lunettes roses d'intellectuels dépravés toujours à la recherche de sensations nouvelles, où se mêlent l'ivresse de la drogue et le goût faisandé des plaisirs noctambules. Ils la fantasment comme une réalité virtuelle qui les console de leur pauvre existence de créatures insignifiantes. Et ça donne quoi ? Ça donne ça :

« *L'Amérique : "Balayures de tous les pays", disait Joyce ironiquement - lieu des greffes, des transplantations, des entrechocs, des diasporas. Avec, dans la ville, ces quelques îlots qui sont comme une halte dans le décentrement humain ininterrompu : Harlem, Spanish Harlem, Little Italy (avec ses images de la Vierge encastrées dans les murs, son linge séchant au-dessus des rues, son odeur de café), Chinatown (avec ses pagodes, ses rues entières parsemées d'idéogrammes, où l'on chercherait en vain un seul signe alphabétique) ; des ghettos, parfois, mais aussi des*

*lieux de traversée, comme si l'on pouvait faire le tour de la planète en une demi-journée, passer sans fin d'un continent à l'autre sans s'y arrêter (...). Tout cela léger et très gai, dans la lumière étincelante de l'air new-yorkais, très intense et en même temps un peu "à côté", comme si nous étions venus d'une autre planète, comme si nous traversions tout cela par hasard. Je crois n'avoir jamais ressenti à ce point, vertigineux, ce que pouvait être le bonheur de l'exil. »*

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on le sait : l'herbe est plus verte chez les autres. Mais alors qu'attendent-ils pour mettre en accord leurs actes avec leurs idées ? Qu'attendent-ils pour aller le chercher ailleurs qu'en France, le bonheur de l'exil ? Qu'attendent-ils pour quitter ce pays tant exécré et transporter leur extranéité hors des frontières, quelque part entre partout et nulle part, puisqu'il n'y a que là qu'ils sont heureux, là qu'ils l'éprouvent pleinement ce bonheur de l'exil ?

Petite remarque incidente à propos de cette frénésie cosmopolite ci-dessus. Cette présentation idyllique du *melting-pot* à l'américaine, style *Guide du routard* (le guide de voyage des gens aux semelles de vent et aux horizons intellectuels mentalement bornés) est une malhonnêteté. Elle montre à quel point ces intellectuels dépravés sont à côté de la plaque. Comment se fait-il que ce monsieur trouve « *léger et très gai* » l'air des quartiers de New-York où les immigrés locaux reconstituent leurs « *illusions d'appartenance* » communautaires, alors qu'il les condamne chez les Français pourtant légitimement enracinés chez eux ? D'autre part, il est évident qu'une vision aussi simpliste, parcellaire et réductrice de l'Amérique n'a rien à voir avec la réalité ; dans les faits, elle est autrement moins réjouissante pour ceux qui la vivent au quotidien. À l'époque où le personnage écrit ces lignes empreintes d'un lyrisme radieux, Spanish Harlem, le ghetto portoricain, est considéré comme l'un des plus misérables et des plus violents de New York ! Même les Noirs de Harlem n'osaient s'y aventurer !... Rien n'est plus déplorable que cette mentalité de voyeur itinérant impudique, qui se gave d'images superficielles, de sensations fugaces, uniquement pour satisfaire son goût du dépaysement et ses fantasmes cosmopolites.

#### 4. Des « beaufs » et des « beaufrettes »

Passons à un autre type de littérature antifranaçaise, traitant de l'immigration, celle-là. Il faut citer *La Fin des immigrés* (1978), un livre de Mme Françoise Gaspard écrit à quatre mains, en collaboration avec Mme Claude Servan-Schreiber dont elle est la « compagne ou la concubine ». Mme Gaspard, ex-« Madame Le Maire » pour reprendre le titre d'un de ses ouvrages (une des premières femmes publiques à avoir déclaré officiellement son homosexualité). Il faut comprendre madame ex-« LE » maire de Dreux, le « LE » appuyé comme titre d'un de ses livres, pour bien nous enfoncer dans le crâne qu'il s'agit d'une femme premier magistrat de la ville, et que, quand les dames s'y mettent, c'est du sérieux. Elle fut cependant poliment mais fermement renvoyée à ses fourneaux par les électeurs, pour cause d'arabisation galopante de la sympathique sous-préfecture d'Eure-et-Loir. Je note que Mme Gaspard est agrégée d'Histoire, autrement dit enseignante.

Je voudrais bien savoir quelle Histoire elle enseigne, de quelle discipline il s'agit, et ce qu'elle entend par ce mot : « Histoire » ; je voudrais bien savoir au nom de quelle conception de l'Histoire elle a obtenu son agrégation, à moins que ce ne soit au titre de préposée à la désagrégation de la nation française par le biais de l'Histoire truquée et triturée à des fins idéologiques, précisément !... Enfin je voudrais savoir ce que peut signifier l'Histoire pour cette socialiste au gauchisme ultra militant, qui, abusant de la confiance de ses électeurs, a surtout défendu la cause des immigrés contre ses « administrés », et mis toute son énergie, tout son savoir dans ce livre pour culpabiliser et tourner en dérision le peuple auquel malgré tout elle appartient, afin de mieux valoriser ses protégés allogènes. L'Histoire... encore une de ces nobles disciplines identitaires dynamitée par les saboteurs patentés de l'intelligentsia républicaine officielle !...

Revenons à la dame et à son livre. Elle aurait dû l'intituler « La fin des Français » et non « La fin des immigrés » : elle eût été dans le vrai et cela eût été plus honnête. Car il s'agit bien de virer les Français de souche de chez eux pour mettre ses protégés à la place (1). Même si ce n'est pas aussi brutalement exprimé, cela revient au même. Les Français sont de trop chez eux, dans leur pays. Non seulement ils sont de trop, mais, scénario désormais classique, ils tiennent le rôle des méchants, des beaufs frustes et avinés, tandis

qu'en face, les pauvres immigrés ne sont que les innocentes victimes de ces brutes aux relents fascistoïdes. Bien entendu, dame Gaspard se réserve le beau rôle du justicier qui vole au secours des opprimés... Vous verrez, il arrivera un jour (blague à part, on y vient) que le seul fait de naître français de souche, ou se revendiquer tel, sera considéré comme un délit raciste.

Ah ! si la France pouvait exister sans les Français, quelle joie ! Quelle délivrance ! Quel soulagement ! Comme tout serait plus facile... Une France débarrassée de son chiendent ethnique, de ses autochtones encombrants, une France table rase à réinventer : le bonheur multiculturel !... L'extase multiraciale !... Las, force est de constater qu'elle est encore envahie de cette faune enracinée qui persiste à s'accrocher sur son sol comme une mauvaise herbe, et qu'on appelle provisoirement encore des « Français ».

Évoquant ce que serait l'attitude des immigrés assimilés et « francisés » face à de nouveaux envahisseurs, elle écrit — on notera, au passage, dans quelle estime elle tient ses propres compatriotes et la profondeur de ses analyses : « *Ce jour-là, les Beurs seront devenus des beaufs. Mais ils auront frayé le chemin. Et on pourra dire en racontant leur histoire : voilà comment on devient Français.* »

Tout s'éclaire ! Madame « la professeure » est donc agrégée en histoire de beaufs et de beaufreries. Le peuple français n'est qu'un vulgaire peuple de beaufs et de beaufrettes qui s'ignorent. Il fallait le savoir. Il fallait le dire. Ça c'est de l'ethnologie de banlieue ou je ne m'y connais point. Combien d'années d'études supérieures pour en arriver là ?

Si les Français sont des « beaufs » congénitalement dégénérés, et si les Beurs en devenant français dégèrent en « beaufs », pourquoi s'acharner à en faire des Français malgré eux et pour leur malheur ?

Dans le maquis touffu des thèses antifrancaises, celle de Mme Gaspard est certainement l'une des plus argumentées. Cela tient sans doute à sa qualité de militante socialiste. Elle est le type même de l'intellectuelle de gauche complètement aveuglée par son parti pris idéologique ; ce qui fait que, là aussi, on pourrait retourner les arguments de sa thèse à chaque page, et montrer qu'en persistant dans ses préjugés idéologiques, elle crée plus de



problèmes de société qu'elle n'apporte de solutions. Toute la perversité de l'illusion socialiste réside dans cette ambiguïté. Voici un exemple, et on pourrait les multiplier. Dans un paragraphe intitulé : « *Et s'ils partaient ?* » (ah ! Madame, nous en serions effectivement très chagrinés !), elle nous décrit l'Apocalypse que ne manquerait pas de provoquer le départ de ses favoris ; pensez donc : tout à coup les ordures ménagères ne seraient plus ramassées, les rues ne seraient plus entretenues, les chantiers cesseraient, les usines automobiles fermeraient, les sous-traitants et fournisseurs aussi, les HLM feraient faillite (vous imaginez la perte !), les villes aussi... Bref, l'abomination de la désolation ! Encore une fois, Mme Gaspard réagit en intellectuelle dépravée à partir d'une situation de fait accompli, hors de toute référence au contexte national. Pour Mme Gaspard, l'homme n'est pas autre chose qu'une entité abstraite qui se dissout dans l'universel ; et la solution aux problèmes, selon la logique socialiste, c'est de créer des problèmes sans solution. Un excellent moyen pour donner le sentiment de se croire utile à quelque chose quand on est bon à rien, même pas à réfléchir intelligemment !

Si les immigrés partaient, soyez rassurée, chère Madame, même s'il vous en coûte, la France ne s'en porterait pas forcément plus mal ; les ouvriers français seraient sans doute mieux payés et trouveraient plus d'intérêt au travail ; ils seraient mieux logés, mieux considérés, puisque aussi bien on le sait : si les immigrés ont été introduits en masse sur notre territoire, ce n'est point pour céder à un vague humanitarisme de complaisance, mais pour une raison tout ce qu'il y a de plus vulgairement vénale et commerciale : exercer une pression à la baisse sur le marché de la main-d'œuvre et tirer les salaires vers le bas ; une politique d'encouragement à la natalité, au lieu d'encourager l'avortement et l'immigration, aurait permis de compenser une certaine raréfaction de la main-d'œuvre et de renforcer la cohésion nationale ; l'effet de synergie aurait permis de stimuler la recherche technologique dans de nombreux domaines où la France a pris du retard face à ses concurrents ; « *Vous avez vos immigrés, nous avons nos robots* » se plaisait à souligner, il n'y a guère, un savant japonais devant un parterre d'industriels français ; les constructeurs automobiles, au lieu d'attirer et de concentrer la main-d'œuvre étrangère, auraient pu créer des usines relais dans des régions de France touchées par la désertification, et contribuer ainsi à fixer la population tout en

participant au développement des activités locales (il y a des exemples très réussis) ; il est d'ailleurs prouvé que l'esprit patriotique stimule l'activité au travail et encourage l'assiduité ; il y aurait moins de délinquance en général, moins de dérèglements sociaux liés aux phénomènes de l'immigration et aux problèmes des banlieues — problèmes de ghettos fabriqués de toutes pièces, conséquence directe de la politique irresponsable menée depuis des années par vos amis politiques, Madame ; il y aurait moins de délocalisations et moins de chômage ; la France serait globalement plus riche ; elle pourrait apporter, si nécessaire, un soutien concret et positif aux pays en voie de développement... Et je me contente de ce survol rapide, sans plus approfondir, uniquement pour montrer ce que les thèses antifrancaises ont de fallacieux, même lorsqu'elles se donnent les apparences de la raison.

Thèse antifrancaise et pro-immigrée, le tout assaisonné d'une bonne dose de misérabilisme de circonstance où l'immigré est systématiquement présenté comme une victime, tandis que le Français, le souchard, est diabolisé, ridiculisé ; on a droit à l'inévitable prêchi-prêcha culpabilisant du genre : « Nous avons tous une dette envers les immigrés » (Désolé, je n'ai aucune dette envers les immigrés, et ne me sens en rien redevable de quoi que ce soit à des populations qui m'ont été imposées par le fait accompli !), ou à soutenir des points de vue intenable comme celui qui consiste à affirmer que l'immigration est une plaie pour les étrangers : pas pour les Français qui doivent impérativement s'en trouver heureux ; ou comme celui qui consiste à dégoûter les immigrés de leur pays d'origine, pour les persuader que leur bonheur est ici, en France, dans cette France hospitalière, généreuse, prodigue et accueillante, et non chez eux, où leurs parents ont eu le tort de les faire naître... sans doute par inadvertance ou mauvais calcul !

Car notre socialiste de choc tient à ce que les immigrés restent en France et n'en démord pas. Pour elle, leur présence sur le territoire national est chose définitivement acquise. Ils y sont, ils y restent, scrogneugneu ! On ne reviendra pas dessus. Ainsi en a-t-elle décidé. D'entrée elle prévient : « *Les immigrés qui vivent aujourd'hui en France y resteront dans leur très grande majorité. Voilà ce qu'il faut que les Français sachent. Voilà ce qu'il convient donc de leur dire.* » D'accord ou pas, les choses sont ainsi et pas autrement. Exécution ! Plus loin, elle ajoute : « *Pendant trente ans de croissance continue, les Français ont accepté, comme vitale*

*pour leur économie et bénéfique pour leur confort, l'arrivée de bras jeunes et vigoureux sur les chantiers de la reconstruction, dans les usines, et... dans les cuisines des maisons bourgeoises. Ce qu'ils doivent admettre maintenant, c'est qu'il n'y a pas d'autre issue, pour réparer trente ans d'anarchie et d'imprévoyance, que d'en accepter les conséquences. »*

Palsambleu Madame ! Admettre, admettre... comme vous y allez ! « Pendant trente ans, les Français ont accepté comme vitale l'arrivée de bras jeunes et vigoureux... »... Certes, mais comment auraient-ils pu « accepter » quelque chose qu'ils n'ont jamais demandé et qu'on leur a imposé d'autorité ? Qui les a faits venir, qui les a introduits en France, ces « bras jeunes et vigoureux » (mais pas très courageux) ? Qui avait intérêt à planter en France une main-d'œuvre peu qualifiée, abondante et bon marché ? Qui a décidé les regroupements familiaux ? Et si c'est réellement « trente ans d'anarchie et d'imprévoyance », qu'ont fait vos amis politiques et syndicalistes, toute la gauche braillarde et revendicative occupée à manifester à n'importe quel propos durant ces trente ans, pour remédier à cette situation « d'anarchie et d'imprévoyance » ? Quelles ont été leurs solutions, sinon d'aggraver le mal ? Un peu facile la politique du fait accompli qu'on reproche ensuite à ceux qui en subissent les conséquences ! D'autant que le fait de travailler en France, comme ailleurs, n'implique pas nécessairement de prendre systématiquement la nationalité du cru.

On retrouve bien là cette mentalité jacobine, propre aux républicains, qui consiste à mettre les citoyens devant le fait accompli tout en affirmant se conformer à la volonté des électeurs, alors qu'ils abusent de leur pouvoir éphémère pour imposer leurs idéologies falsificatrices.

Vous avez dit « démocratie » ?...

\*

## **5. Les « chances » pour la France**

Comme Madame Gaspard, M. Stasi est l'auteur d'un essai raisonné tendant à justifier la présence des immigrés sur le territoire français. On peut se demander où ils veulent en venir, tant ils mettent d'énergie personnelle à soutenir leurs plaidoyers pro-immigrés... Pourquoi tiennent-ils tant à modifier la réalité humaine de ce pays ? Pourquoi cherchent-ils, avec autant d'acharnement, à en

subvertir le contenu ethnique, voire à l'attaquer dans son essence historique et anthropologique ? Quel est leur véritable but ? Agissent-ils par jalousie, pour se venger de toutes les rancœurs accumulées contre ce pays qui les a vus naître ou les a accueillis ? Que leur a-t-il donc fait ? Il faut croire qu'ils ont souffert le martyre dans ce pays haï. Je ne m'étais pas encore aperçu que la France pouvait être vécue à ce point comme un enfer ! À moins que tout cela ne soit qu'un symptôme révélant je ne sais quelle pathologie mentale relevant de la psychiatrie... L'aveuglement idéologique, l'altruisme sélectif, l'utopie, l'atavisme juif, les incantations droits-de-l'hommistes, (des intérêts occultes ?), n'expliquent pas tout. On a envie de leur dire : libres à vous de ne pas aimer la France, mais au moins respectez-la ou alors... décarrez !

Il semble d'ailleurs que, malgré un enthousiasme communicatif pour une France cosmopolite et multiraciale, leurs arguments n'aient rencontré que peu d'échos favorables tant parmi la population que parmi les électeurs, puisque M. Stasi comme Madame Gaspard, en charges de responsabilités électives, ont été balayés de la scène politique. N'empêche, M. Stasi aura lancé son livre comme une provocation en l'intitulant : *L'immigration, une chance pour la France* (1984). Sous-entendu, pour ceux qui ne font pas semblant de comprendre, la France, c'est fini, c'est un vieux pays usé, au bout du rouleau, peuplé de gens fatigués, avachis, dégénérés, avec l'immigration, injectons une bonne dose de sang neuf et frais pour régénérer la race, et faire revivre le pays. Ce n'est pas explicitement dit, mais c'est tout comme. Nous verrons dans de prochains développements comment certaines thèses antiracistes relèvent d'un racisme à l'état pur, mais inversé.

M. Stasi est ce qu'on appelle un politicien centriste « d'extrême centre » ; sa thèse est donc, d'une certaine manière, plus subtilement consensuelle que les autres ; présentée avec ce faux esprit de modération, typique des centristes, qui cache le plus souvent un manque de volonté politique ou un refus d'aller au bout de leurs idées et d'en assumer les conséquences, elle n'en est que plus sournoise.

Comme précédemment, nous pourrions reprendre les arguments essentiels de la thèse de M. Stasi et les détruire un à un ; comme celui-ci, classique, qui consiste à présenter des Français connus

d'origine étrangère comme des modèles d'intégration, dont la célébrité participe au renom de la France. Certes oui, mais, sans vouloir nier leurs mérites respectifs, que seraient-ils devenus, et surtout « Qui » seraient-ils, si, eux-mêmes ou leurs parents, n'avaient trouvé la France pour les accueillir, d'autant que les courants migratoires se font dans le sens des pays « pauvres » vers la France, et non des pays riches vers la France ? Est-ce bien eux qui font le renom de la France, ou est-ce la France qui leur a fait un nom ?...

Autre argument classique maintes fois avancé : pour justifier les brassages ethniques, la mixité raciale, le métissage, il convient de rappeler en toutes occasions que la France a été le lieu de nombreuses invasions barbares. C'est un des exemples les plus typiques de cette façon de voir, de juger l'histoire avec des présupposés idéologiques modernes. Rappelons simplement qu'au temps des invasions, la France n'existait pas en tant que nation ; elle s'est constituée par strates successives, dans le temps, avec des apports partiels ou résiduels de populations guerrières, pour former d'abord la Gaule tribale, puis la Gaule romaine, puis la *Regnum Francorum* avec Clovis I<sup>er</sup> et les Mérovingiens, puis la France des carolingiens, suivie de la France des Capétiens, elle-même suivie de la nation moderne que nous connaissons sous ses traits républicains. La France d'aujourd'hui est donc une entité autonome achevée, qui a trouvé avec le temps et le sacrifice des siens, son équilibre, sa plénitude ; elle se suffit à elle-même, avec ses qualités et ses défauts, comme exemple de l'une des plus brillantes civilisations de tous les temps. Avec l'immigration – invasion, dans les conditions où se répand cette véritable infection socio-ethnique, on ne construit rien de nouveau, mais on détruit ce qui existe, et, comme nous le verrons, tout cela n'est pas innocent, ni sans arrière-pensées bien arrêtées.

Qu'est-ce qu'une « société plurielle » ? Que veut dire : « porte fermée sur l'étranger, porte fermée sur l'avenir » ? Cela voudrait-il dire que pour permettre à l'étranger de vivre librement sur notre sol et se sentir comme chez lui (au nom de quel principe, je vous prie ? N'ont-ils pas déjà un « chez eux » à eux ?), il faudrait que les Français de souche ou de race (dont on sait qu'ils n'existent pas, bien sûr), eussent l'extrême obligeance de bien vouloir sacrifier leur patrie et leur identité au profit de ces braves gens venus d'ailleurs, qui ont eux-mêmes renoncé tant à leur patrie d'origine qu'à leur identité ? Et que dans le même temps ces mêmes Français aient

l'idée généreuse d'abandonner courtoisement à l'égard de ces nouveaux conquérants du « ôte-toi-de-là-que-je-m'y-mette ! », toute prétention à se réclamer de leur patrie légitime, c'est-à-dire de leur appartenance filiale à une terre ancestrale et historique ?

M. Stasi frise l'irresponsabilité absolue quand il fait dangereusement l'apologie de l'islam, contribuant ainsi au mythe de « l'islam, deuxième religion de France » A-t-il seulement réfléchi aux conséquences de ses propos quand il intime : « *Il faut reconnaître (en France) l'identité musulmane* » ? À moins qu'il ait, comme arrière-pensée, l'idée d'encourager l'expansion de l'islam conquérant rien que pour pousser à la désintégration de la nation française. Ce n'est pas impossible. Venant de certains intellectuels, il faut s'attendre à tout ; en particulier de reconnaître à l'islam et aux musulmans une identité que pour mieux dénoncer l'identité française, et l'attachement des Français à la terre de leurs ancêtres.

Comme tous les individus atteints de cette obsession antifrançaise malade, on dirait que M. Stasi n'a soutenu sa thèse que pour se délivrer de son aliénation mentale : « *J'aime les terres qui ne sont pas d'enfermement. Et les êtres qui ne vivent pas d'exclusion.* » Oui, j'ai dit : « aliénation mentale » ; quand on est à ce point en contradiction avec le réel, quand on manifeste à ce point les apparences de la schizophrénie, tout se tient au niveau du mental ; belle occasion pour les adeptes de papa Freud de gloser sur les fantasmes psychologiques de M. Stasi : cela relève-t-il du refoulé, du non-dit ou des profondeurs de son subconscient ?... Des gens qui vivent dans un pays parmi les plus évolués au monde, dont le statut social d'assistés de luxe, garanti à vie par l'État, les situe dans les catégories sociales les plus privilégiées, se permettent d'affirmer qu'ils se sentent « enfermés » dans un pays comme la France, et d'avoir constamment à la bouche des mots comme « exclusion », « racisme », « discrimination », etc., pour stigmatiser les comportements patriotes des habitants de ce même pays, des mots terriblement modernes qui ne sont prononcés que pour diviser, opposer, désintégrer...

La preuve de cette volonté de détruire, de faire éclater la nation française : « *Elle (la France) doit renoncer à l'assimilation pure et simple des communautés étrangères pour consentir à la cohabitation des communautés différentes.* » Ou comment installer et

justifier le communautarisme en France, dans un pays ethniquement unifié qui ne l'a jamais connu en quinze siècles d'existence ! Criminelle inconséquence ! Comment peut-on formuler de sang-froid des propos aussi irresponsables ? M. Stasi ose écrire cela quand le conflit du Liban fait rage, et quand les Balkans, au bord de l'éclatement, vont se désintégrer dans le drame que l'on sait. C'est justement sa forte capacité d'assimilation, mais à dose homéopathique, qui a fait la grandeur de la France, ainsi que sa capacité à maintenir la cohésion entre des communautés locales et des peuples différents. En attendant, ce sont les Français eux-mêmes qui sont de plus en plus exclus de leur propre pays, et non les immigrés qui ne sont que pièces rapportées. Car pour être exclu, encore faut-il appartenir à un groupe humain déterminé dont on a été chassé contre sa volonté. Or la très grande majorité des immigrés ont quitté leur pays, leur communauté d'origine, de plein gré. Personne ne les a poussés à partir de chez eux (l'argument de la misère est un peu simpliste, le politique aussi, l'économique de même) ; personne n'est venu les chercher, à l'exception de ceux qui les encouragent à venir s'installer en France pour justifier de leurs sentiments antifrançais. Ils ne peuvent donc être considérés comme des « exclus » ou des exilés. Et s'il s'est trouvé une époque où les industriels poussaient à l'immigration, après tout, ils étaient payés au même titre que les Français, lesquels, du même coup, se sont retrouvés en concurrence avec eux, victimes de la pression à la baisse exercée sur les salaires, victimes d'une promiscuité sociale et ethnique subie et non souhaitée.

À plusieurs reprises, M. Stasi fait référence au droit à la « différence », concept ambigu que même les vieux gauchistes les plus racornis ont renoncé à utiliser depuis longtemps. Il dit ceci : « *C'est la sérénité qui manque le plus dans le difficile débat sur l'immigration.* » Gonflé, le petit monsieur ! — si je puis me permettre ce haut-le-cœur trivial... Non, Monsieur, c'est la vérité et le bon sens qui manquent, et ce sont des gens comme vous qui rendez difficile, après l'avoir créé de toutes pièces, le « difficile débat sur l'immigration... à sens unique ! ». Si l'on n'avait pas ouvert la France à une immigration de masse aussi inconsiderée qu'incontrôlée, il n'y aurait pas eu de débat sur l'immigration... ni facile ni difficile, c'est l'évidence même. Et s'il avait dû y avoir un débat, c'est avant qu'il aurait dû avoir lieu, et non après avoir mis les Français devant le

fait accompli — comme d’habitude ! —, le rendant du même coup impossible. Un peu de pudeur, s’il vous plaît !

Il se présente lui-même comme un immigré de la deuxième génération, ceci expliquant peut-être cela. Son père est d’origine espagnole, sa mère d’origine cubaine. Si vraiment le rejet de la France française est à ce point épidermique chez lui, si vraiment l’atmosphère de ce pays lui est devenue irrespirable au point de se sentir « enfermé » et d’œuvrer à sa disparition pour se libérer de sa névrose, que ne refait-il le chemin de ses parents, en sens inverse ? Pourquoi ne laisse-t-il pas les Français vivre en paix chez eux ?

Il veut une France d’immigrés, peuplée de « *chances pour la France* » comme on dit ironiquement depuis la parution de son livre... Pourquoi pas ? Mais à une condition : appliquer le principe d’agrément réciproque et de respect mutuel. Si des étrangers choisissent la France, il appartient aussi aux Français de choisir ceux avec qui ils devront faire vie commune, en fonction de critères relevant de la dignité, de la respectabilité et de la volonté de chacun. Cela dit, un tel scénario n’est plus d’actualité : le seuil limite est dépassé depuis longtemps.

Le vrai patriotisme est moins ce qu’on apporte à son pays que ce que l’on reçoit de lui ; ce qu’on lui apporte, c’est notre pierre à l’édifice ; ce qu’on reçoit de lui, c’est tout l’édifice. On est patriote à raison même qu’on respecte solidairement cet héritage commun, et qu’on le fait respecter par autrui.

Si j’avais à décider, le cas échéant, de l’entrée ponctuelle d’immigrés, j’accorderais ma confiance à ceux qui sont attachés à leurs racines, à leur terre d’origine ; ceux-là, j’irais les arracher à leur terre ; gens courageux et solidaires, ils sont de ceux qui aiment leur patrie ; ils sont de la race des pionniers, des bâtisseurs ; ils sont positifs et énergiques... Par contre, les renégats, les profiteurs, les racailles venues d’autres lieux, les faiseurs de bizness qui marchent au trafic, à l’entourloupe, ne m’intéressent pas. La France ne les intéresse, eux, que pour ce qu’elle peut leur rapporter, pour ce qu’ils peuvent en retirer pour leur propre sécurité, pour leur satisfaction personnelle. Qu’ils montrent d’abord ce qu’ils sont capables de faire chez eux. Qu’on n’attende pas de moi d’être solidaire de gens, faux réfugiés politiques, faux demandeurs d’asile, faux travailleurs immigrés, qui n’ont pas posé le pied sur le sol de France, avant même d’avoir travaillé, que déjà ils exigent



droits, logements, écoles, soins, aides sociales, allocations diverses, même s'il est vrai qu'ils sont le plus souvent encouragés et manipulés par des officines subversives gauchistes, ouvertement apatrides, antinationales et antifrançaises.

\*

## 6. Le francophobe et la méchante patrie

Pour clore ce florilège de littérature antifrançaise — je devrais dire de délire francophobe ou francophage —, le bouquet final, l'apothéose, le summum de la haine contre la France et les Français... Il est difficile d'aller plus loin dans l'expression de cette véritable exécration que l'on peut nourrir contre un pays ou son peuple, au-delà des limites du bon sens et de toute prudente raison. Si, après cela, il se trouve encore des gens pour croire qu'on ne peut haïr la France et les Français au motif tout simple qu'ils ne voient pas pourquoi leur pays serait plus haïssable qu'un autre — et il est vrai que pour un esprit normalement constitué, il peut paraître absurde de dire que l'on hait un peuple ou un pays pour le seul fait d'être ce qu'il est —, alors c'est qu'ils n'ont rien compris et qu'ils sont décidément difficiles à convaincre.

Venons-en au livre de Guy Hocquenghem, *La Beauté du métis* (1979), sous-titré plus significativement : *Réflexions d'un francophobe* ; d'après le contenu de l'ouvrage, on peut penser que ce sous-titre provocateur avait été prévu à l'origine comme titre principal, mais l'éditeur a dû reculer : le mot « francophobe » étant susceptible d'engager l'éditeur trop loin). Ce monsieur, théoriquement Français de naissance, n'aime pas la France et le fait savoir. Il n'aime pas davantage les Français. Son aversion pour notre pays (son pays ?) est absolue, totale, entière ; elle éclate sous la forme d'une haine compulsive, ramassée, dense, tenace, qui n'épargne rien de ce qui de près ou de loin est français, et ne souffre aucune exception qui pourrait être interprétée comme une concession à ce qu'il appelle la « francité ». Ce n'est pas une critique ; ce pourrait l'être, car, après tout, la France, comme toute création humaine, n'échappe pas aux lois du genre ; ce n'est même pas une diatribe : la diatribe la plus vindicative repose quand même sur des arguments sérieux ; non, c'est un condensé de mauvaise foi, de parti pris absolu, que sous-tend cette passion haineuse, aveugle, unilatérale, têtue, destructrice, ravageuse, qui réduit son champ de conscience à la perception d'une seule réalité, la sienne, et transforme son discours en une

sorte de délire obsessionnel, un soliloque interminable où il donne libre cours à sa schizophrénie.

Pour situer le personnage, sachons qu'il fut journaliste à *Libération*, professeur de philosophie à ce qui fut un temps feue l'Université de Vincennes (os à ronger coûteux que le gouvernement gaulliste jeta aux gauchistes de Mai-68 pour acheter la paix sociale), qu'il est juif par sa mère (c'est lui qui précise), homosexuel (il revendique pleinement son homosexualité et da pédophilie — il fut même responsable du FHAR, Front homosexuel d'action révolutionnaire) ; de plus, il était connu pour être un intellectuel gauchisant, tendance Marx, ce qui ne l'empêcha pas d'écrire dans le *Figaro Magazine*, journal que l'on dit — mais ce n'est qu'une apparence — à l'opposé de *Libération*, dont il fut également un collaborateur. Vous prenez le tout, vous agitez, et vous obtenez le produit miracle, le prototype parfait de l'intellectuel de gauche marginalo-mondain, ou bobo-intello comme on ne disait pas alors, version petit bourgeois décadent héritier de Mai-68, dont la place de Paris, qui ne mérite pas cette indignité, est surinfestée, pour ne pas dire surinfectée. Nous comprenons déjà mieux la relation qui s'établit entre le personnage et son livre, ce qui est important afin de bien saisir l'objectif final de son entreprise de démolition.

Pour rabaisser la France, sans doute pour l'humilier, croit-il, il écrit d'office le nom de notre pays avec une minuscule. Il précise son intention : « *Puisque nous allons parler de la patrie des Guillotin, commençons donc par une décapitation. Supprimons-lui l'escorte du coup de chapeau majusculaire : parlons-en froidement, comme d'un système, le système-france, non comme d'une mère, d'une reine ou d'un amour déçu.* » Ça commence bien !

Que reproche-t-il à la « france » et aux « français », ce bon monsieur hocquenghem ? D'abord que nous soyons blancs. Eh oui !... Il vit mal notre pâleur fadasse, blanchouillarde, de leucodermes. Le drame de son existence. Son grand regret à lui — qui a cependant du sang oriental — est que nous ne soyons pas un peuple de sangs mêlés : « *Nous n'aurons jamais la poignante beauté des métis* », constate-t-il sur le mode d'un cruel désenchantement. « *Nous, français, sommes nés aveugles dans le monde clos d'un pays sans rencontres, sans métissages. Notre blancheur, notre pâleur, notre maladresse de naissance sont l'œuvre de l'Histoire...* » Notez bien que ceci n'est pas du racisme, n'est-ce

pas ? Le racisme, c'est quand on se sent bien dans sa peau de Blanc et qu'on refuse de se métisser.

\*

D'où son immense désespoir d'être né « français » ; car, évidemment, il se prétend Français. Je cite : « *Parce que c'était mon pays, parce que c'était elle, je n'ai jamais beaucoup aimé la France. Mais j'ai commencé à la haïr tenacement quand j'ai mieux compris ce que c'était d'être français. La haïr non seulement parce qu'elle m'est imposée [sic] mais aussi pour ce qu'elle m'a imposé à sentir et à être...* » Décidément, être « français », quel calvaire, mes frères ! Ayons quelque compassion fraternelle à l'égard de ce crucifié de la vie.

Continuons le chemin de croix : « *Quand j'étais petit, je croyais qu'on pouvait se déclarer apatride. Je songeais à me présenter à la mairie, et à rendre ma nationalité comme on rend un vêtement emprunté et malcommode [ah ! ça oui, il est allé lui dire son fait à M. le Maire, le petit bonhomme, avec sa barboteuse et son cerceau !]. De folles rages puériles me sont venues à entendre que c'était impossible de n'être pas français.* » À son âge, les enfants normaux piquent des colères pour une sucette ; lui, le surdoué incompris, il se roule par terre parce qu'on lui refuse de « n'être pas français », de se « défranciser ». Je vous assure que si un quidam m'implorait de l'aider à se défranciser, je me plierais en quatre pour lui rendre ce service, et pousserais même la courtoisie jusqu'à le raccompagner à la frontière en portant ses valises. Ils n'ont rien compris ces messieurs les Maire !

Puis il commence par une véritable déclaration d'amour à ses amis étrangers — à l'« Étranger », celui-ci ayant l'honneur d'une majuscule d'accueil dont ne saurait se prévaloir le misérable franchouillard amoindri, diminué, enfariné par sa fadeur blanchouille de face de craie, de cailladou pas frais —, une sérénade à faire tomber Margot en pâmoison ; à ce stade, ce n'est plus de l'amour, c'est de la rage, et je ne peux résister au plaisir de livrer cet extrait d'anthologie, indépassable dans le genre cucul-la-praline, digne des meilleurs romans de jadis à l'eau de pipi de pucelle : « *Étranger, bel et vivace Étranger, comment font-ils pour ne pas t'aimer ?... Tu nous autorises aux plus subtils des quiproquos sentimentaux, et tu les rends indécidables. Tu nous fêles, comme on dit d'un cristal sous l'effet d'une note trop aiguë. Tu rends sensible*

*l'invisible de l'au-delà de l'incommunicable, tu donnes aux fantômes de l'amour la palpitation d'une présence ambiguë... De n'être pas d'ici, de n'être pas d'ailleurs donne à ta façon d'être là une modulation particulière. Être là, quand c'est toi, cela veut dire autrement. Tu es la première expérience de l'autre, et le premier amour... Tu es le pôle qui aimante les fuites, tu es l'autre signification possible enfin faite chair. Quand tu passes, rien pour moi n'est plus simple, tout devient émotion... Tu nous fais parfois côtoyer l'impossible : se comprendre sans se comprendre, etc. »* J'abrège. Il y en a trois pages de cette guimauve à faire vibrer les grandes folles énamourées...

Après tout, c'est son droit le plus strict d'aimer ou de haïr qui bon lui semble, là n'est pas le problème. Seulement je trouve que l'individu est plutôt mal venu de reprocher aux Français de ne pas aimer les étrangers, quand lui-même, pour dix pages d'amour à ses amis extranes, il en expectore 150 de haine fielleuse et insultante à l'adresse de ces mêmes Français. Chacun est libre de disposer de son capital d'amour ou de haine comme il l'entend, sans avoir à se faire donner des leçons de vertu par un maroufle qui n'applique pas pour lui les principes qu'il exige des autres.

De même, c'est son affaire personnelle d'être homosexuel ; libre à lui de frétiller avec des attendrissements de midinette devant la virilité musclée d'un grand Black bodybuildé, plutôt que d'être sensible au charme délicat d'une demoiselle au cœur tendre, fût-elle métisse ; mais comme il fait de sa propre déviance un prétexte à exprimer ses sentiments antifrançais, je suis bien obligé d'aborder le sujet, en m'excusant par avance auprès du lecteur d'avoir à suivre l'individu sur ce terrain scabreux ; et, sans vouloir m'aventurer plus loin, je pense que l'homosexualité pourrait-être, chez nombre d'invertis hommes ou femmes, un signal tout autant qu'un puissant élément déclencheur du phénomène névropathique de culpabilisation et de haine de soi.

Inimitable dans le genre amoureux transi, il parle de ses « amants » au pluriel, à croire qu'il poursuit de ses assiduités tout ce qui a le teint basané sur le carreau de Paris : « *Pourquoi la plupart de mes amis, de mes amants, sont-ils étrangers ?* [Ils font « la chose » — restons polis ! — avec un passeport ?]. *Pourquoi n'est-ce qu'avec eux que je me sente enfin arraché au plat, au prosaïque, au médiocre ?... Même pour une nuit, rare est le français*

*qui ne me glace pas, qui ne me donne pas l'impression de jouer à deux une comédie sans saveur. L'amour ne me parle qu'en d'autres langues... Oui, j'ai eu plus d'amants, plus d'amis, à l'étranger, de l'étranger, que je n'en aurai jamais parmi mes compatriotes [merci pour eux !]. Peut-être même ne suis-je « homosexuel » comme on dit vilainement [chochette, va !] que comme une manière d'être à l'étranger, je veux dire une manière de lui appartenir, d'être chez lui... Un de mes amants était fils d'une polonaise et d'un Guinéen, etc. » Bref, on ne soulignera jamais assez ce qu'il y a de romantique dans le petit monde des tapettes flamboyantes, ni l'exquise délicatesse de leurs sentiments amoureux.*

Passons vite... mieux vaut ne trop rien dire devant ce genre de provocation exhibitionniste, on deviendrait vite inutilement méchant et agressif. Hocquenghem n'aime pas les Blancs pour leur insipide et désespérante blancheur, particulièrement celle des Français, et avoue, sans rire, ne pouvoir atteindre au plaisir sexuel qu'avec des moricauds garantis pur mélange. Cela dit, il n'est pas raciste : il préfère les Noirs, plutôt demi-teinte, aux Blancs. Encore une fois, répétons-le, le racisme, comme chacun sait, c'est le contraire.

Puis il s'en prend à la France proprement dite, à travers les institutions les plus représentatives de ce qu'il appelle la « francité ». Ce n'est pas une critique raisonnée des institutions, mais une manière de toucher à l'essence de la France, à son être, de la blesser au cœur. Cette critique est tellement grosse d'injuste parti pris, qu'elle s'abolit en une sorte de divagation infinie où l'auteur réussit surtout à faire étalage de ses complexions d'homme (?) aigri, plutôt mal dans sa peau.

On peut critiquer son pays, même gauchement, c'est l'intention qui compte, et elle n'en est que plus touchante parce que maladroite. Mais pour abattre un pays comme la France, mieux vaut faire preuve de génie. On chercherait en vain, dans ce pamphlet antifrçais, le souffle puissant et impétueux, ponctué de coups de gueules, de nos grands polémistes de jadis... À peine est-on effleuré par l'haleine fétide de cet atrabilaire ; tout juste le travail d'un honnête premier de classe à l'imagination bornée, réduite à l'obtention d'un sésame universitaire. D'ailleurs, quand on est

l'ennemi de son pays, on ne peut être un homme de génie, ni un homme respectable et respecté dans aucun domaine de l'esprit.

Tout y passe sous le scalpel tatillon de cet inquisiteur aux jugements péremptoires et définitifs. L'Histoire de France ? « *Être français, c'est vivre l'histoire dans sa pauvreté linéaire, comme une généalogie factice et monotone.* » Pour cet individu, évidemment, 1500 ans d'une histoire exceptionnelle des plus riches, des plus mouvementées, dans toute l'histoire de l'humanité, ce n'est que roupie de sansonnet : ou il le fait exprès, ou il est complètement ignare. La langue ? « *La langue française, c'est l'argenterie des grands jours tous les soirs de la semaine, l'occasion d'humilier quelque rastaquouère.* » La littérature française ? « *...Ce doublet inutile du monde, n'en est que le parasite sourd et aveugle, la veuve de ses expériences vécues.* . L'esprit français ? « *...C'est celui de l'escalier – mais il est capable de remonter pour lâcher son bon mot... Si vous l'entendez dans un coin de la société où vous êtes, ce caquetement sec d'idées-castagnettes, n'hésitez pas à lui clouer le bec... La basse-cour nationale est assourdissante, saoule d'ébouriffements impuissants. Impuissance de l'indignation, stupidité de l'œil rond devant l'événement mondial : "la conscience de la France" est la grosse caisse d'une fanfare dont le trombone est l'esprit français. Esprit français. Esprit, comme spiritueux, ou comme revenant. L'esprit français est un renvoi d'après-dîner, il "la ramène" toujours.* » Subtile et pénétrante analyse d'un esprit non-français. Confondant ! Et il se trouve quand même des éditeurs pour publier, au nom sacré de la prétendue liberté d'expression, ce ramassis de chiures de mouches qu'on ose appeler un livre.

Ensuite, il s'en prend à l'État, aux fonctionnaires (il parle de l'âme prosaïque et médisante de ce peuple de fonctionnaires, oubliant qu'il l'est lui-même), enfin aux Français eux-mêmes. Parasites de l'esprit, délateurs, courtisans, vendus à l'étranger (tiens donc ?), les injures pleuvent : tels sont les Français ; ils ne valent pas tripette ! Il va même jusqu'à dire que la France est « *un camp dans lequel il y a cinquante millions de kapos.* » (Les kapos étaient responsables des camps de concentration nazis. Recrutés parmi les détenus anciens, on trouvait le plus souvent des droits communs ou des politiques, dont nombre de communistes. Ils rendaient compte aux SS qui gardaient les camps, car ceux-ci n'étaient pas assez nombreux, et surtout ils répugnaient à se salir

les mains dans ce job de gardes-chiourme qui n'était pas à la hauteur de leur dignité de guerriers d'élite. On voit d'ici l'ambiance. D'après les témoins, cette organisation interne fut une des dispositions aggravantes qui rendirent si dures les conditions de détention des prisonniers de guerre en Allemagne, surtout vers la fin du Reich.)

Puis vient le tour des enseignants, en particulier les philosophes auxquels il prétend appartenir. Il a horreur des philosophes-fonctionnaires, des philosophes d'État (c'est bien un des rares points où je suis d'accord avec lui — mais existe-t-il un seul philosophe qui ne soit pas d'État dans la République française ?). Avec un aplomb sans égal, il crache allègrement dans la soupe de ses collègues, soupe qu'au demeurant il ne dédaigne pas puisqu'il fait partie de la maison, et se nourrit à la même mangeoire. La France est « *le seul pays au monde à permettre aux philosophes de faire carrière, à leur offrir un bon salaire, et à avoir un nombre suffisant de ces philosophes officiels disséminés dans tout le pays.* » Apparemment, il n'a pas l'air gêné aux entournures quand il touche son « bon salaire » de prof de philo payé avec les deniers de l'État, donc avec l'argent du contribuable, cet argent « *qui pour tous les autres peuples pue le sang et l'oppression, est le seul en France à n'avoir pas d'odeur aux nez les plus fins.* » Le philosophe Hocquenghem, lui, ne manque ni d'air ni d'estomac ! « *La philosophie française — la philosophie agrégée en col dur — écrit-il, toujours aussi subtil — est restée la diseuse d'inutile, parisienne élitiste, superficielle, vaine agitation d'habits noirs enseignants dans les salons de femmes de ministres.* » Bigre ! On ne se fait pas de cadeau entre chers professeurs... Ne soyons pas étonnés après cela, que l'enseignement de la philosophie, discipline noble et pérenne par excellence, soit, en France, à l'agonie... avec d'ailleurs tout l'enseignement scolaire d'État.

Je livre ce morceau de bravoure contre la culture française, sa bête noire, la hantise de ses nuits blanches ; elle subit dans son livre un traitement réservé. Après avoir laborieusement tenté de démontrer (toujours sans la moindre argumentation raisonnée) que la langue française est une langue de délateurs, de dénonciateurs (cela revient comme un leitmotiv), de fonctionnaires soumis à l'autorité de l'État (encore heureux !) et lèche-bottes, il poursuit : « *La culture française est comme les dames anglaises du siècle dernier, elle a horreur du soleil, des éléments naturels qui*

*cuisent la peau... Ses tics, ses vilaines petites habitudes, ses généralités gâteuses, ses haines minuscules tiennent dans une ruelle, au sens "grand siècle" de ce mot. D'ailleurs les gens de culture en France, ne sont jamais loin du pot de chambre du maître.*

*Une culture de paranoïaque, une littérature adonnée à la canaille politicienne : tous acharnés à proclamer leur "dictature", leur "jacobinisme", leur "science du texte" et j'en passe [de toute évidence, il doit s'agir de ses amis intellectuels de gauche, puisqu'il n'y a qu'eux qui ont le droit et le pouvoir de s'exprimer en « France »]... Nulle part une activité qui se veut joyeuse, libératrice, passionnée, ne s'est délibérément ligotée, sabotée, réduite à la bassesse humaine comme la culture des cent pas carrés qui, depuis Richelieu, sont la France qui parle et qui pense. Minuscules coups d'État qui ont toute l'horreur, la méchanceté, la violence (la peur des coups en plus) des grands coups d'État, combat de coqs ergoteurs et trouillards, les révolutions culturelles françaises voient se succéder des baudruches autoritaires, incompréhensible comédie de pouvoir qui laisse les étrangers perplexes... Exclure, condamner, pousser au suicide sont des pratiques courantes de l'intelligentsia française [dont il ne fait pas partie, c'est évident], par ailleurs très capable de livrer un cambrioleur aux flics. Ces traits ne sont pas simplement des ridicules du milieu "culturel" au sens où un peuple complice, les désignant ainsi pour s'en gausser, s'en montre particulièrement fier, c'est son mode d'être cocotte obtuse de la capitale, de courtisan exténué, de brocheurs de rien à bout de rouleau... »*

\*

Et l'on pourrait continuer... Tout son livre n'est qu'une litanie sempiternelle où il égrène ses rancœurs antifrançaises, envenimées d'une haine empoisonnée qu'il ne parvient à épuiser à aucun moment, et dont il finit par s'intoxiquer lui-même.

Pour démolir la France et en venir à bout, il appelle à la rescousse les pays étrangers. Il ne lui faut pas moins que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, pour tenter de l'envoyer au tapis : en vain ; ce qui prouve au moins, la bonne fille, qu'elle a les reins solides et qu'elle soutient la comparaison. Et il n'y a sans doute que lui pour croire que ses escarmouches de moustique énervé suffisent à l'ébranler. De même, il ne lui vient pas un instant à l'idée que les critiques excessives qu'il formule



contre la France, de la façon dont il s'y prend, pourraient être retournées contre ces mêmes pays qui constituent, à la rigueur, l'unique tentative d'argumentation de son édifice branlant.

Arrive le moment où l'on finit par se demander ce qu'un tel personnage fait encore en France. Que reste-t-il donc à souffrir dans ce pays qu'il abhorre par-dessus tout, lui qui rêve tant d'être l'Étranger parmi les étrangers ? Surtout quand il écrit : *« J'en souffrirais plutôt comme d'une colique, de la France, ou comme d'une indigestion. Elle s'est transformée en ma chair, m'a empoisonné le sang : je peux en retrouver l'influence, les traces délétères, sur ma propre personne. La France est une maladie endémique aux Français qu'il faut sans cesse combattre. »*

Oui, on se demande vraiment ce qui le retient dans ce pays de France, ce pays décidément de salauds qui entretiennent une atmosphère délétère irrespirable au nez délicat des gens de sa qualité. Pourquoi, au moment où j'écris ces lignes, n'est-il pas encore parti se purifier le sang au-delà de nos frontières ? Je me demande même si, pour son bien, il ne faudrait pas vouloir son bonheur malgré lui, et le parachuter d'urgence au-dessus du premier paradis étranger venu (un des multiples paradis communistes qui subsistent encore, par exemple). À moins que, cédant à la variété de ses goûts pervers, il ne s'accroche à son mal de vivre que pour le plaisir de se faire souffrir et, en bon Juif, de s'apitoyer sur son sort.

Et pourtant, le bougre, il se la pose la question : *« Apparemment, je ne suis pas (encore ?) parti »*, se demande-t-il, angoissé. Notez bien qu'il n'est pas encore parti, en apparence, mais que n'étant pas ailleurs non plus, il est donc conséquemment, subséquemment et physiquement quelque part, c'est-à-dire en « France » ; ce qui, à tout prendre, vaut mieux que des « ailleurs » incertains où l'on ne serait pas aussi assuré que dans ce doux pays de France de la ramener à tout propos pour dire, écrire, publier n'importe quoi, avec l'acquiescement et le soutien de l'établissement républicain.

L'explication à cette non-présence ailleurs qu'en France ? La voici : *« Beaucoup de gens dont j'étais proche sont partis à l'étranger dans les années qui suivirent Mai-68 [bon débarras !]. Quelques-uns souffrent de ne pouvoir le faire, car le malheur d'être Français, c'est qu'on nous a rendu si difficile et douloureux l'arrachement à notre servitude [ce que c'est que la condition*

d'esclave affranchi en France, surtout quand on est un pensionné de l'État républicain !]. *L'exil sonne comme un glas pour le français, l'émigration comme un décès* [ah, bon ? Je croyais que c'était une délivrance...]. *Il faut dire que, sorti un peu plus sou-vent que la moyenne de notre pourrissoir national* [merci pour le pourrissoir et pour ceux qui y croupissent, comme ma personne, probable coupable du crime indélébile de n'avoir jamais vécu dans un pays étranger], *j'ai constaté que la clôture que la francité a cru placer autour de l'étranger, mais où elle s'est elle-même enfermée, n'est pas facile à briser* [allons, allons, un petit effort...]. *La marâtre patrie vous poursuit, et pour lui échapper il ne suffit pas de prendre l'avion ou le bateau, même si c'est indis-pensable* [ah ! la méchante patrie qui cloue les avions au sol et retient les bateaux par les amarres !] »

\*

Bon, il suffit !... Brisons là ! La plaisanterie a assez duré... Tout cela commence à tourner sinistre. La marâtre patrie, comme il dit, il la hait de toutes les fibres de son corps, mais il ne peut s'en défaire. Et pourquoi, s'il vous plaît ? Il n'a même pas le cou-rage de se l'avouer. La France, il la conchie, c'est-à-dire, *stricto sensu*, il la couvre de merde, la traîne dans la fange, ne lui ménage ni les coups bas, ni les vacheries, ni les insultes, mais à la fin, il lui laisse quand même une chance et avoue implicitement que s'il ne l'achève pas, c'est qu'il en a besoin pour vivre, en bon parasite de l'ordre social qu'il est. Le rat est dans le fromage ; dût-il en crever, il ne déguerpira pas qu'il ne l'ait rongé jusqu'à la croûte !

Alors, me direz-vous, pourquoi s'acharner sur ce genre de cuistre sans avenir ? Pourquoi le tirer d'un oubli fatal auquel il était immanquablement voué ? S'il fallait porter attention à toute cette littérature de détraqués, inutile, bavarde, prétentieuse, dont on inonde à jet continu notre société, la vie de tous les jours n'y suffirait pas. Tout le monde sait que ce qui est excessif est vain.

Eh bien, détrompez-vous ! Nous verrons plus loin l'influence considérable qu'a pu avoir cette littérature antifrançaise sur l'évo-lution de notre société, au point que les jeunes Français, au-jourd'hui, semblent avoir perdu tout sentiment d'appartenance à une patrie, tout point de repère, comme si on avait volontairement rompu le lien qui les relie à la terre de leurs ancêtres pour les égarer. Quant au personnage Hocquenghem cité en exemple, je crois

qu'il est très représentatif de cette nouvelle vague d'intellectuels post-soixante-huitards habités par une haine féroce tournée contre la France et les Français, une haine communicative, ravageuse, qu'on aurait peine à imaginer si les exemples donnés dans ces pages n'étaient là pour vérifier un tel état d'esprit. Il ne peut plus y avoir de doute sur leurs intentions. On sait désormais que leur volonté tend vers la réalisation d'un seul but : œuvrer par tous les moyens et sans relâche à la disparition de la France historique. En tous cas, chez Hocquenghem, c'est d'une clarté, d'une limpidité qui ne prête à aucune confusion. Voici l'estocade finale : « *Il n'y a aucune raison que je laisse la France à elle-même. Elle occupe un territoire matériel et pensé, elle domine un peuple, elle bloque un morceau d'univers. Elle est un obstacle sur le passage. Soyons au moins, faute de devenir étrangers, les cancers de la France. Il importe à notre salut qu'elle éclate, se disperse ou se volatilise.* »

« *Certains diront : se révolter contre la France, c'est graffiter les parois de sa cellule ; car la France, sinon éternelle, est du moins perpétuelle comme certaines détentions. Peut-être sous-estiment-ils la puissance du reniement, de l'abjuration. Il y a au moins une force qui fait peur à la France, et c'est celle du renégat... Peut-être réussirons-nous à dégoûter quelques jeunes gens de la pénitence française.* » S'il était encore de ce monde, il pourrait se vanter d'avoir réussi au-delà de toute espérance ; dégoûter les jeunes Français de leur pays, de leur patrie, la faire haïr institutionnellement, est devenu, sans aucun doute, une des priorités de la culture officielle dispensée dans les écoles de la République, puis propagée par les médias.

Des précisions sur le sieur Hocquenghem. Quelques années après la parution de ses *Réflexions d'un francophobe*, il sera l'un des tous premiers intellectuels ayant revendiqué publiquement son homosexualité à être emporté par le SIDA. Entre temps, il publie plusieurs ouvrages sans intérêt, dont une *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, où il fustige ses anciens amis soixante-huitards passés du statut de révolutionnaires anti-bourgeois au statut de bourgeois antirévolutionnaires. Cela ne l'empêchera pas, lorsque l'alliance socialo-communiste arriva au pouvoir en 1981, d'animer une émission de radio traitant des choses du sexe, où il pourra exprimer sans retenue ses tendances perverses, allant même, et au mépris de la loi, jusqu'à racoler pu-

bliquement sur cette antenne nationale, des gitons pour sa « consommation » personnelle ou à exprimer des sous-entendus aux re-lents pédomaniaques (1). Quelques temps avant sa mort, il aurait publié un ouvrage imprégné de sagesse morale et confit de mysticisme. La mort efface les souffrances d'ici-bas, elle n'efface pas les textes ni les témoignages.

---

1. Son implication dans les milieux pédophiles des années 1970/80 est aussi connue que son activisme dans les milieux homosexuels. S'il n'était mort jeune, ses écrits, ses positions sulfureuses et sans nuances sur les perversions sexuelles, lui eussent valu le même bannissement public qu'a connu l'écrivain pédomaniaque Gabriel Matzneff.

\*

Si l'on voulait essayer de comprendre les raisons profondes de cet incroyable déferlement de haine antifrançaise, je crois qu'on perdrait son temps : inutile d'insister ; d'autant que de tels comportements font probablement appels, chez leurs auteurs, à des facteurs irrationnels relevant plus de la psychologie des profondeurs que de la saine réalité fondée sur des faits précis et circonstanciés. On s'en tiendra donc à quelques éléments objectifs ayant rendu cette littérature possible.

1) Tous ces auteurs (1) ont un point commun : ils sont pour la plupart universitaires. Or, il faut le savoir, l'Université française est gangrenée jusqu'aux moelles par les marxistes pur jus et les freudo-marxistes. Elle constitue un terreau idéal d'où va partir, puis se développer sur plusieurs décennies, un vigoureux courant sociologique et littéraire antinational et antifrançais, d'une ampleur et d'un caractère agressif exceptionnels, jamais vu jusqu'à nos jours, soutenu par des moyens logistiques et des subventions publiques considérables.

2) Ces mêmes auteurs, Juifs le plus souvent, recevront un excellent accueil dans la presse, dans les médias républicains en général, ceux de gauche en particulier (*Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel-Observateur*, *L'Humanité*, entre autres) ; les critiques seront souvent élogieuses, les soutiens de connivence ne manqueront pas ; l'intermonde, l'interlopie cosmopolite, qui tient le haut du pavé parisien, se reconnaîtra dans ces élucubrations fantasmatiques qui marquent le début de l'offensive généralisée menée par la camarilla antifrançaise contre notre pays

de France ; leurs ouvrages connaîtront un large écho (et même pour certains le succès) auprès du grand public, même si leur contenu relève plus de l'onanisme intellectuel que du chef-d'œuvre impérisable.

N'allons pas nous imaginer que cette littérature n'aurait eu aucun retentissement dans le public en général, et qu'elle serait le fait de quelques chapelles isolées ; grâce au tambourinage du tam-tam médiatique, elle aura au contraire une influence décisive sur le développement du phénomène de culpabilisation, de honte, de haine clairement antifrançaise (être Français de souche, c'est être coupable !), que connaissent aujourd'hui nos compatriotes, et qui les tient cois, les privant ainsi de toutes formes de réactions culturelles et psychologiques contre ces agressions sans précédent, pouvant d'autorité les qualifier de racistes. Ces auteurs auront trouvé des éditeurs complaisants ou initiés, tout ceci donnant à penser que cette entreprise de dénigrement systématique organisée contre la nation française ne fut pas, n'est pas le fait du hasard, ni celui de quelques marginaux agissant sous le coup d'une improvisation sans lendemain : il suffit de noter la proximité des dates de parutions des ouvrages évoqués, compte tenu du temps de latence...

3) Une constatation permet d'observer que cette littérature n'est pas née après Mai-68 comme cela aurait pu être le cas, mais à partir de la loi de juillet 1972 contre le racisme et l'antisémitisme. Or, si cette loi avait surtout pour effet de dissuader de prendre position sur les problèmes liés à l'identité nationale, par contre, elle eut un effet libérateur sur les antinationalistes, antiracistes, et autres littérateurs cosmopolites et apatrides ; elle leur a donné des ailes et ils vont se déborder comme jamais, en vertu de cette logique toute simple : quand on n'a pas la loi contre soi, on l'a pour soi... même si elle est inique !

Cette littérature antifrançaise trouve aussi sa concrétisation dans les faits. Elle va de pair avec le processus de dissolution de la nation française ; elle l'accompagne ou le détermine. Ici, nous entrons véritablement dans le concret. Des vœux nous passons à la réalisation, des intentions nous passons aux actes. Nous allons voir que cette détermination implacable met en jeu des forces considérables ; celles-ci sont multiples, variées, pas

toujours faciles à cerner car sournoises ; elles ont parfois des objectifs différents, voire opposés, mais aboutissent toujours au même résultat, le même pour ceux qui les animent et qui n'ont qu'un but, un seul : en finir au plus vite avec la nation française, accélérer le processus de désintégration, l'effacer de nos mémoires et n'en plus parler qu'au temps passé... voire n'en plus parler du tout, comme d'un mauvais cauchemar qu'on chasse de nos pensées éveillées.

---

1. Les quelques exemples donnés ci-dessus, peuvent être considérés comme des précurseurs. Des décennies plus tard, ce sont des centaines d'ouvrages du même tonneau qui sont publiés chaque année, et qui, années après années, ont contaminé tant le langage courant que l'atmosphère générale de la société française, particulièrement avec l'apparition du wokisme et des mouvements LGBT...

\*

## 7. Un climat antifrçais

Dans cette dernière rubrique, je livre quelques extraits de textes, montrant comment la justification de la lutte contre le racisme sert, en réalité, à créer et à entretenir un climat général de haine antifrçaise qui n'a cessé de se nourrir et de se développer au fil des ans. L'anecdote ci-dessous, datant des seventies du siècle dernier, a été l'une de mes premières prises de conscience relative à la puissante menace que faisait planer l'immigration invasion sur les équilibres fondamentaux de la société française, ayant déjà eu l'occasion de vérifier l'état d'esprit des intellectuels de gauche à ce sujet, durant les événements de Mai-68. Mais l'époque n'était pas encore à l'immigration de masse, à l'envahissement migratoire, au terrorisme islamique, ni à la prise de conscience nécessaire. Voici l'extrait d'un bulletin à l'existence éphémère que j'avais créé à l'époque, dont le contenu, avec le recul, cadrerait déjà avec la réalité que nous vivons aujourd'hui. Je n'avais que quelques décennies d'avance.

*Quand je dis que nos compatriotes commencent à se poser des questions, je dois préciser qu'ils se les posent à eux-mêmes, ils ne les posent pas publiquement. Dans l'état de conditionne-*

*ment des mentalités et de terrorisme intellectuel qui sévit actuellement dans la presse, les milieux culturels ou l'école, il est impossible d'entreprendre la moindre discussion sur un thème sociologique devenu aussi majeur et prioritaire que la notion de racisme, sans être soumis constamment à une police des idées exercée par la classe politico-intellectuelle de ce pays, de telle sorte qu'il n'est même plus possible d'exprimer une opinion autrement que pour condamner.*

*Il est d'ailleurs étonnant de constater que les mêmes qui se posent en défenseurs de la liberté d'expression, sont ceux qui créent de nouveaux tabous, élèvent des barrières dans la communication, formulent des interdits, et travestissent la réalité en préjugés dérisoires pour mieux détourner les esprits de la vérité. Il faut les entendre, ces censeurs, fulminer leurs arrêts, assener au bon peuple des assertions controuvées, avec d'autant plus d'assurance que la contradiction étant rendue impossible par un obstructionnisme médiatique systématique, ils peuvent affirmer ou nier ce que bon leur semble.*

*Quelques exemples parmi d'autres illustreront mon propos.*

*Voici quelques années était diffusée sur les ondes de la radio nationale une émission de variété intitulée « Marche ou rêve ». Pour comprendre ce qui suit, je précise que le principe de cette émission, au demeurant fort sympathique, consistait à interroger des gens ordinaires sur leur vie de tous les jours, leur travail, leur pays, au hasard des rencontres avec les reporters, et de les faire parler eux-mêmes, librement, à l'exclusion de toutes autres personnalités intermédiaires, notables, élus, représentants d'associations...; bref, révéler la France profonde, comme on dit aujourd'hui, dans l'authenticité de son vécu quotidien.*

*Au cours de sa tournée parisienne, un reporter épingle un couple de danseurs professionnels. La femme est interrogée, parle de son métier, de sa vie de femme du spectacle ; jusque-là, rien à redire ; la règle du jeu est respectée de part et d'autre. A un moment, il se trouve que cette personne vient à évoquer ses parents. Elle explique que ces vieux parisiens avaient dû quitter leur quartier de toujours parce qu'il était envahi par des immigrants. Ils ne se reconnaissaient plus dans leur quartier et ne se*

sentaient plus chez eux ; alors, ils ont démenagé et sont allés vivre plus loin, en banlieue. C'est tout. Peut-être, ajouta-t-elle, une ou deux considérations pour déplorer la situation, le tout exprimé avec nuance, tact et sans acrimonie.

Ah, la malheureuse !... Que n'avait-elle pas dit !... Satan en personne se fût exprimé sur les ondes qu'il n'eût pas provoqué pareil émoi. Il était là, le monstre lubrique ; il apparaissait sous les traits fins et délicats d'une charmante danseuse pour mieux tromper son monde : il s'appelait « racisme ». Il fallait écraser l'infâme (non, ce n'est pas Jésus, c'est son ennemi de toujours), le tuer pour tuer le mal avec lui ; il fallait frapper vite et fort pour l'exemple, pour montrer aux chers-z'auditeurs qu'on ne plaisante pas sur le chapitre, et qu'à l'avenir, ils ne s'avisent plus à proférer des insanités blasphématoires à micro ouvert, sinon ils trouveront à qui parler. Et les trois animateurs de l'émission de tomber à bras raccourcis sur notre pauvre danseuse, et de lui administrer publiquement une de ces volées de bois vert à travers le tutu dont elle se souviendra longtemps.

Évidemment, il s'agissait d'un enregistrement ; elle n'était donc pas présente pour réagir. On ne peut donc savoir si, en écoutant la manière dont elle a été traitée, elle en a éprouvé de l'indignation doublée d'un sentiment de révolte (ce qui eût été ma propre réaction), ou au contraire un sentiment de culpabilité et de honte (c'était le but visé). En tous cas, elle aura pu constater comment des journalistes ont utilisé, à son corps défendant, son témoignage pour le retourner contre elle, et s'en servir comme argument de propagande dans la lutte antiraciste (alors qu'ils auraient pu tout aussi bien supprimer le reportage ou supprimer les parties qui n'entraient pas objectivement dans le cadre de l'émission tel que défini)... J'ai dit des journalistes ? Je voulais sûrement dire des commissaires politiques affectés au flicage mental des citoyens...

Autre exemple. Lors d'une émission télévisée, des « journalistes », histoire de tester les réactions des enfants face au racisme, font un reportage dans une école de la banlieue parisienne où l'on ne compte plus guère que 5 ou 6 enfants d'origine française dans des classes de 30 à 35 élèves. Autant dire que les enfants d'immigrés sont en écrasante majorité, et que



*les petits français, noyés dans la masse, sont en situation de vivre l'exotisme à demeure plus qu'ils n'en auront jamais l'occasion au-delà des frontières. Hélas ! les craintes (quelque peu espérées) des reporters se confirment : les petits blancs s'avouent (on les fait avouer) franchement racistes, et, qui plus est, les vilains garnements, ils n'en éprouvent aucune honte, aucun remord. Il est évident qu'ils reproduisaient plus ou moins consciemment le stéréotype familial et, qu'à travers eux, les « journalistes » cherchaient surtout à dénoncer les parents. Là encore, admirons la loyauté du procédé.*

*Un autre exemple montrera jusqu'à quel point de malhonnêteté sont capables d'aller les antiracistes (donc, les antifrançais) pour détourner la vérité quand celle-ci les dérange, et alors même qu'ils ne cessent d'invoquer la morale pour se justifier, comme s'ils en étaient les dépositaires patentés.*

*À la question : « Souhaitez-vous le renvoi des travailleurs étrangers ? », un sondage publié voici quelques temps donnait 57 % de Français « pour », chiffre tout à fait plausible qui ne souleva aucun commentaire particulier sur le moment, sauf à noter qu'il y avait des progrès à faire pour lutter contre le racisme. Mais des indiscretions révélèrent rapidement que ce sondage avait été truqué ; on apprenait ainsi que le pourcentage réel des « pour » avoisinait ou dépassait les 80 %, et qu'il avait été faussé volontairement. Atterré par l'ampleur d'un chiffre auquel il ne s'attendait pas, le directeur de l'organisme de sondage caviarda les résultats afin de ne pas donner une image de la France qui eût paru trop xénophobe ; il banalisa le chiffre à 57 %. Pour se justifier, ce triste sire mit en avant de singuliers scrupules ; de son propre aveu, il valait mieux paraître malhonnête que raciste. Drôles de gens, drôles de mœurs... drôle de conception de la morale et du métier de statisticien (si cela existe !) L'organisme en question est l'IFOP et son directeur s'appelait Jean-Marc Lech : il y a longtemps qu'on a compris à quoi servent les instituts de sondage...*

\*

Les exemples ci-dessus, s'ajoutant au reste, me font dire que ce qu'on appelle la lutte contre le racisme et la xénophobie est en réalité une couverture bien commode pour mener une guerre

psychologique intensive, radicale, contre les Français — les Français de souche s'entend — dans le cadre du processus de destruction de la nation française et de la liquidation ethnique de son peuplement d'origine. Les antiracistes ne combattent pas le racisme en tant que tel ou au sens nazi du terme, ils combattent la France légitime d'abord et avant tout. Mon avis est que le racisme, ils s'en fichent pas mal, et j'en veux pour preuve le fait qu'ils ne cessent de faire une référence constante, obsessionnelle, au nazisme afin de justifier leur combat contre le racisme. Or, en 1972, lorsque la loi du 1<sup>er</sup> juillet relative à la lutte contre le racisme fut votée, il n'y avait pas le quart de la moitié d'un poil de nazi en vue sur tout le territoire français — aujourd'hui encore —, et l'on n'entendait quasiment pas parler de racisme. D'ailleurs, quelques années auparavant, lors des événements de Mai-68, si chers au souvenir de l'intelligentsia de gauche, le mot même n'a jamais été prononcé ; il n'a jamais été question d'immigration ni de racisme, sinon des allusions, justifiées à mon avis, aux jeunes apatrides juifs meneurs des mouvements subversifs de la gauche « prolétarienne » ; l'un d'eux, Geismar, avouera, par la suite, que leur intention était d'opérer une jonction avec les mouvements irrédentistes régionaux (très portés à gauche, à l'époque !), dans le but de faire éclater la nation française : on était loin du racisme, ou si racisme il y avait, il était déjà très manifestement antifrançais...

Tout a été mis en œuvre à partir de 1972 pour préparer les esprits à l'invasion migratoire ; elle va aller s'amplifiant d'année en année. La notion de racisme et sa diabolisation ont été volontairement suscitées, sciemment instrumentées et exploitées par les différents pouvoirs politiques républicains, uniquement pour justifier la répression contre ceux qui tenteraient de s'opposer à cette politique d'invasion migratoire décidée arbitrairement, politique décrétée à l'insu des Français, placés devant le fait accompli, comme d'habitude : jamais de consultations populaires, jamais de référendum ! Si les enseignants sont préposés d'office, en quelque sorte statutairement, à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme que l'on voit désormais

instrumenté partout, tous les moyens de communications destinés au grand public, presse, journaux, publicité, cinéma, édition, multimédia, sont mobilisés pour apporter leur contribution propagandiste à la grande cause ; les moyens de pressions juridiques, politiques, psychologiques, ne manquent pas pour mettre au pas les récalcitrants. Toujours avec le même objectif de prendre position contre le peuple français d'origine et de liquider la nation française.

Dans la mesure où ils savent qu'ils ne seront jamais contredits, les tenants de l'idéologie dominante en arrivent à faire passer le patriotisme, le nationalisme, la défense identitaire, pour du racisme (on ne sait toujours pas ce que le mot « race » veut dire pour eux, puisqu'ils ne cessent d'utiliser ce mot censé ne pas exister). On en arrivera à combattre tout mouvement patriotique, voire l'interdire ou persécuter ses membres...

\*

Il ne suffit pas de détruire, il faut caricaturer, rabaisser, humilier. Le Français, nous l'avons vu dès les premières pages, surtout le vrai, le « de souche », le « pur race », ne saurait être qu'un individu vil, médiocre, grotesque, genre beauf, gras du bide, crâne dégarni, regard bovin, avec des valises sous les yeux et des globules gélatineux dans les orbites oculaires. Bref, tout cela est très mauvais pour l'avenir de la race, et il serait temps d'envisager sa régénération. Certains y pensent et ont déjà une réponse pour résoudre ce gravissime problème de dégénérescence française, tel le nommé Jean-Pierre Gomane (encore un universitaire !), dont je relève les propos parus jadis dans un hebdomadaire de gauche (*Le Nouvel Observateur*) : « *En matière de démographie, la plupart des observateurs analysent les problèmes de la France comme si celle-ci constituait un « isolat », hors de tout contexte mondial dont ils feignent d'ignorer, pour la simplicité et le confort de leur raisonnement, les interférences futures et déjà présentes, évidentes, sur les réalités hexagonales [c'est plus chic que d'écrire "nationales"] ; or il est probable que, dans un monde globalement surpeuplé, la démographie déclinante des Français "de souche" [la faute à qui ?] laissera des régions entières, autrefois habitées, à l'état de véritables déserts [???] ; ceux-ci ne revivront-ils pas*

*grâce aux bûcherons turcs, aux maçons portugais, aux artisans hmongs, aux fermières mauritaniennes, aux restaurateurs vietnamiens, aux commerçants chinois ? »*

C'est extraordinaire ce que les intellectuels peuvent débiter d'âneries pontifiantes sur le ton de la plus sincère gravité !... Et, loin de corriger, le diplôme officiel, la caution universitaire, ne font qu'aggraver. En somme, comme certains ont le vin mauvais, nous autres Français avons le sang mauvais héréditairement, congénitalement ; il serait grand temps de faire appel à des échantillons d'humanité venus d'ailleurs, et en provenance de toute la planète, pour le purifier. Et d'ailleurs, M. Gomane est rempli d'un bel optimisme pour la France de demain, et pour ceux qu'il appelle, non sans un certain culot, les « nouveaux Français » ; préparons-nous : *« Il faudrait s'employer dès aujourd'hui à dédramatiser les conséquences d'une évolution inéluctable qui ne recèle rien de redoutable, mais qui, au contraire, constitue un enrichissement capable de revivifier un tissu national avachi, et de le rénover grâce à des apports extérieurs dans un contexte résolument novateur qui sera celui du troisième millénaire. »*

Compris ? Nous, les « anciens Français » blancs, catholiques, franchouillards, nous les égotants, les dégénérés, les déjetés, les fins de race, nous sommes tous des avachis ; bref, d'urgence il convient régénérer le tissu national. Pas M. Gomane et ses amis, je présume, qui ne sont peut-être pas Français, ni anciens ni nouveaux, ni de souche, et ne sont donc pas redevables de l'avachissement « hexagonal »... Mais sur quelles bases scientifiques, cet esprit-fort universitaire, s'autorise-t-il d'affirmer aussi outrageusement que les Français sont un peuple d'avachis ? Sur l'observation de ses collègues issus de *l'Alma Mater*, milieu surabondamment peuplé de « dort-enchiant » ? Dans les milieux socialo-communistes, qu'il doit manifestement fréquenter, où l'avachissement intellectuel et moral est élevé à la hauteur d'une profession de foi existentielle ? Et cela, bien sûr, cela, ce n'est pas du racisme... Le racisme, c'est quand on est bien dans sa peau de blanc dégénéré et qu'on refuse de se régénérer, de se revivifier, avec du sang neuf. En 1793, les Jacobins ne pensaient pas autrement ; ils

étaient simplement plus radicaux et coupaient la tête aux « avachis » qui ne partageaient pas leur volonté régénératrice.

Une anecdote montre jusqu'où peut aller l'inanité mentale de nos intellectuels et l'impossibilité psychologique pour certains d'avoir prise sur le réel. Dès l'année 1975, fortes de leur victoire sur les américains, les forces communistes vietnamiennes envahirent le Sud Vietnam et annexèrent le Laos, ancienne colonie française de la Fédération indochinoise. La suite est connue : ce fut la tragédie dite des *boat-people*. La population du Laos est pour l'essentiel composée de Hmongs ou Mongs, peuplade de robustes paysans endurcis à la tâche. Une partie de ces populations prit la fuite devant l'avancée communiste ; nombreux vinrent se réfugier en France, dont les Mongs.

De quel cerveau prodigieusement fumeux jaillit l'idée saugrenue qui suit ? Je ne saurais dire. Toujours est-il que des « écolocrates » et autres « humanistocoles » bon teint (ils devaient avoir lu M. Gomane) décidèrent qu'on devait implanter les Mongs sur le plateau du Larzac ou dans l'Ardèche afin repeupler ces terres, et de faire revivre les villages abandonnés. Que croyez-vous qu'il arriva ? À peine installés, les réfugiés laotiens profitèrent de la première occasion pour redescendre sur Lyon et dans la vallée du Rhône, des contrées à leurs yeux plus hospitalières que nos beaux plateaux cévenols. Nos « civilisateurs » distingués n'avaient oublié qu'une chose, un simple détail qui fait toute la différence — à moins qu'ils n'aient commis une confusion mentale gravissime ! — : les Mongs ne sont pas des races de chèvres en transhumance qu'on peut balader de pacage en pacage, mais des paysans déracinés, propulsés dans un pays industrialisé et inconnu, à des siècles du leur. Beaucoup seront transférés en Guyanne ; ils s'intégreront plus facilement dans ce pays dont la végétation et le climat se révéleront plus adaptés et proches de leur ancienne patrie.

\*

Plus récemment, un nommé Georges-Marc Benamou, avait lancé une revue cosmopolite de luxe *Globe-Hebdo* (tout est dans le titre), en la présentant ainsi : « *Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites... Bien sûr, tout ce qui est terroir, bérêts, bourrées, binious - bref franchouillard et cocardier - nous est étranger voire odieux.* » Que tout ceci témoigne d'un subtil et pénétrant esprit d'analyse ! Ces délicates et précieuses personnes que sont les Juifs

— Monsieur Gomane en est-il ? — ne sauraient se mélanger à ces odieux franchouillards cocardiers qui ont construit le pays qu'ils occupent, et dont la présence entêtante assombrit leur joie de vivre.

M. Benamou, tout aussi antifrçais que BHL et d'autres comme lui, est certes cosmopolite, mais pas n'importe où : à Paname, chez les cocardiers, pas à Tombouctou chez les nègres. Et puis à Tombouctou, on ne trouverait pas un gentil milliardaire pour financer le mensuel « *Globe-Hebdo* » ; un milliardaire rose et même doublement rose : rose par son appartenance au parti socialiste, rose par son homosexualité affichée et revendiquée publiquement (1). Malgré les flots d'argent déversés par le gentil milliardaire rose, *Globe* disparaîtra de la planète Gutenberg après quelques années de parution, passé probablement inaperçu aux yeux ingrats des odieux franchouillards cocardiers. Qu'importe, cela lui aura permis, si peu de temps soit-il, de s'enivrer de cet élixir aux fortes vapeurs capiteuses qui caractérise nombre de Juifs : leur haine antifrçaise ; une névrose qui les aide à vivre, comme un accro à la dope s'aide à vivre avec son poison quotidien... Rassurez-vous pour l'avenir de l'individu : ce monsieur appartient à un milieu et à une phratrie où l'on sait rebondir, même si l'on tombe de haut !

---

1. Personnage glauque, sulfureux à souhait, connu pour être homosexuel, sadomasochiste et sataniste, Pierre Bergé (1930-2017) sera le pygmalion du grand couturier Yves Saint-Laurent. Il bâtira une fortune considérable autour du personnage et des trois initiales de son nom ; un Saint-Laurent, certes talentueux, mais faible, névrosé, suicidaire au dire de certains, lui-même inverti et gros consommateur d'alcool et de drogue... Politiquement engagé à la gauche extrême, antiraciste et citoyen du monde, Pierre Bergé sera toute sa vie un inlassable militant de la cause homosexuelle LGBT ; il cofondera le Sidaction et le magazine *Têtu*, la revue de la communauté homo. Ce protestant est également connu pour sa haine du christianisme, ainsi que pour certaines de ses déclarations fracassantes :

À propos de la GPA : « *Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence ?* »

Tweet, suite à une manifestation contre le mariage homosexuel : « *Vous me direz, si une bombe explose sur les Champs à cause de la Manif Pour Tous, ce n'est pas moi qui vais pleurer.* »

Il affirme dans un entretien qu'il regrettrait de ne pas avoir une part juive en lui ; à regarder son faciès, il en avait probablement plus qu'une part. À une journaliste qui lui demandait s'il y a de l'amour dans les relations homosexuelles, il répondit : « *Non, il n'y a pas d'amour, c'est purement*

*sexuel* ». *Liberté, j'écris ton nom*, un de ses livres au contenu libertaire, écrit en 1991, aurait pu figurer dans le chapitre *Concentré de haine antifranaçaise*.

## DEUXIÈME PARTIE

**Généralités politico-philosophiques****1. Éléments de philosophie politique**

Dans sa conception de la vie en société, Force Française s'appuie sur la notion personnelle et interpersonnelle de responsabilité individuelle, et relie cette notion, fondatrice de la liberté, à celle de devoir. Il va de soi que la notion de devoir ne se peut comprendre que proportionnellement au degré de responsabilité, lequel dépend du niveau de conscience morale de chacun. Ainsi, dans une hiérarchie naturelle, plus la responsabilité est élevée plus la référence au devoir s'impose. La notion de devoir est donc clairement liée et identifiée à celle de responsabilité et de liberté. Il importe de préciser que la responsabilité incorpore dans sa définition la faute, la notion de bien et de mal : c'est ce qu'on appelle le libre-arbitre, choisir entre le Bien et le Mal, ou plutôt décider du Bien contre le Mal ; car choisir le mal, c'est la liberté de transgresser le bien avec toutes les conséquences qu'entraîne le passage du bien au mal ; d'où cet impératif qui s'impose d'évidence : **il n'y a pas de liberté sans responsabilité, et pas de responsabilité sans sanction positive ou négative** ; pour certains (coupables mais pas responsables), la faute est une donnée objective qui ne saurait les concerner (voir les idéologies de gauche qui rattachent la faute à la loi et non à la morale, ce qui laisse la porte grande ouverte à l'arbitraire idéologique ; la notion de justice est avant tout morale, et sans morale, on asservit fatalement la loi à l'idéologie, la mesure ultime étant le sophisme d'égalité). Le devoir est donc rattaché à la personne, le droit à la communauté. **Liberté, responsabilité, devoir**, voilà la trilogie insigne qui définit, qui devrait définir l'homme libre dans son authenticité.

En conséquence de quoi, Force Française s'oppose à cette notion de « droits de l'homme » qui implique, sous le fallacieux prétexte de droits prétendument naturels, un homme abstrait purement imaginaire, privé de ses attributs moraux d'être responsable, un homme uniquement subordonné à l'octroi de droits subjectifs et arbitraires non susceptibles de solliciter son sens



des responsabilités, ou l'exerçant au détriment des autres ; c'est donc un être dépossédé de son libre arbitre, « *La puissance que nous avons de faire ou ne pas faire quelque chose* » dit Bossuet, c'est-à-dire de sa conscience autonome de créature humaine et de son pouvoir de discriminer, autrement dit de choisir, de sélectionner, non de subir ce qui a été déterminé pour lui, sans lui, quand ce n'est pas contre lui. Les droits de l'homme sont d'abord et avant tout l'expression des idéologies dites « progressistes » visant à imposer le collectivisme et à dissoudre l'individu dans l'universel.

Cependant il est important de considérer que la responsabilité d'homme n'est pas répartie de manière uniforme dans chaque individu ; de plus la responsabilité consciente, le sens des responsabilités, se développe sous le double magistère de la connaissance et de l'expérience. Il apparaît que des individus sont totalement dépourvus du sens des responsabilités. Ils constituent une fraction plus ou moins importante de toute population, et se distinguent en ce qu'ils ne peuvent vivre autrement qu'assujettis ou assistés. Ils doivent être pris en charge par la collectivité, quelle que soit la forme de celle-ci.

On peut le comprendre, et cela est tout à fait normal ; c'est la part que toute collectivité bien pensée réserve à l'organisation sociale de la cité. Il est de sa responsabilité d'être consciente de cette réalité et d'assumer cette prise en charge minimale qui doit être assortie de nécessaires contreparties.

Par contre, il est absolument anormal que ces personnes puissent détenir un once de pouvoir de décision quelconque leur permettant d'agir sur la vie en société et sur celle de leurs compatriotes les plus responsables ; alors qu'elles-mêmes ne prennent aucun risque dans la vie active, en sont proprement incapables, et peut-être même ne le souhaitent pas ; de plus, elles peuvent entraîner la collectivité dans un sens contraire à ses intérêts primordiaux et la mettre en difficulté, voire en péril. Force Française développera à l'occasion les conséquences pratiques de cette position qui change radicalement avec ce que l'on connaît habituellement des rapports de l'individu à la société, dans le système républicain.

Force Française, s'inscrivant dans la tradition culturelle et civilisatrice de la France, ne cultive aucun esprit dogmatique spécifique. **Dans sa démarche philosophique, le mouvement combat par principe toutes les idéologies quelles qu'elles soient, sous quelque forme que ce soit, dès lors qu'elles tendent à se substituer au monde des réalités, le déforment et le dévoient en activisme politique inconséquent voire criminel. Force Française ne reconnaît que le monde des réalités et rejette toutes autres formes de constructions abstraites ou utopiques (constructivisme) n'intégrant pas le domaine du réel, c'est-à-dire la loi naturelle inscrite dans l'ordre naturel voulu par Dieu.**

En économie, le mouvement est fondamentalement antisocialiste, anticomuniste, antilibéral, les trois idéologies phares de la République qui, d'une certaine façon, procèdent les unes des autres. Il s'appuie sur la propriété familiale ou capitalisme patrimonial. À cette différence que le capitalisme n'est pas une doctrine en soi, mais un mécanisme économique reposant sur la propriété privée, la responsabilité et l'initiative individuelle ; il doit s'exercer dans le cadre des règles propres au bien commun, dans l'intérêt de tous et dans les limites de l'usufruitage. Oui certainement au capitalisme utilitaire patrimonial, mais non au capitalisme spéculatif monopolisateur. Un marchand ambulancier est à sa manière un capitaliste, au même titre que l'entreprise employant plusieurs milliers de personnes. Nous ne sommes pas pour autant des productivistes forcenés ; nous dénonçons, nous combattons par principe les multinationales apatrides, ainsi que le mondialisme dans sa dimension totalitaire. Force Française fait de l'agriculture paysanne familiale de type polyculture-élevage et de la défense de l'environnement un de ses chevaux de batailles.

Sur la conception et la définition de l'État, Force Française est en complète opposition avec l'ordre républicain, et fait de son combat contre la République un objectif politique majeur. C'est pourquoi nous entendons limiter l'État à ses seules prérogatives régaliennes et à sa fonction subsidiaire.

Le point essentiel de la doctrine de Force Française est bien sûr de prendre en compte la primauté historique de la nation

française et de la communauté française comme entités fondamentales pérennes et légitimes de notre peuple. Nous sommes avant tout Français et patriotes nationalistes, et plus spécialement nationalistes de la terre. Nationalistes, parce que nous respectons tous les peuples du monde, mais nous ne confondons pas les peuples avec les États. Nous considérons la nation comme l'organisation communautaire la plus achevée, la plus équilibrée que nous ait donnée à vivre l'expérience de l'Histoire. Nous refusons de voir notre pays se désagréger sous les coups de boutoir des idéologies mondialistes ou européistes qui tendent à détruire notre nation pour la transformer en une banale circonscription administrative ou folklorique ; ou, comme certains ne s'en cachent pas, de travailler à la faire disparaître purement et simplement. Nous sommes fondés à nous demander en quelles mains échouerait la suprême autorité de notre pays, notre territoire et notre patrimoine nationaux, si un tel malheur devait survenir : probablement entre les mains pas très propres d'un pouvoir obscur ignorant frontières et patries.

**Nous considérons que la France n'est ni à vendre, ni à brader, ni à démanteler, qu'elle appartient intégralement à ses morts autant qu'à ses vivants et à leur descendance légitime.** Nous ne sommes pas des souverainistes (vocalbe spécifiquement québécois se comprenant pour la province indépendantiste canadienne, mais dénué de sens concernant la France, sauf à parler du roi et de la monarchie), parce que nous considérons que la France est déjà, jusqu'à preuve du contraire, un pays indépendant, souverain par son peuple, cela depuis des siècles et des siècles ; il est tout de même ulcérant que cela n'apparaisse pas de manière évidente chez certains esprits de mauvaise foi et d'avoir à le rappeler en toute circonstance ! La France n'a pas à se justifier de son indépendance ni à la justifier ; et devant qui devrait-elle se justifier ? À part devant Dieu auquel elle a été consacrée par la conversion et le baptême du roi Clovis 1<sup>er</sup> en 496, et, dans une période dramatique de fin des temps, par l'onction royale qu'il a reçu des mains de l'évêque saint Rémi. Elle ne doit son indépendance à personne d'autre qu'à son peuple et à l'Histoire.

La souveraineté nationale, c'est le peuple français en tant que tel et seulement le peuple français ; ce n'est ni les étrangers, ni les envahisseurs, ni les traîtres, ni les cosmopolites, ni les apatrides,

ni la représentation républicaine, ni les représentations internationales de type ONG d'où qu'elles viennent, ni l'argent anonyme et vagabond qui fait et défait tout. Concrètement, cette souveraineté se matérialisera réellement et définitivement le jour où la Démocratie directe fondée sur le référendum d'initiative civique sera instaurée en France.

Contrairement aux nombreux mouvements politiques républicains, Force Française ne renie pas son pays, son passé, ni l'appartenance à la race blanche de son peuple. Il ne fait pas table rase du passé, ni du présent, ni de l'avenir. Notre mouvement, fondamentalement nationaliste et identitaire, ne fait pas commencer l'Histoire de France en 1789 ; pas davantage en 1945 (fin de la Seconde Guerre mondiale), 1962 (fin de l'Empire colonial français) ou 1968 (début de l'agression anthropologique antifrançaise). Il intègre toutes les données historiques de ses origines mérovingiennes à nos jours pour ce qui est de l'héritage fondateur des Francs. De ce fait, il tient compte du phénomène religieux comme élément majeur de son identité. La France est fondamentalement, c'est-à-dire jusque dans ses fondements, dans son essence, au plus profond de son être une nation catholique ; elle l'est conjointement, autant temporellement qu'intemporellement, dès l'irruption sur la scène de l'Histoire du peuple Franc qui se substituera à l'occupation gallo-romaine du territoire ; autrement dit, l'Église catholique est, par le baptême sacral de Clovis 1<sup>er</sup> et de ses soldats Francs, la co-fondatrice de ce qui deviendra au fil des siècles, le Royaume de France puis la Nation française (républicaine, certes, mais l'idée de nation est intemporelle et appartient tout autant au royaume).

Au regard de l'énorme part que l'Église catholique a pris dans l'édification heureuse de notre pays, il est pour nous exclu de l'évacuer de notre « représentation » de l'Histoire, et de négliger son influence déterminante comme élément civilisateur fondamental. Nous pensons qu'il y a au-dessus de la législation humaine, des lois infrangibles, intemporelles, qui dépassent notre propre volonté et relèvent de l'Au-delà. Nous savons que l'Église ne reviendra jamais sur certaines positions de principe comme l'avortement, l'homosexualité, le divorce, la contraception, etc. ; il serait pour le moins choquant, par exemple, qu'elle absolve ou encourage au nom de la « tolérance » le vagabondage sexuel, le

« mariage » homosexuel, l'idéologie du genre, les dérives anthropologiques dites « bioéthiques », etc. ; il est parfaitement clair qu'elle n'apportera jamais sa caution spirituelle à la « culture de mort »... À chacun d'en tirer les conséquences pour sa propre vie, selon sa propre conscience.

Ceci posé, Force Française ne confond pas État et Église. Plus que jamais à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu, au Contribuable ce qui revient au Contribuable. Cependant qui dit lien ou liant ne dit pas rupture ; car si l'État est par nature laïc (au sens de non-religieux), la nation, elle, est catholique et l'est fondamentalement ; notre reconnaissance filiale à l'égard de la religion fondatrice et inspiratrice de la France est totale. Il faut que cela soit clairement dit et affirmé : la France, en tant que nation, est catholique de fait et de droit et elle le restera. Notre morale s'inspire de l'heureuse alliance gréco-romaine et chrétienne entre la foi et la raison (thomisme), dont la commune flamme illumine notre civilisation occidentale depuis plus de deux mille ans. Quant aux « religions » extranes, ou toutes autres organisations sectaires, ésotériques, de type maçonnique ou autres réseaux d'influence occultes, nous leur déniions toute reconnaissance officielle, voire légale et légitime.

Nous considérons la civilisation française comme un fait majeur indiscutable, dont la supériorité relative se vérifie au regard des autres civilisations passées et présentes. Nous reconnaissons aux autres peuples leurs spécificités culturelles avec respect et considération ; toutefois, si l'échange entre cultures différentes peut-être admis et soutenu, nous n'acceptons pas que la civilisation française soit menacée et mise en question dans son propre sanctuaire, par toute influence étrangère animée d'hostilité ou de haine, ou toutes autres volontés extérieures ou intérieures à notre pays qui tendraient à faire prévaloir leurs propres mœurs et coutumes au détriment des nôtres.

## 2. De la philosophie au vertige idéologique

Si la philosophie (on devrait dire « naturelle » si cela n'était un pléonasme) est la science des principes et des notions premières s'appuyant sur le réel, la politique serait-elle celle de l'application des principes ? Certainement, bien que la politique ne découle pas nécessairement de la philosophie, surtout pas de n'importe quelle philosophie. À partir des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, l'Occident va être submergé de doctrines ou de systèmes de pensée multiples et divers, plus ou moins oiseux, se dénommant pompeusement « philosophie », mais qui, le plus souvent, sont des utopies, des idéologies, voire des élucubrations constructivistes déréalisées, présentées sous le nom de « théories politiques ».

Toutes affichent la même volonté de refaire le Monde, surtout de l'arracher à l'emprise de l'Église catholique et de la Monarchie, de l'extraire de l'ombre obscurantiste de la superstition et de la pensée magique. Tout a été prétexte pour arriver à cette fin, le plus grave étant qu'on a détourné la *philosophia perennis* pour l'instrumentaliser sous le nom générique de « Philosophie des Lumières » en moyen de propagande idéologique, afin d'opérer de véritables manipulations de l'esprit humain. Nous sommes loin des humanités classiques quand la philosophie se donnait pour objectif premier de faire de l'homme non pas un homme nouveau ou un être régénéré, mais un honnête homme, un homme accompli, ce qui est déjà beaucoup demander. Au Moyen Âge, la philosophie était définie servante de la théologie.

On a utilisé abusivement le mot philosophie, qui signifie *stricto sensu* « amour de la sagesse » (sagesse profane), pour cautionner les dérives intellectuelles les plus fantaisistes, particulièrement dans le domaine des œuvres dites « utopiques » qu'on essaie de nous faire passer pour des œuvres de penseurs conséquents. Surtout quand l'escroquerie intellectuelle, qui ne connaît point de limites, va plus loin, en se parant de vertus de la science (ex. : le socialisme dit « scientifique »). C'est le vice fondamental des idéologies, sortes d'architectoniques intellectuelles fondées sur des observations objectives, mais traitées à

partir d'interprétations subjectives, déconnectées du réel (délire d'interprétation ?). Le marxisme, ce champion du socialisme scientifique (matérialisme historique, matérialisme dialectique), est l'exemple le plus spectaculaire de ces dérives intellectuelles noyant l'esprit dans la fabrication de théories absconses, et n'ayant au final, pour seul résultat, que d'induire en erreur des générations de « théoriciens » politiques fumeux et de politiciens au mental plus que léger ; il s'est imposé sans équivalent comme l'idéologie matérialiste dominante du XX<sup>e</sup> siècle, à la fois par l'influence considérable qu'il a eu sur nombre d'intellectuels falots responsables de la médiocratisation de notre société, et, plus concrètement, à travers ses conséquences politiques tragiques, par son retentissement sur le cours de l'Histoire moderne.

C'est ce constat qui nous a amené à concevoir le présent corpus thématique (1) afin de montrer que la politique, c'est d'abord la prise en compte du réel et du concret dans leurs grandes lignes directrices ; l'orientation générale ne peut résulter que de l'expérience de l'Histoire, autrement dit de l'expérience humaine. On n'invente pas le monde, on ne le réinvente pas : il existe, pré-existe à nous en tant que substrat naturel ; il *EST* et c'est tout ; on peut le contester, le remettre en question, si l'on ne tient pas compte des lignes de force du réel, ces remises en question ne peuvent être que factices, et ont souvent pour conséquences d'aggraver le vécu au lieu de l'amender. Dès lors, les grandes théories s'avèrent des constructions intellectuelles vaines et sans objet, irrémédiablement démenties par le réel et vouées à l'échec ; elles n'ont pour seul effet, en définitive, que de perturber les esprits, voire d'induire en erreur des générations de gens simples, trop confiants dans le prestige d'un savoir officiel qui les trompe plus qu'il ne les éclaire.

Une pensée achevée n'existe pas ; mais l'expérience, elle, est finie parce qu'elle est factuelle, tandis que la pensée est virtuelle. L'expérience est concrètement constituée par un réseau de faits identifiés et circonstanciés. Quand les mêmes causes produisent les mêmes effets, on en vient à faire le tri entre le bon et le mauvais ; et le fait, parce qu'il est répétitif, parce qu'il est « têtù », s'impose de lui-même, telle une implacable réalité.

Ceux qui prétendent détenir une vérité que l'expérience ou les faits (de l'histoire) ne corroborent pas, sont des charlatans. Il est permis de croire, d'espérer, mais on n'a pas le droit de tromper les gens ni d'entraîner les peuples au chaos. Or c'est ce que font les gouvernements républicains depuis deux siècles : ils conduisent la France à sa perte, avec une accélération sensible depuis la Libération (1945) et Mai 1968. Si notre pays n'est pas encore dans le chaos, du moins nous y conduisent-ils avec l'aplomb et l'assurance des mêmes qui ont plongé la France dans l'anarchie des Révolutions, et dans des guerres successives effroyables, comme si la République n'avait d'autre objectif que de faire tuer ses propres « enfants ». Peut-être même ne sont-ils pas conscients de cette réalité... jusqu'à un certain point ! Ils font comme s'ils se satisfaisaient de leur incompétence, surtout quand celle-ci est légitimée par le suffrage populaire ; ils la portent en bandoulière, avec ce contentement de soi typique de celui qui a la satisfaction d'avoir atteint le meilleur de lui-même et n'ira pas au-delà ; ils vivent avec cette certitude rassurante que leur système est le meilleur et que rien ne pourra leur arriver. Quand le principe de Peter est à ce point cautionné par le vote populaire, la société n'est pas loin de connaître sa fin.

Nous avons déjà observé l'obséquiosité dont les politiciens républicains en quête de popularité (ils sont en campagne électorale permanente) font preuve à l'égard des électeurs ; ils font davantage penser à des larbins habitués à passer la brosse à re-luire à leur maître, tout en entretenant au fond d'eux-mêmes cette culture innée de la haine de classe et de la vengeance sociale chevillées au corps. Ces politiciens républicains ne représentent pas le peuple, encore moins la France ; elle est bien trop belle, trop immense, trop sublime pour leur dimension de bonshommes étriqués et rabougris, sans envergure, sans colonne vertébrale ; les apatrides ne peuvent revendiquer leur appartenance à la terre de France sans lui faire outrage ; ils ne représentent, tous comptes faits, que leurs intérêts personnels de carriéristes, ou leurs privilèges de bourgeois déclassés, mais aussi les intérêts des lobbies obscurs qui leur permettent de s'accrocher au pouvoir et de s'y maintenir.



De ce fait, on ne peut comprendre la démarche générale de Force Française que si l'on met en question préalablement ce système républicain et les trois grands courants idéologiques qui en sont la matrice : le socialisme, le communisme, le libéralisme, ainsi que leurs avatars politiques divers et variés. Ces trois grands courants sont consubstantiels et procèdent l'un de l'autre. Représentatifs des trois bourgeoisies respectives, ils constituent le trépied républicain, sa substance intellectuelle, sa raison d'être ; ils la sustentent aussi.

\*

Depuis plus de deux siècles les Français sont mentalement façonnés pour vivre à l'intérieur de ce système régressif sans pouvoir y échapper. Se remettre en question et vouloir en sortir exige un effort de compréhension. Il est indispensable néanmoins de fournir cet effort préalable ; le but de cet ouvrage est d'y aider, tout en ne perdant pas de vue qu'il sera incomplet, et que certains thèmes abordés mériteraient de plus amples développements. Le ton sera parfois polémique, mais la réalité de notre pays, la perspective angoissante de son devenir, nous place dans une situation de combat politique qui légitime notre engagement. Face à la gravité et à l'urgence de certains enjeux, l'aspect technique reste secondaire. L'essentiel est de provoquer la réflexion à partir de perspectives inhabituelles qui peuvent dérouter le lecteur.

Si cet effort peut paraître exceptionnel à certains qui ne conçoivent pas que l'on puisse contester en toute légitimité notre sacro-sainte République, même dans son principe, pour d'autres, la démarche se déroulera aisément, en toute sérénité. Eux ont déjà compris vers quelle destination tragique s'engageait notre pays : une destination sans issue et sans solution de retour possible. Ils ne se sentent pas tenus de pratiquer pieusement (piteusement ?) à l'égard du système républicain judéo-maçonnique issu de la Révolution française, une dévotion béate confinant à une parodie d'extase mystique.

---

1. Le corpus thématique, comme le corpus doctrinal, fait partie intégrale de la doctrine générale de Force Française.

### 3. Individualisme et universalisme

Dans son approche de la réalité objective du monde, Force Française fait une part prépondérante sinon fondamentale à la dichotomie antinomique individualisme et universalisme (1). Plus qu'une simple dichotomie, qu'une dissemblance, on peut parler réellement d'un conflit antagoniste entre l'unique (je devrais dire l'unicité) et l'universel, entre deux représentations du monde totalement opposées, entre liberté individuelle et totalitarisme. Cette opposition est de tous temps. Dans l'Antiquité, l'universalisme est lié au cosmos — le cosmos au sens propre du terme. La position des anciens Grecs montre clairement la différence entre leur conception de l'universel et la conception des temps modernes ; celle-ci se rattache à la pensée gnostique puis à la filiation de l'esprit des Lumières par sa représentation matérialiste désincarnée de l'homme et du monde. Pour les Grecs anciens, le cosmos est un principe d'ordre et d'équilibre qui gouverne l'univers ; la loi cosmique est la synthèse de l'ordre, de la beauté, de la force, de la mesure ; elle préside à l'harmonie préétablie.

Cette harmonie n'existe pas dans l'homme ; celui-ci n'est qu'un complexe de virtualités, de possibles multiples, de devenirs en puissance ; il n'appartient qu'à lui de se forger une personnalité pour atteindre à la pérennité cosmique, voire mystique. Il y arrive en accédant à la maîtrise de soi, par l'exercice du courage, de la volonté, de l'esprit. La vertu ou l'ascèse, dirait-on plus tard. C'est l'effort de toute une vie dont l'aboutissement lui confère honneur, dignité, noblesse, grandeur d'âme. Cette quête de soi est celle de la liberté. Elle est aussi cette exigence d'absolu qu'exprime la foi catholique qui trouve tout son sens dans le sacrifice du Christ ; en s'offrant en holocauste au monde, il a libéré l'homme de la faute originelle, donc l'individu, mais du même coup, le rendant libre, il l'a mis en situation de choisir entre le bien et le mal, entre la lumière céleste et les sombres rougeoiements de l'Enfer, mais aussi d'agir en choisissant le Bien contre le Mal. Il l'a rendu responsable de ses fautes tout en lui laissant le choix de s'amender et d'obtenir le pardon divin.

L'universalisme moderne, à l'opposé de la cosmologie grecque, est détaché de toute transcendance : c'est un universalisme terrestre très terre-à-terre, très matérialiste ; l'universel réside dans l'homme, en dépit et en raison de son imperfection naturelle. Il n'a donc pas d'effort à faire sur lui-même puisqu'il est désigné comme le centre de l'univers ; l'individu se dissout dans l'universel, se désagrège dans le collectif, dans une sorte de syncrétisme humanisticole où tout est mélangé, tiré par le bas, ramené au degré zéro de l'humanité. Une involution entropique qui renvoie l'homme au chaos originel.

Dans cet ordre dégénératif, ses défauts n'ont pas moins de valeur que ses qualités qui ne sont que des normes arbitraires imposées par la société, donc par l'humaine faillibilité. C'est dans le nivellement égalitaire et le refus de toute hiérarchie sélective discriminante qu'il doit trouver le bonheur en même temps que son accomplissement. L'universalisme terrestre est essentiellement apatride, indifférencié, pour tout dire totalitaire ; hostile à tout enracinement, il ne se définit qu'en s'opposant aux identités nationales qui spécifient l'individu.

Ces deux conceptions de l'universel et partant de l'individu sont diamétralement opposées ; elles s'articulent autour de deux perceptions contradictoires du monde : le cosmocentrisme ancien, et l'anthropocentrisme moderne à l'origine des idéologies progressistes et collectivistes. On peut ajouter : à l'origine des droits de l'homme et des systèmes totalitaires. Remarquons que la notion de paradis et d'Au-delà au sein de la liturgie catholique, l'atteinte de la perfection de soi, tente de dépasser le cosmocentrisme hellénique à travers le Principe divin ou Verbe incarné, pour le rattacher à l'image sacrificielle du Christ sauveur du Monde : c'est l'universalisme céleste, l'absolue divinité en Dieu, qui ne doit pas être confondu avec l'universalisme terrestre nécessairement fini, imparfait, inabouti, centré, borné par et autour de l'homme.

Sur le plan sémantique et historique du mot, l'universalisme n'a que peu d'écho dans la culture occidentale qui privilégie l'individu, à l'opposé des philosophies et religions orientales pour lesquelles l'individu en tant que tel ne peut se concevoir

comme entité autonome au sein de sa communauté ; la confusion du religieux et du temporel, de l'ordre civil avec les commandements « divins », doit régler ses comportements individuels jusque dans les replis les plus intimes de sa personnalité. Dans les « religions » orientales, il n'y a virtuellement aucune place pour la liberté au sens occidental du mot, c'est-à-dire la liberté comprise comme accomplissement de soi. L'homme s'accomplit dans sa « foi » communautaire et ne peut exister au dehors comme individu.

La notion d'universalisme céleste appartient au langage chrétien (catholique = universel) et renvoie à la rédemption du genre humain par-delà son existence charnelle ici-bas. Par le sacrifice du Christ, l'individu a sa place dans l'ordre chrétien ; dans le même temps où il l'affranchit du péché originel et de la Loi mosaïque, il le rend libre, et du même coup le rend responsable de ses propres fautes devant Dieu, comme nous venons de le voir. Par la suite, particulièrement sous l'influence de la philosophie des Lumières et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'universalisme s'est centré autour l'homme pour arracher celui-ci à l'autorité de Dieu et de l'Au-delà ; dans le langage post-moderne, le mot a fini par faire référence à une forme d'égalitarisme sommaire ou collectivisme, visant à assujettir l'homme à la loi humaine désormais placée au-dessus de tout, et à le rendre irresponsable, puis à noyer l'ensemble des individus dans un magma humaniste indistinct ; un universalisme égalitariste confusionnel se voulant *sans distinction de race, de couleur, d'origine sociale ou nationale, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, de fortune, de naissance ou de toute autre situation*. C'est le sens même de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU.

En voulant le détacher de toute transcendance, l'universalisme anthropocentrique a détruit la liberté de l'homme tout en précipitant son malheur. L'universalisme moderne, au sens terrestre, ne désigne plus aujourd'hui qu'un homme abstrait, fictif, dilué dans la masse, privé de toute espérance et de destinée supra humaine ; il est censé ne posséder aucun des caractères ci-dessus sous peine d'être différencié et sujet à discrimination.

À cet homme abstrait, imaginaire, virtuel, qui n'existe que dans la pensée des utopistes et des promulgateurs des droits de l'homme — un homme abstrait qui n'est en fin de compte qu'un être aux contours indéfinis dissout dans l'universel —, l'individualisme uniciste dont se réclame Force Française oppose un homme concret et particulier, distinct de la masse, être unique défini par son identité, qui possède nécessairement tous les caractères ci-dessus faisant qu'il est à la fois unique et différent. Cet individualisme identitaire n'est toutefois pas à confondre avec l'individualisme libertaire des anarchistes ou des adeptes du libéralisme. Il ne fait pas de la personne une fin en soi, mais un moyen de s'assumer en tant qu'être responsable au sein de la communauté nationale.

Pour mieux comprendre l'universalisme dans sa dimension moderne et terrestre (que certains opposent au différentialisme, trop restrictif sur le plan sémantique), confirmant ce qui a été dit plus haut, nous dirons que le concept universaliste recouvre toutes les utopies collectivistes, le communisme et le socialisme, les pseudo-religions monothéistes comme le judaïsme, l'islam, le néo-christianisme moderniste, les idéologies sectaires de type maçonnique, ésotérique ou autre, le mondialisme cosmopolite de type libéral ou progressiste.

Ils ne reconnaissent aucune spécificité identitaire à l'homme, renvoyant celui-ci à un individu désincarné défini par un standard dogmatique et universel faisant de lui un être dépossédé de tous caractères discriminatoires ; l'idéal serait que ce prototype humanoïde en voie de matérialisation n'ait plus de lieu de naissance, de famille, de nom de famille, qu'il soit reproductible et permutable à volonté, qu'il soit un errant perpétuel, un nomade à vie dépourvu de racines et de tous liens identitaires. L'universalisme terrestre conduit au mondialisme par la dissolution des peuples et des races (métissage), la dialectisation des langues nationales (domination anglo-américaine), le démantèlement des nations, la destruction de la famille (idéologie du genre) et l'anéantissement de l'Histoire en tant qu'expression culturelle d'un même peuple dans sa continuité filiale et héréditaire.

L'universalisme terrestre annonce le retour à Babel ; cette dérive universalisante que l'on devine à travers la mondialisation de la société moderne et la montée en puissance du Nouvel Ordre Mondial, se traduit nettement par la babélisation des esprits. Quand on sait ce qu'il est advenu de Babel, mot signifiant « confusion » en hébreu, la Cité maudite condamnée par Dieu pour avoir voulu le défier, le symbole porte présage : il y a de quoi être inquiet pour l'avenir de l'Humanité.

À l'opposé, l'individualisme identitaire est un principe aristocratique (au sens de meilleur) et ne reconnaît d'autre valeur que l'individu déterminé par ses qualités spécifiques d'être unique. Qu'on le veuille ou non, il a nécessairement, en tant que tel, une origine, une race, un lieu de naissance, un nom, un âge, une langue, des caractéristiques anthropologiques ou ethniques qui font qu'il est lui et pas autre, de quelque part et pas d'un ailleurs indéterminé. Mieux, il trouve son expression vivante dans une réalité incarnée et n'existe que par son identité ; autrement dit, il a un passé, un avenir, une famille, une patrie, des racines culturelles et ethniques ; il ne se confond ni ne s'abolit en tant qu'être individuel dans le magma indifférencié de l'humanité nouvelle, mais il se spécifie au sein d'une communauté historique qui se définit par des caractères d'appartenance communs et hiérarchisés dans l'ordre croissant du particulier au général, de l'individu à la communauté. L'individu se reconnaît dans sa communauté ; son particularisme identitaire se confond dans le groupe originel ; il ne peut se reconnaître dans l'universel qui décrète sa propre condamnation à disparaître.

Il est important ici de considérer la position, ou plutôt l'attitude générale de l'Église catholique jusqu'à l'époque moderne. Jadis, elle différenciait clairement le Ciel de la Terre, le temporel du spirituel. Son universalisme théocentrique se portait dans les Cieux : **les hommes sont divers et multiples sur Terre mais unis en Dieu dans le Royaume des Cieux**. Elle distinguait Dieu et César. Elle n'a donc jamais cessé d'être en phase avec les réalités d'ici-bas, sans jamais infirmer son universalité qui s'écrit jusque dans son nom.

Pour l'Église, pas de doute, l'homme « charnel » a ses racines sur Terre. De ce fait, elle a toujours respecté les peuples

et les nations ainsi que l'identité profane de ses ouailles, enfants d'un même Dieu. On pouvait être catholique en France, en Chine, au Brésil, sans cesser d'être Français, Chinois, Brésilien... De la même façon qu'elle a fait de la famille monogame la base de sa morale canonique.

Il n'en va pas de même avec le christianisme moderne — que je dénomme pour cette raison néo-christianisme, issu des divagations œcuméniques de Vatican II —, qui reprend à son compte l'universalisme terrestre anthropocentrique maçonnique avec toutes ses composantes humanitaristes, cosmopolites et idéologiques (philosophie des Lumières). Je vais même jusqu'à me demander si — de la grande tradition séculaire de l'Église historique à l'Église néo-chrétienne post-moderne d'aujourd'hui — on peut parler d'une même religion, et si les fidèles croient en un même Dieu.

Judaïsme et islam se placent dans cette dichotomie en tant que théocraties universalistes terrestres en ce sens que, pour ces pseudo-religions, sans parler des autres, et contrairement au christianisme, l'homme, en tant qu'être humain, ne saurait être détaché de Dieu et avoir une réalité charnelle distincte de son esprit. Il ne saurait par conséquent connaître l'enracinement et avoir ses attaches ici-bas, donc avoir une identité ; son identité comme sa liberté se confondent avec la volonté universaliste de leur Dieu, et, du coup, il est partout chez lui sur Terre ; chez les Juifs, parce que Israël est le Peuple élu de Dieu : il est donc, par décret divin, situé au-dessus des autres ; chez les Musulmans, parce que la Planète est territoire de l'islam (*dar al-islam*), tandis que les territoires des infidèles constituent les territoires de la guerre (*dar al-harb*), donc des peuples à conquérir et à soumettre à l'Islam par la violence si nécessaire. Cette conception confusionnelle de l'identité est absolument incompatible avec la conception profane et religieuse de l'identité en Occident.

Force Française s'appuie sur la tradition occidentale de longue date de l'individualisme identitaire ou individualisme uniciste (au moins depuis ses origines helléno-chrétiennes), et considère que toute notre civilisation repose sur cette conception radicalaire du monde. Nous considérons que cette ligne de partage entre INDIVIDUALISME et UNIVERSALISME est un des faits majeurs

de notre société post-moderne et qu'elle déterminera de manière décisive dans un sens ou dans l'autre, l'avenir de l'humanité, tout en ayant à l'esprit qu'aujourd'hui universalisme est clairement synonyme de collectivisme ou de communisme, donc de totalitarisme.

---

1. L'universalisme terrestre, fruit de l'utopie, se traduit sur le plan politique par le collectivisme et la négation de l'individu, si tristement illustrée par le communisme marxiste, et de nos jours par un ultralibéralisme forcené faisant qu'ils se rejoignent tous les deux dans le matérialisme destructeur le plus accompli.

De plus, l'individualisme non uniciste (ou non personnalisé) conduit à l'égoïsme individuel, et se traduit sur le plan politique par la mise en œuvre de cet ultralibéralisme « sans entrailles » voué à l'exploitation abusive des êtres et des richesses de la nature, ne visant à rechercher, au-delà même du bien-être matériel, que la jouissance hédoniste sans limite de l'individu, et à tirer profit du travail d'autrui ; égoïsme et universalisme finissent par se confondre dans la même abjection consumériste où l'âme, l'esprit, la dignité de l'individu, ont disparu au profit d'un consommateur boulimique insatiable, réduit à l'état d'animal domestique dominé par ses bas instincts, dont la seule réalité vitale se réduit à satisfaire les exigences de son tractus gastro-intestinal.



#### 4. Identité et altérité

L'identité se rapporte d'abord à la similitude entre deux choses ou deux êtres ayant des ressemblances marquées. On dit qu'ils ont des caractères similaires ou identiques. On peut même les prendre l'un ou l'une pour l'autre. L'identité, c'est d'abord la permanence dans le changement. C'est pour cela que la philosophie, ou plutôt la métaphysique, a fait de l'identité le premier principe de la connaissance avec la causalité. Ce qui est identifié par notre connaissance ne peut être modifié que par une cause. Nous connaissons et reconnaissons parce que les choses sont ce qu'elles sont et pas autres, dans l'instant et le lieu comme dans la durée ; elles sont à la fois identiques, différentes, multiples, changeantes, immuables ; mais c'est l'identité qui distingue les différents états, parce qu'on ne peut marquer ceux-ci que si l'esprit saisit d'abord celle-là ; et c'est l'acte de discriminer qui nous permet de saisir la différence, ou de discerner entre deux identités possibles ou réelles. Sans la discrimination, principe cognitif fondamental impliquant un jugement de valeur ou de réalité nécessairement sélectif, aucune fonction intellectuelle ne serait possible (fonction de discernement).

On peut encore définir l'identité comme l'ensemble des caractères discriminants inclusifs ou exclusifs distinguant l'individu d'autrui, et déterminant son appartenance à un groupe humain défini. Être brun est inclusif des bruns et exclusif des blonds ; être Allemand est inclusif des Allemands et exclusif des non-Allemands, etc. Sans identité, il n'y a pas de reconnaissance possible, donc pas d'individu ni d'homme possible. Seule la différence implique la discrimination ; la discrimination implique l'identification ; l'identification implique le choix et la sélection qui peuvent être préférentiels ou référentiels. Toujours la négation du réel chez les intellectuels de gauche ! Réaction compulsive, irrationnelle... Deux choses identiques ne le sont jamais tout à fait que dans un même rapport espace-temps. D'où le fait que l'identité est liée à l'unicité de la personne et définit l'essence de l'individu (l'« Être » dans l'absolu).

L'individu a fondamentalement besoin de savoir qui il est, d'où il vient, à quoi s'identifier et référer sa vie, à moins de se

considérer comme un simple amas cellulaire réduit à sa fonction végétative. Cette distinction nécessaire se définit à travers deux types d'identités complémentaires :

1. L'identité intrinsèque ou individuelle qui est liée à sa définition anthropologique et aux caractères morpho-physiologiques définitifs et invariants qui font que cet individu unique est ce qu'il est, et qu'on ne peut le confondre avec un autre. Il a un âge donné, un lieu de naissance ; il est noir, les cheveux crépus, ou blanc avec les yeux bleus, jeune ou âgé, grand ou petit, gros ou maigre, fort ou rachitique, intelligent ou débile mental, etc. Il peut avoir des éléments physiques particuliers ou accidentels qui renforcent son unicité intrinsèque.

2. L'identité extrinsèque ou collective qui se fonde sur l'appartenance de l'individu à un groupe biologique humain, lequel se distingue par des caractères communs différents des autres : le territoire, la langue, la race, l'histoire : c'est la définition de la nation, la famille dans sa dimension collective par la filiation héréditaire. L'individu s'identifie à ce groupe par la reconnaissance de ses caractères communs et le sentiment de les partager avec la communauté dont il est issu. Ce sentiment d'appartenance s'exprime dans un continuum *espace-temps*, défini par l'histoire et un héritage civilisationnel commun : permanence territoriale, continuité historique, spécificité raciale. Passé, présent, avenir. Appartenance à un peuple, à une famille, à une nation, à une culture.

En aucun cas, l'identité ne doit être confondue avec la personnalité qui est le produit de la psychologie de l'individu, où entrent en compte son environnement, sa culture, son statut social. La différence entre l'individu et la personne tient à ce que le premier se définit par des caractères invariants, tandis que la seconde est soumise à des changements contingents. L'individu, avec la personne, forme la *séité*, c'est-à-dire le « soi » intrinsèque de l'être humain ou l'en-soi des philosophes. À ne pas confondre avec l'*ipséité* qui est la conscience de soi en tant que soi et pas autre ou en tant que soi par rapport à l'autre. L'être est métaphysique ; l'individu est physique ; la personne est psychologique, et forme un tout ontologique avec les précédents états.

Quand on entend des gens parler de la « personne humaine », non content de commettre un pléonasme, cela signifie dans leur esprit qu'ils excluent l'individu pour ne retenir que sa personnalité. C'est un parti pris exclusif qui ne tient pas compte de la réalité ou encore une forme de racisme par défaut, mentalité spécifique des antiracistes. Pour simplifier, nous dirons que le mot « personne », qui comprend logiquement l'identité et la personnalité, est synonyme de séité.

Ces dernières décennies, avec l'ouverture des frontières et le brassage des populations, la notion d'identité a pris une place considérable, voire de premier plan dans l'approche de la réalité politique moderne. Certains vont même jusqu'à contester la notion d'identité et l'assimilent au racisme. Il est vrai que, jusqu'à un certain point, race et identité sont synonymes. Si le politiquement correct a pu faire du racisme une question taboue, il aura du mal à venir à bout de l'identité, à moins de nier complètement le réel et les fondements de la rationalité. Ce qui est souvent le cas chez les intellectuels dits « progressistes », habités par une sorte de névrose existentielle qui les pousse à rejeter le monde réel, le concret, à les scotomiser de leur champ de conscience pour satisfaire à leurs fantasmes idéologiques. Ils fondent la dignité humaine sur sa propre négation. La plupart de ces intellectuels, généralement socialistes, communistes ou libéraux (90-95% de ce qui se dit, s'écrit, se publie, en France !), tous matérialistes, se posent aujourd'hui en humanistes et se donnent pour objet de faire de l'homme un dieu de substitution. Ils ont institué une nouvelle religion, la religion de l'Homme soumise au dogme des droits de l'homme, fondement de cette religion d'État qu'est la laïcité.

Pour eux, l'homme idéal doit être un individu dépouillé de ses caractères distinctifs et identitaires, un être unidimensionnel, symétrique, modulable, reproductible à l'identique. S'il pouvait n'avoir ni famille ni hérédité, s'il pouvait être cloné à l'infini et ne pas avoir d'ADN spécifique (l'ADN est-il raciste ?), l'idéal serait atteint. Sa définition se révèle tellement générale et abstraite, qu'il est impossible de le concevoir humainement ! On retrouve bien là la définition de l'homme des

droits de l'homme désincarné, l'homme indifférencié et masquage des utopistes, et disons-le tout net : l'homme-prétexte transhumanisé, érigé en nouveau dieu pour nous imposer le totalitarisme universel de la future Babel des temps modernes : le Nouvel Ordre Mondial !

On remarquera que les ethno-religions que sont le judaïsme et l'islam adoptent la même attitude que les humanistes progressistes et les néo-chrétiens — mais pas pour les mêmes raisons ! Pour eux, l'homme ne peut avoir d'identité possible sur Terre en dehors d'être juif ou musulman. Pour les Juifs comme pour les musulmans, la Terre est à Dieu ou à Allah ; ils sont donc chez eux sur Terre ; en résumé, les goys, les infidèles, sont des sortes d'usurpateurs que l'on doit soumettre.

Par contre, les néo-chrétiens modernistes, qui ne croient plus en Dieu mais en l'homme faillible comme les matérialistes athées, font de l'Autre, de l'Autrui, la nouvelle Divinité, une divinité abstraite, dépouillée de ses caractères distinctifs, qui répond le plus souvent à une forme de dépersonnalisation assumée. L'altruisme, plus exactement l'autruisme ou l'autrisme, est leur religion ; elle va jusqu'à la négation de leur propre identité, voire de leur séité pour s'identifier à l'Autre, se reconnaître en lui. Mais l'autruisme n'est pas l'altérité ; ce n'est pas respecter « l'Autre » que de se confondre à lui en niant les identités respectives. Ce n'est pas non plus lui rendre service de déconsidérer les caractères qui le distinguent, ni rendre service à soi-même.

La véritable altérité, c'est reconnaître l'identité d'autrui, l'accepter pour ce qu'elle est en soi, et non l'abolir comme refus de la différence. L'altérité identitaire implique l'acceptation de ce qui fonde les différences et matérialise les identités, c'est-à-dire l'appartenance à un groupe humain, à une communauté, à un peuple, à une terre. D'où cet impératif pour nous, Force Française : **respect de tous les peuples du Monde, mais aussi respect réciproque de ceux-ci envers le peuple français.** Bien souvent, l'altruisme, donc l'autruisme — qui se veut amour d'autrui, mais que certains philosophes interprètent comme une déviation pathologique de l'égoïsme — n'est qu'une manifestation du syndrome de la haine de soi, et à travers soi, souvent, la haine du monde réel ; une haine de soi prétexte retournée

contre son être séitique, une véritable névrose d'autophobie qui consiste à reconnaître l'autre (le différent) ou les autres — généralement les allogènes ! — non pour ce qu'ils sont, mais à opérer un transfert de personnalité sur eux pour retrouver à travers leur altérité l'image réconciliée qu'on veut donner de soi.

\*

### **Variations sur un même thème**

L'identité est à la fois le premier principe et le principe fondamental de la connaissance. C'est par lui que nous connaissons et que nous reconnaissons. Inutile de préciser l'importance capitale de ce principe dans le sentiment que nous avons d'exister. Sans lui, nous ne pourrions savoir qui nous sommes, nous ne pourrions connaître ceux qui nous entourent, ni nous situer par rapport au monde extérieur. Il y a donc une relation permanente entre le sujet pensant et l'objet pensé. Et la relation ne peut s'établir valablement que si l'objet et le sujet sont caractérisés par des critères de reconnaissance fixes ou invariants. Chez les êtres humains, ces critères invariants sont les caractères identitaires proprement dits ; dans le domaine matériel, ce sont les propriétés qui définissent les choses ou leur fonction.

On peut dire encore que l'identité est l'accord du sujet pensant avec le réel ; autrement dit l'identité a un rapport exclusif avec la conscience que l'on a du monde extérieur, qui peut s'interpréter aussi comme une objectivation consciente du monde réel ; de ce point de vue, le principe d'identité apparaît de même nature que le principe de réalité, donc de vérité, qui fait tant défaut aux idéologues et aux utopistes, ou plus généralement à tous ceux qui vivent en permanence dans le déni du réel ou de réalité. Dans ce cas, le déni de réalité est une forme de subjectivisme pathologique à rattacher au relativisme qui consiste à voir le réel tel qu'on veut le voir et non tel qu'il est, voire à déformer cette réalité pour la fuir, lui échapper ou au contraire l'imposer, en lui substituant un nominalisme verbal qui compense cette incapacité à la saisir mentalement ; c'est le syndrome même de l'idéologie, symptôme le plus probant de la schizophrénie ou de la folie. (Pour affiner le concept, se rapporter à la logique métaphysique qui étudie l'ensemble des principes dits « rationnels » que sont l'identité, la causalité, la finalité, constitutifs de la raison humaine. Voir note en fin de chapitre).

\*

Dans ses conséquences pratiques, et pour en rester à notre sujet, le principe d'identité est à l'origine des caractères essentiels qui font que nous avons une réalité ontologique propre (marqueurs ou repères existentiels) ; celle-ci se décline en identité individuelle (anthropologique) et identité collective (familiale, locale, nationale).

L'identité individuelle est l'ensemble des caractères spécifiques permanents, invariables, intangibles, faisant de chacun de nous un être unique ne pouvant être confondu avec aucun autre. Ces caractères propres ou attributs distinctifs se rapportent à la taille, à la couleur des yeux, des cheveux, de la peau, au nom, au sexe, à l'âge, au lieu de naissance ; ils comprennent aussi des signes particuliers de type physique ou morphologique. Ces éléments de l'identité confèrent à l'homme son caractère d'individu (au sens strict : qui n'est pas « divisible ») ; L'identité, a dit quelqu'un, c'est ce qui reste quand on a tout enlevé. Autrement dit, c'est l'ultime dignité de l'être humain. C'est cela ou être un numéro matricule...

L'homme, s'il est un être unique, ne vit pas seul. Il est aussi un animal social naturellement grégaire. D'instinct, il se reconnaît une appartenance collective à un groupe déterminé dont il est issu ; cette appartenance se définit par une hérédité, une filiation, une culture, un espace vital communs. De même il se connaît, se reconnaît, s'identifie, par ses caractères individuels ; de même il se connaît, se reconnaît, s'identifie, par les caractères communs de son appartenance au groupe humain avec lequel il partage ces caractères : c'est son identité collective, son identité ethnique. Il s'identifie ou se différencie par les liens du sang qui légitiment cette appartenance. Ce groupe, c'est hiérarchiquement, la famille, la tribu, le clan, ce fut le royaume ; de nos jours c'est la nation qui définit le groupe.

En résumé, l'identité permet à l'individu de se connaître, de se reconnaître, de savoir et de faire savoir qui il est, c'est-à-dire un être vivant, sensible, déterminé par son appartenance identitaire, et non une créature anonyme dépourvue de racines, c'est-à-dire de liens charnels et de rapports affectifs avec ses semblables ; cette reconnaissance, à la fois transversale (présent) et verticale (passé, avenir), détermine et conditionne la vie de l'individu et du groupe.

Notre carte nationale d'identité est individuelle et collective ; individuelle, c'est Moi ; collective, elle me définit Français. Détruire les identités, c'est détruire les repères de l'individu dans le temps et dans le lieu, c'est introduire un facteur de dépersonnalisation spatio-temporelle qui fragilise sa structure psychique, le rend influençable, malléable, le met à la merci de toutes les manipulations. Les repères d'identité sont des facteurs structurants de tout premier plan dans la composition de la personnalité ; ils sont indispensables à l'équilibre de l'individu ; ils contribuent à façonner son être existentiel et à le rendre plus fort pour affronter les aléas de la vie.

Être réellement soi-même et avoir conscience de soi, c'est tout d'abord prendre conscience de son identité profonde, de son être individuel et collectif, de son histoire. Ce n'est pas un hasard si les régimes soviéto-communistes de jadis ont pratiqué à grande échelle les déplacements de populations dans les pays de l'Est, déplacements de masse que l'on poursuit aujourd'hui à travers les pays occidentaux au moyen des invasions migratoires et des transferts de populations issues du tiers-monde ; ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, les mêmes fêrus de l'idéologie socialo-communiste, modernes et embourgeoisés (les Bobos), prônent l'idéologie du genre et autres dérives anthropologiques ; et cela sous l'influence totalitaire du Nouvel Ordre Mondial, dont l'objectif est justement de détruire les identités et les nations afin de ne pas permettre aux hommes de se reconnaître, ni dans le lieu, ni dans le temps, et ainsi les transformer plus facilement en masses anonymes socialement asservies : l'esclavage des temps modernes passe par cette mutilation identitaire ; ce n'est pas un hasard non plus si les mêmes pays occidentaux détruisent les cultures en favorisant sous couvert de libéralisme une sous-culture mondiale uniformisée typiquement anglo-américaine, d'une bassesse mentale et d'une vulgarité offensantes, tant pour l'esprit que pour la dignité de l'homme.

Deux remarques.

1) Nous avons vu que l'identité est un ensemble de caractères donnant à l'individu une réalité existentielle ; ils façonnent son être ou son essence. Il faut bien s'entendre sur la définition de ces caractères : ils peuvent être génériques (genre) ou spécifiques (espèce) suivant le niveau de généralité. S'agissant de l'individu, ce sont nécessairement des caractères propres. Le mot propre est un doublet de propriété et dit bien ce qu'il veut dire ; il ne saurait

donc y avoir de confusion entre des caractères fondés sur les propriétés spécifiques et ce que sont des différences spécifiques : il n'y a pas de caractères fondés sur des différences spécifiques. La différence définit l'altérité, non l'identité. D'autre part le mot « propriété » s'applique aux choses ; le mot « propre » s'applique aux êtres vivants.

Pourquoi ces précisions ? Parce que dans les années post soixante-huit du siècle dernier, nombre d'intellectuels de gauche invoquèrent un pseudo « droit à la différence », tout nouveau tout beau (eh oui, il y a le mot « droit » dedans !), fondé sur des caractères discriminants pour justifier le fait de se distinguer d'autrui et ainsi valoriser sa propre personne au nom de la liberté individuelle (à l'époque, au nom de la libération de l'individu aliéné par l'oppression bourgeoise : il faut comprendre). La mode était aux contestations tous azimuts ; on se devait d'aller à contre-courant du conformisme ambiant, se libérer de ses préjugés petits bourgeois, de l'influence de son milieu social, de la morale oppressive, du sexe coincé ou refoulé, de l'autorité des patrons, de celle des petits chefs, des parents, des profs, de M. le curé, de la bonne, que sais-je encore... Il fallait s'affirmer, se distinguer de l'ordre établi, se mettre en avant, s'extérioriser, si bien qu'il n'y avait plus de limites ; l'homosexuel pouvait revendiquer son droit à la différence, la prostituée le sien, le taulard aussi — c'est tout juste si le malfrat de haute volée n'allait pas descendre dans la rue pour faire respecter sa différence contre les honnêtes gens —, et chacun d'exiger la même considération sociale qu'on pouvait porter à un être « normal » selon les canons de la morale helléno-chrétienne, à une femme vertueuse, à un homme honnête, etc. Il fallait affirmer sa différence coulée dans l'indifférenciation générale, et l'assumer en tant que telle.

Comme tous les fantasmes de gauche, le soufflet finit par retomber, victime, comme d'habitude, de ses propres contradictions ; le jour où les intellectuels s'aperçurent que le droit à la différence pouvait à la longue justifier le racisme et la ségrégation. Horreur et damnation ! Bien vite ils remisèrent ce concept obscur au rayon des objets intellectuels périmés et l'y enfermèrent à double tour. Ils l'ont vaguement remplacé par un tout aussi fumeux « droit à l'égalité », comprenons droit à ne pas être différents des autres tout en étant différents d'eux : névrose, névrose, quand tu les tiens !...



2) Il ne faut pas confondre les caractères individuels ou collectifs déterminant l'identité d'un être, avec les caractères potentiels de la personne qui façonnent sa personnalité. L'identité et la personnalité ne sont pas de même nature : l'une relève du nécessaire, l'autre du contingent ; l'une représente la valeur extrinsèque de l'individu, l'autre sa valeur intrinsèque. Le fait d'être intelligent ou stupide, habile ou maladroit, caractériel ou flegmatique, bon ou méchant, riche ou pauvre, n'a rien à voir avec le fait d'être blanc ou noir, blond ou crépu, gros ou maigre, etc. : ce sont là des caractères internes de nature propres à subir des variations et des changements en fonction de l'environnement social et humain de l'individu.

En réalité identité et personnalité forment un tout que les philosophes nommaient jadis « séité », c'est-à-dire ce qui fait qu'on est soi et pas autre (différent de l'ipséité qui est la conscience de ses différences par rapport à autrui) ; c'est ce qui détermine aussi l'« unicité » de l'individu. Pourquoi j'attire l'attention sur l'importance de cette distinction ? Si, pour le penseur rationaliste de base, l'identité et la personnalité sont différentes mais complémentaires, pour un penseur marxiste, l'identité n'existe pas. Elle n'existe même pas comme mode de penser le monde (matérialisme historique et dialectique, fondement du collectivisme). La conséquence en est que, pour les communistes, les bolcheviques, les néo-communistes du Nouvel Ordre Mondial, les individus n'ont pas d'identité, donc pas d'individualité ; mieux, le marxisme ne reconnaissant pas la métaphysique, il n'a point non plus de transcendance. L'homme ne peut être conçu que comme un objet indifférencié, un sous-humain conditionné pour réagir à des mots d'ordre collectivistes susceptibles de pourvoir à son bonheur : l'esclave idéal. D'où l'obsession paranoïaque commune aux gens de gauche, mais aussi aux libéraux, d'imposer le métissage universel. Mais il n'a pas davantage de personnalité, puisque le système étant égalitaire, donc niveleur, il ne saurait permettre le développement de la personnalité individuelle autrement qu'à travers les rouages étatiques du système.

C'est l'exaltation du totalitarisme à l'état pur.

Bien que le communisme et le libéralisme aient en commun le même fondement matérialiste, ils se distinguent très nettement en ce sens que si le libéralisme ne reconnaît pas l'identité collective ou nationale, et ne voit dans l'identité individuelle qu'une donnée sans intérêt, voire un obstacle à la libre circulation des hommes et

des marchandises, il pousse par contre au développement de la personnalité individuelle en la fondant sur les seuls critères d'argent et de réussite matérielle. Ce système peut entraîner un développement anarchique de la personnalité, et induire des distorsions sociales conflictuelles, préjudiciables à la fois à l'équilibre de l'individu et de la société. Dans les deux cas, on retrouve cette même volonté matérialiste d'abolir les identités collectives ou existentielles, d'effacer toutes références aux nationalités, voire d'entraîner à la dépersonnalisation de l'individu, et, par-là même, d'en arriver à la disparition totale des peuples et des nations. C'est pourquoi on peut les définir et les assimiler par leur ultime finalité : **libéralisme, socialisme, communisme, sont des machines à tuer les peuples. En fait, tuer l'intelligence et réduire les humains à l'état de consommateurs et d'esclaves... heureux !**

---

1. Les principes dits rationnels sont l'ensemble des éléments cognitifs propre à l'esprit humain, lui permettant d'organiser sa pensée, de la mettre en accord avec le réel selon l'ordre naturel ou divin dont il dépend. Ils sont appelés également principes de la connaissance.

Ils peuvent se résumer techniquement de la façon suivante :

1) Le principe d'identité, c'est la perception de l'état factuel des choses.  
 2) Le principe de causalité et subséquemment l'effet de la cause, c'est le constat que les choses se meuvent et évoluent de façon lente ou instantanée selon deux modalités actives :

a) La causalité accidentelle indépendante de la volonté de l'homme (déterminisme fatal de l'ordre naturel)

b) La causalité finale ou finalité dépendant de l'action efficiente de l'homme que détermine sa volonté, en fonction d'un but à atteindre ou à réaliser.

Les principes rationnels s'analysent et s'interprètent d'un point de vue logique, tant par la métaphysique que par la psychologie.

## 5. Droit et Morale

Le Droit est, avec ce qui constitue son fondement, une question de société primordiale dont dépend la plupart des autres. Bien que nous refusions de nous égarer dans la vaine théorie, que nous nous efforcions de serrer au plus près le concret, le réel, le tangible, il est des principes qu'il ne faut pas négliger sous peine de voir l'édifice s'effondrer parce qu'on aurait omis d'intégrer la clef de voûte du système dans notre réflexion.

Il existe deux formes de droit. Le Droit objectif ou positif (qui est posé, applicable à tous) : il est coercitif ; à côté de lui, le droit subjectif, sorte de droit sélectif, est un aménagement créant des particularités dans le Droit objectif ou des exceptions accordées à des personnes ou à des institutions. Lorsque ces droits subjectifs sont publics, ce sont les privilèges de certains, les passe-droits pour d'autres ou les avantages acquis des fonctionnaires ; mais ce peut-être aussi des principes dits moraux : les droits de l'homme, par ex. La transgression du Droit objectif viole les règles de société et crée le délit ; les « droits subjectifs » (toujours au pluriel) peuvent être considérés comme une transgression du Droit objectif ; au sein du droit public ils n'ont aucun fondement ; ils tendent à souligner la dérive totalitaire d'un régime politique donné.

Il n'y a donc rien de commun entre ces deux notions de Droit, si ce n'est le même mot pour les désigner. Nous ne tiendrons pas compte du Droit subjectif. Reste le droit objectif ou droit positif (nous parlerons désormais de droit positif) qui se divise en trois branches principales : le Droit public, le Droit privé et le Droit pénal dont il ne sera pas question ici. Le Droit moderne trouve la cause de son fondement dans le droit dit « naturel » qui serait antérieur et supérieur à toute loi humaine. C'est cette notion de droit naturel ou de droit ancré prétendument dans l'ordre naturel qui pose question ; surtout quand il est antinaturel dans ses conséquences ! En fait, personne n'est capable de définir clairement cette notion de droit dit « naturel » qui se révèle souvent injuste dans ses conséquences. Un droit dit « naturel » défini par les hommes n'est plus naturel, il est humain. C'est un droit « artificiel », donc arbitraire. Certains philosophes font reposer cette

notion sur un supposé état de nature originel, idéal, qu'aurait connu l'homme avant toute forme de civilisation, toute vie en société. Même en admettant cet hypothétique état de nature que personne n'a jamais connu et dont personne n'a pu prouver l'existence, on s'égare dans la confusion.

Entre les deux plus célèbres conceptions de l'état de nature, celle de l'Anglais John Locke (que reprendra à son compte, Rousseau), et celle de son compatriote Thomas Hobbes, on se trouve en présence de deux visions radicalement opposées de ce prétendu état de nature et du pseudo-droit « naturel » qui en découle. Comme personne n'a jamais vraiment résolu le dilemme, les écoles dites du droit de la nature et des gens se sont multipliées et ont abouties à deux grandes tendances : le libéralisme pour qui l'individu prime sur la société ; le collectivisme (socialisme, communisme) pour qui la société — c'est-à-dire l'ÉTAT — prime sur l'individu. Elles ont souvent eu pour conséquence de servir de base aux idéologies et aux systèmes politiques les plus totalitaires ou de susciter leur émergence. En définitive, le droit naturel n'existe pas parce qu'il n'est pas démontré ni prouvé, et que ceux qui s'en réclament, se réclament aussi d'idéologies et de systèmes politiques qui ont tragiquement échoué.

Dans ces conditions, qu'est-ce qui fonde le Droit positif ? Qu'est-ce qui justifie la règle et la sanction ? Qu'est-ce qui m'oblige à respecter telle loi plutôt que telle autre, et à subir la punition si je ne la respecte pas ? Prenons un exemple limite. Dans l'absolu, en quoi voler est-il plus condamnable que travailler pour gagner sa vie ? Qu'est-ce qui distingue le légal de l'illégal, du prohibé, de l'interdit, du péché, du tabou ? S'agissant de voler son prochain, certains ne réfléchissent pas si loin et s'appliquent à eux-mêmes ce droit particulier... subjectif !

Le droit positif est un mélange de grands principes, de coutumes, d'usages, de traditions, d'idéologie, de morale, créant une certaine jurisprudence. La société existe lorsque ces règles de droit indispensables à la cohésion du groupe sont admises, soit juridiquement par la loi (le fait accompli), soit traditionnellement par la coutume et l'expérience.

On le voit, il est important de donner une base rationnelle au droit, une logique interne suffisamment cohérente pour rendre possible la vie en société et la légitimer. Elle existe, mais le drame du Droit moderne, émanation du Droit romain, c'est qu'il est le plus souvent construit autour de l'État, autour du collectif et non autour de l'individu. Il part le plus souvent du collectif pour aller vers l'individu, alors qu'il devrait partir de l'individu pour aller vers le collectif ou plutôt la communauté : c'est une perversion typique du mode de penser idéologique.

Nous posons l'individu comme fondement « subjectif » au Droit positif à partir d'un droit de propriété individuelle de la personne. L'individu est une entité autonome consciente d'être à la fois la fin et les moyens d'elle-même, donc consciente qu'elle est à la fois sujet et objet du Droit. La propriété individuelle de la personne est une extension du droit de propriété à soi-même en tant qu'être doué d'une identité et d'une personnalité distinctive. La racine du Droit, c'est Soi. La propriété de soi est aussi une extension de l'identité en ce que les qualités identitaires donc héréditaires sont « propres » (donc appropriées), et font qu'on est ce qu'on est et pas autre. L'originalité de notre position consiste à étendre cette propriété séitique (propre à soi) à la famille, aux parents à des degrés divers, à la filiation ascendante et descendante. Cette position justifie le droit des communautés, des peuples, des nations. Il ne s'agit donc pas d'entités fictives.

Maintenant il faut se demander aussi ce qui fonde le contenu « objectif » du droit positif, celui-ci signifiant « direction », « orientation ». Il ordonne notre activité et l'encadre. Il pose les règles de la vie en société. Nous l'avons vu, il puise dans la coutume, la tradition, les habitudes comportementales, beaucoup dans les systèmes idéologiques au nom d'un pseudo-droit naturel (libéralisme, socialisme, progressisme, etc.). Or il apparaît d'une manière irréfutable que si le droit ne peut sérieusement reposer sur les chimères de l'utopie et de l'idéologie, il est néanmoins fondé sur une réalité tangible, et cette réalité c'est la MORALE. L'expérience montre qu'il ne doit même être fondé que sur la morale. Quand ce n'est pas le cas, alors, cela veut dire que nous sommes sous le règne de la perversion idéologique.

La morale dont nous parlons ici est la morale telle que nous la comprenons, nous, en Occident, la science des mœurs, ou, encore plus vrai, la science du réel et de la sagesse comme objet véritable de la philosophie.

La morale rationnelle traditionnelle est issue d'un mélange gréco-latin le plus souvent assorti d'éléments de morale philosophique, sur laquelle se superpose la morale religieuse, catholique pour nous Français ; celle-ci s'appuie sur la loi naturelle ou ordre naturel, et s'oppose au droit naturel qui est d'essence humaine (saisir la nuance entre ordre naturel et droit naturel) ; c'est donc la loi humaine qui s'oppose à la loi ou à l'Esprit du Dieu-Créateur, à laquelle se joignent les vertus et les devoirs d'état (devoirs rendus en conscience de nécessité qu'exigent la vie courante, familiale, professionnelle, civique, comportementale envers autrui...) ; et à ces vertus se surajoutent, toujours pour un chrétien, pour un catholique, ces valeurs christologiques que sont l'humilité et la perfection de soi.

Toujours dans la même logique, qu'est-ce qui justifie la morale à fonder objectivement le Droit ou à être la doctrine fâtière de tout édifice législatif ? Deux aspects sont à considérer.

1. La morale s'adresse à la conscience. La conscience morale étant individuelle, elle rentre dans le champ de la séité de l'individu ; elle est une composante de sa propriété, de son appropriation de soi. La loi est la composante du droit. La différence classique entre droit et morale est bien connue : **la loi est prescriptive, la morale est normative ; la loi dit ce qui est, la morale dit ce qui doit être**. Si je contreviens à la loi, je suis pénalement sanctionné ; si je bafoue la loi morale, je fais du tort à moi-même, et sinon à moi-même (je peux très bien me satisfaire de me comporter en être foncièrement immoral), je porte tort à autrui, au groupe, en proportion de mes actes et de mon degré de responsabilité (ou d'irresponsabilité) personnelle ; comme catholique, je commets une faute voire un péché.

**La conscience est seule juge de mes actes qui relèvent de ma juridiction intime ; en ce sens, la conscience morale est supérieure à la loi**. Si l'honnêteté avait le même sens pour tout le monde, il est évident que la société n'éprouverait pas le besoin de se protéger des actes délictueux qui heurtent la conscience de chacun, par des interdits ou des lois pénales, pour prendre cet exemple.

2. La morale est normative parce qu'elle est édifiante et édificatrice, qu'elle participe à l'accomplissement de l'individu, à l'achèvement de sa nature profonde, de son épanouissement personnel. La morale est le résultat de l'expérience intérieure ou extérieure des êtres humains en situation d'avoir à choisir, selon le libre-arbitre de chacun, entre le Bien et le Mal, et de triompher du premier contre le second. La délimitation arbitraire s'impose dès lors que notre conscience se trouve elle-même en situation d'avoir à juger, et à décider pour le meilleur ou pour le pire : elle censure nos actes ou les légitime. C'est le devoir dans la loi morale, c'est la vertu dans la force de l'accomplissement de soi.

Sous prétexte que la morale serait contraire à la liberté individuelle (elle est au contraire sa garantie), une société ne peut laisser les rapports humains se dégrader. Elle ne doit pas permettre, au titre de sa conservation, des attitudes ou des comportements transgressifs contraires à l'ordre naturel, susceptibles de mettre en danger la vie et la sécurité d'autrui, à défaut, d'accepter que leur existence se transforme en un enfer au quotidien à cause de comportements asociaux ou antinaturels.

Le droit et la morale se confondent dans les limites qui posent la règle objective, c'est-à-dire la loi civile (1) ; lorsque la loi civile heurte la conscience ou le bon sens moral, il y a conflit et dérive totalitaire en ce sens que l'idéologie supplante l'ordre moral, prend le dessus, et du même coup dépossède l'individu de sa conscience comme de ses responsabilités et le soumet à l'ordre totalitaire. Droit et morale gouvernent respectivement la conscience collective et la conscience individuelle de chacun ; ils sont le reflet d'une société civilisée parvenue à sa maturité. Le grand écrivain russe dissident, Alexandre Soljenitsyne, confia un jour au vendéen Philippe de Villers : « *Un pouvoir qui n'a plus de mœurs [de morale] fait des lois* ». Des lois qui tombent nécessairement dans le totalitarisme le plus pervers.

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la morale (au sens de mœurs que nous différencions de l'éthique qui est la manière d'agir selon les principes moraux) a fait l'objet d'attaques violentes durant des décennies dans les milieux universitaires progressistes, et dans les milieux politiques républicains tant de droite que de gauche. Se distinguent particulièrement les marxistes qui dominent sans partage l'Université, la psychanalyse

avec le freudo-marxisme, la sociologie (la psychanalyse, la sociologie, ainsi que la psychologie dite expérimentale, disciplines très en vogue, sont pour nous des non-sciences).

Autrement dit, les mouvements politiques républicains parviendront tous, dans un unanimité sans faille, au but recherché : chasser la morale de l'école avec l'instruction civique, et les faire disparaître des programmes. Elle sera remplacée par des succédanés idéologiques sous-jacents destinés à conditionner politiquement les élèves, et non à leur transmettre une base éducative solide fondée sur la responsabilité morale.

Toute tentative de réhabilitation de la morale dont le rôle est de prévenir la sanction punitive, voit les mêmes subversifs se dresser vent debout pour dénoncer le retour à « l'ordre moral » ou les « croisés de l'ordre moral » — lequel, ordre moral, n'est pas tout à fait celui auquel ils pensent. Il est vrai qu'eux-mêmes se comprennent comme des adeptes du « désordre immoral » garanti et financé par l'État républicain, et que le désordre immoral est leur morale à eux.

On peut s'interroger sur une attitude aussi irrationnelle qui affecte massivement l'intelligentsia républicaine. Elle provient surtout de gens qui appréhendent de se retrouver confrontés à leur propre conscience et d'être censurés par celle-ci. Intellectuellement, ils ne reconnaissent pas la conscience morale ; ils considèrent qu'elle est le fruit d'une éducation réactionnaire, étriquée et aliénante, héritée d'un passé révolu, destinée à conforter le modèle bourgeois et à le reproduire (sic)... Passons sur le charabia progressiste habituel. Ce sont des gens à structure psychologique faible ; ils sont irresponsables par nature et ne peuvent vivre gouvernés que par la loi, à condition que la loi se substitue à leur conscience, et les exonère de toutes culpabilités morales. D'où le fameux : **responsable, mais pas coupable !**

Beau sujet de réflexion sur le phénomène d'entropie mentale ! Bref, leur attitude révèle des mentalités totalitaires foncières. Ils échappent à la définition individualiste ci-dessus. La vie leur fait peur et ils ne se sentent en sécurité que dans un système collectiviste ou fortement étatique qui les rassure sur eux-mêmes. Ne soyons donc pas étonnés de constater que ces



intellectuels sont, le plus souvent et pour la plupart, des fonctionnaires ou apparentés. La République statocratique leur apporte un bonheur factice qu'ils ne peuvent posséder par eux-mêmes, parce qu'ils sont inaptes au bonheur individuel.

---

1. Dans un entretien au quotidien *Le Monde* du 4 avril 1995, Le Président Jacques Chirac rappelait : « *Il n'y a pas de loi morale au-dessus de la loi civile* », ajoutant : « *sinon cela justifierait qu'on se place hors la loi.* » Un peu facile. On a l'impression de revivre le scénario tragique de la téméraire et courageuse Antigone, fille d'Œdipe, opposant la loi non écrite (loi divine, loi naturelle, inscrite en nous-même, que corrobore l'expérience humaine) aux lois humaines de son oncle Créon (décidées selon le pouvoir discrétionnaire des potentats). Ce que confirmera quelques siècles plus tard Jésus-Christ devant Ponce Pilate, le procureur de Judée : « *Tu n'aurais sur moi nul pouvoir s'il ne t'avait été donné d'en haut.* »

En affirmant qu'il n'y a pas de loi morale au-dessus de de la loi civile, Chirac ne dit pas sur quoi il fonde la loi, et, du même coup, il admet qu'elle peut être le fruit de tous les aventurismes idéologiques comme de la folie meurtrière du premier despote venu. De plus, en mettant la morale hors la loi, il justifie à la fois l'oppression et la répression du mal contre le bien, et la dilution de l'un dans l'autre. Dès lors, on comprend mieux la forme dégénérative qui affecte de nos jours l'état d'esprit général au sein de notre République dite « française ».

## 6. Laïcité – Neutralité

La laïcité est une notion intellectuelle floue et contradictoire ; une de celles qui résistent le moins à l'épreuve de la critique et des faits, comme toutes ces notions utopiques souvent véhiculées par les républicains, en opposition flagrante avec le monde des réalités. Les penseurs progressistes ont fait de ce terme, jadis appartenant au langage religieux (laïc opposé à clerc), un mot désignant très simplement toute personne ou institution indépendante des ordres religieux. Mais comme toujours, chez les penseurs matérialistes qui relativisent par crainte de dogmatisme ou d'absolu, ils créent la chose et son contraire avec ses antagonismes et ses effets pervers.

Il est important de rappeler, de le souligner, qu'à l'origine, la laïcité républicaine n'a pas du tout pour vocation d'être neutre. Bien au contraire ! Elle se donne pour objectif prioritaire de contrecarrer la domination sans partage de l'Église catholique, et de combattre TOUTES les formes de croyances ou pratiques religieuses inspirées ou révélées. C'est pourquoi les philosophes matérialistes de jadis faisaient reposer la laïcité sur l'instauration de la pensée rationaliste afin de combattre l'« obscurantisme » des prêtres et des religieux, l'ignorance, la superstition, et ce qu'ils appelaient la « pensée magique ». Ils accusaient l'Église d'être le principal vecteur de l'ignorance, de faire obstacle à la diffusion des connaissances et à la transmission du savoir dans le peuple, bref de s'opposer à la science et au progrès humain. Ils accusaient la religion d'enténébrer les esprits, d'asservir les consciences, d'être un obstacle à l'épanouissement individuel de chacun. Si une telle accusation a pu se justifier par certains abus dénotant un confessionnalisme un peu trop zélé (direction de conscience, influence des prêtres sur les femmes, ascendant sur les enfants, — influence surtout des mauvais prêtres, des brebis galeuses), elle se révèle dans son ensemble sans fondements.

L'effort de l'Église catholique dans le domaine de l'éducation et de l'instruction sous l'Ancien Régime a sans doute été insuffisant ; il n'en reste pas moins que l'organisation de son

système scolaire, à travers les âges, est impressionnant ; le dévouement de ses clercs, séculiers et réguliers, hommes, femmes, fut immense et exemplaire. Ce même dévouement est à noter dans les domaines scolaire, hospitalier et au service de la charité. L'esprit de charité et le don de soi irradiaient et dominaient cette servitude volontaire. Le rationalisme matérialiste s'étant révélé intellectuellement et psychologiquement aride et décevant, voire frustrant (c'est plus un système de réflexion paralogique qu'un contenu de pensée), la laïcité a dérivé en pseudo-neutralité républicaine, et de neutralité elle a dégénéré en vulgaire propagande anticléricale, voire anticatholique.

En évacuant le divin et le sacré de la vie du citoyen, les matérialistes athées ont substitué à un cléralisme religieux et à ses heures de gloire, un cléralisme dogmatique laïciste moins resplendissant qui laisse une certaine insatisfaction spirituelle, pour ne pas dire un vide moral existentiel. Ce n'est pas en vain qu'on a parlé de la laïcité comme d'une religion de substitution ; la franc-maçonnerie se désigne elle-même comme « l'Église » de la République ; et ce sont ces mêmes francs-maçons qui sont à l'origine de la « séparation des Églises et de l'État », expression non avenue et quelque peu hypocrite.

Depuis que notre pays a été assombri par le nouvel obscurantisme socialo-communiste, depuis les abus incontrôlés d'un ultra-libéralisme débridé livré à lui-même, depuis l'introduction massive de l'islam et de ses fanatiques, la France entière nage en pleine confusion intellectuelle et morale, et se laisse gagner par un désordre mental collectif jamais atteint, même et surtout du temps où l'influence de l'Église dominait le pays et assurait la vie spirituelle et morale des individus.

\*

Dans ces rubriques, nous restons toujours sur le plan des généralités — c'est le propre de la philosophie. Mais dans le cas présent il n'est pas inutile de rappeler l'affaire des foulards islamiques, ou la présence des croix qui menaceraient la soi-disant neutralité religieuse et politique des institutions républicaines. Neutralité ! C'est se moquer du monde quand on sait que nombre d'enseignants sont eux-mêmes engagés politiquement à gauche, et pratiquent un prosélytisme idéologique conscient

ou inconscient d'une dangereuse efficacité sur les jeunes cervelles. Quant aux délégués syndicaux, tous de gauche, véritables maîtres de l'Éducation nationale, ils sont, à l'intérieur des murs de l'école, comme poissons dans l'eau.

Nous savons également que dans certains établissements scolaires et dans les facultés, sous couvert de syndicalisme étudiant ou lycéen, des locaux sont mis à disposition de groupes subversifs gauchistes destinés à entretenir une agitation permanente parmi la jeunesse étudiante et lycéenne ; ils bénéficient en outre des moyens internes de diffusion (informatique, reprographie) au service de leur propagande ; ces mêmes groupuscules n'hésitent pas, le cas échéant, à pratiquer un activisme aussi grossier que manipulateur auprès des élèves, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement ; et, bien sûr, sous le regard peu ou prou approbateur des membres du corps enseignant.

En appliquant le concept à l'école et en le traduisant en termes de neutralité, les penseurs matérialistes ont oublié que la neutralité n'existe pas : seul le néant est neutre, dit-on, la mort aussi. La meilleure preuve en est que pour justifier cette prétendue neutralité religieuse, ils en ont profité pour mettre en pratique un sectarisme politique insidieux qu'ils professent sans vergogne. À moins d'être sourd, aveugle et muet, l'école publique est de fait une institution politiquement orientée à gauche, extrême ou pas. Elle fournit à celle-ci la plupart de ses cadres politiques. Où est la neutralité républicaine ?

La laïcité ne forme pas des citoyens, elle organise le vide mental et spirituel dans les cerveaux. À force de se prétendre « sanctuaire de la République » ou « creuset de la République » (pour quel alliage et avec quels matériaux ?), l'école laïque d'État ou Éducation abusivement dite Nationale, fait perdre toute référence identitaire aux citoyens sous prétexte de neutralité et de respect d'autrui. Elle leur fait perdre toute référence à la religion catholique, au grandissime passé de notre pays, à son identité propre, se contentant de substituer à celle-ci les délayages abscons de l'idéologie des droits de l'homme, voire les poncifs idéologiques les plus rétrogrades et les plus avilissants. Pour respecter l'Autre, encore faut-il commencer par se respecter soi-même en développant sa propre conscience identitaire.

Il y a un malentendu complet sur la notion de laïcité, peut-être même un abus de langage, une escroquerie morale, qui tend à tromper les citoyens sur les réalités que cache le mot.

Vouloir priver les individus de leur identité pour les fondre dans le « creuset républicain », les dépouiller de leur conscience morale, étouffer leur instinct civique, et à la sortie en faire des matérialistes au rabais de type socialistes ou libéraux libertaires, il n'est pas sûr que cela soit une garantie de progrès social et humain. Pour notre part, nous parlerons plutôt d'une certaine forme de régression intellectuelle et morale.

Encore une preuve de ces contradictions insolubles que cultivent les progressistes. Les mêmes qui se revendiquent du principe de laïcité défendent deux conceptions opposées :

1. Au nom de la liberté et de l'égalité, les uns plaident en faveur de la laïcité par l'affirmation des spécificités religieuses ou ethniques de chacun permettant aux élèves de se différencier, d'apprendre à vivre ensemble, d'assumer leurs particularismes ethnoculturels tout en recherchant l'unité dans la diversité (sic) ;

2. au nom des mêmes principes, les autres affirment le contraire, que la laïcité n'est pas divisible ni disponible à la carte, et que les élèves doivent faire abstraction de leurs différences ethnoculturelles, afin de rechercher ce qui les unit et non de stigmatiser ce qui les divise.

Chacune des parties a la prétention de former les élèves à l'esprit critique (que l'on confond souvent avec l'esprit de dénigrement ou de dérision), et de pétrir leur cerveau sur fond de tolérance — le mot signifiant ici qu'il n'y a de limites à rien, que tout est permis, même l'intolérable, même l'insupportable, rejoignant ainsi le fameux slogan soixante-huitard : « Interdit d'interdire ». Nous reprenons plus ou moins, dans les lignes ci-dessus, le discours laïciste où le mot identité n'apparaît jamais. En réalité, les deux tendances font fausse route et vont dans le mur. Tout comme le socialisme, la laïcité n'existe pas, elle n'est qu'un mot, un nominalisme parce qu'elle est idéologie, utopie, donc vide de contenu et de sens concret. La laïcité n'a

jamais désigné autre chose que le combat contre la religion catholique et seulement cela (1). Le combat ayant cessé, la laïcité n'a plus de sens ; comme toujours à gauche, on se trompe de combat et on prend l'effet pour la cause.

On reste interdit devant ce particularisme acharné dirigé contre l'Église catholique, quand les mêmes laïcards font preuve d'une déférence pour le moins équivoque à l'égard des autres « religions », particulièrement à l'égard de l'islam, même si certains laïcistes n'hésitent pas à se soulever contre cette théocratie barbare, fondée sur un détournement criminel de l'inspiration divine. La nature ayant horreur du vide, l'idéologie socialo-communiste s'est engouffrée et a pris toute la place sous l'appellation globale de « valeurs républicaines » ; les prétendues valeurs républicaines sont bel et bien, et de fait, des valeurs de gauche et même d'extrême gauche. Il faut être d'une totale mauvaise foi pour oser parler de neutralité laïque !

L'une des tares du laïcisme est de mettre sur un même plan, à la faveur d'un relativisme moral et spirituel dangereux, et de les considérer d'égale valeur, toutes les « religions » et toutes les cultures, sous prétexte de faire d'humains fondamentalement différents des citoyens égaux : tous dans le même moule ! Or faire abstraction des différences culturelles, ethniques et religieuses, c'est faire des citoyens sans identité, donc des non-existants. Le discours laïciste n'est, à la vérité, qu'un ramassis d'abstractions idéologiques à prétentions rationnelles qui se heurte au monde des réalités, et auquel on fait dire tout et n'importe quoi sous prétexte de liberté d'expression ; si bien que l'on mélange tout, la chose et son contraire, le sens et le contresens. Ignorer la réalité du fait ethnoculturel en faisant cohabiter innocemment, dans le même creuset, des gens d'origines diverses, qui plus est des musulmans, des Juifs, des catholiques, des « athées », des patriotes, des apatrides, des indifférents ou des matérialistes, des épicuriens ou des ascètes, ce n'est pas faire cohabiter des gens qui se différencient sur de « simples » nuances comme peuvent l'être parfois les chrétiens entre eux ; c'est mettre en présence des conceptions du monde distinctes, voire opposées, induire des comportements potentiellement antagonistes qui ne se déterminent qu'en se différenciant sur des

critères ethnoreligieux exclusivistes, et se renforcent non point en surmontant leurs différences ou en les effaçant, mais en les cultivant ostensiblement au sein d'un communautarisme ou apartheid de fait. Juifs, musulmans et autres ne procèdent pas autrement sur le sol français.

\*

Si le mot « laïcité » avait un sens objectif réel, il offrirait bien d'autres perspectives que les concepts humanistes creux et réducteurs de ses partisans. Le mot laïc désignant en grec le peuple, il recouvrirait le corpus identitaire qui devrait caractériser la véritable école. On parlerait aux élèves de leur pays, de son histoire. On n'oublierait pas que la France est d'abord et avant tout un pays de fondation catholique, et qu'il a derrière lui 1500 ans d'une riche et passionnante histoire ininterrompue. Peu importe que l'on soit croyant ou non, pratiquant ou non. Les faits sont les faits. Ce qui n'empêche pas d'inclure la réalité française au sein de notions géopolitiques élargies.

On inculquerait les vrais principes de morale, la vraie morale qui balaye et surpasse tous les enseignements des particularismes religieux ou culturels divers. Quoi qu'en disent les esprits forts et les anti-calotins, on rappellerait que l'Église catholique de France a été un formidable moteur de l'unité nationale, et qu'elle a rendu possible ce que la monarchie seule n'aurait jamais pu réaliser, la formation d'un grand pays, d'une grande civilisation héritée de gens dont le génie apparent et héréditaire coule dans les veines de chacun de nous. On rappellerait que la France a été plus longtemps chrétienne que citoyenne, qu'elle a été plus grande et plus forte chrétienne que citoyenne, avant de ne pas oublier qu'elle est tristement en train de disparaître et comme chrétienne et comme citoyenne. Ce n'est pas d'une école laïque dont la France a besoin aujourd'hui ; c'est d'une école française, nationale, patriotique, d'une école « native » capable de susciter l'amour de son pays, de développer une conscience identitaire et d'apprendre à valoriser l'immense héritage de notre passé avec toute sa grandeur et ses zones d'ombres (qui ne sont pas toujours celles que l'on croit !), au lieu de le dénigrer systématiquement et de con-

damner le passé (*du passé faisons table rase !*), au nom des préjugés idéologiques d'un présent fadasse qui conduit à toute allure on ne sait où — ou on ne le sait que trop ! —, sans jamais avoir l'œil sur le rétroviseur. En clair, le but de l'école devrait être de former de vrais citoyens, d'authentiques patriotes qui soient autre chose que les clones crétinisés formatés par la laïque ou le privé conventionné — lequel, d'un certain point de vue, ne vaut guère mieux.

---

1. Il n'est pas le lieu d'évoquer dans ces lignes le combat pour la séparation « des Églises et de l'État » qui donna lieu en son temps, et alors que nous sommes cent ans plus tard, à des scènes scandaleuses visant à humilier les catholiques et leur religion. Il est bon toutefois de rappeler ce combat qui eut lieu en plusieurs phases, à partir de la dissolution des congrégations religieuses et l'interdiction faite aux religieux d'enseigner, jusqu'aux Inventaires, en passant par la Séparation de 1905 (le conflit s'étendit sur près de cinquante ans) ; il ne fut qu'une longue traque de la République menée contre l'Église et les catholiques, où parfois les vexations les plus odieuses, non dénuées de violence officielle, le disputaient aux mesquineries les plus indignes, venant de gens se voulant des esprits ouverts et tolérants. Des noms comme Gambetta, Ferry, Waldeck-Rousseau, Briand, Viviani, Jaurès, Clemenceau, et le plus acharné de tous, Émile Combes, personnages élevés au rang de « saints laïques » par la tradition républicaine, vénérés ainsi par la camarilla politicienne, se sont souvent montrés dans cette affaire des êtres parmi les plus bornés, faisant preuve d'une confondante étroitesse d'esprit, d'une absence totale de vision et d'imagination. Héritiers du radicalisme jacobin le plus hermétique, incapables de porter leur regard au-delà de leurs crispations idéologiques et sectaires, victimes de cette induration mentale caractéristique des gens qui rejettent le réel. Faut-il en être surpris venant de gens se revendiquant sans cesse de leurs fausses et pernicieuses « valeurs républicaines » ?

Rappelons qu'une majorité de croyants se montraient en faveur d'une séparation concertée, car, si on mettait fin aux relations concordataires entre l'État français et le Vatican, cela permettait aussi à l'Église de France de reprendre sa liberté, de retrouver son autonomie dans le cadre de sa « romanité », tout en sachant qu'elle perdait gros sur le plan matériel (Il convient de rappeler qu'elle n'usurpait pas l'argent public, puisque ce qu'elle recevait de l'État était une compensation en réparation des crimes et déprédations subis sous la Révolution) ; d'autre part, elle apportait, au-delà de sa mission apostolique, de nombreux services aux populations, en particulier l'école et les hospices. L'État se séparait officiellement de Dieu, soit, mais



la France catholique sortait renforcée. Si aujourd'hui, elle perd du terrain chaque jour au sein de notre monde matérialiste moderne, elle ne le doit qu'à l'insuffisance morale et spirituelle de son personnel ecclésiastique, héritée de Vatican II.

Notons en outre que contrairement à la légende, Jules Ferry n'a pas créé l'école laïque, gratuite, obligatoire, il l'a rendue obligatoire. Quant à la fameuse neutralité dont se targuent les partisans de l'école laïque, voici ce qu'en disait le socialiste René Viviani (Président du Conseil et plusieurs fois ministre) dans *L'Humanité*, en 1904 : « *La neutralité de l'école fut toujours un mensonge. Nous n'avons jamais eu d'autre dessein que de faire une université antireligieuse, et antireligieuse d'une façon active, militante, belliqueuse.* » On ne le lui fait pas dire. Dans la continuité de la Révolution française, en quelque sorte. Il s'agissait bien moins dans les arrières-pensées de faire un État laïque qu'un État athée, d'essence fondamentalement judéo-maçonnique. D'autre part, on reste pantois devant le sectarisme des livres d'Histoire de France rédigés à cette époque et diffusés dans les écoles primaires. Ou comment on pervertit le passé, et comment on ment à notre jeunesse sous prétexte de lui faire connaître, et surtout admettre, la République des « Lumières » !

Dans son immense rage de détruire la France, la Révolution a gagné la première phase : liquider l'Ancien Régime. La République jacobine, continuateur de l'œuvre révolutionnaire, a gagné la seconde phase : éradiquer la religion fondatrice de notre pays. Un peu plus de deux siècles après la première phase, elle est en train de gagner la troisième : détruire notre identité nationale, et en finir définitivement avec la nation française, la France historique, la France de toujours.

## 7. Race et métissage

Il convient tout d'abord de préciser le sens des mots. Qu'on le veuille ou non, la notion de race existe : c'est une évidence. Que cela plaise ou non aux intellectuels modernoprogressistes, aux esprits forts et autres antiracistes pensionnés de l'État, qui, du haut de leur arrogance idéologique, se donnent pour objectif de décider d'effacer les mots qui ne leur plaisent pas. Et cependant il n'a jamais été autant prononcé par les antiracistes eux-mêmes, depuis qu'on veut le supprimer du dictionnaire et le désinscrire de la Constitution. C'est bien connu et typique de la mentalité totalitaire : quand on veut supprimer la chose, il suffit de supprimer le mot qui la désigne, et, si besoin, retoucher les photos ! C'est ainsi qu'on procède dans les pays communistes.

Le mot « race » existe bel et bien, et il est parfaitement adéquat à son objet. Sa définition est sans ambiguïté ; celle que nous en donne le dictionnaire Le Robert est tout à fait pertinente. Elle fait l'objet d'un article bien structuré, clairement argumenté. Il est important ici de rappeler cette définition pour appuyer notre démonstration, et d'en résumer les points essentiels. Seule réserve, l'étymologie paraît discutable ; selon le Robert, le mot viendrait de l'italien *razza*, (*rassa* ?) fin XV<sup>e</sup> siècle, « sorte, espèce », alors que nous aurions plutôt tendance à le faire dériver du mot *racine* (latin *radix*) plus ancien dans la langue française ; d'autres le font venir de l'allemand *rieza* (lignée) ou du latin *ratio* (raison) : on ne voit pas très bien le lien logique ; mais ce point de détail n'est pas le plus important ; à défaut de précision, il laisse une latitude d'appréciation.

Venons-en à la définition de « race » dans Le Robert. Elle se divise en trois sections :

1. Famille, considérée dans la suite des générations et la continuité de ses caractères.
2. Subdivision de l'espèce zoologique, elle-même divisée en sous-races ou variétés, constituée par des individus réunissant des caractères communs héréditaires.
3. Groupe ethnique qui se différencie des autres par un ensemble de caractères physiques héréditaires (couleur de la

peau, forme de la tête, proportion des groupes sanguins, etc.) représentant des variations au sein de l'espèce. (Le lexicographe aurait pu préciser « caractères physiques et physiologiques héréditaires »).

Voilà une définition claire qui ne prête à aucune confusion ou interprétation erronée possible. Ceux qui affichent la prétention de vouloir supprimer le mot « race » du langage auront d'abord beaucoup de mal à arriver au bout de leur obsession ; ensuite, s'ils veulent effacer la réalité qui est attachée à la désignation du mot, eh ! bien c'est tout un pan du monde réel qu'ils devront sacrifier. On leur souhaite bien du plaisir ; d'autant que **s'affirmer antiraciste, c'est déjà prouver la race.**

La notion de race est donc un fait objectif tangible, bien réel. L'appréciation que nous pouvons avoir de cette définition au titre de notre humanité concerne les paragraphes 1 et 3. Cette définition est en parfaite adéquation avec le concept qu'elle recouvre ; elle est irréfragable. Rien ne peut la détruire sauf à amputer la réalité concrète.

Et très concrètement, la race à laquelle nous appartenons est aux frontières du réel et de la connaissance, en ce sens qu'elle nous permet de distinguer les différenciations biologiques qui nous définissent anthropologiquement. Pour exister, on commence par *être* (l'essence précède l'existence) ; et pour être, il faut pouvoir se reconnaître ; se reconnaître soi-même, avoir le sentiment de soi, et se reconnaître entre soi. Ce sont nos critères d'appartenance ethnique ; ils se transmettent de génération en génération. Il y a sur Terre une répartition géographique des différentes variétés de l'espèce humaine. Si elles existent, nous devons admettre qu'il y a de toute évidence une raison naturelle, qu'elles résultent ou non, tout comme les langues, de la volonté du Créateur ; sans même en avoir une conscience claire, nous ne pouvons les contester sans nous mettre nous-mêmes, race blanche, en danger de disparition. Il apparaît également qu'au fil du temps, les races se spécifient, c'est-à-dire que loin de se mélanger, elles s'éloignent les unes des autres en développant des caractères spécifiques. Cette spéciation est divergente et non convergente, sinon c'est le métissage. Il apparaît en outre que, selon le milieu géographique ou climatique, elles ne

se développent pas au même rythme ni de la même façon, et que loin d'être égales, les races sont variées en différence et en hiérarchie ; autrement dit, leur différenciation s'exprime tant sur le plan ségrégatif ou quantitatif (séparation verticale) que sur un plan sélectif ou qualitatif (séparation horizontale).

D'où il apparaît que la race blanche a été durant des millénaires la race dominante par excellence, et qu'elle l'est encore fort hypocritement en nos temps modernes, avec force complexes de honte et de culpabilité repentante (1). Telle est ainsi faite la nature ; tels sont aussi les faits que l'on sait têtus. Il existe donc une ségrégation naturelle diversifiante qui s'exprime à l'intérieur d'aires géographiques déterminées, se doublant d'une pression sélective tendant à éliminer les moins aptes et à hiérarchiser les meilleurs ; ce schéma est valable pour tous les ordres de la nature, y compris l'ordre humain.

Mais n'oublions pas, non plus, que le mot race est d'abord, synonyme de famille (en n°1 dans la définition Robert), la famille considérée dans sa filiation héréditaire, dans la continuité des générations. Et cet aspect de la notion de race n'est pas moins important que le précédent ; nous dirions même que ces deux notions se confondent. La famille, au sens de race, légitime le droit du sang et se développe, comme nous l'avons vu, sur une aire géographique ou un territoire déterminé ; celui-ci se légitime par le droit de sol. Donc, il existe bien un lien vertical et horizontal qui fait que les êtres humains se rattachent les uns aux autres, suivant des ramifications, des arborescences et des variétés spécifiques ou distinctives qui font la race. Au nom de quelle « moralité » humanitaire des prétendus droits de l'homme devrions-nous abolir ces différences, pour faire que tous les hommes soient « égaux », à la fois dans leur conformité biologique et psychologique ? Puis qu'ensuite ils soient mixés, mélangés, malaxés, fusionnés, égalisés, dénaturés, dissous dans l'uniformité, en opposition flagrante à ce que nous commandent la nature et la sagesse humaine ?

Le métissage qui est, qu'on le veuille ou non, un racisme authentique, est aussi une violation de l'ordre naturel, une agression contre la communauté humaine, et une involution régressive et dégénérative de l'espèce *hominidé* : l'arborescence

perd ses branches, ses racines, et renvoie l'humanité au chaos fœtal de l'Univers dont elle est issue.

En conséquence, nous pouvons affirmer que la notion de race est au fondement même des sociétés humaines, et qu'elle nous vient du fond des âges comme signe apparent de la continuité évolutive des différentes variétés de l'espèce. Elle est l'expression d'une force intérieure qui tend toujours à aller de l'inférieur vers le supérieur, celui-ci n'étant pas nécessairement celui que définit le diplôme. Elle est sublimation de l'atavisme congénital ; elle est l'essence primordiale de l'homme et relève de la Loi naturelle comme la naissance, la mort, la vie, l'amour, l'instinct de conservation, de perpétuation, de filiation, de transmission.

Nous ne sommes pas gens assaillis par le mythe progressiste de l'humanité unique et abâtardie ; nous ne sommes pas non plus des nomades aux semelles de vent. Nous sommes plutôt pour maintenir et perpétuer ce que la nature et l'histoire ont façonné dans le temps et sous toutes les latitudes. De même, nous rejetons le métissage sous toutes ses formes, car le métissage est négation de la vie dans son principe biologique, en même temps qu'une forme dégradée du dynamisme vital de l'être humain. Tout au contraire, la nature est spécifiante, discriminante, sélective ; elle tend toujours vers le meilleur, le plus beau, le plus fort. Le principe aristocratique est au fondement des hiérarchies naturelles ; il commande notre instinct de conservation sociale et biologique. Nos sociétés modernes vont complètement à rebours de l'ordre naturel, et ce dans tous les domaines, est-il besoin de le souligner ? Elles sont en régression entropique permanente. Nous accepterons l'idée de métissage, le jour où l'on nous démontrera que le mélange des races apporte quelque chose de plus à l'humanité, à défaut de transformer celle-ci en enfer « humain », en *pot-pourri* multiracial et multiculturel. Pour l'instant, le *melting-pot* à l'américaine est un échec sur toute la ligne ; les modèles cosmopolites que l'on ne cesse de mettre sous les yeux à travers l'exemple de l'Amérique du Sud ou de l'Afrique du Sud, ne sont pas plus probants — ce qui n'enlève rien à toute la sympathie solidaire que l'on peut éprouver à l'égard des peuples habitant ces pays.

On ne peut aller indéfiniment à rebours de la nature ou contre elle, sans que celle-ci ne réagisse, puis se manifeste par un sévère rappel à l'ordre envers ceux qui la défont ; vient le moment où elle se rebiffe ; la plupart du temps, sa réponse est sans pitié. On ne pourra jamais empêcher que des êtres se réfèrent à un moment ou à un autre de leur existence à leur propre filiation ethnique afin de répondre à un questionnement sur leur nature profonde ; cela dans le but de retrouver leur authenticité originelle et de se mettre en accord avec eux-mêmes ; c'est un réflexe de conservation de l'espèce, une réaction d'identité ultime qui prend sa source dans notre lointain passé commun, comme si nous étions en continuité intime avec ceux qui nous ont précédés sur la même terre, léguant leur patrimoine génétique et civilisationnel dans le prolongement infini du même être qui se relaie de vie en vie, d'existence en existence.

Il est clair que nous, Français, appartenons à la race blanche, et à l'intérieur de la race blanche, à la race française au sens premier du terme, c'est-à-dire que nous sommes dans la filiation de nos ancêtres, dans la grande famille de notre histoire. Nous avons bien l'intention de défendre tout ce qui constitue l'arbre profond de nos racines, sans lequel la vie n'aurait pas de sens ; que vaut un arbre coupé de ses racines ? Il meurt. Que vaut un homme qui n'a plus de racines, plus d'identité, plus de patrie, un homme devenu hors-sol ? Cet homme n'existe pas ou il deviendra cette larve socialisée dépourvue d'existence propre, dissoute dans le magma orwellien du Nouvel Ordre Mondial que rêvent d'établir les adeptes de la dictature universelle.

---

1. Par race dominante, nous entendons domination extrinsèque et non intrinsèque. La différence tient dans la notion de valeur, entre la valeur extrinsèque (la force et la puissance d'une civilisation quelle qu'elle soit) et la valeur intrinsèque qui tient au caractère personnel de l'individu. De ce point de vue, un être inférieur sur le plan de la valeur extrinsèque peut se révéler supérieur sur le plan de la valeur intrinsèque (volonté, moralité, fidélité, honnêteté, dignité, sens de l'honneur, etc.). D'autre part, nous n'adhérons pas à l'idée de « surhomme » Nietzsche ; un homme, quel qu'il soit, se construit toujours. Nous possédons des matériaux (caractères innés) plus ou moins bien répartis selon la loterie génétique ; ils sont totalement indécelables à la naissance ; il n'appartient qu'à chacun de nous de les cultiver, de

développer le potentiel d'énergie positive que nous possédons tous (néguentropie), d'en tirer le meilleur, et cela quelle que soit la race considérée ; ainsi des hommes peuvent acquérir une certaine supériorité par leur génie, en sachant que le génie de naissance ne se suffit pas à lui-même s'il ne développe pas ses potentialités ; mais les faits démontrent que le surhomme n'existe pas ; de ce que sera l'homme supérieur, la naissance comme le milieu n'y sont pour rien sans la volonté de l'individu. Quant au prétendu racisme selon le mythe hitlérien, il n'a jamais reposé sur quoi que ce soit de sérieux ; race « aryenne » ou pas, l'appartenance à une race ne fait rien de plus si l'on ne donne pas de soi ; Hitler a probablement été visionnaire, mais un visionnaire à l'intelligence inaboutie et à l'imagination bridée par ses obsessions...

\*

### Variation sur un même thème

Dans un fort volume de synthèse générale, intitulé : *De la biologie à la culture* (1976), traitant de la discipline professionnelle dont il est un spécialiste, M. Ruffié tente de démontrer que les races n'existent pas. Dans « culture », il faut comprendre, selon lui, le métissage universel comme aboutissement de la civilisation : « *L'humanité s'achemine de façon inexorable vers une « caféaulaitisation » généralisée, vers un pool génique intercommuniquant, vers une panmixie planétaire.* »

Même s'il ne sous-estime pas la difficulté de cette vision d'un avenir plus ou moins utopique, et plutôt curieuse sous la plume d'un savant autorisé, libre à lui de l'écrire ; libre à d'autres d'avoir une vision différente des choses, et même de ne pas être d'accord sur l'éventualité d'une descendance « caféaulaitisée », « chocola-tée » ou « cacao-tée » ! Surtout lorsqu'il nous décrit l'aspect physique hypothétique pour le moins très banal résultant de ce melting-pot généralisé : taille moyenne, teint de brique, yeux discrètement bridés... Cela vous dit ? À tout prendre, on peut préférer, comme étalons de « l'humanité future », future et régénérée, les grands Vikings du Nord (les anciens, les vrais, pas les Vikings d'aujourd'hui ou ce qu'il en reste, dégénérés par cent cinquante ans de socialisme !), ou les Nilotiques des hauts plateaux de l'Afrique noire septentrionale.

Cela n'empêche pas M. Ruffié d'affirmer sans ambages que les races n'existent pas (leitmotiv incantatoire et obsessionnel de l'intelligentsia moderno-progressiste), puisque tel est le but de sa démonstration. Le titre d'un chapitre annonce clairement la couleur,

si je puis dire : « *L'inexistence des races humaines et la persistance du mythe racial* » Et de préciser : « *La découverte des facteurs sanguins à conditionnement héréditaire (hémotypologie) a permis d'appliquer à l'espèce humaine la méthode d'analyse de la génétique des populations. Les résultats démontrent clairement (sic) que, chez l'homme, les races n'existent pas (re-sic).* »

Le problème de M. Ruffié est qu'il ne démontre rien, même clairement, puisque l'étude des « races » relève de l'anthropologie physique, tandis que la génétique des populations relève de la biologie moléculaire et de l'hérédité humaine. Pour expliquer simplement quelque chose de compliqué, c'est comme si un vendeur automobile vous affirmait qu'il n'existe aucune différence entre les modèles divers et variés de voitures proposés à la clientèle, sous prétexte que les molécules composant l'acier, le verre, le plastique, le caoutchouc entrant dans la fabrication des véhicules sont de même nature, quels que soient la marque et le modèle considérés. Vu sous cet angle, il n'aurait pas tort. Mais qu'est-ce qui vous détermine dans l'achat de votre voiture ? Sa composition chimique ? Ou son prix, son confort, ses performances, son utilité, sa couleur, son « design », c'est-à-dire son attrait esthétique, voire votre fidélité à la marque... ? En somme, ce qui fait la « race » de la voiture, ce n'est pas sa structure matérielle, mais l'ensemble des qualités qui la distingue des autres ; autrement dit, l'identité de la voiture, ce sont ses caractéristiques techniques et esthétiques spécifiques que met en évidence le vendeur ; et le choix qui vous a porté sur tel véhicule plutôt que sur tel autre (parfois à performances égales) est proprement, est nécessairement, discriminatoire ; il peut même être sentimental voire irrationnel : la chimie, même organique, n'a rien à voir là-dedans...

En allant plus loin dans le raisonnement de M. Ruffié et de quelques autres de son acabit, en remontant aux éléments de la vie (les briques de la vie), sachant que tout corps vivant est composé à 97 % de carbone, d'oxygène, d'hydrogène, d'azote, faut-il en déduire qu'il n'existe aucune différence entre M. Ruffié, le savant, et, révérence parler, un singe d'Afrique équatoriale ? M. Ruffié oublie beaucoup de choses : il oublie les hormones, le système nerveux, le cerveau, la complexité physiologique de chaque espèce ou variété...



Il me paraît aussi stupide d'invoquer la science pour nier l'existence des races humaines, que de solliciter son magistère pour justifier du mythe de la race pure, encore qu'il soit possible d'atteindre à la race idéale, à condition de la définir et de s'entendre sur les caractères sélectifs à mettre en avant. Inutile de dire que ce n'est pas demain la veille.

Dans la même perspective, on notera que les groupes sanguins n'ont rien à voir ou si peu avec la notion de race (éléments physiologiques), laquelle reste fondamentalement liée à des facteurs appréciatifs d'ordre affectif, sensible, culturel, héréditaire, identitaire, et non seulement scientifique.

En fait, l'attitude du professeur Ruffié tend à montrer, une fois de plus, cette manie chez certains intellectuels d'utiliser la science pour justifier de leurs idéologies, justification relevant plus du fantasme personnel ou de la mystification que de l'hypothèse scientifique dûment vérifiée (syndrome Lyssenko). La thèse qu'il soutient est nécessairement fautive puisqu'elle est fondée sur une argumentation scientifique non appropriée ; il le sait, il trompe sciemment son lecteur. Il est tout simplement lamentable qu'un savant de ce niveau unanimement reconnu puisse ainsi mettre le poids de son autorité scientifique pour soutenir et propager de pareilles balivernes purement idéologiques. Il est vrai qu'il n'est pas le premier ni le seul. La partie de son livre traitant de la « culture » comme projet de société future est d'ailleurs un ramassis de niasseries utopiques consternantes chez un intellectuel de ce niveau : à décourager le militant socialiste le plus affermi dans ses convictions ! Être un savant ou un scientifique, même de grand renom, ne suffit pas pour faire un bon politique. M. Ruffié, cité ici, n'est qu'un exemple parmi d'autres, dont son confrère, l'ineffable Albert Jacquard.

## 8. Nation – Patrie

**Parce qu'elle est devenue l'objet de toutes les attaques convergentes, la cristallisation de toutes les aversions de haine recuite fielleuse, des mondialistes, des apatrides, des cosmopolites, des antiracistes, des sans frontières, des citoyens du monde et de l'univers, mais aussi des banques et la Haute finance internationale, des multinationales, de la franc-maçonnerie, des mafias, des sectes, des communistes, des socialistes, des libéraux, des musulmans, du Pape François, des néo-chrétiens, des Juifs, des trafiquants de tous ordres, du crime organisé, du banditisme national et international, la liste n'est pas exhaustive, c'est un immense plaisir que d'aborder avec un esprit tranquille et serein le principe de la Nation, de la nation française, il va de soi.**

Pourquoi tant de haine ? Parce que la plupart de ces gens sont des universalistes qui n'ont plus d'appartenance ethnocentrée reconnue ou la refusent, plus d'attaches enracinées, plus de patrie, qui se limitent à vivre le présent dans l'instantanéité et ne conçoivent pas la vie autrement ; des gens qui conçoivent l'humanité non plus à travers les racines diversifiantes de l'homme, mais comme un bloc humanoïde monolithique indifférencié à partir d'abstractions idéologiques chères aux utopistes et aux idéologues ; ils généralisent tellement l'idée d'homme (pseudo-droits de l'homme), qu'ils la rendent immatérielle, inconcevable, complètement inadéquate au monde réel. Jusqu'à un certain point, dévots néo-chrétiens et matérialistes athées se rejoignent. Certains se retrouvent aussi sur un point commun : le Veau d'or ou Mammon, le Dieu de l'argent. C'est à la fois le critère de référence de la Nouvelle Humanité voulue par le Nouvel Ordre Mondial, et le nerf de la guerre dirigée contre tous les peuples et toutes les nations du Monde.

L'idée de nation renvoie aux racines historiques de l'homme, à son identité, à sa lignée biologique, à sa pérennité ethnoculturelle légitimée par les droits complémentaires du sang et du sol. Cela s'appelle la civilisation. La nation au sens moderne se réfère au modèle grec de la cité antique dont elle

reprend certaines de ses caractéristiques morales, politiques, philosophiques, institutionnelles. (Nous disons bien la nation qu'il ne faut confondre ni avec l'État, ni avec la République, celle-ci n'étant QUE la forme politico-administrative de l'État).

Nous n'avons pas à juger ici de la valeur intrinsèque ou extrinsèque de telle ou telle civilisation, et sans doute ne sont-elles pas toutes recommandables ni à mettre sur le même plan d'évolution. Nous avons à dire que la civilisation fondée sur le primat de la nation dont la France réelle se réclame, dont elle est un exemple des plus achevés, est actuellement le meilleur système de civilisation possible comparativement à toutes les autres civilisations antérieures, et aux multiples et nombreux modèles de sociétés modernes que propose l'accélération de l'histoire, après le double échec du socialisme et du communisme (société de consommation ou de « consommation », sociétés multiculturelles et multiraciales : l'échec du multiculturalisme et du communautarisme — Liban, Balkans, Afrique du Sud, par exemple, mais aussi les États-Unis et leur très contestable *melting-pot* qui est loin de se révéler le modèle d'humanité qu'ils voudraient imposer à la Planète entière). Les faits sont les faits, ils sont historiquement irréfragables. La supériorité du modèle national a fait la supériorité des peuples qui s'y sont rattachés.

Voilà ce que veulent détruire les susnommés.

Au sens strict, la nation est le regroupement spatio-temporel en une entité organique exclusive d'un même peuple ou de plusieurs peuples unifiés territorialement, et leur dépassement en une communauté historique. Le mot lui-même signifie naissance, origine, ceux qui sont liés par la naissance et par le sang, et qui se reconnaissent une appartenance commune héréditaire. Le mot était déjà utilisé au Moyen Âge pour désigner les étudiants de diverses provenances extérieures au royaume. La nation se différencie du royaume en ce qu'elle formalise ces données culturelles concrètes comme bases stables de toute société organisée. Les royaumes, eux, se faisaient ou se défaisaient au gré des alliances, des mariages, des successions et, bien sûr, des guerres ou des batailles qui s'ensuivaient.

Encore une fois, il est important de ne pas confondre l'État et la nation : le concept d'État-nation, souvent utilisé par les « sociologues », est un concept aberrant. La nation n'est pas l'État, encore moins la République, même si celle-ci, au départ, s'est fortement appuyée sur le concept pour le renier par la suite et même le combattre. La nation est à la fois un contenant et un contenu humain, concret, charnel, spirituel, sentimental, tangible, identifiable ; à l'opposé, la République est un pur formalisme idéologique politico-administratif qui exclut toute référence à l'idée de nation, de patrie, de transcendance ; c'est un système purement matérialiste. Il convient de le rappeler, de le marteler sans cesse : la République française est la conjonction de trois grands courants idéologiques en apparence opposés : le libéralisme, le socialisme, le communisme, et leurs différentes variantes, dont aucun ne fait de la nation un principe politique tout autant que le substrat fondamental de la société. D'autre part, il ne peut y avoir démocratie que s'il y a nation, parce que la nation c'est le peuple ; le peuple est un rassemblement d'individus, de familles, se reconnaissant une identité commune au sein d'un même groupe humain ; on ne voit pas comment la démocratie pourrait s'appliquer hors de ce qui constitue le socle de la souveraineté nationale, c'est-à-dire hors de la nation ; que les mondialistes nous expliquent comment la démocratie pourrait s'appliquer d'un bloc à l'échelle de la planète...

La nation est un principe unificateur au sein d'une réalité anthropologique diverse, perpétuellement changeante. Elle fédère des entités humaines à partir des éléments les plus communs qui les caractérisent, et leur confère une identité indélébile s'inscrivant dans un continuum espace-temps. Elle se définit donc comme un ensemble organique spécifique — le peuple — à partir de facteurs objectifs clairement identifiés ; comme tout critère de définition, ces facteurs ou principes identifiants, au nombre de quatre (les **quatre unités** fondamentales du véritable nationalisme), ont la propriété d'être les plus communs à l'ensemble de l'entité humaine considérée : le **territoire** (unité spatiale), l'**histoire** (unité temporelle), la **langue** (unité linguistique), la **race** (unité ethnique). Chacun de ces facteurs mériterait d'être commenté, mais nous nous en tiendrons à la notion de race

qu'il faut comprendre ici au sens de racines et de continuité générationnelle ou filiation héréditaire (synonyme de lignée ou de famille au sens large), ce que signifiait le mot à l'origine, avant que les savants ne s'en saisissent pour définir les variétés biologiques des espèces vivantes animales et humaines.

À remarquer que certains obsédés de l'intellect ont fait du mot « race » un tabou par excellence, jusqu'à vouloir le supprimer du dictionnaire et de la Constitution, partant, de la langue française et de son administration. En admettant qu'ils y réussissent, on ne pourra échapper à la nécessité de désigner le réel tel qu'il est, et non de le plier à leur volonté malveillante ; et l'on sera bien obligé de lui substituer un autre vocable pour différencier un noir d'un blanc par exemple... Faudra-t-il employer le mot « taxon » ?... Ou faudra-t-il admettre la schizophrénie comme nouvelle norme cognitive de la pensée humaine ?

Les nombreux adversaires de l'idée de nation opposent des arguments spécieux bien connus. Là aussi, nous n'entrerons pas dans le détail. Retenons en gros que le nationalisme serait vindicatif, pousserait à la haine de l'Autre, à la haine de l'étranger, à la xénophobie, au racisme ; il dévoierait le patriotisme en chauvinisme belliqueux, et se déterminerait à l'égard des autres pays en termes de rapports de force et de domination. On remarquera comment ces gens, à défaut d'idées originales, ont une propension très marquée à prêter aux autres les pensées tordues qui sont les leurs. Dès qu'ils sortent de leurs schémas idéologiques et de leurs stéréotypes mentaux, ils sont incapables de réfléchir intelligemment, et même d'exprimer la moindre pensée rigoureusement saine.

Comme toujours, chez les antinationalistes et antiracistes, gens de gauche et libéraux c'est-à-dire républicains, on mélange tout et n'importe quoi. L'essentiel de cette critique se rapporte à l'État, non à la nation : ce sont les États qui déclarent les guerres, non les nations, encore moins les peuples (voir note en fin de chapitre) ; ils sont incapables d'établir une distinction claire entre État et nation ; ils ne réfléchissent qu'en termes d'État mondial unique, totalitaire. Quant au patriotisme, disons-le sans ambages : il est normal, naturel, humain, et il est

scandaleux de l'assimiler au détournement qu'en font des politiciens sans scrupules. La patrie s'appuie sur le passé, le vécu, le transmis, et cela depuis son origine ; elle s'inclue dans la nation comme un rappel constant de l'esprit de continuité et de passage de témoin ; la patrie, comme son nom l'indique, la terre des Pères, est ce lieu sacré qui nous unit spirituellement en tant que Français, et, par un affect sentimental particulier, nous unit aussi aux morts qui nous ont précédés ; c'est-à-dire à tous ceux qui, nous ayant transmis la vie, ont également œuvré pour nous transmettre le patrimoine civilisationnel auquel chaque génération a participé pour le bien de la suivante.

Le mot patrie lui-même intègre deux notions : la grande patrie, la patrie collective des familles qu'est la nation, et la petite patrie, celle de la famille et des unités individuelles, qui se résume à un terroir auquel se rattachent les générations. Défendre la grande patrie, c'est protéger la petite patrie ; de celle-là dépend celle-ci. Au contraire, le patriotisme républicain est un patriotardisme, un patrouillotisme pompier, ringard, un patriotisme d'apparat, de circonstance, à la limite du grandiloquent et du grotesque ; rappelons que les révolutionnaires de 1789 confondaient allègrement la patrie avec l'État ; le patriotisme républicain, dit encore patriotisme du drapeau, ne peut être confondu avec le patriotisme national, le *vrai* patriotisme.

Un vrai nationaliste, un vrai patriote, respecte plus que quiconque les peuples, les nations du monde entier et leurs ressortissants, que le langage courant présente à tort comme des étrangers ; ce mot « étranger » (comprendons : « être étrange ») est inadéquat ; on devrait parler d'altérien, s'agissant de nos semblables d'outre-frontières. Le mot « étranger » ne devrait désigner que les allogènes d'un pays par rapport aux autochtones ou natifs de souche, ainsi que les natifs de souche se déclarant apatrides ou cosmopolites. Par contre, le nationaliste conséquent rejette les chevaliers de fortune qui vagabondent d'un pays à l'autre, les nomades itinérants se déplaçant au gré de leur intérêt personnel, sans respecter le pays, sans y être sollicités, et qui s'imposent ou sont imposés d'office selon la tactique scandaleuse du « j'y-suis-j'y-reste » ou du « ôte-toi-de-là-que-je-m'y-mette » ; il s'agit là d'attitudes provocatrices de

métèques dépourvus de manières civilisées ; ils auront en France l'oreille de gens encore moins scrupuleux qui les instrumentent pour mettre en place une société cosmopolite communautariste, multiculturelle, multiraciale, imposée par le même procédé du fait accompli. Sans jamais consulter les premiers concernés : les Français eux-mêmes.

Parmi les menaces qui affectent l'existence même de notre pays, la suppression des frontières n'est pas la moindre. Rappelons qu'au-delà de leur fonction de délimitation territoriale, elles jouent un rôle de contention, de filtre destiné à maintenir la cohésion d'un peuple, son unité, de protéger le pays des atteintes extérieures, voire des agressions de type guerrières, terroristes ou invasives. De nos jours, elles devraient nous protéger préventivement de l'aventurisme mondialiste, de l'univers babélien en marche, et des menaces que peuvent représenter les pouvoirs exorbitants, concentrés à l'échelle de la planète entre les mains de quelques puissances occultes et anonymes. Mais elles jouent aussi un rôle de barrière de protection, et même de double rempart pour faire barrage à la pègre locale et internationale sous toutes ses formes ; du fait de la présence effective des douaniers et des forces de police des deux côtés de la frontière, il s'agit bien d'une double protection qui ressemble fort aux cellules du corps humain ; elles jouent aussi le rôle de murs de soutènement, les murs de la maison France. L'existence des frontières ne gêne pas les gens honnêtes, ceux qui ont la conscience tranquille et n'ont rien à se reprocher ; elle ne gêne que les malfrats de haute volée, les apatrides et autres exaltés irresponsables qui se proclament sans frontières ou citoyens du monde.

\*

S'agissant de la France, il est important de rappeler quelques vérités fondamentales. Elle est la nation la plus ancienne du monde au sens historique du terme. Elle a réussi son unité territoriale bien avant que la République n'existe, et cela grâce aux générations de Rois qui se sont fait tout au long des dynasties d'inlassables « rassembleurs de terres » sous le signe de la Croix. Ce messianisme terrestre a été dévolu au premier d'entre eux, Clovis 1<sup>er</sup>, consacré roi de France (*Regnum Francorum*) par la

volonté de Dieu et de l'onction baptismale, faisant de lui le lieutenant du Christ sur terre ; certes en faveur de son pouvoir temporel, mais aussi pour l'amener à l'humilité, à ne pas oublier que son pouvoir lui vient de Dieu.

De même, nous ne devons pas oublier que cette civilisation s'est appuyée sur le socle puissant et dynamique de la paysannerie française qui a fourni la masse de ses bras vigoureux, mais aussi des élites émérites qui ont participé à la construction comme à la défense de notre pays. La France est d'origine celto-gauloise, certes, mais aussi gréco-latine et chrétienne pour le civilisation.

Le christianisme a été le plus puissant ferment de son unité, cela sans interruption depuis plus de 1500 ans. Tout dans notre civilisation européenne, et donc française, respire l'ordre chrétien : nos modes de penser, d'agir, nos représentations de la vie, nos comportements individuels et collectifs, jusque dans notre conception de la société que l'on retrouve à travers la littérature, l'art sacré, l'architecture monumentale, etc. Le matérialisme le plus négateur n'aura pas eu raison de cet héritage qui reste gravé dans nos cœurs comme il reste vivant dans notre mémoire, au meilleur sens de la tradition. Et cela que l'on soit croyant ou non.

De ce fait, il est proprement scandaleux, comme le font les républicains matérialistes athées et laïcistes qui ne comprennent strictement rien au phénomène religieux (qu'ils nomment « fait religieux », commettant par-là un grave barbarisme), de mettre sur le même pied l'islam, le judaïsme et le christianisme romain. La vie de Jésus n'est pas la vie de Mahomet, ni celle de Moïse. Rien de comparable, absolument rien. S'agissant de Jésus et Mahomet, l'un se sacrifie au nom de son être divin pour sauver les hommes, l'autre sacrifie les hommes pour imposer un ordre théocratique totalitaire débilitant, par le détournement du nom de Dieu et son instrumentalisation criminelle. L'un ouvre la voie à l'édification et au salut de l'homme par la rédemption pour accéder au Royaume éternel, l'autre soumet l'individu pour mériter un paradis façon Club Méditerranée qui semble sortir d'une cynique farce boulevardière (Coran). La représentation de l'être humain que renvoient l'un et l'autre est



totalemment antinomique, et cela quelles que soient les critiques historiques objectives que l'on peut porter au discrédit de l'Église catholique. Nous ne nous situons pas sur le même registre d'édification morale et spirituelle.

Force Française refuse que la France se dissolve dans un cloaque cosmopolite, multiracial et multiculturel invivable, et devienne une terre d'accueil ou un hospice à ciel ouvert au bénéfice des déplacés du monde entier ; de même nous refusons qu'elle devienne la patrie de ceux qui trouvent plus d'intérêt à vivre aux crochets de cette pseudo France « généreuse et fraternelle » qui se nourrit sans vergogne du contribuable, que de vivre chez eux de leur propre travail ; ou qui refusent de prendre le risque de vivre dans leur pays d'origine, ne serait-ce que pour le défendre ; ce qui ne les empêche pas de se faire donateurs de leçons à ces Français qui leur ont ouvert en grand les portes de notre pays, à eux-mêmes ou à leurs parents...

La France n'est pas un bureau d'aide sociale universel ; elle n'a pas vocation à servir d'établissement bienfaiteur à l'humanité entière, ni à se transformer en une sorte d'asile sans frontières où chacun viendrait se réfugier sous prétexte qu'il n'a ni le courage, ni la volonté de faire l'effort de vivre dans son pays d'origine et de travailler à le construire. Nous voulons que notre pays conserve ses caractéristiques historiques originelles et ne devienne pas le sanctuaire de toute la misère du monde, pas plus qu'il ne devienne la plaque tournante de la pègre internationale ; d'autant qu'entre certaines mafias, la Haute finance, le monde des affaires et la politique, il ne manque pas de passerelles. Faire valoir ce minimum d'exigences relève autant du simple bon sens que de l'expression identitaire la plus légitime.

\*

### **Variation sur un même thème**

La nation, la nationalité, la patrie, nous y sommes... Après la notion d'identité, l'idée de nation, représentation collective du peuple dans laquelle chacun se reconnaît et par laquelle il s'identifie, est certainement celle qui suscite, plus que tout autre, le sentiment d'appartenir à une communauté charnelle

déterminée, un sentiment d'appartenance au groupe qu'on appelle conscience collective ou conscience nationale. Toutefois, dans les faits, le sentiment national représente, chez les uns, un idéal de rassemblement fortement unificateur, tandis que, chez d'autres (souvenez-vous de la haine de soi), il suscite des attitudes de rejet viscérales, parfois violentes. Qu'est-ce qui fait que des hommes sont capables de se battre, d'aller jusqu'au sacrifice suprême pour défendre leur pays, leur patrie, tandis que d'autres le tiennent dans une aversion crispée, voire haineuse ?

C'est peut-être sur ce point délicat, parce que le plus manifeste sans doute, que se trouve la ligne de partage des tendances contradictoires de la nature humaine. Quoi qu'il en soit, le sentiment national apparaît, pour une majorité d'entre nous, comme un lien, un reliant charnel, spirituel et moral très fort, nécessaire à la cohésion des peuples, vécu comme un rassemblement d'individualités disparates par la personnalité, mais soudées par une même communauté de destin.

Tout d'abord, il est important d'introduire ici une distinction capitale entre État, nation, et peuple. Cette distinction n'étant pas toujours clairement perçue par nos compatriotes, elle entraîne souvent une grande confusion dans les esprits. Un schème pratique permet de se représenter facilement ce qui différencie l'État, le peuple et la nation : l'État, c'est le fonctionnel ; le peuple, c'est le charnel ; la nation, c'est la communauté au sens filial et biologique du terme : les matérialistes n'acceptent pas cette dernière notion, ni la dimension affective et sentimentale qu'elle suppose. Même s'ils paraissent se superposer l'un à l'autre (ce n'est pas toujours le cas), État et nation n'ont, quant à eux, rien à voir l'un avec l'autre. L'un, l'**État**, est une chose morte, une superstructure juridico-politique désincarnée, un monstre administratif froid, fonctionnel, impersonnel : on dit parfois que l'État est l'Administration des administrations.

La **Nation**, elle, représente et incarne le groupe humain, la substance charnelle de la société, une entité vivante ayant une âme et des états d'âmes ; elle palpite, vibre, réagit à l'unisson des cœurs, telle une personne collective. Structure organique au même titre que la famille et l'individu, elle est la plus grande famille, élargie à la dimension du peuple : elle est la famille des

familles, et c'est en cela qu'elle se distingue de la notion de peuple ; le **Peuple**, lui, est l'ensemble des familles d'un même groupe humain autochtone et ethnocentré vivant à un temps « *t* » de son histoire, tandis que l'ensemble des individualités représentant ce groupe humain constitue la communauté nationale.

La nation, bien au-delà du peuple proprement dit, englobe le passé, le présent, son avenir et son devenir, les vivants et les morts, les ancêtres et leur histoire aussi bien individuelle que collective, de sa fondation à la descendance légitime ; la nation a également pour vocation ultime de transmettre ; elle confond dans une même entité intemporelle les hommes, leurs œuvres, le patrimoine. Être collectif, elle s'inscrit dans la continuité, dans la durée, chaque individu retrouvant à la naissance ce qu'un autre a légué à sa mort, comme dans une chaîne humaine sans fin transmettant le témoin de la vie d'une génération à l'autre ; elle soude les individualités et oriente les destinées communes en donnant à chacun un sens à sa vie, et une définition de son être. **Entre l'individu et la nation, il n'y a rien, excepté la famille.**

L'État, lui, est un moyen ; en dépit de sa fonction de représentation de la nation, et en tant qu'expression de sa souveraineté juridique et politique, il ne saurait être une fin en soi ; il est le moyen de la nation qui trouve sa fin en elle-même. Cela ne veut pas dire que l'État est relégué au rang de question secondaire (on ne saurait, évidemment, considérer comme secondaire la forme politique de l'État) ; cela veut dire que pour le nationaliste, la nation prime sur l'État, la communauté sur la société ; au contraire du socialiste pour qui la société doit dominer la communauté et l'individu, et qui voit dans l'État le suprême moyen d'apporter et de garantir le bonheur aux humains ; ou, plutôt, le suprême moyen de garantir le bonheur à une certaine catégorie d'humains au détriment d'une autre catégorie d'humains : celle qui paye, celle qui se tait. D'où cette configuration du tout État propre aux idéologies socialo-communistes : la notion de communauté héréditaire ou ethnique ne saurait prévaloir ; d'où aussi cette opposition farouche (j'allais dire hystérique, pour l'avoir vérifié et vécu maintes fois) aux idées de nation et de patrie, considérées comme rétrogrades et

obstacles à la réalisation du bonheur matérialiste sur terre. Cependant, face à leurs échecs répétés (échecs parfois dramatiques comme l'échec du communisme), les idéologies — libéralisme compris —, résistent de moins en moins à l'évidence des faits et aux durs impératifs de la réalité.

Il existe deux manières de comprendre et de définir la nation : l'une subjective, l'autre objective. Un exemple bien connu de définition subjective nous est donné par Ernest Renan dans une conférence tenue à la Sorbonne le 11 mars 1882 : « *Qu'est-ce qu'une nation ?* » Voici un extrait devenu classique :

*« Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre est dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de faire valoir l'héritage qu'on a reçu en indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont fait ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà un capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet.*

*(...) Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. »*

Cette conception purement morale, voire sentimentale, de la nation — dite aussi volontariste —, pour émouvante qu'elle soit, ne suffit pas pour la définir clairement et objectivement. D'ailleurs, Renan fait abstraction des « douanes et des frontières » servant les intérêts stratégiques et matériels. Mais on ne définit pas un objet avec des sentiments, fussent-ils des plus

honorables ; pour que cette définition ait un sens, un contenu concret et objectif, elle doit reposer aussi sur des critères cognitifs de nature matériels et réels tangibles. Pour la nation ces critères (facteurs unificateurs déterminants) sont les caractères généraux les plus communs à un même peuple, les plus partagés par la communauté, selon le principe des **quatre unités** :

- 1) le **territoire** (unité spatiale),
- 2) la **langue** (unité linguistique),
- 3) l'**histoire** (unité temporelle),
- 4) la **race** (unité ethnique).

La nation est donc le *continuum* héréditaire d'un même peuple identifié par son appartenance historique et légitimé par les liens du sang et du sol ; de la même façon que la famille est le *continuum* héréditaire d'une même descendance identifiée par son appartenance à un peuple donné. On parlera de **Nationalisme fondamental**.

Rappelons que dire, d'un enfant, qu'il est de « bonne race », c'est dire qu'il est de bonne famille, qu'il a de qui tenir ; une très vieille expression médiévale toujours d'actualité ; de même dire de quelqu'un qu'il est « généreux » signifiait jadis qu'il est de « bon genre », c'est-à-dire d'une bonne, d'une estimable origine, qu'il a du bon sang dans les veines, voire du sang bleu, du sang noble, qu'il a une fière et digne appartenance, en somme qu'il est de bonne race ; le mot *généreux* s'est affadi avec l'usage par abus de langage pour signifier, bon, estimable, charitable, proche des autres...

---

Note. On a l'habitude de faire supporter aux peuples la réalité des guerres, particulièrement en Europe, et de dénoncer le nationalisme comme un facteur d'hostilité propre à susciter des attitudes belliqueuses permanentes à l'égard des autres peuples. Or ce ne sont pas les peuples ni les nations qui déclarent les guerres comme précisé, mais les États et les gouvernements entre eux. Ils peuvent entraîner les peuples à coups d'énormes campagnes de propagande, soit pour des motifs légitimes, soit pour des aventurismes guerriers, qui peuvent d'ailleurs obéir à des motifs intérieurs. Pour ne s'en tenir qu'aux seules républiques modernes, il y a mille fois plus d'agressivité belliqueuse dans l'impérialisme des États-Unis depuis leur fondation en 1776, ou dans l'impérialisme communiste qui tend à reprendre de la vigueur avec le Nouvel Ordre Mondial ; le national-socialisme (nazisme) n'est pas un nationalisme, mais un

impérialisme pangermanique : théorie de l'espace vital, le Troisième Reich pour « mille ans »... Par contre, le nationalisme est une affirmation légitime de l'identité profonde d'un peuple (voire les quatre principes unitaires ci-dessus), pouvant entraîner des réactions de défense hostiles parfaitement légitimes quand il est agressé de l'intérieur ou de l'extérieur, voire menacé dans son intégrité identitaire. Cela s'appelle aussi le patriotisme. L'impérialisme est totalitaire ; la nation est d'essence démocratique. le Nouvel Ordre Mondial est donc nécessairement un impérialisme totalitaire.

## 9. L'imposture des droits de l'homme

Il convient d'attirer l'attention sur le caractère éminemment pervers de la notion de droits de l'homme (au sens qu'ils induisent en erreur), sur l'escroquerie intellectuelle que représentent les nombreuses déclarations de ces prétendus droits qui se sont multipliées ici et là depuis plus de deux siècles. Les droits de l'homme reposent à la fois sur une imposture et un malentendu. Nous avons là l'exemple même du syndrome de l'utopie extravagante, le pur fantasme idéologique, en ce sens que son contenu est en totale contradiction avec le monde réel. Nous prendrons comme exemple la Déclaration la plus connue parce que la plus répandue : la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, 1948 (avec, pour nous Français, la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789). Nous passerons sur la Convention européenne des droits de l'homme, vague resucée de la précédente. Chacun cuisine sa petite déclaration droit-de-l'hommiste à lui : on en dénombre plus d'une centaine, certaines servant de caution « morale » à des dictatures. Que de dévotion débordante pour l'HOMME !... Qui trop embrasse, mal étireint...

Il est très significatif de constater que, dans les trente articles de la Déclaration de l'ONU, le mot « droit » est obsessionnellement rappelé, répété, scandé, comme un leitmotiv (62 fois), mais qu'il n'est fait mention aucunement des « devoirs », sauf une fois, à la fin, un oubli rattrapé de justesse comme pour dire qu'on en a parlé. De la même façon, on ne vous dit pas les droits que vous n'avez pas.

Cette notion de « droits subjectifs » ou individuels, inspirée des lubies de la philosophie des Lumières et des principes universels de la franc-maçonnerie internationale, s'oppose à la notion de devoir, et renvoie à deux conceptions fondamentalement opposées et incompatibles de la nature humaine : la conception de l'homme responsable qui fait librement appel à son sens du devoir, à son libre arbitre, donc à son sens des responsabilités ; et la conception de l'homme irresponsable qui fait appel à la notion de droits, c'est-à-dire que tout lui est dû et acquis d'office par une sujétion suprême, l'État, avant même

de naître, sans rien devoir à personne, ni à la société, ni à lui-même, au nom d'une prétendue dignité inhérente à sa nature d'être humain, qui l'affranchirait de toute responsabilité l'engageant à titre personnel dans sa vie d'homme. Aucun devoir, aucune obligation, aucun risque dans la vie : que des droits, des avantages, et le meilleur de l'existence pour le Petit Dieu. Il ne lui est même pas demandé de faire l'effort d'exister, cette notion d'EFFORT étant déjà considérée chez certains idéologues comme déviationniste, réactionnaire et aliénante.

On voit d'ici toute l'exploitation démagogique qui peut être faite de telles dispositions, indépendamment du contenu qui tourne parfois au ridicule. Toute personne a droit à la vie : le besoin de prescrire un tel « droit » démontre que ceux qui en sont à l'origine n'étaient pas très sûrs eux-mêmes de respecter ce droit à la vie. Question : est-ce que l'enfant conçu dans le sein de sa mère, encore fœtus au moment où on va l'extraire pour l'éliminer, a droit à la vie ? – 1. Si un voyou ayant droit à la vie menace la mienne, qui n'est déjà potentiellement plus un droit à la vie mais un droit à la mort express s'il passe à l'acte, qu'est-ce que je fais ? Je le tue ou je me laisse tuer par lui, puis je dialogue avec ce frère plein de fraternelle compassion pour ma dépouille ? Est-ce un droit ou un devoir de défendre sa vie et celle des siens si les personnes se trouvent en situation d'agression ? – 2. Toute personne a droit au travail. D'accord, mais si la personne est allergique à l'effort, à l'obligation, à la ponctualité, comme beaucoup d'adeptes de l'idéologie des droits de l'homme, et s'il se déclare adepte du « droit à la paresse », un droit comme un autre, après tout ?... Et s'il n'y a pas de travail ? Travailler, cela se conçoit d'abord comme une obligation nécessaire, non comme un droit. – 3. Tout individu a droit à une nationalité. Oui, c'est un droit, mais qui implique en contrepartie, comme tout droit, des devoirs impérieux liés à sa lignée et à son appartenance communautaire. Il n'y a pas de droit subjectif sans contrepartie, sinon c'est un privilège. – 4. La nationalité étant l'expression concrète de l'identité et de l'appartenance à un territoire, à une communauté, à une patrie, à une culture, à une civilisation, si une force adverse ou enne-



mie tente de s'emparer de mon pays, de l'agresser, de l'extérieur ou de l'intérieur, est-ce un droit ou un devoir que de le défendre ? Là aussi, défendre son pays, sa patrie, se conçoit en termes de devoir, voire d'obligation, non de droit. — 5) Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression... Ces deux libertés appartiennent au corpus des libertés publiques. Fort bien. Quand ces libertés n'existent pas ou sont bafouées et que la liberté d'expression est censurée — y compris dans nos pseudo-démocraties modernes — par ceux-là même qui devraient les faire respecter, que doit-on faire ?...

Il y a une très nette confusion entre les droits subjectifs dépendant d'une autorité supérieure, les libertés dépendant du droit objectif ou positif, et le devoir qui ressortit de la conscience individuelle donc de la conscience morale, et met en jeu la responsabilité personnelle de l'individu. On notera que ces prétendus droits ont un caractère tellement généralisant qu'ils n'ont aucune réalité concrète au point de leur faire dire la chose et son contraire : c'est du nominalisme pur !

De la même façon, au nom des droits de l'homme, n'importe qui peut justifier des comportements de dépravés ou de déviants que la conscience morale réprouve. Au nom des droits de l'homme, on a le droit de vivre dans n'importe quel pays, de prendre n'importe quelle nationalité, d'imposer ses mœurs, sa culture, et même de mépriser les nationaux, les autochtones, voire de les insulter ; quant à ceux-ci, ils n'ont aucun droit, même d'accomplir ce qu'exige le premier devoir communautaire : défendre leur identité nationale parce que cela est immédiatement suspecté comme du racisme.

Les Déclarations reflètent plus souvent les fantasmes idéologiques de leurs auteurs que la réalité vraie. Elles servent davantage des modes de penser qu'une prétendue universalité qui n'existe pas, et ne peut exister au niveau de l'être humain individuel, sans nier son identité, ses racines, ses particularités spécifiques. On peut leur faire dire ce qu'on veut, tant elles sont confuses, voire contradictoires ; on peut surtout leur faire le grave reproche d'avoir déifié l'homme, de l'avoir substitué à Dieu, et de lui vouer un culte profane de quasi-divinité dotée de toutes les qualités de son innocence native. C'est le credo

des matérialistes, des athées, des « calotins » d'une autre espèce, qui ne croient en rien, ni en Dieu ni en Diable — mais sans aucun doute à Satan —, et rejettent toute morale transcendante ; entre la transcendance et la transgression, ils n'hésitent pas et choisissent la deuxième ; ils n'en sont pas moins des fanatiques sectaires, des sortes d'inquisiteurs laïques, voire des criminels à la manière des bolcheviques ou de nos jacobins. Les nombreux défauts que l'on peut reprocher à cette Déclaration l'entachent de faillibilité, et rendent ses commandements ou ses prescriptions rédhibitoires.

## 10. L'Homme des « droits de l'homme »

Cette absence de référence à la notion de devoir propre à la plupart des Déclarations de droits, et à la tyrannie impérieuse de ces droits évoqués en toutes circonstances, vient de ce que les déclarations reposent sur un principe fallacieux rappelé dans l'article premier d'où sont déduits l'ensemble des droits énoncés : « *Les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits* » ; noter le pluriel de droit : droits subjectifs donc aliénés ! Ce présupposé, purement intellectuel, est à l'origine du malentendu. En effet, rien dans la réalité ne vient confirmer que les hommes naissent libres et égaux, même en droits et en dignité, bien au contraire. « *Ils naissent nus et il faut les habiller* », rappelle Rivarol ; ils naissent dans les conditions les plus variées, parfois très contrastées, tant au plan physique et mental que social... On naît laid ou beau, sain ou chétif, intelligent ou stupide, riche ou pauvre, actif ou passif, responsable ou irresponsable, avec tous les degrés intermédiaires possibles, le plus souvent dans un contexte familial varié et contrasté...

Nous sommes là au centre d'une incroyable méprise où l'on confond allègrement ce qui relève de la nature humaine et ce qui relève de purs fantasmes idéologiques. Et l'on fait passer pour droits naturels des principes issus de la volonté faillible de l'homme, ces principes étant idéalisés alors même qu'ils sont erronés. Il y a confusion entre l'égalité de nature qui n'existe pas et l'égalité formelle qui relève de l'empirisme social : dans les faits, on prend souvent la seconde pour la première. Ces principes sont l'illustration de ce funeste sophisme de Rousseau : « *L'homme est né libre, et partout il est dans les fers* » (*Contrat social*). Oser soutenir que l'homme est né libre alors qu'il dépend de son entourage et de son milieu social, c'est abuser du concept de liberté et faire mentir la réalité. Nous dépendons les uns des autres ; tout est dans l'art d'organiser cette interdépendance. L'homme libre et responsable est celui qui se construit seul. Cependant, il ne se réalise pas dans l'abstraction. Il se réalise d'abord dans un environnement proche et devient libre parce qu'il a une conscience de soi en devenir, qui s'accomplit dans la relation avec autrui.

Cette absurdité rousseauiste (parmi d'autres), lourde de conséquences, vient de ce que la philosophie dite des « Lumières » à édifié, et cela depuis plusieurs siècles, tout son système de pensée sur ce postulat de base : la liberté et l'égalité seraient des attributs fondamentaux de la nature humaine que l'homme aurait perdus en vivant en société. Le but du progrès humain (progressisme) serait donc de restituer ces attributs originels à l'homme, et de revenir à un ÉTAT DE NATURE idyllique supposé. La liberté et l'égalité seraient donc les signes les plus prégnants de l'État virginal de l'homme retrouvé.

Or pour beaucoup de philosophes, ce prétendu et mythique « état de nature », malheureux chez les uns (Hobbes), heureux chez les autres (Locke, Rousseau), n'existe que dans les fantasmes des adeptes de la philosophie des Lumières ; tandis que pour d'autres, l'état de nature serait un retour à l'état sauvage : les bêtes se mangent entre elles, les hommes aussi, et les plus gros mangent les plus petits. Nous n'avons pas à entrer, ici, dans une discussion philosophique ardue, et même tordue d'un certain point de vue, qui dépasse le cadre de cet ouvrage. Mais on retiendra que cette notion « d'état de nature » est à l'origine d'un des plus grands et des plus graves malentendus de toute l'histoire de la « pensée moderne », grave de conséquence, puisque la République naîtra de ce malentendu, et que l'homme perdra sa liberté intrinsèque pour la devoir désormais aux fonctionnaires autant anonymes que déresponsabilisés de l'État républicain.

Pour nous en tenir à notre sujet, la vérité oblige à dire que les hommes ne naissent ni libres ni égaux (les concepts de liberté et d'égalité étant eux-mêmes discutables et fort contradictoires) ; ils naissent entachés de leur indélébile médiocrité originelle, mais différents et divers, et il leur appartient d'assumer, de surmonter, voire de transcender librement leurs conditions de naissance. La force de la méprise est telle, que des générations d'intellectuels irresponsables, aveuglés par la persistance de leurs préjugés idéologiques, continuent d'entretenir solennellement ces sophismes régulièrement démentis par les faits. Ils ne veulent pas admettre que la nature est tout le contraire de ce qu'ils idéalisent : elle est sélective, discriminatoire, néces-

sairement inégalitaire (si tant est que les mots suffisent à exprimer une telle réalité), et que ce différentiel inégalitaire est à la fois le moteur et le sel de la vie.

Dans *L'héritage d'Athéna*, infirmant la thèse rousseauiste et l'article introductif des droits de l'homme, M. Yvan Blot écrit : « *Le liberté n'est pas un attribut de l'homme qui vient de naître. Elle est le résultat d'un accomplissement, d'un mûrissement personnel. C'est une disposition de l'âme liée à la force de la volonté qui s'acquiert par l'habitude de l'effort. Elle n'est pas un don déposé dans le berceau et disposé à s'épanouir spontanément. Elle n'est au départ qu'une virtualité génétique. Elle ne peut s'épanouir qu'avec le renforcement de la personnalité, qu'avec l'apparition du sens de la responsabilité et de la force de volonté dans le processus progressif de maturation chez l'adulte : la liberté est le résultat d'une conquête sur soi-même commencée dès l'enfance.* » Plus loin, il ajoute : « *Vouloir s'émanciper des règles de la civilisation sous prétexte de "se libérer", de se "retrouver soi-même" est une erreur funeste : l'homme sans civilisation ne retourne pas à la bonté originelle comme le croyait Rousseau, mais au chaos originel qu'il porte en lui à la naissance.* » Nous y voilà : le CHAOS ORIGINEL, le retour dans le sein de la mère. Et c'est bien vers cette entropie originelle que nous renvoient les droits de l'homme. Qu'est-ce que le chaos originel, si ce n'est justement ce retour à l'ÉTAT DE NATURE, à l'homme ensauvagé, uniquement déterminé par la manifestation de ses pulsions primaires ?

La liberté de l'homme, si liberté il y a, est liée à sa nature profonde et s'offre à lui comme une friche vierge sur laquelle il aurait tout à conquérir, tout à construire. Il est l'architecte, le maître d'œuvre de lui-même. À lui de rassembler les matériaux et de se mettre à l'ouvrage. Il y réussira plus ou moins (peut-être pas du tout), mais il ne sera jamais totalement libre : la vie est un chantier permanent que l'on n'achève jamais pour soi, et que l'on transmet inachevé à ceux qui renouvellent le cycle.

\*

Un autre exemple de cette ambiguïté des droits de l'homme porte sur la définition même de l'homme. Et d'abord, qu'est-ce que l'Homme ? Entre la définition d'un homme, être individué

riche de toutes ses potentialités, de toutes ses virtualités, qui font de chacun de nous une créature unique dont on ne trouvera jamais deux identiques, et la définition générale, abstraite, désincarnée, purement fantasmée qu'en donnent les Déclarations des droits de l'homme, il y a plus qu'un univers de différence. Il suffit, pour être édifié, de méditer attentivement l'article 2 de la version onusienne, article introductif qui en dit long sur l'idée que se font de l'homme les humanolâtres exaltés se réclamant de cette Déclaration. Voici le libellé exact de l'article en question : *« Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. »*

Autrement dit, si l'on s'en tient au sens strict de l'expression « sans distinction aucune », cela signifie que « l'homme » des droits de l'homme n'a ni race, ni couleur, ni sexe, ni langue, ni religion, ni opinion politique, ni origine sociale ou nationale, ni origine de fortune, de naissance ou de toute autre situation : il est de nulle part, et il n'est personne puisqu'il ne peut pas se distinguer ni se discriminer... Cela veut dire encore que « l'homme » des droits de l'homme N'EXISTE PAS ; et c'est à cette condition de céder tout ce qui fait de lui un être individué qu'il a accès en contrepartie à TOUS LES DROITS. Il n'a plus de réalité identitaire, il est effacé de la communauté des humains, mais, répétons-le, il a tous les droits. Ça lui fait une belle jambe de savoir qu'il n'est rien et qu'il a tous les droits ! Il doit se satisfaire d'être devenu un fantasme idéalisé, une entité indéterminée, dissoute dans la multitude anonyme, un être sans racines, coupé des liens charnels qui l'unissent à sa communauté d'origine, à sa race, un ectoplasme soumis aux exigences normatives à la fois robotisantes et rabotisantes de l'égalitarisme universel et du nivellement général ; il est ravalé au rang d'animal domestique tout juste bon à travailler pour produire et consommer. Voilà pourquoi il est possible d'affirmer sans se tromper que les cinq lignes d'introduction de la Déclaration

onusienne des droits de l'homme (art. 2) ont signé l'arrêt de mort de l'Occident chrétien.

Cet anthropopithèque de la sous-espèce des primates inférieurs, hors de toute définition humaine, est le prototype même de l'humanité idéalisée selon les canons idéologiques des « humanistes » visionnaires du Nouvel Ordre Mondial. On comprend mieux pourquoi tant de gens se font les zélés propagateurs de cette idéologie des droits de l'homme, véritables droits universels du sous-homme ; et surtout pourquoi ils sont si empressés de faire disparaître les peuples de la planète, afin de leur substituer au plus vite ces échantillons représentatifs de la nouvelle humanité virtuelle qu'on nous annonce pour l'avenir...

Quant à l'homme réel, s'il existe encore, l'homme concret, l'homme incarné, le vrai, le seul, l'unique, celui qui se distingue, se différencie, se discrimine par la *race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation*, par tout ce qui fait son identité en somme, c'est-à-dire tout ce qui fait qu'il est ce qu'il est et pas autre, il n'a qu'un droit : se taire ; un devoir : se faire oublier ; une obligation : travailler et payer ses impôts... surtout s'il est Français de souche !

Cette ambiguïté fondamentale donne prise à toutes les manipulations intellectuelles. Nous avons vu comment les communistes faisaient un usage perfide des droits de l'homme pour soutenir leur propagande contre l'Occident. Des historiens ont observé que les dix-sept articles de la Déclaration de 1789 ont été systématiquement violés pendant la Révolution française, par ceux-là mêmes qui se réclamaient de cette déclaration. Il n'y a d'ailleurs jamais eu autant d'atteintes aux droits de l'homme que depuis que ces droits ont été très officiellement et très solennellement proclamés. Aujourd'hui, la déclaration de l'ONU sert de couverture à la propagande mondialiste ; elle est affichée dans les écoles, dans les commissariats de police, dans les lieux publics ; le rituel incantatoire des droits de l'homme s'est imposé comme une nouvelle bigoterie humaniste, doublée d'un dogme matérialiste consumériste à tous les niveaux de la société, des communistes aux curés progressistes postconciliaires, lesquels,

depuis qu'ils ne croient plus à un Dieu parfait, se vouent au culte d'un homme imparfait à qui ils ont volé sa part d'espérance.

L'erreur a été de vouloir substituer les droits de l'homme à la morale, et de croire qu'il suffisait d'affirmer que l'homme a tous les droits pour assurer son bonheur... Erreur funeste ! Il a surtout perdu le sens de la morale concrète et des vraies valeurs fondées sur les principes de la loi naturelle si indispensable pour orienter notre vie et la guider le plus sûrement. En cela, les droits de l'homme ne peuvent lui être d'aucun secours, pas même lui servir d'alibi de conscience ; ils permettent tout juste de jeter un voile pudique sur les errements d'une société déboussolée en pleine crise d'identité, peuplée d'êtres humains de plus en plus déracinés, qui s'estiment de moins en moins et ne se reconnaissent plus dans rien.

\*

On ne cesse de répéter, ici ou là, que la France est la patrie des droits de l'homme. Décidément, les canards ont la vie dure ! J'ignore d'où vient ce bobard, mais il nous faut encore tuer le volatile : la France n'a jamais été la patrie des droits de l'homme ; c'est une pure invention républicaine. Si tel en est « l'honneur », il revient aux Anglais (*Habeas corpus*, 1670 ; *Bill of rights*, 1689), et aux Américains (Déclaration d'Indépendance, 1776, et les Dix premiers amendements de la Constitution des États-Unis de 1791 ; ces dix amendements constituent la Déclaration de droits — *Bill of rights*). Il est d'ailleurs à noter que la Révolution française fut inspirée par la Révolution américaine et ses symboles maçonniques (clubs, déclarations, conventions, couleurs du drapeau, hymne national, garde nationale...), mais avec une différence de taille : alors que les Américains faisaient la révolution pour construire une grande nation — peu importe l'opinion qu'on en a, c'est un fait de réalité —, les français, eux, la firent pour détruire leur pays... Ses répercussions se font sentir encore de nos jours, et, plus que jamais, chez les désaxés qui rêvent tout haut d'achever la Révolution française interrompue par le cours de l'Histoire.



## 11. Mondialisme

Quand on parle de mondialisme, il ne suffit pas de restreindre la vision que l'on peut en avoir à travers la très matérialiste Organisation Mondiale du Commerce, au jeu trouble des puissantes multinationales américaines, asiatiques ou européennes ; si l'aspect économique est important, il est très insuffisant pour donner sa véritable dimension politique et morale au Nouvel Ordre Mondial. Il ne faut pas s'arrêter non plus aux seules parties visibles de l'iceberg, comme l'ONU, l'Union Européenne, la Réserve fédérale américaine, la BRI (Banque des règlements internationaux), la BCE (Banque centrale européenne), le FMI (Fond monétaire international), la Banque Mondiale, les ONG (Organisations non gouvernementales) et autres organisations internationales, purs produits du mondialisme en marche. Cela va beaucoup plus loin et se joue sur l'existence des peuples et des nations, mais aussi sur l'instauration d'une aristocratie ploutocratique apatride et anonyme qui se donne pour objectif messianique de dominer le monde, et de le soumettre par le pouvoir de l'argent : la soumission au Veau d'Or ou le règne de Satan.

Du haut de la tribune du Sénat américain, le banquier James Warburg (de ces mêmes banquiers de Wall Street qui fondèrent la Réserve fédérale américaine et financèrent la révolution bolchevique de 1917) lançait le 17 février 1950 cet avertissement : « *Qu'on le veuille ou non, nous aurons un gouvernement mondial. La seule question est de savoir si l'on y aboutira par la conquête ou par le consentement.* » L'Histoire ne dit pas s'il a ajouté : « À bon entendeur, salut ! ». On ne pouvait être plus explicite. Nonobstant le caractère définitif du propos, il est permis de se demander ce qui autorisait ce personnage à s'exprimer de la sorte et au nom de qui... ? Au nom du Peuple élu ? Dans sa simplicité biblique, pour ne pas dire talmudique ou cabalistique, cet avertissement aurait dû alerter, sinon le jour même où il fut lancé, du moins au fil du temps, les esprits les plus lucides depuis plus de trente ans que ceux-ci voient les événements se dérouler sous leurs yeux. D'autant qu'un autre

banquier, Edmond de Rothschild, vingt ans plus tard, confirmait à propos de l'Union Européenne qu'il voyait se former à partir d'un redécoupage des provinces de l'Europe : « *La structure qui doit sauter, c'est la Nation.* »

Ce type de déclarations publiques, dévoilant les arrière-pensées, tranche avec la confidentialité généralement admise qui préside dans les milieux très discrets, sinon feutrés, voire secrets, où se mitonnent les recettes du mondialisme en marche. Il existe à travers le monde, surtout aux États-Unis, des cercles ou des clubs d'influences d'origines et d'objectifs divers qui, tous, convergent vers un même but : instaurer un gouvernement mondial. Qu'ils aient nom *Round Table*, *CFR* (Council on Foreign Relations), *Commission Trilatérale*, *Bilderberg Group*, et le petit dernier en plein essor qui manquait au tableau, le *Forum Économique Mondial de Davos*... Ils réunissent régulièrement les puissants de ce monde ou leurs représentants, ceux qu'on appelle les décideurs : financiers, hommes d'affaires, hommes politiques, diplomates, industriels, universitaires, hommes de communication ; ils ont pour objectif prioritaire d'effacer les frontières, d'éliminer les peuples, les nations, et voient dans l'ethnocentrisme historique un obstacle suprême à leur volonté de domination mondiale.

Dans le même esprit, mais à un niveau inférieur, moins cachés au public et plus répandus, les clubs paramaçonniques très anglo-saxons comme les *Lions*, le *Rotary*, les *Kiwanis*, organismes à vocation « philanthropique et humanitaire » (sic), toujours la façade engageante des ONG, sont également reconnus comme d'incontestables vecteurs de l'idéologie mondialiste. En France, on trouve des cénacles d'influence plus restreints mais non moins efficaces comme relais du pouvoir global dont le puissant *Siècle*, ou plus modestes sous le nom de *think tanks*. Il faut bien sûr ajouter la franc-maçonnerie traditionnelle qui a toute son importance, mais aussi les *Illuminati* ou *Illuminés de Bavière* (ceux qui reçoivent la lumière : ésotérisme et théosophie) donnés pour être situés au grade supérieur de la véritable vénérable F.M. ; puis le puissant *B'nai B'rith* (franc-maçonnerie juive exclusivement : la non-discrimination, c'est pour les autres), et nombre de cénacles aussi occultes que bizarres — on

parle même de sectes lucifériennes plus ou moins liées à la mafia — comme le *Skull and Bones* issu de cercles étudiants américains (littéralement : crâne et ossements !) ou le *Bohemian Club*, société ultra-confidentielle logée au *Bohemian Groves*, un lieu situé au nord de la Californie où se retrouvent certains puissants de ce monde, chefs d'État, politiciens, hauts financiers, banquiers ; au-delà de la façade prestigieuse de ce haut lieu confidentiel, certains sont accusés de pratiquer des rites sataniques et orgiaques, voire de procéder à des enlèvements d'enfants et à des sacrifices humains, — une sorte de retour aux mœurs antiques préchristiques.

À tout point de vue, les États-Unis — même si leur insupportable prétention hégémonique est aujourd'hui vivement contestée dans le monde entier — ne pouvaient être, en même temps que leur terre de refuge idéale, l'épée et le bouclier de ces puissances plus ou moins occultes qui ambitionnent d'asservir la planète et d'instaurer le Nouvel Ordre Mondial ; ce Nouvel Ordre Mondial que le Président des États-Unis, Georges Bush père, appelait de ses vœux, le 11 septembre 1990, devant le Congrès : « *De cette période difficile, notre cinquième objectif, un Nouvel Ordre Mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. (...) Aujourd'hui, ce nouveau monde cherche à naître. Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. (...) En ce moment-même, aux côtés d'Arabes, d'Européens, d'Asiatiques et d'Africains, ils* (les soldats américains engagés dans la première guerre d'Irak) *défendent le principe et le rêve d'un Nouvel Ordre Mondial. C'est pour cela qu'ils suent et qu'ils peinent dans le sable, sous la chaleur écrasante du soleil.* » Leur a-t-on demandé, si ce principe et ce rêve étaient aussi le leur et s'ils étaient prêts à se faire tuer pour que le rêve se réalise ? Faut-il parler d'un rêve ou d'un cauchemar programmé que défendent, sans le savoir, les *boys* ? Les désastres cataclysmiques qui se sont abattus sur de nombreux pays comme l'Irak et l'ensemble du Moyen-Orient à la suite de multiples interventions militaires américaines, jusqu'à la guerre

des Balkans, et de nos jours, la guerre Ukraine-Russie (de fait guerre Otan-Russie), montre derrière les grandes envolées lyriques, s'il en était besoin, l'état d'esprit réel des dirigeants de ce pays sans nom et sans passé, et de ses partenaires européens, notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France. Notons que l'expression **Nouvel Ordre Mondial**, appartenant jusqu'alors au langage de la SF (H.G. Wells serait le premier à avoir formulé cette expression comme titre d'un ouvrage), était pour la première fois prononcée très officiellement par un chef d'État en fonction, en l'occurrence le Président des États-Unis.

Le même Georges Bush père réitérait ses propos devant les Nations Unies, en 1991 : « *Nous avons devant nous l'opportunité de construire, pour nous-mêmes et les générations futures, un **Nouvel Ordre Mondial**. Un monde où régnera la loi, non pas la loi de la jungle, et elle guidera la conduite des nations. Lorsque nous serons victorieux, et nous le serons, nous aurons une véritable opportunité avec ce **Nouvel Ordre Mondial**, d'un ordre régi par un conseil crédible qui tiendra enfin un rôle et maintiendra la paix afin d'accomplir la promesse et la vision des fondateurs [francs-maçons] des Nations Unies.* » On aura compris que G. Bush parle pour lui-même, et voit le **Nouvel Ordre Mondial** comme un instrument hégémonique des États-Unis (*lorsque nous serons victorieux, et nous le serons*) ; il ne peut s'accomplir que par la disparition nécessaire de toutes les nations du monde, avec les peuples concernés, que l'on rend responsables des faits de guerre, mais non les États et leurs chefs comme les Bush, père et fils ! Et dans ce concert, les États-Unis s'octroieraient, il va de soi, le privilège de conserver impérativement les attributs de la Nation, ainsi que leur statut de sanctuaire impérialiste de la ploutocratie mondialiste.

Quand on parle de faire disparaître les nations historiques de la « Vieille Europe » (G.-W. Bush, le fils), il faut comprendre les pays d'Europe, et dans l'Europe, la France visée tout particulièrement. L'objectif est de provoquer des déplacements massifs de populations du tiers-monde en direction de nos vieux pays européens, de façon à les noyer sous la submersion migratoire en deux ou trois générations, et faire en sorte qu'il n'y ait plus un seul Français ou Européen de souche en mesure

de revendiquer son appartenance légitime à sa patrie d'origine, le pays de ses ancêtres, de ses racines. Pour les adeptes du mondialisme agissant ou de l'altermondialisme (le mondialisme du pauvre), la France est l'obstacle numéro un, parce que c'est le modèle de la nation par excellence, le modèle achevé, le modèle historique de référence. Il faut s'en défaire par tous les moyens. Et tous les moyens persuasifs sont bons, y compris l'oppression sous toutes ses formes, violence d'État comprise...

Il convient tout d'abord de créer un climat général de suspicion et de culpabilisation, entretenir une atmosphère de mauvaise conscience permanente. Il est important d'empêcher les Français d'adopter des réactions identitaires légitimes et de les prévenir en assimilant celles-ci à du racisme, et réprimer durement celui-ci. L'attaque frontale va se décider avec la loi Pleven du 1<sup>er</sup> juillet 1972 sur le racisme, et c'est à cela qu'elle va servir : intimider, puis réprimer. À partir de cette date, toute une littérature scélérate antifranaise va prendre son essor et se développer tendant à dénigrer systématiquement les Français en tant que peuple autochtone, à les mettre plus bas que terre, à les humilier, soit à travers l'Histoire de leur pays, soit à travers la religion catholique et leurs meilleures traditions séculaires ; en un mot : faire haïr la France ; certains allant jusqu'à affirmer que le peuple français n'existe pas, tandis que d'autres ajoutaient « scientifiquement » qu'étant un peuple génétiquement avachi, il devenait urgent de le régénérer par le métissage. Le docteur Mengele n'aurait pas dit autre chose ; il aurait simplement remplacé « métissage » par « race aryenne ». Les textes existent, ils sont clairs et précis à ce sujet (l'inconvénient ou l'avantage des écrits, ils restent).

La volonté de transformer la France, comme la Vieille Europe, en terre de métissage et d'y instaurer le « tropicalisme racial » ou la « caféaulaitisation ethnique », remonte à loin. On y prépare les esprits depuis des décennies ; et si l'esprit ne suffit pas à convaincre, **il y a la force de la loi puis la loi de la force.**

Préconiser le métissage pour régénérer ou revivifier un peuple objectivement défini comme « avachi », cela n'est pas du racisme. Le racisme, c'est quand un blanc défend sa peau de blanc, celle des siens, et préfère un blanc à un noir, même si de

signifier cette différence discriminatoire n'implique en aucune façon une volonté d'inférioriser ou d'humilier, mais de rappeler qu'on est maître chez soi, qu'on entend le rester et y défendre son identité. Quand des universitaires « français » pensionnés de l'État ont encore la bonté d'accepter, dans un geste magnanime, que les « avachis » consentent à payer leurs impôts pour les nourrir, les loger, les blanchir, les entretenir à vie, ils peuvent, sous le sceau patenté de l'idéologie des droits de l'homme et de la loi de juillet 1972, très logiquement s'accorder le privilège de leur cracher à la figure en guise de reconnaissance.

Bref, on assiste à une charge culturelle, sans précédent dans notre histoire, visant à désintégrer la France en tant que nation, à affaiblir psychologiquement et moralement nos compatriotes, à les insulter, à les rendre honteux de leur passé, honteux de ce qu'ils sont, et finalement coupables d'exister. Cette loi (et toutes celles qui suivront par la suite), initiée par les pouvoirs occultes, avait pour but réel de préparer les mentalités à des changements ethniques importants, tout en désamorçant toute tentative d'opposition.

Après la mise en conditionnement psychologique, les actes.

Si l'on se donne pour but de rayer de la carte son pays, de le liquider ethniquement de façon imperceptible mais inexorable, il suffit de prendre les mesures radicales suivantes en les camouflant derrière un déluge de discours égalitaristes et humanitaires :

- Ouvrir les frontières en grand, ou ce qui est mieux les supprimer.
- Encourager l'immigration de masse.
- Instaurer l'avortement génocidaire qui vise principalement les populations blanches, et ne va pas sans l'euthanasie. Autrement dit : exterminer la race blanche.

Il est évidemment entendu que ce qui est vrai pour la France est vrai pour tous les pays d'Europe.

\*

Sous le septennat du tandem Giscard d'Estaing – Chirac, deux lois vont porter un coup terrible à notre pays : la loi sur le regroupement familial des immigrés (en fait un décret, donc le

fait du prince), et la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Dès lors, l'immigration de peuplement va faire un bond en avant considérable, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, l'avortement va restreindre le renouvellement des populations autochtones. Simple application du principe des vases communicants : d'un côté on vide la France de ses autochtones pendant que de l'autre on la remplit de populations allo-gènes ; l'étiquette reste la même, mais on a changé le nectar pour de la piquette. Jusque-là, l'immigration était comprise dans le cadre d'activités professionnelles autorisées à titre provisoire et facultatif.

La loi sur le regroupement familial, assortie de mesures sociales consécutives, puis plus tard l'extension du droit du sol aux étrangers, vont créer un véritable appel d'air du côté des pays de l'Est et du tiers-monde, tandis que la loi Veil va faire son œuvre d'assèchement ethnique de la population française de souche, avec d'autant plus d'efficacité qu'elle sera renforcée dans le temps. Quarante ans après, ce sont plusieurs millions de Français de souche qui manquent à l'appel. L'infernale « machine à tuer les peuples » était en marche, inexorablement. La suppression des frontières sera effective plus tard avec les accords de Schengen puis le traité de Maastricht. Elles étaient déjà virtuelles et plus que poreuses dans les faits ; elles deviendront passoirs avec les effets pervers de la loi sur le regroupement familial. Inutile de dire qu'avec 27 pays dans le maels-tröm européen, la notion même de légitimité territoriale et d'espace vital disparaît au profit d'un conglomérat socio-ethnique anarchique et monstrueux.

Le lien avec le mondialisme s'établit par cette question : qui a décidé de ces mesures unilatérales ouvertement et délibérément ethnocides ? Comment se fait-il que des politiciens censés représenter le peuple français aient eux-mêmes avalisé en toute connaissance de cause des décisions gravissimes mettant en péril la cohésion de notre peuple, notre unité nationale, l'existence physique de la France, sans jamais, à aucun moment, consulter les Français ni même les informer — voire, au contraire, occulter tout débat ou le censurer ?

Poser la question, c'est y répondre. C'est bien sûr Grand Frère qui a ses relais locaux dans les Loges, dans les centres décisionnels du pays, dans les hautes sphères de la société et au plus profond des structures de l'État, surtout dans les médias et les moyens de communication. Non seulement Grand Frère est présent activement, mais il pose sur la table (ou sous la table) beaucoup, beaucoup d'argent, des flots d'argent, donc de puissants moyens financiers pour irriguer le terrain, financer la propagande, et agir dans le sens souhaité...

Pour fossoyer le tombeau du peuple français et accélérer la glissade infernale qui précipite la France dans le gouffre de l'anéantissement ethnique, on va mettre en place tout un système de lois répressives visant à empêcher les Français d'exercer librement leur esprit critique, et à interdire toutes discussions touchant à des sujets hautement sensibles concernant leur identité nationale ; autrement dit leur interdire de s'interroger sur eux-mêmes ; on va leur poser dans le cerveau des carcans psychologiques, les corseter mentalement en multipliant les interdits, les tabous, les déclarations grandiloquentes visant à les intimider, à les diaboliser, à leur donner mauvaise conscience, à les placer sous la menace constante d'avoir à subir l'opprobre de la transgression. En un mot : leur faire peur.

Le dogme a son credo, sa liturgie nouvelle : la religion laïque universelle. À Nouvelle Civilisation Mondiale, nouvelle religion, nouvelle dévotion, nouveau culte. Le credo de la foi catholique fait appel aux plus nobles aspirations ; celui de la nouvelle religion laïque s'impose comme un diktat selon un maître mot ne souffrant aucune discussion : l'interdit !

*« Est interdite toute discrimination fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. »*

Autrement dit, fini les différenciations préférentielles qui vous déterminent en fonction de choix subjectifs intimes et personnels. Vous devez vous plier aux injonctions de Grand Frère,



*Big-Brother*, le Maître du Monde qui décide des discriminations autorisées par l'idéologie dominante. Ce credo est à la racine même du totalitarisme universel. On commence par ne plus reconnaître la discrimination d'une patrie, d'une appartenance ethnique, d'une différenciation sexuelle, politique ou autre ; après vous n'aurez plus le choix discriminant de l'école (c'est déjà fait en partie), le choix discriminant de votre travail, de votre lieu d'habitation, de vos heures de loisirs, de vos habitudes culturelles, de leur contenu, etc., exactement comme dans les pays communistes.

Ce credo est aussi à l'origine de la Déclaration des droits de l'homme de l'ONU ; il a été maintes fois reproduit sous diverses formulations dans les innombrables chartes, déclarations, constitutions, conventions et autres proclamations aussi pompeuses que déclamatoires (et pour tout dire fondamentalement insipides parce qu'imposées par des technocrates bornés, sans âme et sans imagination), qui ont déferlé à tout propos dans les années ayant suivi la Seconde Guerre mondiale et les périodes de décolonisation.

Le ton dissuasif de cette formulation fondamentalement anti-identitaire (c'est son premier objectif) vise à intimider les Français de souche qui manifesteraient des velléités à faire valoir la primauté de leur appartenance nationale originelle et à la défendre légitimement. Elle est accompagnée dans les faits de tout un arsenal législatif particulièrement répressif, dont le nouveau Code pénal, la loi Fabius-Gayssot du 13 juillet 1990, les lois Lellouche, Perben... Il prend sa source dans la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, cette loi procédant elle-même, ou la modifiant, d'une loi existante (loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse) ; celle-ci portait à l'origine sur l'injure, la diffamation (raciale comprise), la provocation au meurtre, et se suffisait amplement à elle-même ; avec le temps, elle a été dénaturée par une multitude de rajouts portant sur les délits de presse à caractères raciaux ou antisémites, puis renforcée dans un sens répressif et totalitaire, au point qu'elle n'a plus rien à voir avec la loi d'origine.

Au train où vont les choses, si l'on continue à enserrer le citoyen dans un réseau inextricable de lois répressives jusqu'à rendre impossible la libre expression de son identité, vous, vous

enfants, vos petits-enfants, VOUS N'EXISTEREZ PLUS, ni comme Français, ni comme être humain, puisque c'est son identité qui définit l'être humain et lui confère sa noblesse de créature unique, souveraine et discriminée.

\*

Peut-on imaginer ce que serait un gouvernement mondial s'il devait se réaliser ? — S'il devait se réaliser, car ce n'est pas encore fait, même si la tendance générale y pousse. Il serait nécessairement occulte et antidémocratique, car on voit mal les puissants qui dirigent le monde consentir à s'abaisser pour réclamer une quelconque légitimité à des populations dont ils perçoivent l'existence que lointainement, du confort ouaté de leurs luxueuses résidences, ou des avions qui les transportent incognito d'un point à l'autre de la Planète. Pour ces nomades de luxe, pour ces super apparatus planétaires, la démocratie, le peuple, à un certain degré, sont des mots creux, vides de sens, qui ne veulent rien dire ; le cadre national est dépassé, obsolète. Pas celui de l'État qui a l'avantage, pour l'instant, de subvenir à leurs nécessités, particulièrement l'État français devenu une organisation de pillage et de corruption. Il faut également reconnaître, grâce à leurs relais locaux, qu'ils trouvent un large écho et des oreilles complaisantes parmi les couches de la population les plus fragiles, des populations malléables, sensibles et vulnérables aux discours démagogiques.

Quel monde veulent-ils nous faire vivre ? Comment le voient-ils ? Ils ne voient rien du tout, sinon toujours plus d'argent, toujours plus de pouvoir, toujours plus de production et de consommation pour alimenter la spirale infernale de leur volonté de domination. Au vu des nombreuses amorces de la civilisation mondialiste qu'on nous mijote, des périls eschatologiques qui s'annoncent ici et là, on peut évaluer l'avenir dans ses grandes lignes ; il apparaît terriblement sombre, au-delà même de la vision intuitive qu'en donnent les *Protocoles des Sages de Sion* (1895, peu importe le ou les auteurs, ce qui importe, ce sont les faits), ou cet autre document occulte connu sous le nom de *Protocoles de Toronto* (1965-87, idem), encore plus déterminé, violent, grossier, mais en parfaite adéquation avec l'évolution qu'a connu le monde occidental dans les décennies qui ont suivi.

## 12. Totalitarisme

La réalité du monde a changé. La politique ne se circonscrit plus seulement au sein des nations ; elle s'étend bien au-delà de celles-ci, bien au-dessus, sans toutefois décréter leur obsolescence. La géopolitique a fait son apparition dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Mais, par-delà l'existence des peuples et des nations, il existe des forces obscures qui dépassent le pouvoir des États, et mettent en péril le principe même de la souveraineté des nations, partant leur existence.

Ces forces que le grand public ignore la plupart du temps — et pour cause : tout se trame dans son dos et au-dessus de sa tête ! — sont en train d'organiser le monde à leur façon, selon leur vision et leurs propres intérêts ; non seulement elles l'organisent de par leur propre volonté, mais grâce au pouvoir exorbitant dont elles disposent, le pouvoir de l'argent, elles ont les moyens de l'imposer de gré ou de force à la planète entière ; en l'occurrence, la force ayant changé de nature, c'est la loi du fait accompli qui prévaut. C'est cette volonté de domination par des forces occultes sur lesquelles les peuples n'ont aucune prise, que nous appelons totalitarisme.

Le totalitarisme est une idée moderne résultant de la conjonction de l'idée de progrès matériel et technique avec l'ensemble des idéologies qui ont caractérisé les XVIII, XIX, XX<sup>e</sup> siècles. Ce n'est plus la dictature d'un homme (prince, roi, empereur, militaire) mais celle d'un système, à maints égards bien plus implacable, bien plus terrorisant.

On peut caractériser ainsi le totalitarisme :

1. Un peuple en état de déshérence identitaire et sociale, coupé de ses élites, abandonné à son sort, soumis à l'autorité d'une entreprise de domination globale.
2. Un chef suprême ou un guide charismatique : Robespierre (jacobinisme), Staline, Lénine (bolchevisme), Hitler, Mussolini, Mao, Pol Pot, Castro, Kim Il Jung, etc.
3. Une idéologie porteuse d'un message messianique universel qui déconnecte l'homme du réel, le coupe de son passé, de ses racines (*Du passé faisons table rase*).

4. Le monopole absolu de l'État dans tous les secteurs de la société et de l'économie.
5. Le parti unique doublant les structures de l'État ou les prolongeant.
6. L'abolition de l'individu au profit de l'être collectif, c'est-à-dire de l'État — de l'État mondial si toutefois celui-ci est concevable.
7. L'endoctrinement par la propagande de masse et le conditionnement des esprits.
8. Le contrôle de l'information, de la culture, de l'enseignement.
9. Le contrôle des populations par détournement des forces de police en police politique ou par les services secrets, que sous-tend l'obsession de l'ennemi permanent créé artificiellement pour les besoins de la cause. Fabrication de l'ennemi intérieur ou extérieur.
10. Le détournement de l'armée au service de l'État et du parti contre le peuple ; l'armée transformée en garde prétorienne.
11. L'usage des méthodes de coercition physiques et mentales par la menace ou la terreur (censure, intimidation, répression, espionnage, délation, internement, déportation, torture, camps de concentrations, goulags...).
12. L'idée obsessionnelle de l'Homme Nouveau pour un monde nouveau et régénéré, ou d'imposer une finalité messianique et universaliste à l'humanité : le Messie terrestre qu'attendent les Juifs, le culte de l'Être suprême pour Robespierre et la Révolution française, le Reich de mille ans pour le nazisme, la fin de l'État et de l'Histoire pour le communisme, la « guerre sainte » et l'Oumma (nation islamique ou panislamisme) pour les musulmans, et les États-Unis avec leur obsession de la « Destinée manifeste » et leur volonté d'imposer le Nouvel Ordre Mondial à la planète entière pour la soumettre à leur hégémonie !

La plupart des auteurs spécialistes du totalitarisme se limitent généralement à la dualité rouge – brun, communisme – fascisme. S'il y a effectivement de nombreux points communs entre les deux systèmes totalitaires, totalitarisme de masse, principalement incarnés respectivement par le communisme soviétique et l'hitlérisme, d'autres auteurs ne considèrent pas le fascisme comme un totalitarisme, mais comme une dictature statocratique. Des régimes comme le nazisme et le fascisme

n'ont pas eu de durée dans le temps et son trop liés à la personnalité de leurs fondateurs. Par contre, le communisme, bien que connaissant des chefs à forte personnalité, est un système global conçu pour perdurer par-delà les individus ; il est structurellement enraciné dans les consciences ; les pays touchés par l'effondrement du communisme mettent plusieurs générations à s'en remettre... s'ils s'en remettent ! (dérives axiologiques insurmontables). Cet effondrement inéluctable tient tout autant à l'inanité intrinsèque du système qu'à l'insuffisance intellectuelle et morale des chefs communistes.

D'autre part, les spécialistes des systèmes totalitaires limitent le plus souvent leur étude aux seuls nazisme, fascisme et communisme qu'ils renvoient dans un dos à dos symétrique un peu trop simplificateur, avec une tendance marquée à en rajouter contre nazisme et fascisme ; ils n'ont jamais abordé un système politico-religieux comme l'islam qui est un véritable totalitarisme par détournement et instrumentalisation de l'idée de Dieu ; pas davantage le totalitarisme du système bancaire et de la finance internationale et, d'un certain point de vue, le judaïsme, pseudo-religion hystérisée dont l'islam est un avatar, qui se confond dans le culte du Veau d'Or avec le système bancaire mondial. Il est vrai qu'à l'époque où ces systèmes ont été étudiés en Europe, l'islam n'apparaissait pas encore comme ce régime politique tribal à tendance sectaire, aujourd'hui revigoré et largement implanté dans de nombreux pays du Moyen Orient, d'Afrique, d'Asie, grâce aux flots de pétrodollars et à l'irresponsabilité politique des Occidentaux, manifeste chez les Anglo-Américains.

Dans cette perception globale du totalitarisme universaliste, il manque des données factuelles déterminantes dont ces auteurs ne tiennent pas compte, et auxquels ils semblent ne faire aucune allusion. Non seulement ces facteurs sont de toute première importance, mais ils expliquent le pourquoi du totalitarisme et son actualité moderne. Le premier est l'UTOPIE, une véritable maladie de l'esprit, proche de la schizophrénie (rejet compulsif du réel, voire la haine de soi), qui altère le jugement et la capacité de réflexion, prédisposant les esprits faibles, d'abord à recevoir l'idée même de totalitarisme (quel que soit

le contenu politique), puis à l'accepter en tant que vérité universelle dès lors qu'elle est présentée comme vérité absolue.

Le deuxième facteur est sans nul doute le plus important ; la Révolution française est le premier système totalitaire moderne qu'a connu le monde selon les critères ci-dessus. La Révolution a sans doute échoué, laissant un goût d'inachevé à ses sectateurs, mais à travers l'exemple jacobin elle a durablement servi de modèle historique à la plupart des régimes communistes instaurés dans le monde. Et l'on sait qu'ils ont été et sont encore nombreux et virulents ; en tous cas, l'état d'esprit de ces idéologies continue à influencer l'opinion de diverses manières ; il subsiste encore en puissance comme un *alien* au sein de l'État et de l'Administration française, mais aussi dans l'esprit de beaucoup, en dépit des faits et de la vérité historique ; de toute façon ces idéologies ne connaîtront pas d'obsolescence, et perdureront tant que l'utopie apparaîtra comme une scotomisation pathologique du réel, une nébulosité de l'esprit, de l'intelligence, que nul à ce jour n'a su guérir.

\*

Dans cette première approche, nous avons fait qu'effleurer la notion d'un totalitarisme classique, tel qu'il a été vécu, puis expliqué par les spécialistes de la question. À l'aune de l'orientation que prend le monde aujourd'hui, on pourrait le qualifier d'archéo-totalitarisme ; c'est celui que le pape Benoît XVI a qualifié « d'absolutisation du relativisme » ; plus précisément, nous dirions « absolutisation du matérialisme », qui est lui-même un universalisme relativiste de fait.

Le totalitarisme qui se profile à l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle est d'une toute autre dimension ; il renvoie celui du XX<sup>e</sup> au rayon des objets démodés, fût-il un enchaînement de périodes tragiques qui restent comme les plus noires qu'a connues l'histoire de l'humanité. Ici, on change du tout au tout, de nature et de degré ; on change de ton, de langage, de comportement, donnant même l'impression de prendre le contre-pied de l'autre, tout en dénonçant gravement ses abus ; il n'en reste pas moins que, d'une manière plus subtile, plus feutrée, nous entrons

inexorablement dans le néo-totalitarisme — le néo étant, en dépit de son apparence humaniste, pire sur le long terme que l'archéo, malgré l'aspect violent et radical de celui-ci.

Ce nouveau totalitarisme, c'est le MONDIALISME. Fini les têtes sombres et lugubres des apparatchiks soviétiques ; fini les défilés poings levés, les chants révolutionnaires, les révoltes armées, les crimes commandités, les arrestations arbitraires, les massacres à la chaîne, les camps de concentration, les goulags, etc., même si tout cela doit revenir. Aujourd'hui, le totalitarisme se doit d'être « soft », suggestif, persuasif ; les nouveaux totalitaires sortent des Universités ou des Grandes Écoles occidentales les plus huppées ; fini les uniformes dépareillés, crasseux, la kalachnikov en bandoulière et la barbe en signe de ralliement ; ils portent le costume trois pièces, les *Ray-Ban* cerclées d'or, l'attaché case, le téléphone portable, et font dans le feutré, le discret, le consensuel. Ils ne sont plus subversifs, ils sont empathiques, ils sont « non-aversifs » ; ils sont humanistes en diable (si l'on ose dire), récitent par cœur la Déclaration universelle des droits de l'homme, et font leurs classes dans les ONG qui sont des embryons d'essence totalitaire. Le totalitarisme vulgaire du XX<sup>e</sup> siècle n'est plus qu'un cauchemar réduit à l'état de souvenir tragique qu'on se doit de laisser aux oubliettes... pour l'instant. Ceux qui massacraient hier, allègrement et à tour de bras, sont devenus les humanistes distingués d'aujourd'hui ou leurs descendants « spirituels », qui brassent toujours les mêmes coquecigrues utopiques. C'est la seule chose qui ne change pas chez eux : leur état d'esprit. Toujours l'utopie, mais l'utopie intéressée.

Le nouveau totalitarisme a trois niveaux :

— Le totalitarisme de niveau **1** ou « privé » des grosses entreprises multinationales, des oligarchies mondialistes et de la Haute finance internationale. C'est à partir de ces milieux puissants, concentrés, immensément riches, que se sont constituées, surtout à partir de la seconde guerre mondiale, des organisations ayant pour but d'instaurer ce que l'on appelle le Nouvel Ordre Mondial. Ces entités discrètes sinon secrètes sont essentiellement américaines (les États-Unis entraînant le reste de la

planète) et bénéficient de dispositions de la Constitution, particulièrement du Premier amendement étatsunien.

Au-delà des financiers proprement dits, banquiers et spéculateurs, qui tiennent les cordons de la bourse et s'enrichissent à l'infini en ponctionnant la valeur ajoutée de la planète (autrement dit les fruits du travail réel, fruits du sang et de la sueur des hommes et des peuples), elles regroupent des industriels et des patrons de multinationales, des politiciens, des universitaires, des scientifiques, des journalistes, des experts, des spécialistes en tous genres qui organisent le Nouvel Ordre Mondial selon les orientations globalistes imposées par les tenants de la finance internationale cosmopolite et apatride, c'est-à-dire, pour l'essentiel, la Fed américaine, Wall Street, la City de Londres. Nous allons voir ce qu'ils en attendent. Certaines sont organisées en cercles concentriques, un peu à l'imitation des degrés de la franc-maçonnerie ; plus on avance vers le centre décisionnel, plus le nombre d'initiés est réduit, plus le secret et la discrétion sont de rigueur. Les plus connues sont le CFR (Council on foreign relations : strictement américain), la Commission Trilatérale (E.-U., Europe, Asie), le Bilderberg group, le Forum de Davos. Leur influence sur la marche du monde et sur les États nationaux, quoique échappant au regard du grand public, est considérable.

— Le totalitarisme de niveau **2** ou « public », c'est-à-dire les organisations internationales suscitées par les gouvernements de tous les pays. À tout seigneur tout honneur, l'Organisation des nations unies (ONU) et ses innombrables agences spécialisées : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale du travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), etc. ; puis l'Organisation du traité pour l'Atlantique nord (OTAN), la Banque mondiale (BM-ONU), La Banque centrale européenne (BCE), le Fond monétaire international (FMI-ONU), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), L'Accord multi-



latéral sur l'investissement (AMI, le type même de structure économique mondialisante qui provoqua une levée de boucliers en France : d'où l'Exception culturelle française, mais fausse culture littéralement abreuvée de subventions), l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), évidemment l'Union Européenne (UE), etc. Certaines comme L'ISSC (Conseil international des sciences sociales – acronyme anglais), Le Club de Rome, le SIPRI (Institut international de recherche de la paix de Stockholm – acronyme anglais) sont des instituts de « recherche » entièrement dédiés à la promotion du mondialisme apatride.

Il est difficile d'y voir clair dans le maquis des organisations internationales. On compterait ainsi 320 organisations gouvernementales dites mondiales ou inter-gouvernementales ayant souvent leurs propres subdivisions, employant environ 200 000 supers fonctionnaires internationaux (à ne pas confondre avec les diplomates). Que font ces braves gens censés traiter des questions communes à la planète ? Ils pondent des rapports à longueur de journée, organisent des colloques, tirent des plans sur la comète mondialiste, voyages beaucoup pour leurs gouvernements respectifs (pour eux-mêmes et leurs familles).

Il est évident que la plupart de ces institutions définies comme « humanistes » ou « philanthropiques » (comprendons néo-communistes) à vocations internationales ne sont que des prétextes à préparer une dictature à l'échelle planétaire. La plupart de ces fonctionnaires internationaux résident dans les grandes capitales ; ils ont un standing social élevé et un statut protégé ; certains sont des agents « noirs », sortes d'espions agissant pour le compte de leurs pays respectifs. On remarquera que les Français occupent plus de 10 % de ces emplois internationaux, alors que la France ne représente que 1 % de la population mondiale et 4 à 5 % du PIB de la planète. Il n'y a pas de quoi être surpris venant d'un pays désormais réputé pour être le royaume des fonctionnaires et des assistés sociaux, où les jeunes voient leur existence se dérouler à plus de 75 % au sein du cocon douillet de l'État-providence.

— Le niveau 3, « associatif » ou ONG, Organisations non gouvernementales. C'est le grand flou artistique, le domaine nébuleux par excellence, où l'on ne sait trop qui est qui, qui fait quoi, pourquoi et pour le compte de qui. Étant dites non gouvernementales, on suppose que ces associations vivent de fonds privés. En réalité, elles sont suscitées et accréditées par les gouvernements qui ont le souci d'améliorer leur image, tout en donnant l'impression d'agir sur la scène internationale ; dans les pays anglo-saxons et dans l'ensemble des pays du monde industrialisé, elles permettent aux investisseurs privés, au même titre que les fondations, de bénéficier de financements publics voire d'avantages fiscaux substantiels.

On a du mal à comprendre le nombre incalculable de ces organisations (plusieurs milliers à travers le monde, la plupart étant, comme par hasard, anglo-saxonnes) dont la finalité, derrière des appellations ronflantes et des professions de foi à vous tirer les larmes des yeux et les dollars du porte-monnaie, restent pour le moins obscures, pour ne pas dire suspectes. Humanitaire, caritatif, droits de l'homme, développement, faim dans le monde, santé, coopération, aides diverses... En citer quelques-unes, c'est tirer au hasard parmi les plus importantes : *Action contre la faim* (ACF), *ATD Quart-Monde*, *CCFD*, *Cimade*, *Secours populaire* (ex-Secours Rouge communiste), *Secours catholique*, *Caritas International*... Parmi les Anglo-Américaines : *Amnesty International*, *Green Peace*, *Oxfam*, *Care*, *Human Rights Watch*, *Human rights First*, *Freedom House*, *Open Society Foundations* (Soros), *USAID* (gouvernement américain !) ; en France, beaucoup portent dans leur intitulé la mention « sans frontières » ou « du monde », suffixes incontournables dans une ONG « française » qui se respecte. Elles se prétendent à buts non lucratifs, mais sont généralement soutenues par de puissants parrains de la Haute finance et bénéficient de subventions publiques substantielles ; ce qui n'empêche qu'elles occupent des permanents généreusement dotés et s'appuient sur des foules innombrables d'idiots utiles, d'évaaporés, généralement des gens, genre bobos jeunes et naïfs, ayant le cuir trop tendre pour apprécier à leur juste mesure les réalités que sous-tendent ces organisations.

Toutes, sans exceptions, dans quelque domaine qu'elles exercent, servent d'alibis de conscience. « L'humanitaire », le grand mot, le sésame, la justification « morale » irrécusable : l'Homme vénéré, l'Autrui adulé, l'Homme prétexte déifié des droits de l'homme, le nombril du monde, centre giratoire de l'Univers ; tous à genoux devant cet HOMME divinisé, tous à sa dévotion. Si certaines ONG ont encore quelque utilité accessoire, il semble toutefois que nombre d'entre elles sont en fait des façades servant de couverture à l'action des services secrets occidentaux, américains et israéliens en particulier ; elles constituent des relais d'action de terrain bénis des dieux, permettant aux agents d'influence du Nouvel Ordre Mondial d'avancer masqués. Une chose est sûre, elles partagent toutes la même idéologie sinon elles ne pourraient exister : droits de l'homme, mondialisme, antiracisme, cosmopolitisme, perversions anthropologiques, soutien et encouragements aux déplacements de populations et autres invasions migratoires... Certaines sont même accusées de servir de cheval de Troie au néo-colonialisme mondialiste.

Il importe de citer également un degré transversal avec la franc-maçonnerie classique, dont l'influence cachée se retrouve à tous les niveaux, particulièrement aux grades les plus élevés. La franc-maçonnerie est bien connue dans son ensemble (la F.M., cette Église de la République comme disent d'eux-mêmes les francs-maçons, oubliant qu'ils sont à l'origine de la séparation des Églises et de l'État, 1905) ; nous ne nous attarderons pas sur ce type d'organisation secrète, en précisant toutefois que son influence est principalement déterminante dans les milieux politiques et économiques internes aux États. Il est important également de rappeler l'influence des organisations juives américaines ou internationales, comme l'AIPAC et l'AJC (le lobby juif aux États-Unis), le *Crif* (le lobby juif de France), le *B'nai B'rith* (franc-maçonnerie exclusivement juive), le *Congrès Juif Mondial*, l'*Alliance Israélite Universelle*, le *Fonds Social Juif Unifié*, l'*Anti-defamation league*, etc. Les Juifs, de par leur mentalité archaïque et les structures mêmes de leurs organisations ethnoreligieuses à vo-

cation messianique, poussent de façon décisive vers l'instauration d'un monde unifié par le haut dans lequel ils se reconnaissent, s'identifient, tout en s'impliquant activement à son avènement à travers le Nouvel Ordre Mondial, avec pour objectif final d'en prendre le contrôle et d'en devenir les Maîtres ; Jérusalem, capitale du monde : ce n'est pas nous qui le disons !

Au bas de la hiérarchie mondialiste, il convient de rappeler l'existence de l'altermondialisme, sorte de nébuleuse gauchiste, mélange peu ragoûtant de communisme mal digéré et d'écologisme primitif, véritable armée des éclopés du communisme en mal de discours révolutionnaires, composé d'innombrables groupuscules marginaux plus ou moins subversifs, qui, de toute évidence, sont instrumentés pour soutenir l'avènement du mondialisme tout en donnant l'impression de le combattre. La meilleure façon de contrôler un mouvement adverse, c'est de le provoquer afin d'estimer sa capacité de nuisance et de mieux le contenir (opposition contrôlée).

L'altermondialisme (l'autre mondialisme, le mondialisme du pauvre représenté en France par le mouvement ATTAC) est un mouvement résolument mondialiste, apatride et antinational, qui s'inscrit dans les mêmes perspectives que le mondialisme des riches, et vise à la suppression des frontières, l'anéantissement des peuples autochtones et des nations, à l'instauration de la République universelle ou néo-communisme, et d'un gouvernement mondial. Pour un nationaliste, mondialisme et altermondialisme, riche ou pauvre, même définition, même combat, aucune différence de principe, sinon pour les seconds de servir d'idiots utiles aux premiers.

Pour un matérialiste, qu'il soit libéral ou progressiste, un homme, cela est sans doute doué de sentiments, mais cela n'a pas d'âme. Seule la « justice sociale » (souvent synonyme de gauchisme), l'égalité et une certaine perception de la nouvelle anthropologie lui servent de référence humaine. Dans tous les cas, cet « homme » n'est pas autre chose qu'un produit amélioré de l'évolution, un être à l'horizontalité superficielle et égalitaire, d'où est évacuée toute référence à la spiritualité, à la transcendance. La nature a voulu l'homme bon, mais c'est la

société qui le corrompt et le rend méchant (rengaine rousseauiste). Pour changer l'homme, changeons la société (rengaine, bis). Il ne sait pas où est son bonheur ; il faut donc le vouloir pour lui, lui indiquer la bonne direction à suivre (rengaine, ter). Un homme, ça produit, ça consomme, ça se reproduit. Entre les trois, on lui promet un monde de prospérité, lisse, cadré sur fond de lendemains qui chantent dessinés en trompe-l'œil, où il devra se satisfaire d'un bonheur prêt à consommer, délivré par la collectivité humaine et garanti par la République universelle, comme jadis il l'était par l'État-providence ; il sera tellement heureux qu'il n'aura pas d'autres désirs que ceux que *Big Brother* décide pour lui : « *Vous n'aurez rien et vous serez heureux !* », Klaus Schwab, forum de Davos.

Voilà à peu près la conception de l'Homme Nouveau Transhumanisé, la créature de ceux qui n'ont en tête que les droits de l'homme, credo immuable de la Nouvelle Civilisation Mondiale. La Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU (1948) est en soi un véritable catéchisme néo-totalitaire ; l'expression « droits de l'homme » est en elle-même un résumé sémantique du nouveau totalitarisme : tu aliènes ta condition d'homme libre, en échange je te garantis tous les droits prescrits.

Ces totalitaires modernes, c'est-à-dire essentiellement des technocrates et les pouvoirs qu'ils déterminent, réfléchissent à l'avenir de l'humanité en termes de globalisation, de structures, de rapports, de fonctions, de variables, de théories des systèmes, etc. L'individu n'existe pas en tant que tel ; il est la résultante de ces fonctions qui partent des constantes globales comme l'unification des races et des peuples en une seule humanité égalisée, nivelée, métissée, malthusianisée, au sein d'un panthéisme humanisant susceptible de satisfaire toutes les consciences, y compris l'absence de conscience, toutes les croyances à la carte et à peu de frais, jusqu'à la transformation des États en organismes fonctionnels ramenant les êtres humains à de simples unités collectivisées, dont la place ici-bas est définie au nom d'objectifs globaux ou buts supra-ordonnés.

Les bases fondamentales de cette nouvelle civilisation s'appuient sur les données globales les plus communes à l'humanité. Cela peut concerner le commerce, les finances, le travail, la santé, la culture, l'agriculture, la météorologie, le sport, les brevets internationaux, etc. Mais les trois grandes causes constituant les fondements éthiques du mondialisme qui dominent les préoccupations de ses adeptes sont :

— La paix (pacifisme, non-violence, désarmement, *gun control*), mais à condition d'aller dans le bon sens, le sens politiquement correct ; dans l'autre sens, la paix n'est pas garantie ; elle n'est tout simplement pas possible.

— L'environnement (pollution, épuisement des ressources, effet de serre, réchauffement climatique, écologie, biodiversité, développement durable).

— L'humanitarisme (la faim, la pauvreté dans le monde, l'enfance, le tiers-monde, la surpopulation).

Il est piquant de constater que nombre de ces intellectuels qui phosphorent à grandes suées sur le bonheur indicible promis à l'humanité de demain, sont pour la plupart des héritiers spirituels du communisme marxiste-léniniste le plus féroce. Ceux qui prônent la paix dans le monde aujourd'hui, sont-ils les mêmes qui portaient la guerre civile au bout de leur kalachnikov, et la révolution sous toutes les latitudes ? Quand on sait que le communisme soviétique a été catastrophique pour l'environnement, et à un point inimaginable, sont-ce les mêmes qui se penchent aujourd'hui avec tant de componction servile et de respect onctueux sur la protection de la nature ? Sont-ce les mêmes qui préconisent le principe de précaution et le développement durable, sacrifiant aux grandes messes planétaires contre le réchauffement climatique, la croissance, le consumérisme ? Les mêmes qui ne trouvent rien à redire aux multinationales qui empoisonnent l'espace vital ou les corps des humains, comme *Big pharma* ou les pollueurs institutionnels que sont les empoisonneurs de l'agro-industrie, *Big agra* ? Quant à leur humanitarisme de sacristie, celui de la grande chapelle matérialiste, est-il aussi celui des grandes famines, des purges, massacres, déplacements, internements, goulags et autres laogai ?

Le totalitarisme de « niveau 1 » est l'apanage des puissants qui dominent le monde par l'argent, la Haute finance internationale, les multinationales. Ils tiennent la bourse de la planète, mais aussi les leviers de commande. Le totalitarisme planétaire, ils ne l'ont pas théorisé, ils l'appliquent purement et simplement selon l'alternative obligation-interdit, jusque dans la vie de tous les jours, jusque dans la conduite intime des individus. Nous venons de le voir, ils se constituent le plus souvent en sociétés sinon secrètes, du moins discrètes, assez pour manœuvrer incognito aux yeux du grand public qui en ignore tout, qui ignore surtout que son sort dépend de ces puissances occultes.

Ces sociétés travaillent dans la discrétion, selon des méthodes proches de l'ésotérisme initiatique qui vont jusqu'au satanisme ; elles entretiennent des relations étroites avec la franc-maçonnerie classique. Un des aspects les plus distinctifs du néo-totalitarisme moderne est la notion de SECRET. La plupart de ces organisations sont concentrées aux États-Unis, le lieu de tous les pouvoirs, de toutes les hérésies, le seul pays au monde fondé sous la triple influence biblique du judaïsme, du protestantisme, de la franc-maçonnerie. Le haut lieu où se tient, pour l'heure, le véritable centre du pouvoir mondial avec la City de Londres.

La ploutocratie mondiale et mondialiste dispose d'énormes capacités financières pour soutenir les multiples composantes agissant dans le sens de la mondialisation économique, celle qui confère le pouvoir et l'hégémonie. L'origine protestante et judéo-maçonnique de la République des États-Unis démontre la volonté messianique de ceux-ci d'instaurer, au nom d'un hypothétique « destin manifeste », un nouvel ordre mondial à leur botte. Elle est attestée par le Grand Sceau des États-Unis d'Amérique reproduit sur tous les documents officiels, ainsi que dans les interventions publiques du Président où il est intégré au décor de la tribune. Il représente un aigle tenant des rameaux d'olivier dans ses serres, surmontant la bannière des treize premiers États indépendants ; au verso figure une symbolique qui ne laisse aucun doute quant à ses origines et à sa finalité, avec la pyramide non achevée à treize degrés, surmontée du pyramidion contenant l'œil du Grand Architecte de l'Univers, avec la fameuse phrase : *Novus Ordo Seclorum*, que

l'on traduit aujourd'hui : Nouvel Ordre Mondial. Tout est dit. Le Grand Sceau est reproduit à l'infini sur les billets de *one* dollars imposés en 1935 par Franklin Delano Roosevelt, un initié gouroutisé à la tête des États-Unis, un parmi d'autres...

\*

Dans certains milieux altermondialistes et ultragauchistes, on trouve cette définition du mondialisme reproduite sur des sites Internet s'intitulant « Citoyens du Monde » :

*Le MONDIALISME est l'ensemble des idées et des actes exprimant la solidarité des populations du globe et tendant à établir des institutions et des lois supranationales à structure fédérative qui leur soient communes, dans le respect de la diversité des cultures et des peuples.*

*Le MONDIALISME est aussi une approche scientifique des phénomènes sociaux et interindividuels vus sous l'angle mondial.*

*Le MONDIALISME s'efforce de proposer **une nouvelle organisation politique de l'humanité impliquant le transfert de certaines parties de la souveraineté nationale à une Autorité Fédérale Mondiale** capable de résoudre, par décisions majoritaires, les problèmes qui mettent en cause le destin de l'espèce, tels que : faim, guerre, pollution, surpopulation et énergie.*

Cynisme froidement assumé ou bêtise à front de taureau ?... Ils le font exprès ou quoi ? Ces belles paroles, pétries d'un angélisme stupéfiant, aussi débilitant qu'irresponsable, dénotent l'incorrigible niaiserie de certains évaporés (le sont-ils autant que cela ?) nous parlant du mondialisme, comme d'autres, jadis, parlaient du communisme avant qu'il ne révélât son véritable visage. Leur déclaration donne l'impression d'avoir été rédigée dans les laboratoires obscurs du Nouvel Ordre Mondial. Belles paroles, en effet, pour précipiter les êtres simples et les simples d'esprits dans les filets que tendent de leurs mains crochues ceux qui dirigent le monde. On sait ce que ce type de langage veut dire et où il conduit. D'autant qu'ils ne semblent pas connaître la définition que donnaient de la citoyenneté ses inventeurs, les anciens Grecs : on est le citoyen d'un lieu défini, localisé, pas de l'univers ! On peut affirmer que le mondialisme, à l'instar du communisme, ne sera jamais tel qu'ils le définissent, tel qu'ils le rêvent, tel qu'ils le projettent dans leur imaginaire nébuleux : ils



écrivent leur futur enfer. Ils n'ont pas retenu la leçon et reproduisent l'erreur avec la même constance, comme si l'expérience ne servait à rien. Mais ont-ils le matériel mental et psychologique nécessaire et suffisant pour en tirer les leçons ?

Dans le même ordre d'idée, mais dans un registre plus dur, un site Internet clairement désigné « mondialiste » annonce la couleur sans détour en sous-titre : « Ni patrie, ni frontières, ni classes sociales », ajoutant parfois « ni races ». C'est un portail d'extrême gauche ouvert à toutes les tendances orientées vers le mondialisme, où l'on retrouve anarchistes et les sous genres de l'anarchie, communistes révolutionnaires, trotskistes, anarcho-syndicalistes, mouvance féministe, bref, la chienlit gauchiste habituelle, antifas, black-blocs, *no borders* compris ! Le gauchisme dans toute sa splendeur : 100% pur produit, 0% de matière grasse. Des discoureurs, des coupeurs de concepts en quatre (coupeurs de têtes aussi !), ressassant inlassablement les vieilles lunes « progressistes » des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Ils n'ont pas évolué, la terre n'a pas tourné. Ils n'ont pas compris que leurs analyses typiquement maçonniques perpétuent l'erreur absolue, et conduisent inexorablement au satanisme. Elles l'étaient déjà aux temps héroïques de la « Sociale », elles le sont toujours, même étendues à la terre entière. Comme toujours chez les intellectuels de gauche, ils reproduisent les mêmes erreurs en confondant l'effet et la cause, confusion que renforce leur ignorance profonde de la nature humaine, leur haine du passé, et leur incapacité pathologique à appréhender le monde réel.

Les liens entre les puissances financières mondiales et le communisme révolutionnaire ne sont pas nouveaux. L'ultralibéralisme et l'ultragauche se sont toujours diamétralement opposés autour d'un axe commun : l'apatridie, chacun se servant de l'autre dans sa démarche universaliste. Déjà les grands banquiers américains finançaient la révolution bolchevique de 1917 qui allait avoir pour résultat de faire en 75 ans, à travers le monde, plus de 80 millions de victimes. Ces crimes de masse n'ont jamais empêché les grossiums occidentaux de dormir sur leurs deux oreilles ni de faire des affaires, sans états d'âme, comme le font, en dehors de toute décence, les États-Unis et les Européens avec leurs obligés. Si nécessaire, pour faire accepter le mondialisme

de gré ou de force, on en remettra une couche. On n'en est plus à quelques dizaines de millions d'assassinats près.

Plus près de nous, en France, l'alliance du communisme avec le grand capital est devenue une réalité que plus personne ne dément. La plupart des grands organes de presse de gauche comme de « droite », *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Obs*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, y compris la presse régionale, sont aux mains de banquiers, de financiers milliardaires, de grands pontes de certaines multinationales, directement ou par prête-noms interposés. Cette situation aberrante ne semble pas perturber outre mesure la conscience de leurs lecteurs, pas plus que leur incohérence intellectuelle ne les gêne ; tout cela étant d'une rigoureuse logique avec les idéologies socialistes, anti-capitalistes et pacifistes dont ces journaux se réclament.

Alors pourquoi ces contradictions apparentes qui, dans la réalité, ne le sont pas ? Parce que les organisations de gauche étant mondialistes et antinationalistes, il est de l'intérêt de la grande finance internationale, apatride, anonyme et vagabonde, de contrôler les moyens de presse de gauche afin de ne pas les laisser périlcliter (il y avait urgence à sauver *Libération* qui aurait dû s'appeler *Aliénation*, *L'Humanité* qui aurait dû s'appeler *Goulag Infos*, l'*AFP*, qui aurait dû s'appeler la *Voix de son maître*), et de leur apporter les moyens nécessaires pour propager dans les esprits la Nouvelle Civilisation Mondiale. Ces grands organes nationaux qui comprennent la radio et la télévision, appelés *mainstream* (courant dominant), bourrés de publicité, subventionnés, et, pour certains, sous perfusion permanente d'argent public, qui se vantent d'être des modèles de pluralisme de l'information, de liberté d'expression, de démocratie, alors qu'ils ne font que répéter comme des perroquets la même désinformation prédigérée en hauts lieux, et qui ne cessent d'en remonter à ceux qui n'ont pas à recevoir de leçons d'eux, ne sont en fait que de vulgaires instruments de la propagande mondialiste à la solde des puissances occultes qui dirigent le monde, en vue d'instaurer la République universelle, comprenons la dictature mondiale.

Maintenant nous en arrivons à la question de vérité qui consiste à se demander quel est, dans les faits, l'objectif du mondialisme, le vrai visage du néo-totalitarisme. Même si les buts définitifs ne sont jamais avoués. Le but du secret, ésotérique, de type maçonnique est de cacher les intentions et les manigances qu'ourdissent les puissants, afin de soumettre les peuples de la terre et les réduire en esclavage. Ces objectifs sont, à nos yeux, manifestes, clairs et évidents.

Le but du mondialisme, qui se raisonne comme un empire obligatoirement totalitaire (L'Histoire a montré ce qu'il advient des empires), est de détruire les peuples et les nations qui lui font obstacle, d'éradiquer toutes références identitaires, de couper les individus de leurs racines historiques et généalogiques, de détruire la famille, comme de détruire la nation et la religion catholique (haine recuite de la figure tutélaire du Christ rédempteur), celles-ci étant tout spécialement visées. Il faut isoler les individus, en faire des êtres sans passé, sans racines sans identité, sans relations affectives, et surtout sans capacité de penser par eux-mêmes, afin de toujours mieux les contrôler. Il convient pour cela de supprimer les frontières, de procéder au métissage des populations, de les forcer à nomadiser pour empêcher toutes velléités d'enracinement ; il importe d'instaurer des politiques locales multiraciales, multiculturelles, multiconfessionnelles, tout en provoquant des déplacements, des mouvements erratiques de population, des brassages incessants d'humanités diverses, disparates, afin d'éviter tout processus filial d'attachement au sol par la loi du sang qui pourrait amener à ce type de revendication fâcheuse : « Je suis né Français d'une filiation enracinée ; j'assume donc ce que je suis, qui je suis, d'où je suis ; autrement dit je revendique mon identité de Français, c'est-à-dire mes racines et le legs légitime de mes ancêtres. »

L'Homme Nouveau, l'Homme Régénéré de la Révolution française, est de Nulle Part comme l'utopie l'indique ; il ne vient ni de Dieu ni du Diable, il n'est rien... Rien d'autre qu'un producteur-consommateur-payeur. Seule la nomenclatura mondialiste peut se permettre de revendiquer une identité globale. L'homme nouveau étant de Nulle Part, il n'est personne. Inutile, bien entendu, de parler de démocratie, d'évoquer même le mot,

celui-ci n'ayant aucun sens pour un mondialiste ; la représentation électorale est tout juste admise, histoire de donner le change et de pourvoir à un encadrement politique entièrement aux ordres ; d'où le maintien du régime républicain. Cette vision *brotherienne* de l'humanité nouvelle est celle qui domine le mondialisme ; si elle n'est pas officiellement reconnue, elle s'impose dans les faits par l'oppression et la dictature du fait accompli.

Nous opposons à leur universalisme matérialiste déshumanisant notre conception de l'homme enraciné ; de même que nous opposons l'homme, être réel, à leur conception de l'homme, être idéal plus facilement manipulable. L'homme est un être unique aux caractères spécifiques totalement dissemblables et hétérogènes quoique apparentés ; il a une identité, une histoire, une hérédité, une appartenance familiale, une patrie d'origine, des caractères anthropologiques, un sexe déterminé (mais si !), qui lui confèrent sa personnalité unique ; il a donc une existence matérielle, et, en tant qu'être sensible, pensant, raisonnant, il a aussi une existence spirituelle, une conscience ; cela veut dire qu'il a aussi une âme, et qu'il est enclin à croire, à espérer, en quelque chose de plus élevé, de plus moralement gratifiant qui le dépasse, quelque chose de transcendant qui lui fasse oublier la médiocrité de notre condition humaine ; il est donc « quelqu'un » qui se situe « quelque part » dans un espace-temps vital englobant le passé, le présent, le futur ; être unique doué d'autonomie, il est responsable de lui-même, responsable de ses actes pour le meilleur et pour le pire, en solidarité avec ceux de sa famille, de sa race, de ceux qui partagent son identité et son destin.

Nous voyons que le mondialisme, partant le totalitarisme qui lui est intrinsèque, repose sur une conception de l'homme et de l'être humain absolument inconciliable avec celle que nous défendons en tant que nationalistes, la nation, comme nous l'avons vu, ayant un rapport avec la naissance, donc avec l'émergence de la vie, son efflorescence et son déclin.

Pour être complet, il faudrait s'interroger sur bien des aspects du totalitarisme, et poser, par exemple, la possibilité d'un gouvernement mondial. Or, comment celui-ci pourrait-il exercer à l'échelle de la planète, sauf à réduire l'humanité à une

population de larves déshumanisées ? La question peut se résumer ainsi : quand le monde sera devenu fourmilière, qui dirigera la fourmilière ?

Il faut comprendre le mondialisme tel qu'il se pratique à l'heure actuelle aux plus hauts niveaux de la hiérarchie mondiale, tel que décrit ci-dessus, avec de puissants réseaux d'influence confidentiels agissant sur la politique intérieure des États, et orientant ceux-ci dans le sens souhaité. Pour donner une certaine forme de légitimité à cette domination globale, on parle d'un parlement à la manière du Parlement européen mais à l'échelon mondial, une sorte d'ONU avec des prérogatives législatives et exécutives... Décidément, les peuples du monde ne sont pas en manque de représentants en puissance ; surtout pour occuper des sinécures royalement rétribuées, et l'on sait que plus l'on monte haut dans la hiérarchie techno-bureaucratique, plus celle-ci se pare du standing le plus exigeant.

Il convient de s'interroger également sur l'attitude de l'Église catholique face à la réalité du principe de gouvernance à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, l'idée d'un gouvernement mondial n'est plus une simple conjecture de fiction, mais bien une réalité que vivent au quotidien tous les peuples de la planète. Or l'Église est au monde la seule institution exotérique à prétention universaliste — prétention à l'universalisme céleste, faut-il le rappeler ? Elle devrait donc adopter une position claire ou, à tout le moins, dégager des positions affirmées et clairement définies sur le phénomène mondialiste. Sur ce sujet, capital pour l'avenir de l'humanité, elle aurait plutôt tendance à imiter de Conrart le silence prudent.

En retrait sur le cours de l'histoire, égarée au fil décidément embrouillé des divagations de Vatican II, elle ne sait plus très bien auquel de ses saints se vouer, à défaut de se prosterner devant Dieu. Il est vrai qu'en ces temps de tempête pour elle, elle est plus préoccupée à faire repentance tous azimuts et à donner des gages à la nouvelle religion de l'Homme-Dieu, qu'à se soucier des âmes et du sort céleste de ses ouailles ; quand elle en aura fini de cuver sa honte rétrospective, peut-être daignera-t-elle se pencher sur les vrais problèmes de notre temps ; sachant que, parmi ceux-ci, certaines dispositions relatives à la

morale qu'elle ne cesse de dénoncer par ailleurs (avortement, « mariage » homosexuel, idéologie du genre, euthanasie, militantisme agressif LGBT, etc.), sont la conséquence directe des principes de cette Nouvelle Civilisation Mondiale qu'elle appelle de ses vœux.

Mais l'Église n'est pas à l'aise dans ce monde matérialiste qui n'est pas le sien, et où elle n'a plus rien à dire sinon à faire : l'inspiration divine a disparu ; pourtant, c'est bien elle la première à avoir ouvert la voie de la liberté à l'homme (qu'il ne faut pas confondre avec les droits de l'homme) en le mettant face à ses responsabilités, en le rendant responsable de ses fautes ; elle a inventé, pour l'homme, ce qui est le juge suprême de ses pensées et de ses actes après de Dieu : la conscience morale.

La conclusion générale de cette approche du néo-totalitarisme mondialiste s'impose d'évidence. **Une minorité agissante, puissante, dotée d'une ultra-richesse illégitime volée à l'ensemble des peuples de la planète, cherche à imposer au monde entier le communisme ou néo-communisme. Par néo-communisme, il faut entendre, non l'appropriation collective des biens et des moyens de production ou collectivisation — qui n'a d'ailleurs jamais réussi —, mais appropriation à titre privé et au nom de quelques dynasties oligarchiques suprêmes, des êtres et des biens terrestres par l'abolition de toutes les distinctions sociales, raciales, sociétales, afin d'imposer un être humain massique type, résultant de la non-discrimination et du nivellement de l'humanité par le bas. Seule serait tolérée la nomenklatura autoproclamée, habilitée à étendre son empire illimité sur la planète.**

La plupart des mondialistes sont des gens de gauche, nous l'avons vu ; de toute façon, qu'ils soient riches ou pauvres, libéraux-libertaires, progressistes, modernistes ou gauchistes traîne-patins, drogués de tout et de rien jusqu'à l'extrême, en un mot républicains, n'y change rien ; ils se retrouvent tous sur un point commun, une ligne de crête, par-delà les immenses différences les opposant : ils sont cosmopolites et apatrides. C'est autant un point de repère qu'un signe de ralliement. Ce sont des frustrés du communisme, des nostalgiques du grand soir, des désenchantés des lendemains à la gueule de bois qui

ne chantent plus, des sevrés de ces matins joyeux qui ne se lèvent plus sur des aurores nouvelles ; ils sont aigris par les échecs successifs de leurs idéologies et par les désillusions qui s'ensuivent comme autant de souffrances intérieures, dont ils cultivent, pour l'éprouver, le vertige du vide ; ils entretiennent la nostalgie de rêves doucereux avec cette infinie et tendre affection qu'ils portent à tout ce qui confine au néant de l'esprit.

Ils vivent sous la domination de cette malédiction de l'échec qui les poursuit, que ce soient la Révolution française, le communisme soviétique, et toutes les formes de socialisme possibles et inimaginables ayant existé — les socialistes européens ayant été eux-mêmes obligés, pour sauver la face, comble du reniement, de se rallier aux ennemis héréditaires, comprenons au capitalisme libéral le plus impitoyable et à l'économie de marché... ; échec constant, échec répétitif sur toute la ligne, quelles que soient les expériences qui se sont, sans exceptions, achevées sur des désillusions tragiques, le plus souvent sanglantes pour les peuples dont ils se vantent d'être l'émanation la plus représentative...

Rien n'y fait. Ils en rêvent obsessionnellement du communisme ; ils en rêvent, comme d'autres du saint Graal, et travaillent d'arrache-pied à son retour ; comme s'ils cherchaient à se rédimier pour conjurer la fatalité. Autrement dit, ils sont partis pour entraîner une nouvelle fois l'humanité dans un cataclysme apocalyptique à l'échelle planétaire.

### 13. Retour au réel

Nous l'avons vu, le réel c'est la vérité, et la vérité c'est ce qui est réel, que cette vérité soit positive ou négative ; de même le droit naturel n'existe pas parce qu'il n'existe pas d'autorité naturelle pour le définir, l'appliquer ni le faire respecter ; le droit naturel n'existe pas parce que l'autorité naturelle, hors la volonté du Créateur, n'est pas. Dans ce cas, qu'est-ce que l'ordre naturel ? Si le droit naturel n'existe pas, il est admis que la loi naturelle a un fondement cosmologique ; elle est préexistante à l'ordre des choses, inhérente et latente à cet ordre ; elle procède du Mystère. Par contre, sa définition reste extrêmement complexe, car elle se situe à deux niveaux : l'ordre de la nature (ou naturel) dans lequel l'homme est étroitement inséré et dont il dépend ; l'ordre humain, parce que celui-ci a le pouvoir d'agir et de modifier en bien ou en mal l'ordre de la nature, dont il n'est en définitive, comme usufruitier, qu'une conséquence efficiente. Ce pouvoir d'action sur l'ordre de la nature tendant à la modifier ou à la contrarier, pouvoir spécifique propre à la nature humaine, est ce que l'on appelle la Loi naturelle. Plus concrètement, c'est la loi naturelle qui régit dans notre esprit la distinction entre le Bien agir et le Mal agir, distinguant ce qui relève de la transcendance de ce qui relève de la transgression, selon notre propre libre-arbitre (responsabilité individuelle).

J'ai toujours distingué en politique, à titre personnel, et bien que catholique — en conformité avec les paroles de Jésus-Christ —, ce qui relève de la religion de ce qui relève de la politique proprement dite, ou ce qui relève de l'ordre profane ou temporel, de ce qui relève de l'ordre religieux ou spirituel, de façon à ne pas confondre ni imbriquer ces deux données fondamentales de la vie en société. D'où la nécessité de maintenir un État régalien laïque fait de laïcs et non de religieux. J'ai bien dit l'État que je ne confonds pas avec la nation : l'État est laïque, la nation française est chrétienne, plus précisément catholique de naissance, fondée sous la dédicace de Jésus-Christ ; celle-ci reste historiquement dominée par son passé et sa longue tradition civilisatrice, conduite sans jamais renier sa fidélité à la foi fondatrice.



État et religion se sont côtoyés tout au long de de notre histoire de France ; mieux ils se sont interpénétrés pour le meilleur de notre civilisation française ; et l'on est bien obligé d'admettre qu'en ce qui concerne notre héritage chrétien catholique, pour nous Français, nous ne pouvons l'ignorer tant son influence a été grande et décisive dans les diverses dynasties royales qui ont régi notre pays jusqu'à la Révolution française, puis jusqu'à la fin du Concordat avec le Ralliement, et enfin jusqu'à Vatican II qui introduira la perversion au sein de l'Institution du Christ.

Or la loi naturelle est bel et bien d'origine religieuse ; elle ne saurait se détacher de l'ordre divin (sublimation surnaturelle de l'ordre cosmologique : tautologie finale entre « ordre » et « cosmos ») sans perdre sa raison d'être, même si certains ont voulu la séparer du tronc religieux pour la rattacher au corpus de la législation profane ; elle a été incarnée par l'Église et les Pères de l'Église qui en ont défini les principes, en même temps qu'elle les incorporait dans le Corpus évangélique du Christ, et en faisait sa doctrine d'action morale et sociale. Il aurait fallu dans ces lignes développer la dualité matérialisme – spiritualisme ; mais il s'agit là d'une approche philosophique fondamentale qu'il n'est pas le lieu dans ces pages d'approfondir ; nous nous en tiendrons à quelques éléments de réflexion à titre de repères.

On oppose classiquement le matérialisme à l'idéalisme dans le sens d'une démarche politique ; mais c'est au spiritualisme qu'il convient de l'opposer. Toute la pensée humaine réside dans cette dualité matérialisme – spiritualisme, en apparence contradictoire mais complémentaire, se traduisant concrètement dans nos comportements individuels ou collectifs, comme dans nos modes de pensée et notre perception du monde ; dès lors, l'idéalisme apparaît comme une notion intermédiaire entre matérialisme et spiritualisme, une notion controuvé, une fausse porte ouverte sur le réel à l'origine des utopies et autres idéologies autant mensongères que funestes.

Pour le matérialiste, l'esprit est un pur produit de la matière (matérialisme marxiste entre autres) ; c'est l'existence de la matière qui traduit dans notre pensée les forces mettant en mouvement celle-ci ; l'esprit ne peut aller au-delà de la matière ; notre cerveau est le support matériel qui anime l'esprit fait

d'éléments logiques préexistants ; du même coup il le limite à sa propre capacité ; pour le matérialiste, la conscience morale n'existe pas, la métaphysique non plus : seule se révèle une conscience législative rapportée à la Loi.

Pour les spiritualistes, s'ils ne contestent pas l'existence de la matière et la considèrent comme le fait premier de la connaissance en tant qu'objet de perception, l'esprit lui est cependant bien supérieur tout en étant indépendant d'elle ; dans la religion catholique, ce principe supérieur, qui s'exerce comme une grâce céleste propre à la Création, témoigne de l'existence du Tout-Puissant ; pour les non-croyants le principe réside dans l'harmonie préexistante dans le cosmos, principe que l'on retrouve dans la Nature.

Ce principe supérieur (Dieu, la Nature, l'Âme, les mystères de la Surnature), est dissocié de la matière ; il possède sa définition propre, sa dynamique fonctionnelle et évolutive qui lui permet d'informer la réalité matérielle tout en restant extérieur à celle-ci, donc en agissant en autonomie selon des dispositions prééminentes qui lui sont propres, vérifiant du même coup l'existence d'un pouvoir spirituel intrinsèque à la nature humaine. Cette supériorité de l'esprit rattache, dans l'absolu, l'homme au principe divin tout en lui assurant sa liberté fondamentale de créature autonome. Le matérialiste ignore la liberté, l'homme est soumis au déterminisme de la matière ; le spiritualiste au contraire fait de la responsabilité attachée au libre arbitre de l'homme le centre de sa liberté, et lui confère son éminente dignité d'être humain ; le matérialisme est l'idéologie de tous les totalitarisme.

Dans ses conséquences vulgaires, l'esprit matérialiste dégénère en une sorte de culte obsessionnel et régressif du produit matériel qui est à la base de notre société moderne de consommation et de gaspillage. Que cette société, dite de progrès, soit communiste, socialiste ou libérale. Pour un vrai spiritualiste, cette réduction de la vie à la seule réalité matérielle bornée à la recherche d'un hédonisme psychologiquement frustrant, d'une jouissance immédiate voire addictive qui en découle, est une vraie souffrance intérieure, parfois un supplice. Dans sa forme brute, le matérialisme se révèle un véritable poison pour l'esprit

et pour l'âme, parce qu'il dégénère en un idéalisme vaporeux en totale contradiction avec le réel ; tandis que la culture du spiritualisme nous entraîne à la réflexion, conduit à la recherche du Bien, et tout au-dessus nous fait connaître les consolations de la Raison naturelle alliée à la Foi surnaturelle, c'est-à-dire qu'elle nous fait prendre conscience que quelque chose d'exaltant, de supérieur à la réalité matérielle, existe en nous, vers lequel nous tendons spontanément ; ceci en opposition totale avec les matérialistes pour qui l'homme doit trouver son bonheur dans la satisfaction des jouissances hédonistes fugaces et s'en contenter, tout en trouvant dans la pratique d'un humanisme de convenance une forme de satisfaction morale propre à rasséréner sa conscience. Il n'ira jamais plus loin.

Dès lors, dans ses conséquences sociales et humaines, la politique ne peut ignorer la loi naturelle dans ce qu'elle rappelle sans cesse que nous ne pouvons-nous éloigner des normes voulues par le Créateur sans aller contre sa volonté, et sans porter atteinte gravement à l'équilibre de la Nature, de notre nature, comme à celui de la société des hommes.

L'Église résume l'ensemble de son corpus moral à quelques principes simples que l'on retrouve dans le Décalogue ou Dix commandements, dans l'énoncé des vertus théologales (la Foi, l'Espérance, la Charité), des vertus cardinales (Prudence, Justice, Force, Tempérance), et dans les sept péchés capitaux. Bien sûr, la loi naturelle se retrouve également chez les Grecs anciens dans leur conception de l'harmonie du cosmos. Entre Dieu et le Cosmos, entre la loi naturelle et la loi cosmique, la distance n'est pas si éloignée, et les principes, voire les prémices de la connaissance, sont nécessairement les mêmes ou agissent dans le même sens, comme nous l'avons vu dans le chapitre Individualisme et Universalisme ; nous rappelions que la loi cosmique est la synthèse de l'ordre, de la beauté, de la force, de la mesure. Pour un chrétien, pour un catholique, cette loi cosmique n'est que la manifestation concrète de l'ordre divin, selon la volonté du Créateur.

\*

D'une façon générale, la morale (science des mœurs) reprend l'ensemble de ces principes et les élargit à la totalité de

la conception de l'homme en y ajoutant des vertus comme le courage, l'honnêteté, la volonté, le devoir, l'honneur, la dignité, la droiture, le mérite, etc. ; la morale, conséquence logique des principes fondamentaux de la loi naturelle ne résulte en aucune manière des conventions humaines, mais elle est inscrite dans les lois divines de la nature, en ce sens qu'elle est constamment vérifiée par les faits et l'expérience ; chaque fois qu'elle est violée, elle est sanctionnée par l'échec jusque dans ses conséquences les plus funestes.

La morale est le reflet même du monde des réalités ; elle agit comme une juridiction intérieure en s'imposant d'elle-même à notre connaissance, par l'intermédiaire de notre conscience intime ; celle-ci délibère en permanence entre le Bien et le Mal ; elle censure nos actes et nos comportements ; elle est la vigie du Bien, et se rappelle à nous dès que nous dépassons les limites à ne pas franchir ou cédon à la transgression. D'une certaine façon, loi naturelle et morale sont synonymes et ne font qu'un ; l'une et l'autre renvoient au réel : aucun humain digne de la Création et de son Créateur ne saurait y échapper.

## TROISIÈME PARTIE

**Antiracisme : le rouleau compresseur****1-Les lois « populicides »**

Je reprends, ici, quatre lois principales, fondamentalement antifrançaises à l'origine de l'arsenal de guerre législatif tendant à lutter contre le racisme, l'antisémitisme et les haines « phobiques », que j'appellerai « lois populicides » — bien qu'au point où en est arrivé notre société, il serait plus exact de parler de génocide ethnique —, présentées simplement à travers leur titre et leur numéro de classification afin de mettre en évidence la complémentarité qui les relie, et les noms de ceux qui les ont signées, on va voir pourquoi. J'ai ajouté la loi Pompidou-Giscard pour compléter le tableau de la trahison....

1) – Loi n° 72-546 (dite Pleven) du **1<sup>er</sup> juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme.**

*Le Président de la République* : Georges Pompidou.

*Le Premier ministre*, Jacques Chaban-Delmas.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice*, René Pleven.

2) – Loi n° 73-7 (dite Pompidou-Giscard) du **3 janvier 1973 sur la Banque de France** interdisant au Trésor de présenter ses effets à l'escompte : « Art. 25 : *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ».

*Le Président de la République* : Georges Pompidou

*Le Premier ministre*, Pierre Messmer

*Le ministre de l'économie et des finances*, Valéry Giscard d'Estaing

Autrement dit, derrière cette phrase sibylline à souhait, l'État français ne peut emprunter à des taux avantageux dans sa propre Banque (emprunts publics) et doit s'en remettre au marché de la Haute finance internationale, ou se mettre sous la coupe des banquiers internationaux avec tout ce que cela implique comme perte d'indépendance nationale et d'abandons de souveraineté. Cette loi, à l'origine du déficit des comptes publics et de la Dette himalayenne de l'État républicain (et des États du monde entier, comme quoi la Pieuvre bancaire a fait

son œuvre), a été étendue à l'Europe entière (article 104 du Traité de Maastricht), puis repris par l'article 123 du Traité de Lisbonne, lui-même émanation ectoplasmique de feu le traité établissant une Constitution pour l'Europe, rejeté par les électeurs français (référendum du 29 mai 2005).

3) – Loi n° 75-17 (dite Veil) du **17 janvier 1975 relative à l'interruption de la grossesse.**

*Le Président de la République* : Valéry Giscard d'Estaing.

*Le Premier ministre*, Jacques Chirac.

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur*, Michel Poniatowski.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice*, Jean Lecanuet.

*Le ministre du travail*, Michel Durafour.

*Le ministre de la santé*, Simone Veil.

Remarquons que, dans le même temps, tout un arsenal législatif tendant à développer la contraception sera mis en place dans le cadre d'un projet de régulation des naissances. Le grand public ne comprendra pas « régulation » mais « limitation » des naissances, ce qui n'a pas du tout la même signification. C'est dans cet esprit que se développera la contraception (pilule stérilisante ou pilule du lendemain). De même l'IVG, banalisé par l'usage, aggravé par la suppression du délai de réflexion, remboursé intégralement par la Sécurité Sociale, deviendra une forme morbide de post-contraception.

4) – Décret n° 76-383 du **29 avril 1976 relatif aux conditions d'entrée et de séjour en France des membres des familles des étrangers autorisés à résider en France** (que l'on appelle improprement mais plus significativement loi sur le regroupement familial des étrangers).

*Le Premier ministre* : Jacques Chirac.

*Le ministre du travail*, Michel Durafour.

*Le ministre d'État, ministre de l'intérieur*, Michel Poniatowski.

*Le ministre de la santé*, Simone Veil.

\*

Retenons les points suivants :

1) Aucune de ces lois (comme TOUTES lois destructrices de l'identité nationale et de la liberté d'expression) n'est issue de la volonté du peuple français ou n'a fait l'objet d'un référendum ou de toute autre consultation publique. Il s'agit là du cas typique de législation imposée par les lobbies de l'intermédiation, en l'occurrence les lobbies antiracistes et immigrationnistes. Le MRAP, la LICRA, la Ligue des droits de l'homme, les loges maçonniques, etc. Pierre Paraf, juif messianiste, sioniste internationaliste (on ne disait pas encore mondialiste), président du MRAP, organisation antifrançaise proche du Parti Communiste, issue d'une scission de la LICRA dont il fut l'un des fondateurs, se vantait, jadis, que la LICRA avait participé à la rédaction du texte de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 contre le racisme (et l'antisémitisme). L'aveu est de taille. Au moins, on sait de quelle officine obscure est issue cette fameuse loi à l'origine des malheurs de la France, dont le catholique breton, René Pleven, député centriste, le type même de l'idiot utile à tête molle républicaine réunis dans le même politicien blafard et sans envergure, fut le rapporteur ; et de l'origine de cette loi, on peut en inférer d'où proviendrons la cascade de lois anti-françaises qui succéderont dans les trois décennies suivantes.

2) Si j'attire l'attention sur les signataires de ces lois, c'est pour une raison évidente qui n'aura pas échappé au lecteur : ils sont tous de DROITE, de cette « droite » qui trahit comme elle respire, gaullistes compris ! Les socialo-communistes n'auraient pu faire mieux ni pire ! Autrement dit, ceux dont le peuple français était en droit d'attendre qu'ils défendissent son identité individuelle et nationale, l'essence même de la nation, sont ces gens qui ont voté les lois les plus destructrices, les plus contraires au principe d'unité nationale, les plus attentatoires à l'intégrité de notre peuple et à l'esprit de notre civilisation.

3) La loi est l'expression de la souveraineté populaire ; le décret ou décret-loi relève du gouvernement, de l'exécutif ; il permet de gouverner directement sans passer par la voie parlementaire. Il est donc inférieur à la loi. En prenant sa décision par décret, directement, sans légiférer, d'autoriser les familles d'immigrés à se regrouper en France, le gouvernement de l'époque, MM. Chirac et Giscard d'Estaing, évitaient de porter

sur la place publique une affaire qui aurait fort contrarié leurs électeurs, mais avait l'avantage de satisfaire le patronat et un certain lobby favorable à ce qu'on appellera plus tard le Grand Remplacement ; le texte est passé à la sauvette, selon la tactique désormais habituelle du fait accompli qui est comme une seconde nature chez les politiciens faisandés : ni vu ni connu... (1) Si ce gouvernement a ainsi renié ses engagements représentatifs, c'est qu'il avait, n'en doutons pas, de solides raisons inavouables et inavouées. Peut-être saurons-nous la vérité un jour...

---

1. C'est selon le même procédé du fait accompli qu'ont été adoptés les accords sur le traité européen de Schengen (espace de Schengen : aujourd'hui, 27 pays). Les citoyens européens ont appris officiellement l'existence de ce traité ouvrant les frontières intérieures de l'Europe après que les premiers accords eussent été signés dans leur dos, sans la moindre consultation nationale, sans la moindre information publique préalable.

\*

## **2-Du populicide au suicide français programmé**

La situation identitaire de nos compatriotes Français de souche n'a cessé de se dégrader au fil des années depuis ces lois « mères » qui sont autant d'interdits d'exister, tandis que la répression contre ce qu'ils appellent le « racisme et l'antisémitisme », c'est-à-dire contre ceux qui défendent bec et ongles leur identité légitime, leur autochtonie française, s'est nettement accentuée, au point de confiner à l'hystérie officielle. Sans entrer dans le détail, il faut noter que si la situation s'est durcie, elle s'est aussi juridiquement complexifiée, tant et si bien qu'on en arrive à ne plus pouvoir suivre les arcanes répressifs de la « Justice » officielle. Si bien que chaque fois que l'on s'exprime publiquement sur le sujet, il faut faire attention à ses propos et regarder où l'on pose le pied. Une chose est sûre, l'espace de liberté d'expression des Français de souche s'est réduit comme peau de chagrin depuis une cinquantaine d'années, au point de n'avoir plus la possibilité de s'interroger en toute liberté sur leur identité, alors même, et c'est un comble, qu'ils sont chez eux, dans leur pays, au sein de leur propre patrie.

\*



On le sait, toutes les lois tendant à réprimer le racisme, l'antisémitisme, les contenus de haine sur les réseaux sociaux et toutes les tendances dites « phobiques », expression duale à vocation compassionnelle qui a le gros avantage de faire passer bien des énormités, tournent autour de la loi fondamentale sur la « liberté » de la presse, loi du 29 juillet 1881. Cette loi a été fondée sur l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen-*sic* du 26 août 1789, et s'énonce ainsi : « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* », avec toujours, remarquons-le, cette grandiloquence dans le propos qui caractérise la phraséologie républicaine, et le génie de ces mêmes politiciens pour faire des annonces ronflantes qui ne correspondent à rien de réel ; il suffit qu'ils légifèrent sur la liberté d'expression pour comprendre aussitôt que s'ils éprouvent le besoin de faire des lois à ce sujet, c'est que cette expression libre ne l'est pas pour tout le monde ; et il s'en faut et de beaucoup !

Bref, dès son préambule ou article premier la loi du 29 juillet 1881 énonce expressément : « **L'imprimerie et la librairie sont libres** » ; voilà qui devrait nous rassurer sur les intentions de nos élus républicains ; sauf que suivent aussitôt et dans le détail les multiples et diverses restrictions à l'application de cette liberté, pour ne pas tomber dans les abus déterminés par la loi. Ce qui veut dire que la liberté existe, mais qu'elle est surveillée et interdite d'expression à ceux qui ne pensent pas correctement... Que faut-il comprendre par « *...sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* » ? Tout est dans le « **sauf** ». De deux choses l'une : ou cette liberté est totale dans toute l'acception du terme avec les réserves d'usage, ou elle est restreinte par la loi ; dans ce cas, il n'y a plus de liberté ou cette liberté est orwellienne (la liberté, c'est ce qui est interdit) ; il est inutile de faire de pompeuses déclarations pour mystifier le citoyen.

Si l'on examine cette même loi aujourd'hui, cent quarante ans plus tard, on ne retrouve plus la loi du 29 juillet 1881, mais

une texte tellement amendé, tellement torturé et rafistolé, qu'elle ressemble à un tissu d'Arlequin rapiécé de toute part où l'on discerne à peine l'étoffe d'origine. Les articles 23, 24, 24 bis qui nous intéressent ici, ne sont pas moins amendés de 15 lois, dont un décret et une ordonnance.

Je ne suis ni expert, ni juriste, ni légiste ; je suis un acteur politique réaliste constatant les faits et tirant les conséquences. Tout débute avec la loi mère du 1<sup>er</sup> juillet 1972, dite loi Pleven, à laquelle va s'ajouter tout une série de lois dans le sens de son extension et de son durcissement pénal, dont la loi dite Fabius-Gayssot du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ; notons que le rapporteur de la loi est le député communiste Gayssot, très qualifié, on s'en doute, pour définir et garantir la liberté d'expression ! Cette loi introduit une disposition visant à réprimer la contestation des « crimes contre l'humanité » tels que définis par le tribunal militaire de Nuremberg (8 août 1945) ; le Nouveau code pénal entré en application le 1<sup>er</sup> mars 1994 en remet une couche dans la répression des délits racistes, et étend aux personnes morales la responsabilité des infractions commises par leurs organes ou leurs représentants ; la loi dite Lellouche du 3 février 2003 vise à aggraver les peines punissant les infractions à caractère raciste, antisémite ou xénophobe, suivie de la loi du 9 mars 2004 dite Perben II portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, qui précise cette circonstance aggravante quand l'infraction est « précédée, accompagnée ou suivie de propos, écrits, images, objets ou actes à caractère raciste ou antisémites » ; la loi prévoit d'allonger de trois mois à un an le délai de prescription pour les délits de racisme inscrits dans la loi du 29 juillet 1881, sans compter la circulaire ministérielle du Garde des Sceaux du 18 novembre 2003 tendant au renforcement de la réponse judiciaire face aux actes à caractère antisémites, etc., etc...

Il faut être aujourd'hui un avocat spécialisé pour connaître tous les arcanes de la répression liberticide antifranaçaise, tellement son approche est devenue complexe. À noter qu'il existe au sein du gouvernement un Comité interministériel de lutte

contre le racisme et l'antisémitisme (CILRA), créé par décret du Président de la République du 8 décembre 2003, transformé et renforcé en 2014 en Délégation interministérielle de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine homophobe LGBTQ+, la DILCRAH. Cet organisme veille à la cohérence et à l'efficacité des actions engagées par les différents ministères. Pas de détail, répression, répression, tous azimuts.

Depuis la présidence du socialiste Hollande en 2012, les dispositifs législatifs et juridiques se sont encore multipliés, renforçant la lutte jamais suffisante contre le racisme et l'antisémitisme, la répression ne cessant de s'accroître au fil du temps et de la succession des chefs d'État ; à croire qu'ils n'ont été élus que pour combattre le racisme, l'antisémitisme, et maintenant l'anti-islamisme ou islamophobie, prétexte visant à réduire au silence leurs propres compatriotes ; c'est devenu chez eux une telle obsession qu'on se demande s'ils n'en sont pas à mener l'ultime combat d'arrière-garde, avec ce défaitisme de gens qui ont déjà perdu toutes leurs illusions sur l'improbable triomphe de leurs idéologies mortifères ; ils amalgament allègrement terrorisme et racisme qu'ils ont l'un et l'autre largement provoqués et encouragés en plus de la criminalité de droit commun, en ouvrant en grand, que dis-je, en effaçant les frontières nationales et en exposant notre pays à tous les vents mauvais de la planète.

Et le mouvement ne semble jamais s'arrêter, tout comme l'entreprise de bâillonnement du Peuple français semble ne jamais vouloir s'arrêter. Chaque fois qu'un nouveau Président de la République est élu, il trouve (ou on lui fait trouver) le moyen de renforcer la lutte contre le racisme et la xénophobie, en étendant sans fin le champ des interdits. En 2017, le jeune et rogue Président Macron n'est pas porté à la présidence de la République, qu'à peine deux mois plus tard le parlement votait une loi privant d'éligibilité pour dix ans « Les personnes condamnées pour racisme, antisémitisme, négationnisme, xénophobie, homophobie et autres délits de la pensée. »

Et la LICRA de jubiler : « *Un pas historique vient d'être franchi avec l'adoption de l'article 1 de la loi de confiance*

*dans l'action publique par l'Assemblée Nationale. En effet, par leur vote, les députés ont instauré une peine d'inéligibilité de 10 ans pour les personnes condamnées pour : injure publique à caractère racial (Article 33 alinéa 3 de la loi du 29 juillet 1881), Injure publique à caractère homophobe (Article 33 alinéa 4 de la loi du 29 juillet 1881), Diffamation publique à caractère racial (Article 32 alinéa 2 de la loi de 1881), Diffamation publique à caractère homophobe (Article 32 alinéa 3 de la loi de 1881), Provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence à caractère racial (Article 24 alinéa 7 de la loi de 1881), Provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence à caractère homophobe (Article 24 alinéa 8 de la loi de 1881), Apologie de crimes contre l'humanité (Article 24 alinéa 5 de la loi de 1881), Contestation de crimes contre l'humanité (Article 24 bis de la loi de 1881), Discrimination (Article 225-1 et 225-2 du code pénal). Il s'agit là d'une avancée historique dans la lutte contre le racisme. »*

Comme décidément cela ne saurait s'arrêter, le même gouvernement Macron imposait quelques semaines plus tard un nouveau décret du 3 août 2017 destiné à renforcer pour la énième fois « *la répression des provocations, diffamations et injures non publiques à caractère raciste ou discriminatoire.* » Le « *non publiques* » étant ici une manière de ne pas dire « **à titre privé** ». Autrement dit, même les lieux privés, les lieux intimes, étaient visés par la répression. Cela va plus loin encore : le décret « *élargit ces infractions aux cas où elles sont commises en raison de l'identité de genre de la victime, afin de mieux lutter contre la transphobie, et il substitue à la notion de race, qui n'est pas applicable aux êtres humains [sic], celle de "prétendue race"* ». À devenir fou ! Comme il s'agit de dispositions qui étaient déjà effectives dans le Code pénal sous le gouvernement précédent Hollande, on peut parler de décret Macron-Hollande ; et tout ce pilpoul juridique s'inscrit naturellement dans le cadre de la loi sur la liberté de la presse-sic de 1881.

Comme si cela ne suffisait toujours pas, les lois répressives se suivent et s'accumulent, au point que j'en arrive à ne plus moi-même m'y retrouver et à savoir où on en est ; je vais être

probablement très en retard : il a été question un temps d'une loi contre les « fausses nouvelles » (*fakes news*), et quelque chose d'encore plus orwellien, si cela est possible, une loi visant à réprimer toutes contestations des thèses officielles qui seraient susceptibles d'entretenir le doute dans l'esprit public ; avec en prime, l'annonce d'un énième plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur deux ans : 2018-2020 (Dilcrah).

Il ne manquait au tableau que la loi dite « Avia » d'une députée noire, contre les contenus haineux en ligne sur internet ; un véritable délire d'hystérie répressive dont la plupart des infractions font déjà l'objet d'autres lois, et qui vise tant les producteurs de contenus internet que les plateformes d'hébergement, chef-d'œuvre de délation d'État laissé à l'initiative privée des seuls hébergeurs sous astreintes financières. Pour une fois saluons le Conseil Constitutionnel qui a vidé cette loi de son contenu et la réduite à néant.

Mais ce n'est pas fini.

Au moment où j'écris, il est question d'une loi dite de « sécurité globale » portant sur l'usage des dispositifs électroniques, drones, caméras-piétons, vidéosurveillance, dont le but est de protéger les libertés individuelles et de l'usage que l'on pourrait en faire. N'allons pas croire qu'il pourrait s'agir à l'inverse de détourner ces dispositifs, surtout quand la loi a pour but de renforcer les pouvoirs des polices municipales. Mais alors que fait donc la police nationale et à quoi sert-elle, si elle existe encore ? Évidemment, on comprend qu'elle ne peut pas être à chasser l'homme d'extrême droite et en même temps chasser le dealer dans nos belles banlieues colorées de France. Il s'agit également d'augmenter les missions de surveillance des agents du secteur privé. Qui sont-ils ces agents de surveillance du secteur privé ? Où sont-ils recrutés ? Et qui nous dit que tout cela ne prépare pas un genre de « crédit social » à la chinoise ?

Ce n'est toujours pas fini. Ainsi se profile pour 2023 le *Digital Services Act* (DSA, c'est tellement mieux *in english*), une resucée de la fameuse loi Avia annihilée par le Conseil Constitutionnel, qui nous reviendrait, en plus élaborée, par la grande

porte de l'Union Européenne ; loi à laquelle il faudra ajouter la loi SREN de 2024, loi de Sécurisation et de Régulation de l'Espace Numérique, qui constitue avec la précédente le « paquet numérique », pire que la loi Avia avortée. À part la guillotine et le Goulag, on ne voit pas ce que les républicains pourraient nous inventer de plus insidieusement coercitif en matière de censure et de répression généralisée, mais il ne faut pas désespérer.

Il est questions pour le ministre de la justice, le franco-italien Dupond-Moretti, de modifier la loi de 1881 sur la liberté de la presse pour lutter contre les contenus de haine en ligne, l'excuse terroriste étant avancée ; pour préciser aussitôt après que sont visés : « *ceux qui, n'ayant rien à voir avec la presse (comprendons la réinfosphère), viennent profiter du bouclier de la loi de 1881, qui protège la liberté d'expression, pour distiller des discours en rupture avec les valeurs de la République.* » Et voilà, nous y sommes ! Désolé, M. le Ministre, vos antivaleurs républicaines ne seront jamais nos valeurs françaises nationales et patriotiques ; la loi ne nous fera pas passer de la vérité au mensonge. À qui l'honneur, l'honneur !

Les gesticulations liberticides des forces républicaines ne s'arrêtent jamais. Ce qui nous amène à évoquer la circulaire du ministre de l'Intérieur de Macron (2023), Gérald Darmanin demandant aux préfets d'interdire les réunions et manifestations de l'ultra-droite. Maintenant, on passe de l'extrême droite à l'ultra-droite : on monte en intensité ; quand le mot ultra-droite sera banalisé, on se demande quel mot ils vont trouver pour paraître plus originaux et persuasifs. À ces rafales d'interdictions (comprendons-nous bien : il s'agit de l'ultra-droite désignée ainsi au doigt mouillé, pas de l'ultragauche), il faut ajouter les nombreuses associations nationales patriotiques, dissoutes ou interdites par le même Darmanin : plus d'une trentaine.

Et ce n'est encore pas fini. Ce n'est jamais fini...

Le 1<sup>er</sup> octobre 2024, le sénateur centriste Le Rudulier, dépose une proposition de loi visant à « Consacrer-*sic* la lutte contre l'antisémitisme ». Noter l'hypocrisie du mot « consacrer » signifiant ici « renforcer ». Et il n'y va pas avec le dos de

la cuiller, le brave sénateur. Il applique clairement les commandements de ses maîtres, et n'hésite pas à y associer son nom. Le texte de la proposition comprend 18 articles. Rien que les deux cités ici donnent tout son poids et sa couleur à la frénésie hystérique de répression liberticide qui frappe la France, dans cette République dite Française qui n'en finit plus de crever de sa plus belle mort. Ici, rien que les articles 2 et 3 donnent le ton de cette proposition rédigée en collaboration avec le Crif :

L'article 2 stipule *« le fait de provoquer directement à de l'antisémitisme ou de faire publiquement de l'antisémitisme est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Lorsque les faits ont été commis en utilisant un service de communication au public en ligne, les peines sont portées à sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende. »* Rien que ça !

L'article 3 précise : *« L'allégation ou l'imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé en raison de son appartenance ou en association, vraie ou supposée, à la communauté religieuse et ethnique juive constitue une diffamation antisémite qui est punie d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. — Cette allégation ou cette imputation est punissable même si l'appartenance ou l'association à la communauté religieuse ou ethnique juive n'est pas expressément mentionnée dès lors que la personne à qui le fait est imputé a des caractéristiques personnelles notoirement associées à cette communauté que l'auteur de l'allégation ou de l'imputation ne pouvait ignorer. — Cette allégation ou cette imputation est punissable même si elle est faite sous forme dubitative ou même si elle vise une personne non expressément nommée, dès lors que l'identification est rendue possible par un ensemble d'éléments suffisamment concordants. — Cette allégation ou cette imputation est également punissable même si elle est n'est pas directement imputée à une personne, dès lors qu'elle l'est à un groupe de personnes qui appartiennent ou qui sont associées, vraiment ou supposément, à la communauté religieuse et ethnique juive ou dès lors qu'elle l'est à toute cette communauté, et même si un tel groupe ou communauté n'est pas expressément mentionné, dès lors que la reconnaissance est rendue*

*possible par des éléments notoirement associés à cette communauté.* » Le reste de la loi est de le même eau.

On crève tous les plafonds de la répression mais aussi de l'imposture. Quand les ennemis de la France cherchent des idiots utiles ou des traîtres pour faire endosser aux autres leurs mauvais coups, ils trouvent toujours un Le Rudulier au nom bien franchouillard pour faire croire que cette loi vient de lui, de la France profonde en somme, et non du lobby concerné ; je pense ici, bien sûr, à la loi liberticide Pleven du 1<sup>er</sup> juillet 1972.

Bref, toujours plus de répression contre la liberté d'expression... Jamais assez de répression, de censure, de décisions arbitraires, de persécutions policières ou judiciaires contre ceux qui osent dire la vérité et que l'on qualifie d'extrême ou d'ultra-droite mais aussi de complotistes (s'il y a des complotistes, c'est qu'il y a des comploteurs qui font des complots ou qui ont de mauvaises intentions à cacher !) Débusquer le mensonge, c'est évidemment gêner beaucoup de monde. De la répression, encore de la répression, toujours de la répression, selon la tactique sournoise du voleur chinois. Et pour parfaire le tableau, il ne manquait plus que... Que quoi ?... Une pandémie virale ! 2020, nous y sommes en plein dedans, nous y patageons. À la dictature anti-liberté d'expression se surajoute la dictature sanitaire et une probable crise alimentaire qui serait la bienvenue, avant sans doute la probable crise financière qui s'annonce. En l'espace de moins de 50 ans, les Français se sont retrouvés, à leur insu et comme si de rien n'était, saucissonnés et bâillonnés dans un réseau inextricable de lois liberticides, créant un environnement oppressif comme si on avait transformé leur pays en prison sans barreaux... En attendant la prison avec barreaux qui ne saurait tarder, et les assassinats politiques ciblés en dernier recours, tant au sens social qu'au sens physique...

Bien que datée de 1881, la loi sur la liberté de la presse n'a cessé d'être amendée, modifiée, renforcée dans le sens de la sanction, si bien que 55 des 70 articles de la loi apparaissent non comme l'expression d'une loi ordinaire, mais comme un véritable organe de censure étatique et de répres-



sion judiciaire comme jamais vu en France, sauf sous la dictature jacobine : à quand la République nous rejouant la triste comédie sanglante de la « **Terreur à l'ordre du jour** » ?

Comme toute loi républicaine, cette loi fut signée par les grands dignitaires de l'État. Et quels étaient les signataires à la date de sa promulgation, en 1881 ? Réponse : le Président de la République **Jules Grévy** ; le président du Conseil, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, **Jules Ferry** ; le ministre de l'intérieur et des cultes, **Ernest Constans**. S'agissant d'une loi aussi fondamentale, on ne pouvait s'attendre à moins. Dès lors, leurs descendants politiques ne pouvaient supprimer cette référence à la liberté sans désavouer les grands ancêtres du radical-socialisme conquérant, et outrager leur mémoire... Pensez-donc, la République des Jules, c'est quelque chose dans la mémoire républicaine ! Les grands ancêtres avaient bien fait les choses : avec cette loi, ils s'approprièrent d'emblée et confisquèrent le domaine de la « liberté d'expression », s'en faisant du même coup les uniques détenteurs, comme ils se sont appropriés les droits de l'homme, que, pour notre part, nous leur abandonnons bien volontiers.

Qui étaient Jules Grévy, Jules Ferry, Ernest Constans ?... Trois avocats, trois francs-maçons... Comme par hasard ! Il faut souligner au passage le rôle maléfique joué par la corporation des avocats et de la basoche en général dans le déroulement de l'histoire de la République, ainsi que l'immense responsabilité qu'ils ont dans le malheur que connaissent de nos jours la France et les Français ; l'aboutissement logique du chaos républicain, tel qu'il était déjà en puissance dans le chaos de 1789, 1793 et la suite ; il n'y a pas de soi-disant chaos constructif : le chaos succède au chaos ; il n'annonce jamais autre chose que le Chaos définitif.

\*

Pendant ce temps, sur le terrain, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (encore une fois il faut comprendre contre tous ceux qui défendent leur identité légitime de français de souche) bat son plein ; les officines antiracistes dûment labellisées et subventionnées à profusion se sont multipliées, agissant comme de véritables gardes rouges au service de l'idéologie républicaine,

pour dénoncer et condamner les mal-pensants, puis endoctriner la jeunesse française afin de la détourner à jamais de ce péché irrémissible qu'est le racisme, le nouveau péché originel imposé par l'idéologie dominante. Le Christ est mort sur la Croix pour laver l'humanité de la faute originelle et lui ouvrir le chemin de la rédemption ; les républicains français réinventent la faute originelle ; et là, il n'y a plus de confessionnal pour pardonner le péché honni mais un tribunal dédié au châtement de la malpensance, et un assommoir juridique approprié destiné à faire supporter à l'ensemble des Français de souche revendiquant leur légitime identité, la tache indélébile dont sont coupables leurs ancêtres, pour la faire retomber ensuite sur la descendance et les générations futures, déjà coupables et responsables, dès la conception, du seul fait de naître génétiquement et héréditairement Français.

Il va falloir réactualiser le baptême républicain pour purifier le citoyen Français né de souche de cette tache primitive. D'où la nécessité, pour rédimier notre pauvre humanité défaillante et corrompue, d'imposer partout et en tout le métissage régénérateur qui revivifie le cœur, réhabilite l'âme, préparant ainsi l'arrivée de nouvelles générations propres et nettes de toute souillure du passé. Décidément, ils la veulent la « table rase » !...

\*

Citons parmi les associations et organismes antiracistes habilités officiellement à lutter sur tous les fronts contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, la discrimination (sauf la positive que j'ai déjà qualifiée de « racisme légal »), l'islamophobie, la judéophobie, l'homophobie, la transphobie, etc., etc.

1898 – La LIGUE DES DROITS DE L'HOMME (et du citoyen). Née de l'affaire Dreyfus, fondée par un avocat républicain de centre gauche — comprenons un parfait idiot utile libéral (pléonasm) du nom de Ludovic Trarieux ; d'obédience libérale, elle a fatalement dérivé à gauche pour se situer aujourd'hui à la gauche de l'extrême gauche hystérique ; apatride, antinationale, sioniste, pro-immigrée, actions tous azimuts sur le plan des droits sociaux, de l'immigration, et finalités douteuses, particulièrement par son action dans le monde carcéral.

1927 – La LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, ex-LICA). Fondée par le journaliste communiste

Bernard Lecache (Abraham Lifschitz-Lekah) : d'obédience juive, devenue libérale par la suite ; organisation richissime, extrêmement puissante et virulente.

1945 – L'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration — devenu OFII après avoir connu trois appellations successives : ONI, OMI, ANAEM). Institutionnel. Spécialisé dans l'accueil et l'intégration des immigrés et demandeurs d'asiles, ainsi que dans l'aide au retour et à la réinsertion (pour ceux qui y croient !). Fait partie de ces nombreuses administrations d'État agissant comme de véritables chevaux de Troie de l'immigration.

1947 – La CNCDDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) : institutionnelle. Fondée par l'avocat israélien René Cassin, l'un des corédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU (1948). Comprend des droits d'un homme défini sans devoirs et sans identité.

1949 – Le MRAP (Mouvement pour le rassemblement et l'amitié entre les peuples-sic). D'obédience juive et communiste, fondé par un groupe de juifs communistes issus de la « Résistance », dissidents de la LICRA, dont Charles Palant, Albert Lévy, Pierre Paraf. À l'origine de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 contre le racisme. La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 étant considérée comme la loi antiraciste, donc antifrançaise, loi mère et point de départ de toutes les lois liberticides qui viendront par la suite.

1952 – L'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Institutionnel. Organisme d'État chargé de mettre en application les accords internationaux pour la protection des réfugiés et apatrides. Autre cheval de Troie institutionnel de l'immigration... Si vous êtes Français de souche et traité comme un paria ou persécuté chez vous, en France, dans votre propre pays, sachez que l'Ofpra ne peut rien pour vous : vous n'aurez qu'à faire vos valises et chercher asile ailleurs qu'en France !

1984 – SOS RACISME : d'obédience juive et trotskiste. Bébé enfanté de l'utérus socialiste mitterrandien. Milite activement pour l'instauration d'une république totalitaire métissée. Rappelons que cette officine associative est à l'origine de la procédure de « testing » auprès des employeurs et du C.V. anonyme.

1989 – Le HCI (Haut conseil à l'intégration). Institutionnel. Puissant lobby immigrationniste d'État chargé d'orienter l'action du gouvernement en matière d'intégration des étrangers et des immigrés ; de tous les combats contre le racisme et l'antisémitisme.

1999 – Les CODAC (Commissions départementales d'accès à la citoyenneté). Institutionnels. Missions locales auprès des préfectures, chargées de veiller à l'insertion des immigrés (insertion ou intégration, signifiant que les immigrés se sentent bien chez eux chez nous et que rien ne manque à leur bonheur), suivies de la création du GED (Groupe d'études sur les discriminations), lequel deviendra en l'an 2000 le GELD ; cette officine renforce la répression en prenant part à la lutte contre les discriminations, et sera chargée de gérer le 114 (dispositif d'écoute et de signalement des victimes et témoins de discriminations).

2004 – La HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité). Institutionnalisée par la loi du 30 décembre 2004 ; véritable officine de délation publique rappelant par certains aspects la sinistre loi des suspects sous la Révolution française ; présidée dès sa fondation par l'ancien président du groupe automobile Renault, Louis Schweitzer, haut-fonctionnaire, administrateur non bénévole et très avantageusement rémunéré d'une nuée de grands groupes industriels et d'organismes divers, ancien chef de cabinet du Premier ministre socialiste Laurent Fabius, sorti de la promotion Robespierre de l'ENA : plus qu'une référence, un aveu !

2008 – DÉFENSEUR DES DROITS. Médiateur de la République chargé de régler les litiges ou conflits entre les citoyens et l'État. Son champ d'action s'est élargi à la défense des droits des enfants et à la lutte contre les discriminations, héritage de feu la Halde.

2011 – Dissolution de la Halde pour gestion floue, abus de biens sociaux et missions mal définies. Transfert des compétences au Défenseur des droits, puis à la DILCRAH.

2012 – DILCRAH (Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT), dernière machine de guerre antifrançaise ultra-perfectionnée, lancée pour lutter contre la liberté d'expression et la défense de l'identité nationale... en attendant la prochaine machine

de guerre antifrançaise encore plus perfectionnée ! Dépend directement du Premier ministre et succède à la fois à la HALDE et au CILRA (Comité Interministériel de Lutte contre le Racisme et l'Antisémitisme).

\*

Toutes les organisations citées ci-dessus se caractérisent par une capacité d'action et une puissance d'intervention institutionnelle exceptionnelles conduisant à la soviétisation rampante de la France, et à sa dissolution ethnique par submersion migratoire ; elles bénéficient toutes du soutien sans réserve de l'État républicain et des moyens extraordinaires que celui-ci met à leur disposition, de la Justice républicaine, mais aussi de l'appui inconditionnel des médias vendus à la dictature des oligarchies mondialistes ; elles sont confortées par la reconnaissance publique, peuvent compter sur la collaboration de véritables bataillons de juristes et d'avocats à leur service ; elles trouvent des relais associatifs voire maçonniques sur tout le territoire, auprès des élus locaux, des syndicats, d'associations spécialisées ; elles recrutent les acteurs — présentés le plus souvent comme bénévoles, mais vivant en réalité grassement de subventions selon le principe associatif — essentiellement auprès du monde enseignant et de la fonction publique, voire dans la nébuleuse des milieux marginaux ou gauchistes ; elles organisent des interventions propagandistes au sein même des établissements scolaires et universitaires ; elles s'arrogent de fait le droit de contrôle de tout ce qui se dit et se pense en France ; enfin, la plupart bénéficient du privilège judiciaire exorbitant du droit de poursuivre ou d'ester en justice, c'est-à-dire de s'octroyer le pouvoir politique d'assurer la police des idées au sein de la République dite « française ».

On remarquera qu'elles ont étendu, au fil du temps, leurs domaines respectifs d'intervention, au point parfois de se marcher sur les pieds ; ainsi la Licra qui, à ses débuts, n'était concernée que par les cas relevant de l'antisémitisme (Lica), a élargi son spectre répressif à toutes formes de racisme, de discriminations, contre la xénophobie, le sexisme, l'homophobie, le révisionnisme, etc. ; la Ligue des droits de l'homme (LDH), officine gauchiste en pleine déshérence, résume ainsi son activisme humanolâtre universaliste :

« Pour le respect des droits de l'Homme par les forces de police et de gendarmerie et par l'administration pénitentiaire — Pour le droit de vote des résidents étrangers — Pour la régularisation des sans-papiers —

Contre les discriminations — Pour les droits des gens du voyage — Pour les droits des femmes et l'égalité femmes /hommes — Contre l'homophobie — Pour la citoyenneté sociale — Pour la laïcité — Pour le respect de la présomption d'innocence — Contre les justices d'exception — Contre la peine de mort aux États-Unis et ailleurs — Pour la dépenalisation de l'usage des drogues — Pour les droits et libertés dans le monde — Pour un contrôle citoyen de l'économie mondiale — Contre l'extrême droite. »  
 Pour les Français honnêtes ? Non !

Paroles, paroles...Ce programme « politique » est la preuve que l'expression hystérique des « droits de l'homme » n'est qu'une couverture commode servant de cache sexe à l'extrême gauche, bien que la raison d'être de cette ligue est restreinte en principe au seul premier objectif de cette litanie. Il a au moins le mérite de montrer clairement le positionnement ultra gauchiste et totalitaire de la prétendue Ligue des droits de l'homme, de l'homme dégénéré, s'entend, lequel n'a que des droits sans responsabilités, et surtout pas de devoirs !...

À toutes ces organisations, il faut ajouter des officines de second rang, privées ou subventionnées, particulièrement dynamiques dans l'activisme immigrationniste comme la CIMADE (1939), protestante et « œcuménique » ; FRANCE TERRE D'ASILE (1971), émanation ou dissidence de la précédente ; le GISTI (1972), groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés fondé par des élèves de l'ENA (!) : au moins les futurs technocrates et hauts fonctionnaires de l'État ne cachent pas leurs arrière-pensées ! Rassemblement de juristes, avocats, « travailleurs sociaux », militants associatifs...

Ce type d'organisations associatives, moins médiatiques que les précédentes parce qu'agissant plus sur le terrain que sur la répression ; elles se chargent plus particulièrement de l'accueil et de l'intégration des déplacés du monde entier qui se sont auto-transportés dans notre beau pays de France... Certaines organisations dites humanitaires comme Emmaüs, ATD-Quart Monde, le Secours Populaire (ex-Secours Rouge, toujours d'obédience communiste en dépit du changement de nom moins visible), mènent des actions parallèles dans ce sens.

Il faut citer les organisations communautaristes comme le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), le FCFCM (Conseil français du culte musulman), le CRAN (Conseil

représentatif des associations noires calqué sur le modèle du CRIF ; il représenterait 120 associations), en attendant que toutes les communautés ethniques du monde entier présentes sur le sol français fassent valoir leur Conseil représentatif ; bien entendu, il faut ajouter la Franc-maçonnerie classique et les grandes Loges maçonnique françaises, puis le B'naï B'rith (maçonnerie réservée exclusivement aux Juifs : on ne mélange pas les torchons et les serviettes) qui œuvrent dans le même sens, participant des mêmes objectifs de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, c'est-à-dire contre les Français de souche. Et tout cela payé rubis sur l'ongle par le contribuable français. Quant aux Français de souche, il est permis de se demander s'ils ont encore le droit d'exister chez eux, en France, et s'ils y ont encore leur place... À quand le CREFS (Conseil Représentatif des Français de Souche) ?

Il convient de citer également la toute puissante organisation de l'Église catholique progressiste de France, postconciliaire, c'est-à-dire l'Église de France elle-même, ses évêques, ses curés (s'il en reste), qui ont pratiquement biffé d'un trait rouge la nation française dont ils avaient historiquement la responsabilité morale et spirituelle ; puis viennent les nombreuses associations pseudo-catholiques devenues chrétiennes œuvrant dans l'humanitaire, le social, les droits de l'homme, l'immigrationnisme militant, tel le Secours Catholique ou le très progressiste CCFD (Comité contre la faim et pour le développement) ; il semble me souvenir, fut un temps, que circulait ce slogan dans certains milieux catholiques : « Pas un sou pour le CCFD ». Les catholiques dans leur ensemble sont victimes du syndrome Vatican II qui a transféré le culte voué à Dieu à un ectoplasme fantasmatique : l'Homme, le Dieu des nouveaux tartufes — pardon, des nouveaux pharisiens ; introduisant du même coup un imbroglio d'ambiguïtés spirituellement insolubles et contradictoires, ou le culte des droits de l'homme a pris la place de la liturgie romaine. Ce n'est plus Jésus-Christ le modèle vénéré, ni Dieu, c'est l'Autre, adjectif indéfini polyvalent, permutable et adaptable à toutes les causes pour ne pas dire à toutes les sauces pour jacter verlan. Le danger de ces associations vient du fait qu'à la niaiserie utopique classique des organisations socio-politiques de gauche, elles ajoutent une certaine forme d'angélisme bêtifiant issu d'une interprétation déviante des Évangiles ; ce que la plupart de ces gens ne comprennent pas — mais sont-ils mentalement, sinon spirituellement, en état de comprendre ? — c'est que l'angélisme

des uns constitue un crime perpétré par défaut d'intelligence contre l'innocence des autres.

Il faut citer encore les nombreuses organisations dites « sans frontières » ou « du monde » dans leur intitulé, et les incontournables, inévitables, imparables ONG (Organisations dites non gouvernementale mais pièges à défiscalisation), on n'en finirait pas de tout passer en revue ces ONG (des milliers dans le monde anglo-saxon) dont on ne sait jamais trop ce qu'elles recouvrent exactement, qui officient, officinent, dans l'humanitaire, les droits de l'homme, l'immigrationnisme, et dont les origines comme les finalités sont encore plus obscures que troubles, surtout quand elles tendent à véhiculer l'idéologie américaine. Le « *charity business* », cela fonctionne par injections à hautes doses de billets verts...

Sur tout cela est venu se greffer les revendications rétroactives des représentants en France des anciennes colonies et des DOM-TOM. Ils se sont souvenus (on les a aidés à se souvenir), opportunément et à bon escient, qu'ils descendaient peu ou prou d'esclaves, et qu'à ce titre ils étaient classifiés victimes universelles ; ils avaient droits, comme les Juifs, au statut de victimes sacrificielles, à la reconnaissance mémorielle, et aux excuses plates et repentantes, doublées si possible, comme pour les Juifs, d'une reconnaissance en termes de réparations et de compensations sonnantes et trébuchantes. Des excuses plates et repentantes différées, certes, mais déférentes et rétrospectives de la communauté française incarnée par la République, censée être française elle aussi. Et cela nous a valu la loi dite Taubira, ainsi libellée : loi du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité. Pourquoi se gêner ? Cette loi se limite à la traite transatlantique pratiquée par les Européens sur les populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes, et oublie le reste...

Par exemple, on passe allègrement sur le rôle joué par les Juifs dans la traite négrière, sur l'esclavage interafricain, et on oublie pudiquement dans le même élan l'esclavagisme arabo-musulman pratiqué à grande échelle depuis l'origine de l'islam, étant admis que l'esclavage, comme la dhimmitude, comme la violence sur les femmes, etc., sont des valeurs fondamentales de l'islam, toujours gravées en lettre d'or dans les prescriptions de la charia et du Coran. On oublie aussi de dire que si l'esclavage n'est plus moralement



admissible de nos jours, il était une institution sociale NORMALE reconnue dans toute l'antiquité pour ceux qui se révélaient incapables d'assumer leur statut d'hommes libres ; un statut social qui ne scandalisait personne, pas même des philosophes comme Aristote et Platon, pas même les prophètes de l'amour et de la paix comme Jésus, saint Paul et d'autres... C'est dire combien qualifier l'esclavage de crime contre l'humanité est une totale aberration historique.

Le poids de la faute est tel que l'Église catholique y est allée, elle aussi, de sa crise de repentance, torturée de remords, ployant sous l'opprobre de sa propre ignominie, n'en pouvant plus de battre sa coulpe et de faire acte de contrition. Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II s'était fait une spécialité, durant son long pontificat, de se repentir en toutes circonstances pour expier les fautes commises par l'Église. Ce qui est faire bon marché de cette réalité que l'histoire ne dément pas : c'est à l'Église catholique que revient l'honneur d'avoir contribué à faire abolir l'esclavage dans l'Occident chrétien, ce que semble avoir oublié le Saint-Père (et ceux venus derrière lui, dont l'inénarrable Bergoglio dit François). On ignore s'il a exigé repentance des autorités romaines pour tous les martyrs de la chrétienté dans l'antiquité. Comme il disait lui-même : « On ne peut être prisonnier du passé. Pour chaque peuple, une sorte de purification de la mémoire est nécessaire. »... Ils se sont donné le mot. Avec de tels principes, nous pouvons tout contester et remonter jusqu'à la création du monde. Que l'on se penche sur l'histoire de l'humanité : on n'a pas fini de se repentir les uns les autres : personne n'est sauf, surtout et y compris les Juifs, grands donneurs de leçons et de fessées juridiques voire répressives à la terre entière.

On peut supposer que le Pape Jean-Paul II prêchait pour sa paroisse, si je puis me permettre, ou à titre personnel, car pour ma part, Français et catholique, ce type d'allégation est irrecevable ; je n'éprouve à ce sujet aucun sentiment de culpabilité vis-à-vis de l'histoire de mon pays qui soit de nature à m'obliger de me « purifier la mémoire ». Je ne m'appelle pas Chirac, l'homme de la repentance qui aura passé son temps à battre sa coulpe sur le dos de ses compatriotes. Bref, ce grand théâtre masochiste d'auto-flagellation permanent et à sens unique, n'a pas fait rentrer un fidèle de plus dans une Église à la conscience purifiée, et l'a rendue plutôt ridicule face aux « religions » concurrentes dites du « Livre ».

\*

Voici maintenant présentées par le Ministère de la Justice, l'ensemble des dispositions pénales visant à sanctionner les actes de racisme :

1. Provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale.
2. Provocation non publique à la discrimination, à la haine ou à la violence raciale.
3. Diffamation raciale.
4. Injure raciale.
5. Apologie de crime contre l'humanité.
6. Contestation de l'existence de crimes contre l'humanité définis par le tribunal international de Nuremberg de 1945.
7. Mise en vente de distribution ou reproduction des publications étrangères interdites.
8. Mise à la disposition de mineurs, exposition ou publicité d'ouvrages interdits aux mineurs [il n'est pas question de propagande pornographique, ici ; juste les mal-pensants !]
9. Port ou exhibition d'uniformes, insignes ou emblèmes rappelant ceux des responsables de crimes contre l'humanité.
10. Interdiction de mémoriser des données portant sur la race.
11. Crimes qualifiés de crimes contre l'humanité commis au cours de la Seconde Guerre mondiale pour le compte d'une puissance européenne de l'Axe.
12. Crimes qualifiés de crimes contre l'humanité commis (après entrée en vigueur du nouveau Code pénal) et en associations en vue de commettre les dits crimes
13. Refus de fournir un bien ou un service fondé sur une discrimination nationale, ethnique, raciale ou religieuse.
14. Licenciement, sanction ou refus d'embauche discriminatoire.
15. Entrave discriminatoire à l'exercice normal d'une activité économique.
16. Subordination de la fourniture d'un bien ou d'un service ou d'une offre d'emploi à une condition discriminatoire.

17. Discrimination commise par un représentant de l'autorité publique.
18. Violation de sépulture à caractère raciste ou antireligieux [sauf sépulture catholique : voir les silences de la presse.]

Et allez donc ! Allez-y franchement !... Tapez, cognez dur !... Embrassons-nous, Folleville ! Et plus on s'embrassera, plus on s'aimera de gré ou de force, à coups de tabassage médiatique et de répression judiciaire, plus on se vivra ensemble, tous ensembles, oui, oui, oui, comme on le chante chez les bolchos de la CGT, le vivre-ensemble dans le Meilleur des Mondes... Avec un tel déballage de sanctions, on est sûr de bien claquemurer toutes les consciences et de dissuader les tentatives de dérapages. Pas de contaminations possibles. Les condamnations varient de 1500 à 45 000 euros d'amende, voire 300 000 euros dans le cas n° 10, et de 6 mois à 5 ans de prison. Pour les crimes qualifiés « contre l'humanité » : réclusion criminelle à perpétuité.

**Ainsi la machine infernale à culpabiliser les Français, déjà corsetés par un réseau de lois pénales absolument démentiel visant à assécher le canal de la liberté d'expression, tourne à plein régime ; elle est assortie d'une monstrueuse machinerie judiciaire d'une efficacité redoutablement diabolique destinée à réprimer et à frapper fort les récalcitrants ; si vous êtes dévalisé chez vous et menacés de mort, prenez le temps d'attendre, rien de grave ; mais si votre langue dérape, attendez-vous à ce que le ciel vous tombe sur la tête et sans délai. Non, décidément, la République n'aime pas les Français et ne les a jamais aimés ; elle n'a pas été faite pour les aimer ou les respecter, elle a été faite pour leur couper la tête, au propre comme au figuré (la guillotine sociale) ; en cela rien de nouveau : nous le savons depuis le pacte satanique de 1789...**

Sous la férule républicaine, nos compatriotes les plus attachés à leur pays, à leur identité, les plus représentatifs par le dévouement personnel, par ce qu'ils apportent et ont apporté à la richesse nationale, à notre héritage commun, sont tenus de vivre en permanence comme des parias avec le rouge de la honte marqué au front, la tête couverte de cendres, la corde au cou, revêtus de la bure des pénitents, pieds nus et marchant le regard baissé, comme pour

s'excuser d'exister, et de déranger le si bel ordonnancement de la Nouvelle Civilisation Mondiale du Nouvel Ordre Mondial ; ils sont voués à expier éternellement le mal affreux inscrit dans leurs gènes et dont ils sont collectivement responsables : coupables d'être nés Français de souche, la preuve de l'hydre raciste qui survit en eux et les dévore de l'intérieur comme un feu venu de l'Enfer ; ils ne finiront jamais de payer leur dette, ni de se purifier la conscience, ni de se revivifier, ni de se régénérer...

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	7
--------------------	---

### PREMIÈRE PARTIE

#### Concentré de haine antifrançaise

1. Métaphysique d'un génie cosmo-planétaire.....	9
2. Être ou ne pas être de partout et nulle part.....	22
3. Du bonheur de l'exil.....	26
4. Des « beaufs » et des « beaufrettes » .....	31
5. Les « chances » pour la France .....	35
6. Le francophobe et la méchante patrie .....	41
7. Un climat antifrançais .....	54

### DEUXIÈME PARTIE

#### Généralités politico-philosophiques

1. Éléments de philosophie politique .....	64
2. De la philosophie au vertige idéologique.....	70
3. Individualisme et universalisme.....	74
4. Identité et altérité.....	81
5. Droit et Morale.....	91
6. Laïcité – Neutralité.....	98
7. Race et métissage .....	106
8. Nation – Patrie.....	114
9. L'imposture des droits de l'homme .....	127
10. L'Homme des « droits de l'homme » .....	131
11. Mondialisme.....	137
12. Totalitarisme .....	147
13. Retour au réel.....	168

### TROISIÈME PARTIE

#### Antiracisme : le rouleau compresseur

1-Les lois « populicides » .....	173
2-Du populicide au suicide français programmé .....	176